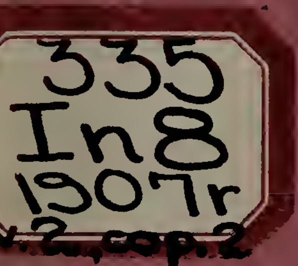
L'Internationale Ouvrière & Socialiste

Rapports soumis au Congrès Socialiste International de Stuttgart (18-24 août 1907) par les organisations socialistes d'Europe, d'Australie et d'Amérique sur leur activité pendant les années 1904-1907





EDITION FRANÇAISE

PUBLIÉE PAR LE

Secrétariat du Bureau Socialiste Internationale



VOLUME II

Augmenté d'une

NOTE COMPLEMENTAIRE

sur le mouvement ouvrier

et d'une étude sur l'organisation internationale de la

JEUNESSE SOCIALISTE



EDITEUR : BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL
MAISON DU PEUPLE
BRUXELLES
1907

L'INTERNATIONALE

SOCIALISTE & OUVRIÈRE

		Parti social démocrate	
		»	
		»	
		»	
	ff	»	
	ier	»	
		»	
	lieff	»	
	tine	»	(Letton)
	edem	»	(Bounde)
	Natanson	»	»
	Olgine 2.	»	»
	Fridlender	»	»
3	Davidow	»	
4	Zacharow	»	
35	Masloff	»	
36	Kollontay	»	
37	Trotzky	»	
38	Woïnoff	»	
39	Igoreff	»	

Pologne (24)

1	Ignaz Daszynski	P. P. S.	Pologne autrichienne, russe et prussienne	Cracovie
2	Herman Diamand	»	Pologne autrichienne, russe et prussienne	Lemberg
3	Lieberman Herman	»	Pologne autrichienne, russe et prussienne	Przemysl
4	Rafael Buber	»	Pologne autrichienne, russe et prussienne	Z. S. D. Lemberg
5	Trawiecka Salomea	»	Pologne autrichienne, russe et prussienne	Lemberg
6	Klemensiewicz Z.	»	Pologne autrichienne, russe et prussienne	Cracovie

7 Vojciechovski A.	»	Pologne prussienne
8 Wronski Alexander	» (F. R.)	Pologne russe
9 Edward Jan	» »	»
10 Karski	» »	»
11 Przybylski Michael	» »	»
12 Limanovski	» »	»
13 Rosa Luxembourg	Parti social démocrate de Polo[gne russe] et Lithuanie IIe section polonais[e]. B[erlin].	
14 Irena Izwolska	Parti social démocrate de Pologne r[usse] et Lithuanie II section polonaise. Berlin	
15 Karol Radek	Parti social démocrate de Pologne russ[e] et Lithuanie IIe section polonaise. Berlin.	
16 Warski	Parti social démocrate de Pologne russe, et Lithuanie IIe section polonaise.	
17 J. Karski	Parti social démocrate de Pologne russe, et Lithuanie IIe section polonaise. Berlin.	
18 F. Janowski	Comité Ouvr. Centr. P.P.S. (Pologne russe)	
19 A. Walecki	» » »	»
20 J. Skalinska	Comité de Varsovie »	»
21 P. Sucharski	Comité de Lodz »	»
22 K. Kuzminski	Syndicats libres de la Pologne russe.	
23 H. Starski	» »	»
24 H. Janowska	» »	»

Finlande (19)

1 Yrjo Sirola	Organisation politique	Helsingfors
2 M. Paasivuori	»	»
3 M. Turkia	»	»
[4] Ida Aalle	»	»
[5] I. Horhammer	»	»

L'Internationale Ouvrière & Socialiste

Rapports soumis au Congrès Socialiste International de Stuttgart (18-24 août 1907) par les organisations socialistes d'Europe, d'Australie et d'Amérique sur leur activité pendant les années 1904-1907



ÉDITION FRANÇAISE

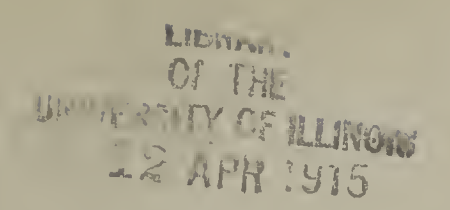
PUBLIÉE PAR LE

Secrétariat du Bureau Socialiste Internationale

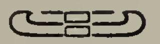
VOLUME II

Augmenté d'une
NOTE COMPLÉMENTAIRE
sur le mouvement ouvrier
et d'une étude sur l'organisation internationale de la
JEUNESSE SOCIALISTE

EDITEUR : BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL
MAISON DU PEUPLE
BRUXELLES
1907



SOMMAIRE DU VOLUME II



Ordre alphabétique des Rapports

Volume II

ITALIE

Rapport du

« Parti Socialiste Italien »

Quelques mots d'abord sur l'*Organisation du Parti.*

En 1900, après le vent de réaction, le Parti comptait :

	546	sections	avec	19194	membres
en 1902	1076	»	»	37778	»
» 1903	1236	»	»	42451	»
» 1904	1330	»	»	45800	»
» 1905	1258	»	»	43925	»
» 1906	1249	»	»	41264	»

Dans ce tableau ne sont pas compris quelques-unes des sections socialistes italiennes qui travaillent à l'étranger (18 sections pour l'année 1906). N'y sont pas compris non plus, les socialistes italiens émigrés en Suisse, dans l'Amérique du Nord et du Sud, qui sont constitués en partis spéciaux et autonomes.

Voici, pour la distribution géographique des organisations du Parti, un tableau démonstratif :

	RÉGIONS	HABITANTS	Sections	Membres	Total des Sections	Total des Membres
Italie Septentionale	1° Piemont	3.317.401	183	6169		
	2° Ligurie	1.077.473	51	1486		
	3° Lombardie	4.282.728	173	5599		
	4° Venise	3.134.467	74	2070		
	5° Emilie	2.445.035	367	12667	848	27.991
Italie Centrale	6° Toscane	2.549.142	149	4539		
	7° Marche	1.060.755	59	1458		
	8° Ombrie	667.210	31	869		
	9° Lazio	1.196.909	19	937		
	10° Abruzzes	1.441.551	18	447	276	8.250
Italie Meridionale	11° Campania	3.160.448	19	481		
	12° Basilicata	490.705	9	196		
	13° Pouilles	1.959.668	30	559		
	14° Calabre	1.370.208	10	157	68	1.393
Iles	15° Sicile	3.529.799	32	679		
	16° Sardaigne	791,759	5	102	37	781
					1.229	38.415

(Manquent les sections de l'étranger).

Les adhésions au Parti sont personnelles. Une tentative de statistique a été faite en 1904, de laquelle résulte que les adhérents sont à peu près : *ouvriers*, de 25 à 30 % — *travailleurs de la terre*, de 15 à 20 % — *fermiers* et *artisans* (ouvriers libres), *professions libérales*, *commerçants*, *étudiants*, *propriétaires* et *industriels*, de 50 à 60 %. Ceux-ci sont en grande partie, cependant, des artisans et des hommes de professions libérales.

Avec la cotisation de 60 centimes par an et par chaque membre, la caisse centrale a une recette de 25,000 Lires environ, avec lesquelles on pourvoit

aux dépenses du Secrétariat politique et administratif, de convocations de la Direction, des propagandistes, de subsides pour la propagande, etc.

Pour l'*organisation économique*, *l'action syndicale et la presse professionelle*, nous donnerons d'autres indications.

LA CONQUÊTE DES POUVOIRS PUBLICS

Aux élections générales politiques de 1892 (l'année de la constitution du Parti), nous avons obtenu 26,000 voix et 6 mandats parlementaires.

Aux élections de 1895, 76,000 voix et 10 mandats.

En 1897, 135,000 voix et 16 mandats.

En 1900, 175,000 voix et 32 mandats.

En 1904, 320,000 voix et 28 mandats.

Aux élections de 1900, faites avec l'alliance des partis populaires (démocrates, radicaux, républicains), nous n'avons compté que les voix obtenues par les candidats socialistes, et nous compensons les voix des autres partis données à nos candidats par les voix données par nous aux candidats des autres partis.

Aux élections de 1904, au premier tour de scrutin, le Parti n'a gagné qu'un seul mandat. Dans l'ensemble, nous avons gardé 18, perdu 14 et gagné 9 siéges. Le groupe parlementaire a conservé 27 députés. Quelque temps après, nous avons perdu le siège de Budrio (Romagne), à la suite d'une démission et celui de Montagnana (Venise), à cause de la mort du mandataire. Mais, par des élections successives, nous avons gagné les siéges de Valence en Piémont et de Sciacca en Sicile.

Quand est survenue la crise qui a déterminé la

démission du groupe socialiste parlementaire tout entier, nous avons perdu aux élections suivantes 4 siéges, mais récemment, avec l'alliance, nous avons reconquis le siége de Florence III et celui de Vérone, perdus aux élections générales. Le groupe est maintenant composé de 25 députés sur 508. Bien que les élections de 1904 aient diminué nos forces parlementaires, elle ont beaucoup augmenté nos forces électorales. Sur presque un million et demi d'électeurs,nous avons recueilli 320,000 voix, *plus* qu'un cinquième du total, c'est à dire que même avec le système électoral italien, basé sur le suffrage restreint que nous avons actuellement, l'évalution proportionnelle aurait donné au Parti socialiste au moins 100 sur 508 députés.

En ce qui concerne la conquête des Conseils communaux et provinciaux, nous sommes dans l'impossibilité de vous présenter des données aussi approximatives. Nous savons que dans de nombreuses communes rurales et dans quelques petites villes, l'administration est dirigée par des socialistes, ou par les partis populaires, alliés aux socialistes, qui forment le groupe le plus fort. Dans presque toutes les communes de l'Italie septentrionale, dans beaucoup de communes de l'Italie centrale ,dans quelques-unes de l'Italie méridionale et insulaire, dans presque toutes les grandes villes, et dans beaucoup de villes d'importance moyenne, les Conseils communaux ont une minorité composée de socialistes .

Nous avons perdu le Conseil communal de Reggio Emilia, maintenu celui de Sanremo et gagné celui de Alessandria.

Dans beaucoup de Conseils provinciaux, le Parti est représenté dans la minorité. Les Conseils des provinces de Mantoue et de Reggio Emilia ont des minorités socialistes presque équivalentes, numériquement, aux majorités conservatrices.

La Direction du Parti espère être à bref délai dans la possibilité de faire une statistique, avec des données exactes, pour la présenter au prochain Congrès International.

LA PRESSE

L'organe officiel central du Parti est le journal quotidien *Avanti !* publié à Rome en 1896 par décision du Congrès et par souscription des camarades. Ce journal tire actuellement à environ 30,000 exemplaires par jour, il a 10,000 abonnés et il est dirigé par Enrico Ferri.

En dehors de l'*Avanti*, les socialistes ont répandu dans toute l'Italie, et à l'étranger, dans les centres d'émigration italienne, de nombreux périodiques édités par des camarades ou des groupes sans contrôle du Parti. Citons, notamment, la *Critica Sociale*, revue bi-mensuelle, publiée à Milan depuis quinze ans et dirigée par Turati. — Le *Divenire Sociale*, revue bi-mensuelle, publiée à Rome depuis deux ans par un groupe syndicaliste. — *La Coltura popolare*, petite revue mensuelle éditée dans le but de populariser les connaissances scientifiques et publiée à Crême depuis un an. — *L'Asino*, une feuille satirique illustrée en couleurs, hebdomadaire, qui s'est spécialisée dans la propagande anticléricale et est répandue à 64,000 exem-

plaires. Elle est dirigée par Podrecca et Galantara et éditée par Mongini à Rome depuis 1893. — Le *Sempre Avanti!* hebdomadaire socialiste pour les humbles et les hommes d'œuvre, dirigé par Morgari et Paoloni, édité par Mongini, répandu à 10,000 exemplaires et publié depuis 9 ans à Rome. — *Il Seme*, petit journal de propagande très élémentaire, illustré, bi-mensuel, publié à Rome. dirigé par Paoloni, vendu à *un centime* le n° et répandu à 30,000 exemplaires. En cas d'agitation et d'élections, le 1er mai, ce journal tire parfois à 100,000 exemplaires. (Il y a quelques temps les camarades de Belgique ont lancé un journal analogue). — La *Pace*, hebdomadaire antimilitariste Hervéiste, publié à Gênes par Bartalini. — La *Gioventù socialista*, organe hebdomadaire des jeunes adhérents à la fraction syndicaliste, publié à Rome. — La *Giovane Guardia*, organe bi-mensuel des jeunes socialistes, publié à Reggio Emilia. — *La Confederatione del Lavoro*, organe de la Confédération du Travail, hebdomadaire, publié à Turin, dirigé par Rigola. Toutes les Fédérations professionnelles ont un organe. Les plus répandus sont les journaux des employés des chemins de fer, des travailleurs du bâtiment, des métallurgistes, des employés des Postes et Télégraphes, des travailleurs de l'État.

Très nombreux sont aussi les journaux dont la diffusion est limitée à une région, ou à une province, ou à une circonscription, ou aussi à une commune.

Quatre sont quotidiens : *La Guistizia*, à Reggio Emilia ; *La Provincia di Mantova*, à Mantoue, pro-

priété du Parti et sous le contrôle direct des organisations ; *Il Tempo*, à Milan et *Il Lavoro*, à Gênes, publiés tous deux par des sociétés d'édition. On essaie de transformer en quotidien le *Grido del Popolo* de Turin.

Dans la Lombardie, on publie 10 journaux hebdomadaires et 1 bi-hebdomadaire (à Côme).

Au *Piémont*, 12 hebdomadaires, un bi-hebdomadaire (à Biella).

Dans le district de *Vénise*, il y a 7 hebdomadaires. On a essayé de publier des quotidiens, d'abord à Vérone, puis à Venise, mais on a dû suspendre ces publications.

Dans la province d'*Emilie*, il y a 13 hebdomadaires. On essaie maintenant de transformer *La Parola di Ravenna* en bi-hebdomadaire.

Dans la *Ligurie*, il y a 5 hebdomadaires.
En *Toscane*, 9 hebdomadaires ;
Dans l'*Ombrie*, 4 hebdomadaires ;
Dans les *Abruzzes*, 3 hebdomadaires ;
Dans la *Campania*, 3 hebdomadaires ;
Dans les *Pouilles*, 3 hebdomadaires ;
Dans la *Basilicata*, 2 hebdomadaires ;
Dans la *Calabre*, 3 hebdomadaires ;
En *Sicile*, 6 hebdomadaires ;
En *Sardaigne*, 1 hebdomadaire.

Tous ces journaux locaux sont soumis au contrôle du Parti local.

Les organes les plus répandus sont : *La Guistizia*, hebdomadaire de Reggio Emilia, très connu pour son apostolat très efficace ; *La Propaganda* de Naples, réputé pour ses campagnes hardies et

heureuses contre la «*Camorra*» ; *Il Grido del Popolo* de Turin.

Les Italiens à l'étranger ont des nombreux journaux. A signaler : *Il Lavoratore* en Suisse ; *Il Proletario* dans l'Amérique du Nord ; *L'Avanti !* quotidien au Brésil ; *Il Riscatti* à Nice ; à Trente et Trieste — territoire italien de l'empire autrichien — nos camarades, inscrits au Parti Socialiste autrichien, ont deux journaux quotidiens en langue italienne.

Le Parti n'a plus de librairie. Cette entreprise n'a pas été prospère et elle a été reprise par Mongini, qui est le plus important éditeur de brochures et d'œuvres socialistes· Nombreuses sont les brochures de propagande publiées par lui et par d'autres éditeurs (Picchetto de Rome, Nerbini de Florence, Sandron de Palerme, etc., etc.). Mongini édite une œuvre de très grande importance : la traduction complète de toutes les œuvres de Marx, Engels, Lassalle, Mehring, etc. etc.

La Critica Sociale publie souvent des brochures très interessantes sur des questions spéciales.

Enfin, pour un pays qui a un haut pourcentage d'illettrés, on peut affirmer que la presse socialiste est très développée.

RÉSUMÉ HISTORIQUE

En 1872 on a organisé à Rome la *Fédération italienne de l'Internationale* en adoptant la méthode de la fraction anarchiste. Elle a agité les masses ouvrières, jusqu'alors étrangères aux préoccupa-

tions politiques en adeptes de l'idéologie de Mazzini.

Conspirative, elle essaya plusieurs fois des coups de main insurrectionels et elle se dispersa en 1878, à la suite des conflits toujours plus accentués entre les Bakouninistes qui perdaient du terrain, et les Malonistes et les Marxistes, et également, par l'œuvre de la réaction.

En 1880, les internationalistes qui acceptaient les principes de la conquête graduelle du pouvoir avec la participation aux pouvoirs publics, et de nombreuses nouvelles recrues du Marxisme, essayèrent de constituer le *Parti Socialiste Italien*. Mais cet effort n'a pas donné le résultat voulu.

En 1882, après l'élargissement du droit de vote, par l'initiative de quelques ouvriers, il s'est constitué à Milan le « *Partito operaio* » (Parti Ouvrier), «absolument étranger à tout parti politique et religieux », recrutant de nombreuses associations de travailleurs, dans le but d'organiser, métier par métier, les phalanges du prolétariat et les unir fraternellement en un seul droit, le droit à l'existence.

Le *Parti Ouvrier* avait un programme d'action vis-à-vis de l'Etat et vis-à-vis du capital. A l'Etat il demandait : «le droit à la liberté de grève ; le suffrage universel ; la liberté d'enseignement ; la nation armée ; l'autonomie communale ; l'impôt unique et progressif ; l'abolition du budget des cultes », et il proclamait la fraternité de tous les peuples. Vis-à-vis du capital, le Parti proposait l'institution de ligues de résistance organiquement fédérées, de sociétés ouvrières, de coopératives de

crédit, de production et de consommation, de bureau de placement et il demandait en outre la participation aux bénéfices, la construction de maisons ouvrières par les communes, les travaux publics confiés aux associations de travailleurs. Avec un tel programme, le Parti Ouvrier a réussi à donner la vie aux premières associations de résistance, et à soustraire à la tutelle politique de la démocratie de nombreuses phalanges de travailleurs organisés dans les associations de prévoyance.

Mais en 1888, le Parti s'est dissous à cause des désaccords survenus entre socialistes et « corporativistes».

Entretemps, depuis quelques années, des Congrès d'associations ouvrières (en grande partie de prévoyance) s'étaient réunis en Italie avec faculté de déléguer n'importe qui, même des étrangers à la classe ouvrière. Dans ces Congrès, les courants démocratiques bourgeois, Mazziniens, « corporativistes », socialistes et anarchistes se rencontraient.

En 1891, au VII[e] Congrès, tenu à Milan, on discuta et adopta à une grande majorité un ordre du jour qui renfermait les affirmations essentielles de la pensée socialiste. Il déclarait constitué le Parti des *Lavoratori Italiani* (des travailleurs italiens), auquel pouvaient être admis toutes les associations de travailleurs de la ville et de la campagne, appartenant aux deux sexes, salariés, appointés ou indépendants, pourvu qu'ils n'eussent pas la qualité d'exploiteurs et ne dirigeassent pas le travail des autres

Les mazziniens et les démocrates adhérèrent au nouveau Parti.

Les socialistes, les corporativistes et les anarchistes prirent part au Congrès de Gêne, en 1892, mais la dissension entre les socialistes et les autres se manifesta d'une manière si profonde dès la première séance, que de nombreux socialistes se retirèrent pour se réunir en un Congrès séparé, d'où sortit la constitution du *Partito Socialista Italiano*. — Depuis ce moment, le *Parti de travailleurs* n'exista plus que de nom. Une partie des membres constituèrent les socialistes-anarchistes. La grande partie adhéra au nouveau *Parti socialiste*.

A la Chambre, il y avait déjà trois députés socialistes, qui formaient un groupe adhérant au Parti.

Le 2me Congrès du *Parti socialiste* (Reggio Emilia, 1893) a fixé l'intransigenance absolue de la tactique parlementaire et électorale, politique et administrative.

Le 3me *Congres* (Parme 1894) qui a eu lieu secrètement car la réaction sévissait contre le socialisme par des lois d'exception, à la suite des émeutes de Sicile et de la Lunigiane, confirma le principe d'intransigeance, mais fit exception pour les ballottages dans les élections politiques. Pour ne pas exposer les organisations prolétariennes, alors naissantes, à la réaction qui essayait de les supprimer, ainsi que le Parti, par des dissolutions, des états de siége, des confiscations, des tribunaux militaires, il a été convenu que les adhésions au Parti ne seraient plus faites par *association* mais *personnellement*.

Cette forme d'organisation a été maintenue même après l'orage réactionnaire, car l'adhésion par association présentait un obstacle à l'unité d'organisation économique du prolétarat, en éloignant beaucoup de travailleurs étrangers à la politique, ou adhérents à la démocratie radicale, républicaine ou anarchiste.

Le 4me *Congrès* (Florence 1896) confirma la tactique adoptée par le Congrès de Parme et adopta un projet de *programme minimum* politique et administratif.

Le 5me *Congrès* (Bologne 1897) confirma l'intransigeance de la tactique dans les élections politiques et communales, en admettant néanmoins les exceptions dans des *cas spéciaux*.

Nous arrivons ainsi aux événements de 1898. — Les agitations tumultueuses avaient lieu dans toute l'Italie méridionale et centrale, à cause du prix très élevé du pain, dû à l'insuffisance de la récolte, au droit d'entrée sur le blé, au droit d'octroi communal sur les farines, et au malaise économique général à cause des désastreuses entreprises africaines. L'agitation s'étendit ensuite à l'Italie septentrionale, douée d'une sensibilité politique plus prononcée. Les coups de canon retentirent dans les rues de Milan après les fusillades et les « assauts aux couvents ». La réaction devenait même plus furieuse que celle de 1894-95, poussa le Parti à conclure une alliance avec les partis populaires, pour la défense des libertés élémentaires. L'Alliance a donné de très bons résultats aux élections administratives, d'où dérive la décision du 6me *Congrès* (Rome 1900) dont la majo-

rité approuva l'autonomie locale dans la tactique électorale. Les élections de protestation dans les circonscriptions des députés condamnés par les tribunaux militaires, étaient devenues, avec l'alliance, des votations plébiscitaires. La victoire de l'obstruction parlementaire contre le projet de lois d'exception, préconisée par les socialistes et engagée par toute l'extrême-gauche, la défaite du gouvernement et la réelle victoire électorale politique des partis populaires en 1901, après la victorieuse grève générale de Gênes pour défendre le droit d'association, et après l'assassinat du roi Humbert par un anarchiste, firent arriver au pouvoir les démocrates constitutionnels et d'autres groupes de la gauche, avec un programme de respect de la liberté et de neutralité dans les luttes du capital et du travail.

La destinée du gouvernement dépendait de l'attitude du groupe parlementaire socialiste : les socialistes avaient 30 siéges et les autres groupes de la gauche 60. Les voix des socialistes, ajoutées à celles de la forte opposition réactionaire, qui désirait de reconquérir le pouvoir, auraient très facilement renversé le gouvernement.

Mais, spécialement dans les campagnes, un grand mouvement d'organisation et de grève se dessinait, et le groupe socialiste parlementaire jugea nécessaire de s'assurer la liberté d'organisation et de grève, et d'obtenir la neutralité du gouvernement, en soutenant par ses voix le ministère de gauche, même après le premier massacre des prolétaires, le massacre de Berra Ferrarese, le premier d'une longue série.

Les grèves ont donné de notables améliorations à une grande partie du prolétariat de la terre surtout. Mais le ministérialisme des socialistes a donné naissance à des polémiques haineuses et des scissions violentes dans le Parti.

Par une nomenclature un peu impropre, les « intransigeants» de la tactique électorale et parlementaire prirent le nom de *révolutionnaires* et les «transigeants» celui de *réformistes*. Mais en réalité, la discussion n'existait pas pour ou contre la conquête de réformes, mais sur la manière différente de conquérir les réformes.

Au *Congrès d'Imola* (7e Congrès, 1902), les réformistes ou «autonomistes» de la tactique électorale et parlementaire, remportèrent la victoire, et elle a consolidé l'unité du Parti.

Deux années de scissions, de vicissitudes et crises politiques suivirent, pendant lesquelles l'expérience du gouvernement libéral sombra dans l'opportunisme, dans les compromis avec les «camorras» locales, avec les «affairistes» des industries parasitaires et avec le parti réactionnaire. Tout cela rendit encore plus aiguë la crise intérieure du Parti.

Tous les socialistes étaient d'accord dans l'opposition au *transformisme ministériel* de Giolitti, qui, après la tentative d'appeler au gouvernement des radicaux et un socialiste (tentative qui échoua par suite du refus de ce socialiste), passa au système de concentration contre l'extrême-gauche.

Etendue par la tactique électorale et parlementaire, à toute la méthode de l'action socialiste, la discussion poussait de plus en plus les réformistes

et les révolutionnaires aux conséquences extrêmes de leurs prémisses unilatériales, en rendant la dissension incurable.

D'autre part, tous les «transigeants» et tous les «intransigeants» ne se laissèrent pas glisser sur le plan incliné du réformisme vers le possibilisme et du révolutionnarisme vers l'anarchisme.

Ainsi nous arrivons au 8me *Congrès* (Bologne, 1904) où quatre différents ordres du jour se disputaient la victoire :

1. Celui du centre droit : *unitaire transigeant* confirmant le caractère antimonarchiste du Parti, déclarant inadmissible la participation des socialistes au pouvoir, affirmant la nécessité de conquérir des réformes, tout en profitant des coïncidences transitoires d'action avec les autres classes.

2° Celui du centre gauche: *unitaire intransigeant*, déclarant incompatible avec la méthode de la lutte de classe l'appui accordé au gouvernement et la participation au pouvoir, et reconnaissant nécessaire la conquête de réformes.

3° Celui de l'extrême-droite : *réformiste*, déclarant que le Parti devait profiter des institutions actuelles, sauf à faire des efforts nécessaires pour en effectuer le changement, quand elles se dressent sur la route comme obstacles immédiats ; en outre, que le Parti pouvait donner son appui au gouvernement.

4° Celui de l'extrême-gauche : *révolutionnaire*, déclarant que quelle que soit l'activité réformatrice en régime bourgeois, même quand elle est déterminée par la pression prolétaire et partiellement utile aux travailleurs, elle n'entame pas le méca-

nisme fondamental de la production capitaliste, d'où il résulte qu'il faut laisser l'exécution des réformes aux gouvernements bourgeois, sans aucune collaboration. Cer ordre du jour affirmait enfin la nécessité de déclarations républicaines sincères et nettes.

Le vote sur les deux ordres du jour, des *réformistes* et *révolutionnaires*, donna lieu (à cause du grand nombre d'abstentions des *transigeants* et d'*intransigeants*), à un ballottage sur les ordres du jour de ces deux derniers. Les réformistes votèrent l'ordre du jour des transigeants, et les révolutionnaires celui des intransigeants. Ce dernier fut donc approuvé par 16.304 voix contre 14.844 et 200 abstentions.

DE 1904 JUSQU'A CE JOUR (15 JUIN 1907)

Après le Congrès de Bologne (VIII-avril 1904), le Parti socialiste a eu quelques heureux élans de vigueur.

La position du ministère Giolitti s'était affaiblie de plus en plus. Il avait dû accepter l'enquête sur la marine, couronnant ainsi la campagne de l'*Avanti !* contre cette administration, nonobstant la condamnation prononcée par le Tribunal pour les accusations personnelles à charge du ministre Bettolo, acculé à donner sa démission (1). Il avait

---

(1) Le député Enrico Ferri, directeur de l'*Avanti !* a été condamné à 10 mois de prison. L'arrêt a été publié depuis longtemps. Néanmoins, le gouvernement n'ose l'exécuter et il donne de cette manière un nouveau et scandaleux exemple, car le pays est convaincu que la campagne de l'*Avanti* a été bienfaisante.

dû accepter le principe du rachat et de la nationalisation des chemins de fer, dont l'application a donné lieu à des inconvénients. Le gouvernement n'était pas préparé à cet événement très éloigné de ses intentions. Il pratiquait au contraire une politique intérieure contradictoire, une politique générale de la même trempe, et peu à peu, il avait mécontenté tout le monde. Un vigoureux coup ont été pour le ministère les révélations de l'*Avanti !* sur l'espionnage russe exercé à Rome sous la protection des autorités italiennes.

Le 5 septembre 1904, la nouvelle d'un grave massacre à Buggerru, dans le bassin minier du Cagliaritano, en Sardaigne, a soulevé les protestations générales des travailleurs. C'était le dixième de la série de massacres de prolétaires, consommés en trois ans.

Depuis quelque temps, les massacres, spécialement dans l'Italie méridionale et insulaire, se répétaient comme des phénomènes périodiques. Jusqu'à ce jour, la seule province de Lecce, dans les Pouilles, a donné en trois ans le spectacle de 12 fusillades. La province de Lecce a donné aussi, aux opérations d'enrôlement de soldats, le plus haut pourcentage. — 76 % — d'exemptés pour cause d'insuffisance de nutrition !

Les provinces méridionales et insulaires donnent encore un plus haut pourcentage d'illettrés.

A tous les points de vue — économique, politique — l'Italie méridionale et insulaire peut être considérée comme arriérée. Le prolétariat et la pauvre petite bourgeoisie de l'Italie méridionale et insulaire vacillent, souffreteux et pleurants,

opprimés et extorqués, entre la *male mort* du moyen-âge et la *male vie* des temps modernes. Des services publiques insuffisants ; des voies insuffisantes; une eau insuffisante; des écoles insuffisantes. Ce ne sont pas seulement ces maux qui chagrinent ces populations, qui ont un esprit très vif, plein d'imagination. En effet, quand on fait exception pour quelques localités, les représentants méridionaux sont serviteurs ou chefs de la camorra locale : les ministères, presque tous les ministères, achètent le vote de ces députés en leur vendant des préfectures, c'est-à-dire, en envoyant dans les provinces méridionales et insulaires des fonctionnaires, chargés de protéger les « camorres » et d'assurer aux « camorristi » et leurs protégés la plus scandaleuse impunité pour n'importe quel délit, électoral, administratif et même de droit commun.

Le citoyen de ces provinces malheureuses, suivant qu'il veut reconnaître ou non l'autorité de la *camorra* dominante, et s'y soumettre, est au-dessus ou au-dessous de la loi. L'égalité vis-à-vis de la loi n'existe pas. Au contraire, c'est la loi qui n'existe point.

Cela ne veut pas dire que ces populations sont plus malhonnêtes que d'autres, mais la partie honnête, doit, très souvent, par la force des choses, et par la lâcheté gouvernementale, subir la suprématie de la partie malhonnête.

Par de grands efforts, couronnés de grands succès, le Parti socialiste a porté dans quelques zones de l'Italie méridionale, ce qu'on appelle « un souffle de nouvelle vie ». Des organisations, ou pour mieux dire, des « ligues » de travailleurs se

sont créées, impatientes de se hasarder sur le terrain de la lutte économique, pour se soustraire à la plus horrible misère qui abrutit et anéantit.

Les grèves sont fréquentes à cause des conditions arriérées et elles représentent la *seule* arme de défense et de réforme. Et en partie, grâce à l'émigration à l'étranger qui augmente tous les ans et dépeuple la contrée, les salaires et les conditions du travail, qui étaient de nature à rendre jalouses les bêtes de somme (on y payait même 30 centimes pour 10 heures de travail et 4 ou 5 kilomètres de marche à la campagne) se sont notablement améliorés.

Mais l'amélioration des conditions de travail a causé un dommage considérable aux petits propriétaires, tandis que les gros propriétaires ont la possibilité de se défendre par les grandes réserves de sarrasins, ou, ce qui est encore pis, se dédommagent des améliorations accordées en exploitant les populations avec une arme à tir rapide et sûre : l'administration communale dont ils disposent à leur gré.

Les ouvriers agricoles veulent empêcher les sarrasins de faire œuvre de traîtres, en faisant des manifestations contre la commune dévouée à la camorra, laquelle frappe des impôts exorbitants.Pour défendre les administrateurs de la commune, le préfet envoie alors la force armée. Les têtes sont chaudes, les passions sont violentes, les manifestants jettent quelques pierres, les fusils des agents de police et des soldats, et, quelques fois même ceux des propriétaires, répondent par des feux de salve. Très souvent la colère de la foule, facilement

impressionnable, est provoquée exprès, d'accord avec les bourgeois scélérats de la contrée, *pour donner une sanglante leçon* aux esclaves qui osent relever la tête.

Sur tant de massacres, la force armée n'a eu qu'*un* mort et quelques blessés ou contusionnés, tandis que le prolétariat a compté des *centaines* de morts et blessés, car toujours il était désarmé.

Cependant les exécuteurs des massacres sont constamment acquittés par les tribunaux bourgeois, et loués et récompensés par le gouvernement.

Cette garantie d'impunité, cette « attestation de mérite », instigue les criminels (qu'on rencontre aussi parmi les fonctionnaires et les milices de la force armée, et parmi les officiers et soldats) à commettre de vrais délits. En outre, et pour des histoires qu'on se raconte à la caserne et parce que forcés de marcher dans des pays inconnus, contre des gens inconnus, et parce que certaines populations ont une renommée de violence, enfin parce que la foule des personnes abruties par la misère fait vraiment peur quand elle menace, les soldats perdent toujours leur calme et agissent un peu à leur égard comme contre un ennemi dont on a peur.

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 1904

Le prolétariat italien, qui sous toutes les formes de protestation (y compris la menace de grève générale) avait essayé inutilement de réagir contre l'impunité systématique et provocatrice des auteurs

directs et indirects de massacres, et parfois de vrais guet-apens, se leva vibrant d'indignation à la nouvelle du massacre des mineurs de Buggerru.

Un meeting solennel eut lieu le 12 septembre 1904 à Milan et l'on y fit appel à la grève générale.

La Direction du Parti, réunie d'urgence, jugeant qu'il fallait donner à une grève générale une préparation plus organique, invita le prolétariat à se tenir prêt à la proclamer à la première nouvelle d'un massacre ultérieur.

Cette nouvelle ne tarda pas de venir. Le 13 septembre, à Castelluzzo, en Sicile, au mépris des garanties constitutionnelles de liberté d'association et d'inviolabilité de domicile, un peloton de carabiniers envahit le siége de la ligue des paysans pendant que celle-ci, réunie pacifiquement, discutait. On essaya de confisquer papiers et registres et d'arrêter le secrétaire ; et, aux très énergiques protestations des membres, les soldats répondirent en faisant feu. Ils poursuivirent les fuyards en dehors du local, à coups de fusil.

(Les héros de cette équipée étaient encore libres le 15, et ils ont été plus tard acquittés par les tribunaux.)

Le 15, le Comité central de la Direction du Parti, par l'organe du Parti, l'*Avanti !* donna l'ordre de la grève générale, déjà proclamée à Milan. La grève générale de protestation dura 48 heures dans plusieurs communes, 24 heures dans d'autres, pendant trois jours dans quelques villes industrielles. A Milan, la grève se prolongea pendant 5 jours. La proclamation de la grève et la reprise du travail furent délibérées dans des meetings solennels. Le

gouvernement essaya dans plusieurs localités, comme à Sestri, de réprimer par de nouveaux massacres le mouvement qui prenait naissance, mais, en irritant les esprits, il obtint le résultat contraire, et plutôt que d'affronter une lutte dans les rues, il préféra abandonner le pays à lui-même. Il retira la troupe et la force armée dans les casernes et la plaça dans les Bureaux et les Banques.

Il a été impossible de faire une statistique de la grève générale, à laquelle participèrent aussi des personnes qui n'étaient pas inscrites dans les organisations. On estime qu'elle avait bien réussi, qu'elle était presque complète dans 900 communes, parmi lesquelles toutes les grandes villes. Rome notamment eut un élan imprévu. Dans les milieux agricoles, où il y a des organisations, la grève s'étendit aux campagnes.

Toute la classe ouvrière en dehors des employés des chemins de fer et des services publics, administrés par l'état, participa au mouvement, qui se déroula sur les places publiques par des manifestations imposantes dans un calme solennel et menaçant. Très peu d'incidents sérieux. Pas un seul vol!

La bourgeoisie étonnée, subit pendant plusieurs jours l'oppression de la terreur. Ce ne fut que lorsque le péril eut cessé et que la cendre de l'incendie menaçant fut refroidie qu'elle prit des attitudes héroïques.

La police arrêta des camarades au hasard, pour offrir en holocauste à la tardive colère bourgeoise quelques têtes expiatoires.

La petite bourgeoisie, toujours placée entre

l'enclume et le marteau, tantôt victime de l'avidité capitaliste, tantôt refoulée par l'action prolétarienne, successivement démocratique et réactionnaire suivant le thermomètre de ses mesquins, intérêts et de ses terribles émotions, s'en alla vers la réaction à cause de quelques carreaux brisés.

Et la réaction, surgissant de partout, rêvait de projets liberticides.

ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Le gouvernement avait compris que le moment était mal choisi pour commettre des imprudences, en poussant la classe des travailleurs, toujours frémissante, à la défense de sa propre liberté d'action.

D'autre part, la Chambre élue en 1900 contre la réaction, ne lui offrait pas un terrain bien solide pour ses desseins politiques de rapprochement avec le parti clérical et avec les forces nettement réactionnaires, Il y avait même un sérieux danger de crise ministérielle, car beaucoup de conservateurs étaient mécontents de l'inaction de l'État vis-à-vis d'évènements si sérieux. Il jugea donc que le moment était propice pour faire une nouvelle Chambre. Il voulut profiter de l'état d'esprit du pays, encore vibrant de passions contradictoires provoquées par la grève générale, profiter des désaccords survenus à cause de la grève générale chez les socialistes, les républicains et les radicaux,

La grève s'était terminée pendant les vacances parlementaires, mais l'extrême-gauche s'était réunie pour demander la convocation d'urgence de la Chambre.

Elle avait déclaré *indigne d'un pays civilisé* le gouvernement Giolitti. Celui-ci répondit en demandant au roi et en obtenant la dissolution de la Chambre et la convocation des comices électoraux pour les 6 et 13 novembre 1904.

Le décret nous surprit pendant que dans nos rangs désunis se déchaînait la querelle au sujet de la grève générale. Il y en avait qui déploraient l'ordre donné de cesser le mouvement après 48 heures. Il y en avait qui l'exaltaient et d'autres qui le désavouaient. Il y en avait encore qui soutenaient la théorie de la grève générale, considérée comme un moyen exceptionnel de protestation, et d'autres qui soutenaient la théorie opposée, la grève générale considérée comme moyen normal pour la conquête de réformes.

Et tous se rejetaient l'accusation de trahison.

LE SYNDICALISME

La haute température de la grève générale avait fécondé le germe du syndicalisme, sur le terrain de l'aile révolutionnaire et extrême du Parti.

La nouvelle doctrine, ressemblant à celle des « Sorrelistes » de France, adversaire du « politicantisme » des socialistes, veut transférer aux ligues ouvrières (rebaptisées sous le nom de syndicats) la fonction politique du Parti socialiste, qui, d'après eux, n'a pas raison d'exister, car il comprend à côté de prolétaires authentiques, des représentants des autres classes. Ces artisans, petits propriétaires, membres de professions libérales, employés n'ont pas d'intérêts communs avec

les salariés, sont déclarés exploiteurs, au point de vue économique. La fonction des « intellectuels » est antiétatique, non parce qu'elle est contraire à l'État parce que bourgeois, mais parce qu'il est l'État.

La doctrine susdite veut tranférer toutes les fonctions et attributions de l'État aux syndicats. Elle veut *vider* l'État.

Elle est contraire à l'œuvre législative des socialistes et à l'intervention de la loi dans les rapports entre le capital et le travail. Quand elle n'est que plus ou moins nettement antiparlementaire, elle accepte la conception de la représentation directe des syndicats aux pouvoirs publics et, en général, elle veut qu'on se borne à faire œuvre de propagande et de négation. Elle déclare que le moyen de réforme prolétaire par excellence contre le capital et contre l'État est l'action directe du prolétariat, tactique qui trouve son point culminant dans la grève générale.

Elle est contre la municipalisation et la nationalisation, parce qu'elle déclare utopique la socialisation des moyens de production, et *tend* plutôt à l'expropriation directe des moyens techniques de production par les syndicats, auxquels sera dévolue la propriété.

Nous avons dit que cette doctrine est *nouvelle*. Le syndicalisme italien est en effet une manière spéciale de concevoir le devenir social et, ce n'est pas, comme on pourrait croire par erreur, la conception de l'organisation syndicale.

Le Parti socialiste italien a lui-même discipliné le mouvement naissant en *Ligues*, *Fédérations de*

métiers, Coopératives de production, de travail et de consommation — et *Chambres du Travail.* Il a donné une très grande importance et la meilleure partie de ses énergies au développement de cette organisation et à l'action syndicale, de même qu'à la réalisation des vœux de celle-ci. Le mouvement socialiste italien est étroitement uni au mouvement syndical. Des socialistes siégent dans la direction des syndicats, à quelques exceptions près dûes aux conditions du milieu. Les socialistes poussent les syndicats vers la politique de classe et, de plus en plus, ils coordonnent l'action politique proprement dite et la subordonnent à l'action syndicale.

La tactique du Parti socialiste dans ses rapports avec l'organisation syndicale est une tactique d'expérimentation.

En province, où le mouvement prolétaire est moins avancé, le Parti socialiste et l'organisation syndicale ne sont séparés que par l'autonomie nécessaire pour le respect dû aux principes positifs de la décentralisation, et de la division du tarvail, mais ils forment en réalité un seul organisme complet et multiforme.

La doctrine syndicaliste en Italie n'est pas sortie des syndicats, et par là elle a l'aspect d'une nouvelle manifestation de ce que les syndicalistes appellent le « *politicantismo* », la politicaille. Il s'est manifesté par réaction contre certaines fautes politiques du Parti socialiste ou de quelques fractions de celui-ci.

A peine né, le syndicalisme italien, tout théorique, s'est déjà partagé en plusieurs écoles, condui-

tes par différentes appréciations des rapports de l'action ouvrière contre l'Etat, dans le Parti ou à l'égard de celui-ci, ainsi que des autres partis.

Les uns nient que le Parti socialiste ait encore une fonction à remplir — mais ils restent néanmoins dans le Parti. D'autres avouent que le Parti aura une fonction à remplir jusqu'au moment où le mouvement prolétaire sera mûr.

Les syndicalistes reprochent aux socialistes d'avoir confiance dans les pouvoirs publics, dans les réformes, dans l'œuvre qu'ils appellent *quiétiste*.

L'exemple de la grève générale, qui a fait de nouveau le bloc des forces antiprolétariennes pour la défense des divers intérêts bourgeois, leur donne l'occasion d'affirmer que seule l'action directe menace réellement les intérêts bourgeois et leur porte préjudice. C'est pourquoi elle est une action prolétarienne et révolutionnaire.

Mais ce fait est démenti par l'exemple de provinces plus avancées, spécialement celle de Reggio Emilia, où, longtemps avant la grève générale, on avait formé un bloc de toutes les nuances bourgeoises, de tous les intérêts non-prolétariens, nommé *La Grande Armée*. C'était un bloc d'athées et de cléricaux, de nobles et de petits commerçants, d'ouvriers et d'industriels, de juifs et de prêtres. Pourquoi ? Parce que précisément, avec une puissante et complète organisation syndicale, et avec les méthodes blamées par les syndicalistes, les socialistes ont nui plus gravement aux intérêts bourgeois, permettant au prolétariat de gagner plus de pain et une position de lutte plus avantageuse. Tout cela démontre combien sont erronnées les

méthodes consistant à déduire des lois générales de cas spéciaux

LES CLÉRICAUX AUX URNES

Le parti clérical est intervenu officiellement pour la première fois dans les élections politiques en faveur des candidats antisocialistes.

Depuis 1870 jusqu'à nos jours, en guise de protestation contre l'annexion de l'ex-Etat Pontifical au nouveau royaume d'Italie, par un ordre de Pie IX, confirmé par Léon XIII et par Pie X, il était défendu aux catholiques, ecclésiastiques ou laïcs, de participer aux élections politiques.

Déjà dans quelques élections partielles, la crainte du socialisme avait fait que seuls les ecclésiastiques et laïcs organisés dans le parti clérical intransigeant s'étaient abstenus, et aux élections administratives déjà, tous les cléricaux unis aux monarchistes et aux athées, avaient infligé de nombreuses défaites aux socialistes.

Le vaste mouvement de grèves agricoles et industrielles de 1902, entamées presque toutes pour la conquête d'améliorations de salaire et de conditions de travail, — l'accroissement des organisations économiques, — et enfin la grève générale récente, tout cela avait menacé les intérêts bourgeois et déterminé la bourgeoisie cléricale et la bourgeoisie libérale à faire la paix, à s'entr'aider dans le commun danger.

La bourgeoisie cléricale, frappée plus directement par les agitations imprévues des paysans,

a été forcée de renoncer à son abstention électorale protestataire.

L'idéal politique et religieux ainsi que les intérêts de Parti, ont été sacrifiés aux intérêts de classe. Le pape dispensa de l'observance du « *non expedit* » les catholiques des circonscriptions conquises ou menacées par les socialistes.

LA DÉFAITE DES SOCIALISTES

Si les candidats socialistes ont recueilli un grand nombre de voix de sympathie dans les élections précédentes parmi les artisans, les petits bourgeois et les hommes appartenant aux professions libérales, le souvenir de la grève générale a repoussé ces éléments vers les autres partis. L'alliance avec les républicains et les radicaux, plus ou moins nettement hostiles à la grève générale, n'a pas été possible au premier scrutin, et aux ballottages, la partie bourgeoise et petite-bourgeoise de l'armée électorale de ces partis n'a pas voté pour les socialistes.

En tenant compte de ces éléments, et de la campagne organisée par le président du Conseil des ministres, Giolitti, un fameux manipulateur électoral, pour constituer une concentration antisocialiste, avec la formule hypocrite « ni réaction ni révolution » et par tous les moyens de corruption et d'intimidation du corps électoral jusqu'à l'octroi d'un port d'armes provisoire à des criminels connus par la justice pour soutenir la candidature de... l'ordre, il faut reconnaître que l'issue des élections générales de novembre 1904 n'a pas été

aussi désastreuse qu'on pouvait le prévoir raisonnablement.

Nous avons conservé 18 mandats ; nous en avons perdu 14, et conquis 9. Mais nous avons obtenu 320,000 voix, presque le double de celles des élections précédentes, presque 1/5 du total des votants. Le prolétariat a augmenté visiblement le contingent des voix données au *Parti Socialiste*.

LA POLITIQUE CLÉRICALE

Giolitti trouva dans la nouvelle Chambre, formée de sa main, une forte majorité antisocialiste, d'un caractère clérical nettement accusé, avec une large participation d'affairistes.

Le discours du roi pour l'inauguration de la nouvelle législature (30 novembre 1904), passant sous silence les arguments en faveur du divorce et de la transformation de la législation actuelle qui avaient fourni le sujet de déclarations claires dans le discours précédent (le premier du nouveau roi), consacrait la nouvelle direction de la politique italienne : l'alliance de la monarchie avec la papauté.

Mais un autre mouvement de la classe des travailleurs troubla bientôt la quiétude du ministère.

L'OBSTRUCTION AUX CHEMINS DE FER

Le projet de loi pour la nationalisation des chemins de fer, considérait la grève des employés comme délit. Ceux-ci répondirent, à la fin du mois de février 1905, par l'obstruction, qui consistait

dans la désorganisation du service au moyen de l'observation rigoureuse du règlement. Impuissant à lutter contre ce singulier moyen de résistance des *ferrovieri*, le ministère donna sa démission en invoquant l'état de santé du Président du Conseil. Le projet tomba et l'obstruction cessa...

LA GRÈVE DES FERROVIERI

Le nouveau ministère, formé par Fortis, avec une direction politique qui n'était pas différente de la précédente, présenta un nouveau projet pour les chemins de fer. Par ce projet, les ferrovieri étaient déclarés fonctionnaires publics, formule équivalente par ses effets au délit de grève.

Pour protester contre cette nouvelle tentative et pour obtenir des améliorations organiques équivalentes à une dépense d'état évaluée à plusieurs millions, les ferrovieri proclamèrent la grève le 16 avril 1905.

Les députés socialistes conseillèrent au Comité central de la grève de réduire à des propositions plus petites les demandes économiques, mais les dirigeants, en majorité syndicalistes, repoussèrent cette proposition. Les députés se retirèrent alors et se bornèrent à appuyer le mouvement par l'action parlementaire. Les syndicalistes en tirèrent argument pour critiquer le groupe parlementaire socialiste, en exaltant la méthode de l'action directe, bien qu'autrefois, les mêmes ferrovieri, par la seule menace de la grève, eussent obtenu un succès par la coopération du Parti socialiste et de ses députés.

Le gouvernement s'abstint de tout acte contraire à la liberté de grève, mais il résista. Il se borna à favoriser, sous main, et malgré les dispositions de la loi, les sarrasins, qui, aidés par les défections toujours plus nombreuses de ferrovieri grévistes, permirent aux sociétés de rétablir le service.

Les grévistes, après 5 jours de grève, obtenirent la rentrée au travail avec paiement des journées de grève, et la promesse formelle de ne pas être punis. Le gouvernement, malgré l'opposition opiniâtre des députés socialistes, harcelés par les déclarations de méfiance de quelques ferrovieri syndicalistes, réussit à faire passer la loi. Cette grève a eu également son massacre à Foggia. Les ferrovieri sont aujourd'hui officiers publics et leur grève constituerait un délit.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Une imposante manifestation de solidarité avec la révolution russe, organisée par le Parti pour la libération de Gorki, réussit splendidement et simultanément, dans toute l'Italie, le 24 avril 1905.

LA RÉUNION DE TRIESTE

Depuis quelque temps, les appétits des militaristes et des spéculateurs de l'armée et de la marine de guerre étaient excités par une campagne anti-italienne de certaine presse d'Autriche, à laquelle répondait une campagne anti-autrichienne de certaine presse d'Italie. L'irrédentisme, déjà condamné par la monarchie, obtint les sympathies

du gouvernement. De part et d'autre, les intéressés soufflaient sur le feu et flairaient la proie : les millions de nouveaux crédits militaires. On en était arrivé au point qu'à certain moment, en Italie, on parlait ouvertemnt de la nécessité de se préparer à une imminente défense contre l'agression guerrière de la part de l'Autriche.

Etait-ce un danger réel, était-ce une intrigue des affairistes ou militaristes, dans l'un que dans l'autre cas, il fallait réagir énergiquement, autant en Italie qu'en Autriche.

Le Parti socialiste italien réagit. Il affronta les colères des patriotes de bonne foi, et des marchands de patriotisme. Au mois de mars 1904, il prit l'initiative d'une réunion avec les socialistes autrichiens.

La réunion eut lieu les 21 et 22 mai 1905, à Trieste, et par la nouvelle de la réunion même et par les polémiques y relatives, on réussit à dégonfler le ballon. On y adopta la résolution de la Direction du Parti socialiste italien, invitant le prolétariat des deux pays à s'opposer aux provocations militaristes, et assurant l'appui des socialistes d'Autriche à l'agitation pour l'autonomie du Trentino et à la lutte pour la défense de la nationalité d'Autriche. De cette manière, les socialistes d'Italie et d'Autriche dictèrent le premier acte de politique étrangère du prolétariat.

LES CRÉDITS MILITAIRES

Comme il arrive toujours, quand le danger de la guerre est dissipé, il restait la vraie raison de la

campagne patriotique : la demande de nouvelles dépenses militaires extraordinaires.

La loyauté est une vertu inconnue aux dirigeants de la politique militaire d'Italie. En effet, depuis 1870 jusqu'à nos jours, les dépenses des budgets militaires ont toujours augmenté, et ont absorbé tous les accroissements d'octroi et d'impôt, et toutes les ressources provenant de l'amélioration des finances de l'État — paralysant l'expansion économique de la nation. Ces augmentations ont toujours été présentées comme des dépenses extraordinaires pour améliorations urgentes, et sont devenues ensuite des dépenses ordinaires.

Le ministère Fortis, avec l'aide de l'intrigue anti-italienne en Autriche et antiautrichienne en Italie, nonobstant la campagne persistante des socialistes pour la diminution des dépenses improductives, réussit à faire approuver par le Parlement de nouveaux crédits militaires *extraordinaires* de l'import de 132 millions. Même en ce moment, pendant que nous écrivons ce rapport, nous faisons de l'agitation au Parlement et dans le pays contre une nouvelle demande de plusieurs centaines de millions pour de nouvelles dépenses extraordinaires militaires à ajouter aux anciennes.

LES SOCIALISTES ET LA FRANC-MAÇONNERIE

Le Parti a tourné ses armes contre la franc-maçonnerie. Franc-maçon était le chef du gouvernement, trafiquant avec les cléricaux. Franc-maçons étaient quelques journaux et hommes politiques qui soutenaient la thèse militariste-affairiste.

Franc-maçon était l'ex-ministre de l'instruction publique, M. Nasi, forcé de fuir l'Italie et dénoncé aux juges pour des accusations dont notre camarade Bissolati s'est courageusement fait écho à la Chambre et dans la presse. Franc-maçon était le juge qui rédigea l'arrêt contre l'*Avanti!* pour la campagne menée contre l'ex-ministre de la marine M. Bettolo. Francs-maçons étaient quelques-uns des dirigeants de la haute finance et des industries parasites. Franc-maçons étaient beaucoup de candidats, qui avaient cherché l'aide des prêtres, et, avec cette coopération, avaient battu les socialistes aux élections. L'hostilité contre la franc-maçonnerie italienne se concrétisa dans un referendum décidé en juillet 1905 par la Direction du Parti — et par lequel 9163 voix contre 1175 sur 37.921 inscrits décrétèrent incompatible la présence des socialistes dans les loges et au sein du Parti.

Le referendum n'a pas reçu grande application dans le Parti ; mais, en compensation, la Franc-maçonnerie a changé sa direction. Elle a pris une attitude nettement anticléricale, plus démocratique et plus honnête.

LA PROPAGANDE ANTIMILITARISTE

La jeunesse socialiste a répondu aux fréquentes nouvelles de massacres par une très active reprise de la propagande antimilitariste chez les conscrits et les soldats. Le gouvernement et la bourgeoisie, déjà craintifs pour les manifestations à succès des réservistes, s'épouvantèrent et excitèrent la complaisante magistrature à réprimer énergiquement

la propagande de la jeunesse, qui expliquait ses idées aux soldats par des manifestations bruyantes et la distribution de petites proclamations.

POUR LE SUFFRAGE UNIVERSEL

La politique italienne devint quelque peu inerte. Les organisations prolétariennes traversaient une période de recueillement. On perdait beaucoup de temps à des discussions byzantines. Tous les partis étaient divisés et désorientés. Pour donner au pays un sujet de réveil, la Direction du Parti et le groupe parlementaire organisèrent en décembre 1905 une agitation pour la conquête du Suffrage Universel.

A vrai dire, dans la conscience du prolétariat, cette conquête n'est pas encore mûre. Le prolétariat féminin fait ses premiers pas. Le prolétariat masculin de plus de la moitié de l'Italie est illettré et presque complètement étranger à la vie politique. Le prolétariat masculin organisé des provinces où le pourcentage des illettrés est plus bas, peut, s'il le veut, nonobstant les lacunes et les embûches de la loi électorale, conquérir avec l'examen le droit au vote, tandis que le Suffrage Universel donnerait ce droit à tous les non-organisés.

Pour cette raison, et aussi à cause des événements qui survinrent, l'agitation pour le Suffrage Universel tomba dans le vide.

LA TACTIQUE PARLEMENTAIRE PROVOQUE LA CRISE DANS LE PARTI

Le massacre de Grammichele, une autre contrée de Siciliens mal nourris, et la liquidation des che-

mins de fer provoquèrent de sérieuses agitations. La situation s'aggrava par le *modus vivendi* imposé au commerce des vins avec l'Espagne qui provoqua le mécontentement des zones vinicoles de l'Italie méridionale, appauvrie par une production pléthorique. Cette agitation donna lieu à un massacre à Taurisano. Le ministère fut défait à la Chambre ; on essaya de le repêcher avec le clérical Tittoni, mais peu de temps après, par ses propres fautes et par l'adroite tactique des oppositions réunies, il fut battu définitivement.

Le nouveau ministère se constitua le 1er février 1906 avec des hommes du centre et de la droite, avec Sacchi, leader du parti radical et deux autres radicaux, avec le républicain Pantano, un des vaillants lutteurs dans l'obstruction parlementaire en 1900, et sous la présidence de M. Sonnino qui en 1900 avait été l'inspirateur des tentatives de réaction législative, et que les événements avaient ensuite converti aux réformes.

Le nouveau ministère, qui se distinguait aussi par l'honnêteté personnelle et la compétence technique, (qualités rares parmi les gouvernants d'Italie d'aujourd'hui) de presque tous les ministres et sous-secrétaires, présenta un large plan de réformes : l'abolition de la saisie des journaux, la reprise de l'école élémentaire par l'État, l'attribution de 12 millions aux caisses d'assurance pour maladie et invalidité des ouvriers, la constitution d'un fonds de 50 millions pour la colonisation intérieure avec crédit aux coopératives de travail, le décharge des impôts dans le midi avec exemption de cotisations minimes, le crédit agraire. Le ministère

annonça, en outre, pour l'avenir prochain, la réforme des impôts locaux, quelques lois protectrices du travail, et l'institution d'un ministère du Travail.

Les affairistes, les cléricaux et la partie corrompue et corruptrice de la politique italienne, se prononcèrent contre cette expérience de gouvernement bourgeois honnête et réformateur. Sans le vote favorable de l'extrême-gauche toute entière, le ministère serait tombé. Il ne lui aurait pas été facile d'obtenir du roi un décret de dissolution de la Chambre, à un si bref intervalle de l' « appel au pays » de Giolitti.

L'*Avanti !* qui, dans son ardeur antiministérielle contre Giolitti et Fortis, avait beaucoup contribué à provoquer la crise ministérielle et à la diriger dans le sens d'un ministère Sonnino-Sacchi-Pantano, affirma que les socialistes auraient dû accueillir le nouveau ministère avec une « bienveillante méfiance », votant selon les cas en faveur du cabinet ou contre le cabinet, mais s'opposant en toute façon aux groupes cléricaux et affairistes, désireux de reconquérir le pouvoir central. Les intransigeants, les révolutionnaires et les syndicalistes attaquèrent la tactique du groupe parlementaire socialiste et de l'*Avanti !*

Une réunion de syndicalistes, convoquée d'urgence à Milan, désavoua le groupe parlementaire et l'*Avanti !* et ils essayèrent de s'emparer du journal en déclarant déchu le directeur, Enrico Ferri, pour indiscipline à la délibération intransigeante au Congrès de Bologne.

La Direction du Parti, composée en majorité de

syndicalistes, révolutionnaires et intransigeants, publia un manifeste contre « la rébellion des députés et de l'*Avanti!* au vote de Bologne. Ils affirmaient que les réformes, défendues par le ministère, représentaient la consolidation des forces bourgeoises, l'accomplissement des moyens de domination de la bourgeoisie.

Le groupe parlementaire répondit par un manifeste, dans lequel, confirmant de nouveau l'autonomie de la Direction, et en faisant appel au Parti, il déclarait qu'un vote contraire au ministère « avec empêchement de coopérer à la liquidation de la conjoncture stagnante et délétère que le groupe avait avant combattue, et à la préparation de situations d'avenir moins hostiles à une démarcation plus nette des intérêts sociaux en lutte, aurait signifié une trahison des intérêts concrets et urgents du prolétariat. »

L'attitude des députés socialistes donna à l'opposition le bon conseil de ne pas provoquer de vote parlementaire. Le ministère se mit à l'œuvre. Il abrogea la saisie de la presse, ordonna la non-intervention des troupes dans les cas d'invasion des terres par les paysans, d'affirmation de droits civils contestés (les droits civils, usurpés par les gros propriétaires, sont cause d'agitations continuelles dans l'Italie centrale). Après une enquête pour dresser une statistique des congrégations religieuses, il présenta le projet de loi pour la colonisation intérieure et le projet établissant l'inspection du travail (que la Chambre approuva par appel nominal mais repoussa au vote secret,

octroyant ainsi un premier échec au gouvernement).

Le gouvernement repoussa une proposition de l'extrême-gauche pour le contrôle parlementaire des fonds secrets, mais suspendit la distribution de ces fonds pour corruption de la presse et parlementaire. Il garda la neutralité dans quelques luttes électorales au point de ne pas présenter des candidats gouvernementaux, refusa aux députés toutes faveurs personelles. Il eut une attitude contraire aux menées affairistes et aux clientèles cammorristes politiques. Pour ces raisons la haine sévit contre ce gouvernement conservateur, mais honnête, à vues relativement larges et modernes.

LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 1905 ET LA DÉMISSION DES DÉPUTÉS SOCIALISTES

De nouveaux massacres, survenus dans le Leccese, à la suite de manifestations provoquées par l'insupportable misère, rendirent critique la position du gouvernement dans ses rapports avec les socialistes. Ceux-ci présentèrent un projet de loi pour faciliter l'établissement de la responsabilité des massacres, et assurer l'intervention de la justice, rigoureusement réparatrice.

Le secrétariat de la centrale syndicale interrogea par *referendum* en mai 1906, les Chambres du Travail sur l'opportunité de proclamer de nouveau la grève générale pour protester contre les massacres.

La majorité des Chambres du Travail, jugeant nécessaire d'agir de manière à imposer certaines

dispositions légales, fut hostile à la grève. La minorité se partagea en abstentions et en votes favorables à la grève.

Le secrétariat de la Centrale démissionna.

Quelques jours plus tard, les péripéties d'une grève de filature provoquaient une grève générale de solidarité à Turin. Il y eut des épisodes turbulents, mais sans excessive gravité. Nonobstant tout cela, il y eut de nouveaux massacres.

L'indignation fut générale.

Pour Turin, on ne pouvait alléguer comme justification les conditions exceptionnelles provoquant les fréquents massacres du Midi. Le groupe parlementaire socialiste demanda l'urgence pour son projet de loi sur les massacres. Le gouvernement et la Chambre s'opposèrent à l'urgence, et les députés socialistes, le 11 mai 1906, donnèrent leur démission en masse et en appelèrent au pays.

En même temps, à Bologne, Milan, Ferrare, Ancone, Livourne et après à Rome et dans d'autres centres, on proclama la grève générale. Plusieurs graves incidents surgirent par l'imposition de la fermeture d'établissements, de magasins et de boutiques par les grévistes.

Les bourgeois, moins effrayés qu'en 1904, tentèrent de réagir avec quelques parodies de policiers volontaires. Les éléments sociaux plus troublés tentèrent de profiter de la situation, sans conséquences graves du reste.

La grève réussit mal. Après trois jours, elle avait cessé partout, en laissant une trace profonde de rancunes contre le prolétariat, dans la grande, la moyenne et la petite bourgeoisie, de même que

chez les artisans plus inconscients. Tous les partis, étaient montés contre les socialistes, et ceux-ci se disputaient entre eux.

LES AFFAIRISTES ET LES CLÉRICAUX AU POUVOIR

Le ministère Sonnino, Sacchi et Pantano, se trouva en minorité à la suite des démissions des députés socialistes et il préféra donner sa démission à la première occasion au lieu d'imiter le transformisme de Giolitti, qui, à chaque oscillation, cherche une nouvelle direction et une nouvelle majorité.

On croyait que le roi allait décréter la dissolution de la Chambre. Mais il préféra appeler Giolitti, qui n'était pas indiqué par un vote parlementaire. Et Giolitti, avec le clérical Tittoni, forma le nouveau ministère. Il contraria par tous les moyens la réélection des députés socialistes démissionnaires et quatre de ceux-ci furent battus.

A la fin de juin 1906, la discussion du rapport de la commission d'enquête sur la marine confirma, sous une forme réservée de document officiel, les plus graves accusations de l'*Avanti!* Soit à cause de l'absence de la chambre de l'ex-député socialiste Nofri, qui avait été membre de la commission d'enquête, soit par la lassitude de tous les groupes d'extrême-gauche, troublés par les désaccords intérieurs et par la désorientation des trois partis (socialiste, républicain, radical), cette affaire se termina par une misérable farce de sauvetage des individus responsables, au nom du patriotisme.

LES INTÉGRALISTES

La polémique des tendances ravagea le Parti et le paralysa. On avait abandonnée pour quelque temps la propagande des principes du socialisme. Le prolétariat sommeillait quand se posaient les plus graves problèmes. L'organisation languissait et elle marchait à rebours, de défaite en défaite.

Les désaccords socialistes avaient fait tomber dans les mains des cléricaux la circonscription de Budrio, une des rares circonscriptions vraiment sûres du Parti depuis plusieurs années. On y avait beau changer de candidat, les électeurs votaient pour le principes et non pour la personne qui les représentait.

L'activité des socialistes était toute accaparée par les discussions doctrinales, par les accusations réciproques. Les deux fractions extrêmes du Parti agissaient l'une contre l'autre dans leurs journaux, et toutes deux contre le centre. Les unes et les autres, comme trois Partis séparés et opposés, invoquaient la scission.

L'*Avanti!* continuait à se déclarer contraire à la scission, soutenant que le Parti ne devait aller ni à droite, ni à gauche, mais ne devait pas repousser de son sein les fractions d'extrême-gauche et d'extrême-droite, lesquelles, dans l'unité du Parti, dans la liberté de discussion, et dans la discipline de la minorité soumise aux délibérations de la majorité, devaient fonctionner comme correctif des inévitables fautes, des errements possibles dans l'action du Parti. Mais la discipline n'avait plus aucune efficacité depuis quelques temps. La

liberté de discussion s'était transformée par les extrêmes en liberté d'action des minorités opposée à l'action délibérée de la majorité.

Les mécontents de cette insupportable situation étaient nombreux dans le Parti, principalement parmi les vrais travailleurs. Ce mécontentement avait été constaté à plusieurs reprises par l'Avanti!, par le *Sempre Avanti !* « journal deshumbles et des gens pratiques », organe très répandu précisément parmi les humbles et les modestes *hommes d'œuvre* de l'organisation. Ils avaient, jusqu'à la veille du Congrès, mené campagne contre les deux tendances extrêmes et ils propagaient des principes fondamentaux de cette méthode qui a pris le nom d'*intégralisme.*

Dans le but de mettre les camarades de tous les pays en état de bien connaître les événements qui se sont déroulés et se développent dans le Parti socialiste italien, d'autant plus que les intégralistes siégent actuellement dans la direction du Parti, il nous semble indispensable de résumer les affirmations principales de la pensée intégraliste.

Aux « réformistes » les « intégralistes » répondent que le Parti doit maintenir son caractère antimonarchiste, que la combativité du prolétariat et les caractères qui différencient l'action positive du socialisme de celle des partis réformateurs bourgeois est atténuée par la méthode de la recherche des résultats minimes immédiats, acquis au moyen de compromis avec les autres partis, reléguant ainsi le programme maximum aux hypothèses lointaines, et par conséquent, négligeant les affirmations virtuelles. Cette méthode, hostile aux

manifestations troublant les tranquillités banales, transforme la transaction électorale et parlementaire en un système, auquel on sacrifie toute action qui peut troubler l'équilibre momentané, en contrariant les intérêts des adversaires alliés, en leur créant des embarras. On subordonne enfin et l'on lie ainsi l'action spécifique du Parti aux opportunités de ce système et l'on admet la collaboration.

Aux « révolutionnaires syndicalistes » les « intégralistes » répondent que la méthode de l'action directe, tendant à restreindre presque le socialisme à l'expression du seul programme maximum, l'affirmation que l'amélioration des conditions du prolétariat est inconciliable avec l'organisation sociale actuelle, conduit au dédain de la réforme, de la conquête des pouvoirs publics, de la conception de la gradualité, accoutumant le prolétariat à concevoir le socialisme comme le résultat d'une catastrophe et à se fier seulement aux ressources de la violence, efface les caractéristiques différentielles entre le Parti socialiste et le parti anarchiste.

Aux syndicalistes proprement dits, dont nous avons esquissé les théories, les *Intégralistes* opposent le socialisme, qui, comme méthode et comme finalité, diffère profondément du syndicalisme.

Avec ces prémisses, il est facile de comprendre comment l'*intégralisme* ne peut se considérer ni comme équivalent, ni comme une « *adaptation* » du *réformisme*, basée sur l'équivoque ou sur l'absurde hypothèse d'intégrer dans l'unité du Parti des éléments profondément incompatibles,

comme les deux méthodes *réformiste* et *syndicaliste*.

Les intégralistes reconnaissent l'incompatibilité fondamentale de la méthode, qui, par erreur s'appelle « *réformiste* » (et qu'ils qualifient de *possibiliste*) avec la méthode « révolutionnaire syndicaliste ».

Mais cette constatation ne les pousse pas à l'affirmation de la nécessité immédiate de séparer le Parti, car :

1° La grande majorité du Parti n'est ni pour le réformisme, ni pour le syndicalisme.

2° Les tendances dans le Parti socialiste ne sont pas seulement deux, mais bien plus nombreuses, répondant à divers degrés d'évolution, à divers degrés de tempérament, etc. plus ou moins inconciliables.

3° La scission présuppose une claire connaissance des conceptions opposées, et cette connaissance ne se trouve que chez les « *intellectuels* » du Parti, que la masse suivrait inconsciemment.

4° Ainsi, l'on trouve chez les « réformistes » comme chez les « syndicalistes » et pour des causes tout à fait étrangères au choix d'une méthode après un examen serein des diverses méthodes, par exemple pour réaction contre des excès opposés, pour des conditions locales, pour une aversion ou une sympathie personnelles, dues à une insuffisante éducation socialiste, l'on trouve de nombreux travailleurs, qui, en réalité, ne sont ni réformistes ni syndicalistes, et leurs manifestations concrètes diffèrent beaucoup des thèses abstraites des doctrinaires.

5° La scission aurait déterminé la polarisation artificielle du Parti vers les deux méthodes extrêmes.

6° D'autre part, la scission en autant de groupes que de nombreuses tendances diverses, plus ou moins analogues les unes aux autres, représenterait une dissemblance qui peut être caractéristique des organismes développés. Mais dans ce cas, elle serait due à la grande erreur de préjuger artificiellement d'un socialisme avancé dans un pays économiquement et civilement arriéré.

L'intégralisme n'est pas non plus unitaire d'une manière préjudiciable.

L'intégralisme est une « méthode » qui, considérant les diverses tendances comme des exagérations logiques d'autant de principes unilatéraux, cherche et reconnaît dans chaque tendance, pour mieux dire, dans l'action de chaque tendance, la partie bonne et acceptable, inspirée par le besoin de corriger les fautes et les défauts de l'action socialiste. Pour cela, il adopte dans chaque tendance ce qui lui semble favorable et il l'intègre sans préjuger au point de vue doctrinal que l'évolution pourrait en démontrer l'erreur. Il repousse et tend à éliminer du Parti les tendances qui, par cette action d'intégration se rendent incompatibles. Les intégralistes sont pour les réformes contre le réformisme, pour les syndicats contre le syndicalisme.

Les intégralistes se proposent surtout d'augmenter la force quantitative et qualificative du Parti et de l'organisation prolétaire, en opposant aux réformistes et aux syndicalistes, que leurs métho-

des, suggérées par un même phénomène d'impatience, se basent sur une présupposition inexistante : *la force et la maturité du prolétariat socialiste.*

En effet, les doctrinaires ne s'aperçoivent pas qu'en faisant de la théorie, ils oublient les masses qui intellectuellement sont restées en arrière. Il découle de là que le socialisme italien représente presque un organisme, qui a un développement central extraordinairement disproportionné au développement du corps et des membres.

LA VICTOIRE INTÉGRALISTE AU CONGRÈS

Les *intégralistes*, chaque jour plus nombreux, se réunirent et lancèrent un manifeste aux socialistes d'Italie. Le manifeste recueillit de nombreuses adhésions, parmi lesquelles celle de l'*Avanti !* et de son directeur, Enrico Ferri.

Les intégralistes absorbèrent les deux centres, car la plus grande partie des intransigeants adhérèrent à leur ordre du jour.

Et le bloc intégraliste du IXe Congrès (Rome 7-8-9-10 septembre 1906) l'emporta sur les réformistes et les syndicalistes unis, dès la première votation sur la rédaction de l'ordre du jour.

Après trois jours de discussions, pendant lesquels les syndicalistes et les réformistes accusèrent les intégralistes de vouloir l'équivoque et de perpétuer la confusion. les réformistes décidèrent de voter la motion intégraliste, qui obtint 26,047 suffrages sur 34,083 votants, — contre 5278 donnés à l'ordre

du jour syndicaliste, 1101 donnés à un ordre du jour d'intransigeance absolue, et 757 abstentions.

Voici le texte de la motion intégraliste :

Le parti socialiste a pour principes généraux : le but dernier de la socialisation des moyens de production, la méthode de la lutte de classe, et la conception d'une gradualité dans le devenir du socialisme au sein même de la société bourgeoise.

Dans ce but, le parti socialiste se sert des moyens légaux, mais se réserve l'usage de la violence, lorsque les classes dominantes ne lui permettent pas l'usage de ces mêmes moyens légaux.

Le parti socialiste développe une action pratique tendant :

A développer les principes généraux du socialisme par la propagande, et par une action concrète toujours unie, dans le fond et dans la forme, au but dernier du socialisme ;

A considérer comme sa plus grande tâche le développement de l'organisation économique dans ses diverses formes de résistance, de coopération et de mutualité, et à conquérir sur les pouvoirs publics une législation du travail qui intègre et généralise les conquètés partielles de l'organisation économique, se conformant en cela aux délibérations des organisations du prolétariat ;

A étendre le domaine collectif dans une forme de municipalisation et nationalisation démocratiques ;

A élever les conditions du milieu social par la conquètè des libertés politiques, l'accroissement de la culture du prolétariat, la lutte contre la fiscalité et les « camorre » politiques et administratives, le développement de l'économie du pays ;

A obtenir, même par la pression de la grève générale, les plus grands revendications du prolétariat ;

A accentuer, pour les conditions présentes du pays, la propagande anticléricale et antimonarchiste, vu la cléricalisation progressive de la monarchie, la propagande antimilitariste, destinée à instruire au point de vue socialiste la jeunesse italienne pour neutraliser les tendances des classes dirigeantes à se servir de l'armée comme d'un organe d'oppression antiprolétarienne ;

Par conséquent, le Parti DÉPLORE : l'abandon de la propagande des principes généraux ;

Et RÉPOUSSE la collaboration au pouvoir avec engagements ;

Les alliances systématiques avec les partis qui ont avec lui des affinités, d'autant plus si ceux-ci sont séparés de lui par l'affirmation claire et actuelle du but final dépassant les buts transitoires des alliances mêmes ;

La préoccupation excessive et absorbante d'intérêts locaux qui ne sont spécifiquement ceux du prolétariat ou qui sont en opposition avec les intérêts généraux du pays ;

Un acte quelconque qui soit ou semble être un acquiescement à la forme du gouvernement monarchique ;

Et il REPOUSSE aussi :

L'usage fréquent ou excessif de la grève générale ;

L'appel insistant à la violence qui dérange et arrête le travail pratique des organisations prolétarienne ;

L'exaltation de l'action directe présentée comme discrédit et non comme intégration de l'action réprésentative ;

La prémisse antiétatique quand elle signifie discrédit ou rejet de la législation sociale et négation d'un état socialiste ;

La tendance à éliminer du Parti les socialistes qui ne sont pas travailleurs manuels;

La conception du transfer aux syndicats de la propriété privée abolie ;

Le Parti reconnait comme nécessité plus urgente d'augmenter ses propres forces et d'améliorer rapidement les conditions du prolétariat et du milieu social, ce qui exige concorde et discipline ;

Pour cela, il rappelle à tous les camarades qu'une activité utile s'impose, il stigmatise la polémique indécente, tout en laissant la plus grande liberté de discussion, il exige que la minorité respecte les décisions des majorités.

Au sujet de la tactique électorale et parlementaire, le Parti décide :

a) Que dans les luttes électorales l'intransigeance soit le règle et le compromis l'exception ;

b) Que le groupe parlementaire ne puisse donner son appui à une direction de gouvernement, mais lorsqu'il se présente une situation exceptionelle vis à vis de laquelle le groupe juge nécessaire de déroger à cette règle, qu'il doit se réunir en

assembée plenière avec la Direction du Parti et se conformer au vote de la majorité des camarades convoqués ; dans ce but, la nouvelle direction du Parti doit être nombreuse et choisie par le congrès avec le désir d'y comprendre également les camarades faisant partie des plus puissantes organisation économiques.

APRÈS LE CONGRÈS

La Direction, qui auparavant était composée de neuf personnes, choisies simplement par vote politique ou régional, est composée maintenant de 35 camarades, représentant toutes les régions et ensemble toutes les formes d'organisation prolétaire et d'activité socialiste, ainsi que les plus importantes Fédérations de métier. Parmi eux, beaucoup d'ouvriers et de paysans, tous propagandistes et organisateurs.

Le Comité permanent de la Direction, dont font partie avec les autres sept camarades le Directeur de l'*Avanti !* et le représentant du groupe parlementaire, a son siége à Rome. La Direction a ses réunions plénières généralement deux fois par an, et les membres du Conseil de la *Confédération du Travail* peuvent y assister.

La nouvelle Direction, au lieu de faire vibrer l'âme du Parti par des manifestations bruyantes de parade fréquentes, se préoccupe du travail de propagande et d'organisation directe pour augmenter la force du Parti et à en tirer le plus grand profit. Il essaie d'éliminer et de rendre moins pernicieuses les discussions, par l'hygiène de l'acti-

vité, en expérimentant les nouvelles formes de fédération.

La nouvelle Direction n'a pas été illogique en intervenant énergiquement contre un journal quotidien, publié par des membres du Parti pour critiquer et contrarier l'œuvre de celui-ci. Ce journal était alimenté par des fonds de provenance équivoque et en même temps très suspecte. En outre, il aiguisait de plus en plus chaque jour les discussions.

La Direction a alloué un fonds pour créer des secrétaires spéciaux dans les provinces méridionales et insulaires, et il a chargé de cette besogne trois propagandistes, dont l'un s'est spécialisé dans la propagande et l'action syndicales.

Elle est intervenue dans tous les grands mouvements prolétaires, comme dans la grève de la marine marchande, la grève des paysans dans l'Argentano, le lock-out de l'aciérie de Terni, par l'assistance de ses délégués, ses propres subsides et des souscriptions de camarades. Elle suit et aide avec soin le remarquable réveil prolétarien qui s'est manifesté pendant ces derniers temps, par une nombreuse série de grèves, dans toutes les régions, et dans toutes les professions.

Elle a donné son concours à la manifestation antimilitariste des jeunes socialistes contre le tirage au sort, et actuellement, elle essaie de discipliner le mouvement de la jeunesse désorientée par les polémiques excessives, dont les tendances ont récemment conduit la fédération des jeunes à la scission, les uns voulant travailler avec le *Parti socialiste*, les autres voulant travailler contre lui.

Le Parti s'est engagé dans la lutte anticléricale qui a commencé par une grande manifestation à l'occasion de l'anniversaire du martyre de Giordano Bruno. Mais l'anticléricalisme actuel ne peut se confondre avec le jacobinisme bourgeois et ne peut, par conséquent, voiler la conscience des antagonismes de classe, car précisément, l'action de classe du prolétariat menaçant les intérêts de la bourgeoisie, a son origine dans la direction cléricale actuelle de la politique officielle.

La Direction du Parti a provoqué plusieurs réunions avec la *Confédération du Travail* et le *Groupe parlementaire socialiste*, pour mettre ces organismes d'accord dans l'action et raviver le travail parlementaire. De commun accord avec la *Confédération* et le *Groupe*, on a préparé un programme de lois sociales les plus urgentes, et déjà l'on annonce comme probable l'élaboration d'une loi sur le repos hebdomadaire et sur l'abolition du travail de nuit dans les boulangeries. La Direction du Parti a convoqué une réunion nationale des communes administrées par des socialistes, et des conseillers communaux et provinciaux, représentant le Parti ou les organisations prolétariennes, pour discuter les problèmes de la politique locale, et pour instituer un secrétariat spécial de consultation.

La Direction a pris également l'initiative de constituer un fonds permanent pour la création d'un secrétariat parlementaire, les députés italiens n'ayant pas d'indemnités.

La Direction a encouragé l'initiative tendant à fédérer les sections du Parti avec les diverses for-

mes d'organisation économique dans les provinces les plus avancées.

D'accord avec le *Groupe parlementaire* et la *Confédération du Travail*, elle prépare une opposition, dans la Chambre et dans le pays, à la nouvelle demande de dépenses militaires extraordinaires.

La Direction répand dans le Parti la conscience de la nécessité de rendre toujours plus solide le lien de l'action politique avec l'action syndicale, jeune encore mais pleine de promesses, — de préparer les futures élections politiques de manière que le groupe parlementaire soit composé également de représentants techniques et ouvriers.

La Direction croit avoir bien rempli le mandat qui lui a été confié par le Congrès en offrant aux camarades un vaste champ d'expérimentation pour l'application de leurs énergies, l'intégration de tous les efforts convergeant au but commun. Elle est heureuse de constater que jusqu'à maintenant, par l'observation des faits et l'examen des registres, que dans le Parti comme dans les organisations ouvrières, l'on constate une nouvelle floraison de la confiance dans ses propres forces, et un réveil merveilleux d'activité. On peut en tirer un excellent présage pour l'avenir.

Pour le Comité Permanent de la Direction :

FRANCESCO PAOLONI.

ITALIE

Rapport sur le Mouvement syndical

Entre le prolétariat italien et celui des autres nations il y a, outre les liens de la solidarité socialiste, ceux qui sont créés par les conséquences d'un phénomène spécifique de l'économie italienne : *l'émigration ouvrière.*

Des recherches statistiques tout récemment établies indiquent une émigration annuelle temporaire de 270.000 ouvriers italiens vers les pays du centre de l'Europe. Chacun de ces émigrants passe à peu près six mois à l'étranger, tandis que 350.000 autres, en moyenne, quittent définitivement l'Italie pour des pays transocéaniques.

Ces courants grandioses augmenteront encore pendant quelques années, car on ne peut raisonnablement espérer une modification rapide des conditions économiques, créatrices de ces mouvements qui influent aujourd'hui sur tous les marchés étrangers. Aussi la politique de l'émigration est-elle à l'heure actuelle d'une importance capitale pour les Syndicats ouvriers et la démocratie socialiste.

Voilà pourquoi la direction du *Parti Socialiste Italien* tient à adresser aux camarades des pays vers lesquels se dirige l'émigration italienne un rapport détaillé sur les tendances et les forces du mouvement syndical dans la Péninsule.

Les premières sociétés de secours mutuels fondées au temps du *Risorgimento*, dans la préhistoire du mouvement en Italie, nous présentent la forme embryonnaire de nos organisations professionnelles actuelles. 443 de ces Associations, animées de tendances républicaines, surgissent de 1860 à 1870, c'est-à-dire avant la chute du pouvoir temporel et la complète réalisation de l'unité nationale. Elles portent toutes l'empreinte de la vie fermée des localités où elles se forment, parmi des populations peu considérables et économiquement fort arriérées. Elles réunissent des travailleurs de toutes catégories ouvrières : simples salariés et artisans à côté des petits boutiquiers.

Dans certains centres plus importants, où une évolution industrielle plus avancée sépare le travailleur de l'instrument de production, les Sociétés de Secours mutuels perdent rapidement leur caractère purement défensif d'organisations de secours de maladie ou de vieillesse, pour prendre l'attitude combative de porte-voix des revendications ouvrières. Une poussée de besoins analogues à ceux qui ont groupé en une association compacte les membres d'une même commune, aux siècles précédents, inspire aux composants des Sociétés de Secours mutuels l'idée de plus en plus irrésistible de se rapprocher pour fraterniser. On voit alors des groupements, tel que le Consulat

ouvrier de Milan (*Consolato operaio*) ou la Fraternité artisane de Florence (*Fratellanza artigiana*) tenter une Organisation nationale corporativiste et former 77 sociétés comprenant 4.993 membres.

Un essai du même genre dû à Mazzini, le « *Pacte de Fraternité des Sociétés ouvrières Italiennes* », donne de meilleurs résultats. L'Association fondée par le grand agitateur un peu avant sa mort, en 1870, et qui lui survit jusqu'en 1880, montre une structure plus compacte, plus homogène, mieux apte à lutter contre les utopies du sentimentalisme humanitaire et la superstition des harmonies sociales.

L'ouvrier continue cependant à être atrocement exploité par l'industrie naissante. Les journées interminables, et les salaires de famine préparent un milieu favorable au triomphe de la propagande internationaliste et de la pensée socialiste.

En 1874 se forme la première fédération nationale ouvrière parmi les typographes ; elle est bientôt suivie par deux autres, celles des gantiers et des boulangers.

Vers 1880, l'activité industrielle s'accroît tandis que l'extension du droit de vote à tous les ouvriers ayant fait leurs trois premières classes à l'école élémentaire, élargit considérablement le champ de l'action politique. Le corps électoral passe d'un demi-million à 2 millions et demi d'individus.

Les grèves augmentent jusqu'à atteindre aux formidables proportions de celle des tisserands de Come et de Biella qui préparent l'abrogation des dispositions du code pénal contre les coalitions ouvrières.

Un nombre considérable d'ouvriers de l'Italie septentrionale proclament la nécessité de la guerre politique et économique à l'Etat bourgeois et constituent en 1882 le *Parti Ouvrier Italien* dont le socialisme se montre imbu d'esprit anarchiste et corporativiste.

Les mouvements ouvriers commencent à graviter autour d'un noyau politique. La propagande gagne les campagnes, surtout celles de la vallée du Pô. La *Ligue de Métiers* se dessine et se fortifie au sein du Parti Ouvrier où elle jette les bases de l'institution ouvrière de résistance, caractéristique de la période 1890-1900 : les *Chambres du Travail* (Camere del Lavoro). Ces groupements de syndicats, locaux et de sections mixtes d'ouvriers des diverses industries, modelés d'après la Bourse du Travail de Paris, ne sont guère que 3 ou 4 en 1891. En 1893, lors de leur premier congrès, on en pouvait compter 13, groupant environ 40.000 associés. Certains sont subventionnés par les municipalités ; tous exigent de leurs adhérents une contribution annuelle allant de 50 centimes à 2 francs.

La réaction dirigée par Crispi arrête en 1894 le progrès de l'organisation ouvrière. Les Ligues (elles étaient presque toutes affiliées au Parti socialiste) sont dissoutes et quelques Chambres privées des subventions municipales. Mais en 1895, le mouvement reprend, plus rapide et plus sûr ; 20 Chambres et 7 Fédérations nationales de métiers se reconstituent tandis qu'une dizaine de journaux professionnels viennent seconder l'effort de la presse socialiste.

Au mois de mai 1898 éclate une nouvelle et vio-

lente réaction ; elle s'attaque à la fois à l'organisation politique et à l'organisation économique, si bien que coopératives et sociétés de secours mutuels languissent jusqu'au moment où l'obstruction parlementaire victorieuse impose, en 1900, une politique respectueuse du droit d'association, de réunion et de grève. Ces dix dernières années, l'organisation prolétarienne s'est surtout développée sur le terrain professionnel. Ouvriers et paysans se sont groupés en Ligues, Chambres du Travail, Fédérations provinciales, régionales et nationales de métiers. En 1902, l'Italie envoyait à la conférence internationale syndicale de Stuttgart les représentants de 500,000 syndiqués italiens.

Les grèves dans l'industrie ou l'agriculture passent d'une moyenne annuelle de 35 pendant la période 1860-1880 au chiffre de 45 en 1881, 49 en 1882, 76 en 1883, 1671 en 1901. Presque toujours, elles se terminent par une victoire de l'organisation prolétarienne à laquelle la classe bourgeoise, prise au dépourvu, n'oppose pas de résistance. 80 Chambres du Travail se constituent, ainsi que de nombreuses Fédérations de métiers. L'industrialisme des provinces du Nord gagne partiellement quelques provinces du Midi. Bientôt les Chambres du Travail, institutions locales, ne suffisent plus à diriger la politique du Syndicat ouvrier ; les industries deviennent nationales et les Fédérations nationales de métiers se multiplient. Chambres et Fédérations se chamaillent en Italie aussi pour des questions de compétence. La Fédération italienne des Chambres du Travail, transformée après la conférence de Stuttgart en un Secrétariat central

de la résistance (Segretariato Centrale della Resistenza), devint le foyer commun des Chambres et des Fédérations de métiers.

Cependant, d'âpres conflits, suscités le plus souvent par l'écho des dissensions intestines du Parti socialiste, agitent l'Organisation syndicale. Et, d'autre part, la classe capitaliste s'organise fortement pour l'offensive et la défensive. Des lock-outs se substituent aux grèves et des défaites aux victoires ouvrières de 1901-1902.

En 1903-04, les capitalistes parviennent à détruire une grande partie du travail accompli dans les deux années précédentes, l'âge d'or du mouvement ouvrier italien.

La grève générale du mois de septembre 1904, cette protestation grandiose contre l'impunité systématiquement accordée aux agents de police et aux officiers de l'armée pour leurs répressions violentes des mouvements ouvriers, a montré, à travers l'admirable spontanéité de l'élan populaire, la faiblesse d'un prolétariat encore incapable du travail de pénétration lent, régulier et tenace qu'exige la conquête du pouvoir économique et politique.

Un premier Congrès des Chambres et des Fédérations, tenu à Gênes au mois de janvier 1905, ne fut au fond qu'une série de disputes entre les socialistes réformistes et les révolutionnaires soutenus par des anarchistes et des républicains. Il se sépara en effet après avoir émis deux vœux contradictoires sur le Conseil Supérieur du Travail et sur la grève générale, et sans avoir pu nommer un

Conseil de direction du Secrétariat central de la résistance, lequel, à partir de ce jour, perdit toute influence et ne parvint même pas à rédiger la statistique des forces ouvrières organisées en 1906. Il y eut même, alors, interruption de tout rapport avec le Secrétariat international des Syndicats ouvriers.

Aujourd'hui, nous sommes heureusement en pleine renaissance. Au sein des organisations économiques, les contrastes entre écoles socialistes sont devenus moins violents et l'antisyndicalisme s'est fort affirmé dans le Congrès du *Parti Socialiste* (oct. 1906) et dans celui tenu à Milan par les Organisations économiques du prolétariat, du 29 septembre au 1 octobre de la même année.

C'est de ce Congrès ouvrier qu'est sortie, en remplacement du Secrétariat central de la Résistance, la *Confédération Générale du Travail* à laquelle se sont inscrits, dans l'espace de quelques mois, plus de 150,000 ouvriers.

Il n'est pas possible d'évaluer exactement les forces groupées autour de la *Confédération* ; mais sa vie est désormais assurée et le petit nombre des associations demeurées fidèles à la minorité au Congrès de Milan a d'ailleurs déjà décidé d'adhérer au nouvel organisme.

La *Confédération* a un *Comité national* et un *Conseil* résidant à Turin (Corso Siccardi 12), formés de socialistes qui, dans les Congrès politiques, ont voté en faveur des réformistes ou des intégralistes. Son organe hebdomadaire, la *Confederazione del Lavoro*, est dirigé par l'ancien député ouvrier Rinaldo Rigola.

Lentement, mais incessamment, les forces de l'Organisation syndicale se perfectionnent en Italie aussi et le nombre des buts qu'elle se propose comme organisation de classe augmente.

Tout dernièrement, une entente s'est faite entre la *Confédération générale du Travail*, la *Ligue nationale des Coopératives* et la *Fédération italienne des Sociétés de secours mutuels* au sujet de la propagande en faveur des buts communs aux trois formes classiques du mouvement prolétarien.

Des neuf directeurs de la *Ligue des Coopératives* — comprenant 1379 coopératives de production, de travail ou de consommation — sept sont socialistes; la Fédération des Sociétés de Secours Mutuels, comprenant 867 sociétés, est aussi aux mains de socialistes, de républicains et de démocrates. Sans doute, on ne pourra pas d'ici longtemps compter sur ces forces comme sur de véritables milices socialistes, mais il est vrai de dire que les groupes coopératifs les plus importants, à Gênes, Reggio-Emilia, Turin, Livourne, se sont placés sur le terrain de la lutte des classes. Les deux journaux socialistes quotidiens de Gênes et de Reggio-Emilia sont subventionnés par les coopératives et l'esprit socialiste anime la grandiose *Verrerie ouvrière Fédérale*, née au lendemain d'une rude bataille des ouvriers verriers contre le Syndicat de leurs patrons et comptant aujourd'hui cinq grands établissements coopératifs, 1338 associés et un capital social de 450,000 fr.

L'Organisation coopérative italienne a deux notes caractéristiques données par la coopération ouvrière parmi les journaliers (*bracciantí*) et

par les baux collectifs, associations grâce auxquelles des salariés ruraux se transforment en producteurs associés pour l'exploitation collective de terrains pris en location. Ces deux groupes coopératifs constituent le noyau du mouvement socialiste dans un certain nombre de provinces où les circonscriptions électorales sont désormais acquises au Parti socialiste.

Notre tableau de l'Organisation syndicale telle qu'elle se manifeste en Italie dans les Chambres du Travail et les Fédérations nationales de métiers est dressé d'après les données de l'Office national du Travail et celles que nous avons pu rapidement recueillir nous-même, les statistiques de la *Confédération générale du Travail* ne devant être publiées que vers la fin de l'année.

Mais on ne peut apprécier tout l'ensemble du mouvement prolétarien en Italie si l'on ne tient compte de la tendance qu'ont de nombreuses organisations d'employés à suivre la politique des syndicats ouvriers. Ainsi, par exemple, *l'Unione Magistrale Nazionale*, Union nationale des Instituteurs et Institutrices d'Italie, comptant 35.000 membres et dont le Conseil est en majeure partie composé de socialistes et la Confédération des Employés ont manifesté à maintes reprises leur sympathie pour le mouvement ouvrier.

L'absence de statistiques empêche de donner un tableau quelque peu détaillé de l'état des finances de ces organisations, dont les comptes ont été jusqu'à ces dernières années fort mal tenus.

D'après une étude faite sur des bilans présentés en 1903 à la Chambre du Travail de Milan — la

plus importante d'Italie — voici l'état des recettes et des dépenses des 48 Syndicats adhérant à cette institution et représentant 20.413 associés :

Recettes	: Lires	328,056,30
Dépenses	: »	326,247,76

réparties comme suit :

Secours de chômage	Fr. 41.244,16
» » grève	33.340,33
» » solidarité	21.579,12
» » maladie	72.013,60
» » voyage	1.568,94
Subventions à des cours professionnels et frais généraux de propagande	853,60

Dix-huit Fédérations nationales, comptant 107,210 associés, ont un budget d'ensemble de 890,381 fr. de recettes et 716.186 fr. de dépenses. Sur ce total, les recettes de la Coopérative fédérale des bouteillers représentent 430.152 fr. et ses dépenses 403.128 fr.

Il est certain que le montant des cotisations syndicales est bien plus modeste en Italie qu'en Allemagne ou en Angleterre. Aussi les Syndicats italiens ne peuvent-ils pas toujours soutenir de longues grèves ou organiser convenablement leur propagande ou le service de leur presse professionnelle.

En moyenne, les Syndicats ouvriers (Chambres du Travail, Fédérations nationales ou Ligues locales) n'accordent pas plus de 1600 fr. par an à la personne qui, d'habitude, couvre à la fois les trois charges de Secrétaire, Rédacteur en chef et Propa-

gandiste. Mais il ne faut pas oublier que le prolétariat italien est peu enclin au travail méthodique et qu'il est, en outre, fort peu payé.

Les dernières recherches de la Direction générale de la statistique ont permis d'établir la moyenne suivante des salaires à l'heure dans certaines industries, de 1871 à 1903 :

1871	Fr. 0,171
1880	0,221
1890	0,253
1900	0,260
1903	0,265

Une enquête plus méthodiquement conduite en 1903, à Milan, par l'*Umanitaria*, a montré que sur les 280.519 ouvriers recensés par la Société milanaise, 165.305 étaient effectivement occupés. 122.397 d'entre eux ayant indiqué le montant de leur salaire on a pu établir que 71.45 % des hommes recensés : 62.201 individus, percevaient de 1 à 3 fr. par jour, tandis que 91.31 % des femmes : 41.389 ouvrières, avaient un salaire oscillant entre 1 fr. et 1,50 par jour.

En calculant d'après ces données les gains des 46.867 familles ouvrières soumises à l'enquête, on trouve que 33,625 d'entre elles (71. 74 %) ont un actif annuel de fr. 721 à 1825 ; les 125.809 individus, dont elles se composent formant 75.10 % du total des hommes, disposent d'un gain inférieur à 1 fr. par jour ; les 55.744 individus formant le restant du pourcentage (24.90 %) gagnent de 1.20 à 1.50 par jour.

Aucune organisation syndicale n'a de rapports

évidents avec le Parti politique, mais la presse professionnelle, qui compte à peu près 50 journaux, dont la plupart ont des tendances socialistes nettement marquées, est presque entièrement entre les mains de socialistes, de même que les Chambres du Travail et les Fédérations les plus importantes. Des groupements ouvriers moindres sont dirigés par des républicains ou des anarchistes ; mais leurs tendances ne sont aucunement représentées dans la plupart des Chambres ou des Fédérations de métiers. Les directeurs de la Confédération générale du Travail prennent part aux réunions de la Direction du Parti socialiste. La solidarité est complète dans les grands mouvements en faveur de la réforme de l'impôt, l'établissement de lois sociales, l'antimilitarisme et l'anticléricalisme.

Les faits exposés prouvent qu'au sein du mouvement syndical se forme une conscience socialiste, dont l'ampleur et la vitalité augmenteront sans doute avec le nombre des prolétariens au pouvoir.

A l'instar de ce qui se passe ailleurs, les organisations italiennes de métiers essaient de constituer des institutions spéciales, destinées à accroître leurs forces offensives et défensives. C'est ainsi que certaines Chambres du Travail ont ouvert des Bureaux de Placement qui, depuis quelques mois, sont rattachés au Bureau central de la Chambre du Travail de Milan, fortement subventionné par l'*Umanitaria*, institution d'aide sociale, fondée et dotée de 13 millions par un disciple d'Owen, presque entièrement administrée aujourd'hui par des socialistes. L'*Umanitaria* subventionne aussi les Caisses de Chômage syndicales en ajoutant 50 % au

CHAMBRES DU TRAVAIL 1907

Nombre des Chambres	***89***
» *Sections (ligues) . . . . .*	***2.657***
» *Membres . . . .*	***365.054***

N° d'ordre	**FÉDÉRATIONS 1907**		
1	Mineurs	14	2065
2	Marbriers	24	1735
3	Métallurgistes	110	26855
4	Industries chimiques	5	652
5	Ouvriers céramistes	27	1352
6	Bouteillers	6	900
7	Vitriers	11	147
8	Aiguisage du verre	17	1010
9	Ouvriers en bâtiments	468	33211
10	Employés du gaz	41	3847
11	Travailleurs du bois	75	3308
12	Ouvriers du livre	149	11221
13	Lithographes	10	1000
14	Tisseurs et teinturiers	49	5566
15	Ouvriers en Peaux	19	1453
16	Cordonniers	58	1900
17	Chapeliers	37	3590
18	Boulangers	100	7243
19	Coiffeurs	14	621
20	Garde-Malades	54	3300
21	Syndicat italien des employés aux chemins de fer	1050	40000
22	Travailleurs du port	26	6580
23	Travailleurs de la mer	24	20462
24	Fonctionnaires	54	8412
25	Travailleurs de la Terre, (Fédération nationale comprenant 11 fédérations provinciales)	—	74509
		2452	230.931

Des 228.447 ouvriers fédérés, 180 mille environ sont inscrits aussi dans les Chambres du travail. D'autre part, un grand nombre de membres de Chambres du Travail ne sont pas encore organisés en Fédérations de métiers. Le dernier Congrès des Organisations ouvrières a voté le principe de l'inscription temporaire à une Fédération et à la Chambre du travail locale.

montant des cotisations versées. Elle entretient un Bureau du Travail sur lequel l'Organisation syndicale a droit de contrôle et auquel est rattaché un Bureau de Traductions et Renseignements destiné à multiplier les rapports de la classe ouvrière italienne avec les organisations syndicales transalpines. Elle a, enfin, organisé un Bureau pour l'Emigration temporaire dont le Conseil est en partie nommé par les Syndicats ouvriers les plus directement intéressés et les plus constamment en rapport avec ceux des pays vers lesquel se dirigent les émigrants. (*Consorzio per la difesa della Emigrazione temporanea*).

Dans quelques grands centres industriels, l'Organisation ouvrière a créé des Bureaux de Consultation et d'Assistance pour les victimes d'accidents du travail.

Telle est l'évolution et telles sont les forces actuelles de l'Organisation économique du prolétariat en Italie. Instruits par de dures expériences et thésaurisant avec les leurs celles d'autrui, les travailleurs italiens perfectionnent leurs engins de résistance à la classe bourgeoise et infusent une vibrante âme politique dans leurs conquêtes syndicales. Mais s'ils vont sur les brisées des socialistes vers la complète organisation économique, c'est cependant en se tenant à égale distance de l'infatuation de l' «action directe » et de l'asservissement à un parti politique.

Pour terminer, voici la liste de nos journaux professionnels :

Lavoratore delle Pelli	(Le travailleur en peaux)
Cappellaio	(Le Chapelier)

Lavorante in Prodotti chimici	(L'Ouvrier en produits chimiques)
Edilizia	(Le Bâtiment)
Tribuna del Ferroviere	(La Tribune de l'employé des chemins de fer)
Gasista	(L'Employé du Gaz)
Infermiere	(L'Infirmier)
Unione (Impiegati e Commessi)	(L'Union, organe des Employés et Commis)
Lavoranti in Legno	(Le Menuisier)
Lavoratore del Libro	(L'Ouvrier du Livre)
Litografo	(L'Ouvrier lithographe)
Lavoratore del mare	(Le Travailleur de la mer)
Metallurgico	(Le Métallurgiste)
Sveglia (Panettieri)	(Le Réveil des boulangers)
Unione (Lavoratori dello Stato)	(L'Union, organe des fonctionnaires)
Arti tessili	(L'Industrie textile)
Ceramista	(Le Céramiste)
Bottiglia	(La Bouteille)
Vetro bianco	(Le Verre blanc)
Confederazione del lavoro	(La Confédération du travail)
Unione postale e telegrafica	(L'Union, employés des postes et télégraphes)
Sarto	(Le Tailleur)
Lastra di vetro	(La Vitre)
Tramviere (Roma)	(L'Employé des tramways Rome)
Tramviere (Milano)	(L'Employé des tramways Milan)
Fonditore	(Le Fondeur)

ANGIOLO CABRINI, *rapporteur.*

Rome, avril 1907.

SUÈDE

Rapport du

« Parti Ouvrier Socialdémocrate Suédois »

Dans notre rapport précédent, élaboré pour le Congrès d'Amsterdam, nous avons tracé les grandes lignes du mouvement ouvrier en Suède, dès ses débuts peu considérables de 1881 jusqu'en 1904, un *parti politique* de 55.000 membres payants, ayant mis définitivement en 1902, par une grève générale de démonstration, le Suffrage Universel à l'ordre du jour de la politique nationale, possédant 3 journaux quotidiens et une dizaine d'autres avec un tirage total de 70.000, ayant mobilisé, malgré le suffrage censitaire, environ 10.000 électeurs en 1902 (sur un total de 180.000), ayant fait passer 4 députés social-démocrates ; une *confédération nationale syndicale*, se confondant quant à la grande majorité des syndicats avec le Parti politique, comptant 25 fédérations nationales avec 42.000 membres (et en outre 20.000 ouvriers syndiqués, à la veille d'adhérer à la confédération), ayant depuis sa fondation en 1898 victorieusement démontré sa force solide et tenace dans de gran-

des batailles contre des patrons coalisés, qui s'opposaient en vain à la hausse considérable des salaires, déterminée par l'action syndicale permanente et croissante d'une dizaine d'années. (Voir « L'Organisation socialiste ouvrière, pages 429 — 453.)

Pendant ces trois dernières années, l'évolution de notre mouvement ouvrier a progressé avec une vitesse accélérée. Une récapitulation sommaire des événements politiques et sociaux en Suède dès 1904 expliquera notre situation actuelle aux camarades étrangers.

La question dominante dans notre politique intérieure a été celle de la *réforme électorale*. On se rappelle la situation en 1904. La Chambre rejeta par une faible majorité le projet du gouvernement conservateur, proposant un suffrage dit universel pour la Chambre avec représentation proportionnelle, mais laissant intacte la vraie forteresse de la ploutocratie, le Sénat, qui en Suède se prononce sur les budgets et vote avec la Chambre comme une seule Assemblée, quand les deux pouvoirs ne sont pas d'accord. Evidemment, ce proportionalisme appliqué à une partie du Parlement seulement, n'était qu'une manœuvre déloyale du parti conservateur, qui voulait s'assurer la prépondérance permanente, car les 150 voix des sénateurs l'emporteraient toujours sur une majorité libérale ou radicale dans une Chambre de 230 députés. On a donc vu ce spectacle singulier qu'un projet du suffrage dit universel était défendu par tous les anciens ennemis d'une réforme électorale, mais vivement attaqué par les libéraux-radicaux et par

les socialistes. Ceux-là se sont du reste montrés de plus en plus hostiles au principe même du proportionalisme dans les élections politiques.

En 1905 le gouvernement a fait encore un effort pour son projet, sans plus de succès. La majorité de la Chambre n'osait pas braver l'opinion évidente du pays, immédiatement avant les nouvelles élections de septembre 1905. Notre Parti, dans son sixième *Congrès*, en février 1905, convoqué après le vote d'un referendum repoussant une nouvelle grève générale politique dans la situation donnée, mais réservant cet arme extrême pour des attaques éventuelles contre la liberté de mouvement des syndicats, avait jugé assez efficace de faire entendre autrement la voix ouvrière. En effet, la question brûlante en mai 1905 n'était pas plus le projet électoral, qui n'avait pas de chance, mais un projet de loi menaçant *la liberté de grève* des ouvriers des chemins de fer, de gaz, d'électricité, etc., et, dans certains cas aussi, des ouvriers agricoles. Sans aucun doute une grève générale spontanée d'une extension très étendue aurait été la réponse immédiate de la classe ouvrière suédoise organisée à une telle provocation d'un Parlement, qui n'était pas sorti du peuple. Heureusement, les membres socialistes de la Chambre réussirent à convaincre quelques députés du Centre, inconscients jusque lors de la gravité extraordinaire de la situation, et le projet du gouvernement fut rejeté par 2 voix de majorité, 112 contre 110. Le danger d'un grand conflit entre la société bourgeoise et l'organisation ouvrière en Suède était conjuré — pour le moment. Il y a des signes qui laissent croire qu'il

surgira de nouveau en 1908, sur le même terrain.

Cette grande lutte sociale était à peine évitée qu'une autre éclatait, d'une importance décisive pour notre mouvement syndical. Les *ouvriers du fer et des métaux* et quelques autres fédérations avaient adhéré en 1904 à la *Confédération*, qui, en 1905, comptait 30 fédérations et 82.000 membres. C'était une force réelle, mais c'était aussi une raison pour les grands industriels du fer, organisés dans une « *Union des usines* », de tenter un coup décisif pour les anciens « droits » du patronat. Une bataille en 1903 avait laissé sans solution quelques différends de principe. On négociait sans résultat, les patrons ne voulant point admettre des salaires *minima* pour les ouvriers d'un certain âge et après certaines années d'apprentissage. Sous des prétextes déloyaux, on ajournait toujours la question des salaires *minima*. En mai 1905, la grève fut décidée pour quelques usines et *L'Union des usines* répondit par un lock-out qui commença le 10 juin et était dirigé contre 18.000 ouvriers en 97 usines. En vain le gouvernement offrit sa médiation. En vain des hommes influents en appelaient au patriotisme des chefs de *L'Union des usines*, quand la Norvège, le 7 juin 1905, déchira les liens du contrat d'union avec la Suède, quand le « ralliement national » devint le mot d'ordre. Les intérêts sociaux l'emportaient sur les intérêts nationaux chez ces grands « patriotes » capitalistes, et la guerre sociale continua entre ouvriers et patrons pendant tous les mois critiques de la séparation des deux peuples. En octobre enfin, les patrons en avaient assez. De nouvelles offres de médiation furent

acceptées, et le 13 novembre, la paix fut conclue, garantissant aux ouvriers ce qu'ils avaient demandé : des contrats collectifs sur les conditions du travail et des salaires *minima* fixés selon les circonstances locales, mais impliquant en réalité une hausse définitive des salaires de plus de 100 couronnes (1 couronne : 1.40 fr.) par an pour la plupart des ouvriers de cette grande industrie.Mais cette lutte avait coûté à la Confédération, en 1905, plus que 900.000 couronnes en subventions, dont 700.000 couronnes pour le grand lock-out. La plus grande partie de cette somme fut fournie par les membres affiliés, payant pendant la lutte régulièrement 1 couronne par semaine. Le reste était venu des fédérations non encore affiliées,comme produit de souscriptions volontaires ou de la part des ouvriers syndiqués des pays voisins : le Danemark avait contribué par 133.000 couronnes, la Norvège — en pleine crise nationale contre les dirigeants de la Suède ! — par 56.000 couronnes, et en Allemagne, en Amérique et ailleurs, la solidarité internationale ouvrière s'était manifestée. La Confédération suédoise fonctionnait si bien au point de vue financier que la caisse centrale, après ces événements, en sortit beaucoup plus remplie qu'avant la grande lutte. — Il va de soi que ces sommes, si grandes qu'elles soient, n'indiquent point les subventions totales, données aux ouvriers pendant cette bataille. Chaque fédération engagée dans la bataille, fait de son mieux pour ses membres. Le rôle de la Confédération est de fournir, selon des règles minutieusement fixées, un appui suffisant quand les forces des fédérations isolées

commencent à être épuisées. Le grand lock-out de 1905 a coûté aux quatre fédérations engagées et à la Confédération une somme totale d'environ *trois millions* de couronnes. Avoir soutenu une telle épreuve avec succès complet, cela prouve mieux que des phrases sonores la vigueur et l'efficacité de l'organisation syndicale que s'est créée la classe ouvrière en Suède.

Nous avons constaté que *la séparation de la Suède et de la Norvège* en 1905 n'a point rompu les liens de fraternité et de solidarité de classe entre les ouvriers des deux pays. Le Congrès du Parti en février, où des délégués norvégiens étaient présents, avait voté un ordre de jour soutenant la doctrine générale socialiste sur l'autonomie de tous les peuples et proclamant le droit absolu du peuple norvégien de décider librement de ses propres affaires. Le Congrès blama dans des termes expressifs la politique du gouvernement suédois envers la Norvège, prédisant qu'elle devait provoquer la dissolution complète, rompre les liens joignant les deux peuples et promettant pour ce cas d'empêcher, par tous les moyens, les projets belliqueux qui pourraient résulter d'un nationalisme furieux et criminel.

Ces prédictions pessimistes n'étaient que trop fondées. Le président du conseil suédois, M. Bostroem, par une politique de rétraction de promesses données, avait déjà rallié tous les partis en Norvège pour une action commune. En vain même le « Riksdag » suédois se prononça pour de nouvelles négociations sur tout le traité d'union, le « Storthing » norvégien demanda *unanimement*,

comme gage de sincérité, que le roi sanctionnât la loi établissant des consulats norvégiens séparés. Le roi, par égard pour l'opinion suédoise dominante, refusa — et la crise était là. « La Norvège s'échappe de Vos mains, roi Oscar », écrivait le « Socialdemokraten » suédois. Evidemment le roi de Norvège ne pouvait ni régner contre un Parlement unanime, ni obtenir contre tout un peuple de nouveaux ministres norvégiens. Il n'en fit pas même la tentative, et il resta à Stockholm. Le 7 juin 1905 donc, le « Storthing » agit. Il déclara que le roi, en ne constituant plus de ministère, avait résigné volontairement ses fonctions. En même temps, l'union avec la Suède était dissoute. Le Storthing, comme représentant du peuple norvégien, nomma l'ancien ministère aux fonctions de gouvernement provisoire. L'opération était faite. Toute la Norvège se sentait enfin libre et complètement souveraine.

On avait cru en Suède jusqu'au dernier moment que les Norvégiens se contenteraient de mots. Leur action hardie et décisive excita les sentiments nationalistes. Le roi de Suède, destitué en Norvège, mais c'est une offense à la Suède, s'écriaient les conservateurs. Beaucoup de libéraux faisaient chorus. Le Parti socialiste au contraire se rappela ses promesses de février. Un manifeste fut lancé, exhortant les ouvriers à faire des démonstrations pour la paix et pour la reconnaissance des droits du peuple libre norvégien. A Stockholm déjà, le 16 juin, la première grande manifestation en ce sens eut lieu, malgré les menaces et les injures de la presse nationaliste contre les « sans-patrie »

socialistes. Et partout les ouvriers ont tenu bon, montrant dans une situation difficile la sincérité de leur fraternité internationale et leur amour pour la paix, la liberté et la justice.

Pendant toute l'évolution de la crise, le Parti socialdémocratique suédois a tenu la même ligne de conduite : empêcher avant tout une guerre fratricide et criminelle. Le roi et son ministère, ayant trouvé sans doute des sympathies fortes pour la Norvège chez quelques grandes puissances,se décidèrent bientôt pour un arrangement paisible. Les socialistes, immédiatement, donnèrent leur appui à la politique royale contre celle des chauvinistes bourgeois, et l'on a vu pendant quelque temps ce spectacle étrange : la paix soutenue en bon accord par les ouvriers socialistes et par la famille royale, tandis que la bourgeoisie surexcitée, demandait la mobilisation de l'armée, et les chauvins dans les deux Chambres multipliaient les difficultés pour une solution à l'amiable. Peu à peu cependant, les arguments de la raison pouvaient se faire entendre. On reconnut qu'une nation, profondément divisée, ne pourrait réaliser même des exigences légitimes. On trouva un terrain de ralliement dans la reconnaissance du nouvel ordre des choses sous certaines conditions, en elles-mêmes acceptables pour la Norvège, mais marquant que la Suède ne pourrait être négligée dans le règlement final des comptes de feu l'Union scandinave. Ces conditions furent enfin fixées comme suit : un referendum populaire en Norvège, un traité d'arbitrage avec zone neutre entre les deux pays, l'abolition de certaines forteresses norvégiennes dans cette zone (il

n'y avait pas de suédoises). Les socialistes dans la Chambre n'ont pas cru devoir s'opposer à ces revendications, parce qu'elles semblaient toutes être des garanties pour un avenir pacifique et pour de bonnes relations durables entre les deux peuples. La plupart de nos amis socialistes norvégiens ont aussi, dans la situation donnée, approuvé cette manière de voir. Mais les députés socialistes suédois ont protesté quand les Chambres, négligeant le but suprême, l'arrangement pacifique, ont voté un crédit de 100 millions pour l'exécution de ces décisions. Une seule voix s'est élevée pour se joindre à notre « non » contre ce crédit menaçant. C'était celle du doyen de la démocratie suédoise, l'éminent député radical Adolphe Hedin, dans son dernier discours au parlement. Il est mort quelques semaines après.

Un ministère de coalition fut formé pour réaliser ce programme. Le président de conseil était le leader conservateur de la première Chambre, M. Lundeberg, mais le chef du parti libéral, M Staaff, y entra aussi. Après des négociations très difficiles, menées à Karlstad, où le danger d'une rupture avec des conséquences incalculables était imminent, on tomba enfin d'accord avec les délégués norvégiens. La crise était passée, la séparation était accomplie sans une goutte de sang, la vraie civilisation avait à noter un triomphe. Pour la démocratie socialiste suédoise, c'est un grand honneur d'avoir considérablement contribué, par une tenue ferme et courageuse pendant l'ouragan nationaliste et sans perdre cependant de vue les sentiments nationaux légitimes, à l'issue heureuse

d'un conflit, qui aurait pu devenir fatal pour les deux peuples, mais qui a été en réalité, peut-être spécialement pour la Suède, le point de départ d'une évolution nouvelle, plus libre et plus féconde pour l'avenir.

*
* *

Malgré l'excitation nationaliste encore très bruyante, les *élections générales* pour la Chambre en septembre 1905 avaient tourné au profit de la gauche libérale-radicale, qui avait résisté à la politique de duperie dans la réforme électorale et avait généralement recommandé une solution pacifique de la crise d'union. «Le parti de ralliement libéral» rentrait renforcé, ayant 107 membres sur un total de 230. Mais le progrès du *Parti ouvrier* socialdémocratique était beaucoup plus accentué. La plupart des victoires radicales furent gagnées par les voix des ouvriers socialistes, qui, ayant constaté qu'un des leurs n'avait point de chance, donnèrent leur appui au candidat radical contre les réactionnaires. Mais dans 27 circonscriptions, le Parti ouvrier posait cette fois des candidatures socialistes, et le résultat final fut *13* députés élus (augmentés par des élections supplémentaires en 1906 jusqu'à *15*) et une somme totale de 26.000 voix. En 1902 les voix socialistes étaient environ de 10,000, — en 1905 (en comptant aussi celles qui s'étaient portées sur des radicaux) d'environ *30 à 40,000* (somme totale des votants 213,000) ; dans la Chambre de 1903-1905 nous avions eu 4 députés, dans celle qui fonctionne à présent, nous en avons 15. Et la position singu-

lière, comme aiguille de balance entre libéraux et droitiers, a encore fortifiée l'influence parlementaire de notre Parti, une influence d'ailleurs généralement reconnue en sa qualité de porte-parole incontesté de l'imposant mouvement syndical.

De nos députés socialdémocrates, 4 sont élus à Stockholm (les citoyens *Hj. Branting* et le président de la Confédération *H. Lindqvist* dans l'ancienne forteresse du Parti, Stockholm V, — le « förtroendeman » (homme de confiance) de la fédération des ouvriers en fer et métaux, le citoyen *E. Blomberg* à Stockholm III et le « förtroendeman » de la fédération des ouvriers de transport, le citoyen *Charles Lindley* à Stockholm I). La Suède méridionale, la Scanie, envoie seule 6 socialistes à la Chambre, dont 3 de Malmoe (les citoyens *N. Personn*, « förtroendeman» des ouvriers maçons, *A. Nilsson*, rédacteur en chef du grand journal « Arbetet » (« Le Travail ») et *V. Rydén*, instituteur communal), 1 de la ville d'Ystad (le cit. *Thorson*, ancien ouvrier cordonnier), 1 de la ville Helsingborg (le cit. *Christiernsson*, ancien typographe, journaliste) et 1 d'une circonscription rurale près de Malmoe (le cit. *Lindberg*, ouvrier peintre). Les autres élus représentent la Suède industrielle du Centre et du Nord : le cit. *Kropp*, mécanicien, la ville Eskilstuna, le cit. *V. Larsson*, mécanicien, la ville Vesteraas, le cit. *B. Erikson*, aussi mécanicien, une circonscription d'usines et de mines dans le « Bergslagen », le cit. *Leksell*, ouvrier maçon, une circonscription industrielle près de la ville de Gefle, et enfin le cit. *Carlsson*, ancien

mineur, une circonscription contenant les grandes mines de la Laponie au-dessus du cercle polaire !

Le courant à gauche des élections fut si manifesté que le roi jugea nécessaire d'appeler les libéraux au pouvoir. En novembre 1905 un *ministère des gauches* fut formé, sous la présidance de M. Staaff, avocat, député radical de Stockholm, et dans son ministère entrèrent encore deux radicaux de Stockholm : l'ancien organisateur du mouvement populaire pour le Suffrage Universel, M. Bergstròm, et comme ministre de l'instruction publique l'instituteur d'école primaire M. Fr.Berg, connu, lui aussi, comme un radical ferme et sûr. Même dans les milieux socialistes, cet avènement au pouvoir d'hommes populaires, après une série continuelle de ministères plus ou moins ouvertement réactionnaires, fut salué comme une grande victoire de la démocratie, ouvrant des horizons vastes pour des progrès rapides. Dans la question brûlante de la réforme électorale, le programme du nouveau ministère devait être le suffrage dit universel, (mais restreint par plusieurs conditions, difficiles à remplir pour les petites gens), un peu amélioré cependant selon le projet socialiste et éliminant tout système de représentation proportionelle, les électeurs ayant définitivement rejeté cette idée dans la forme unilatérale et déloyale recommandée par les partis conservateurs.

Ce n'était point la solution démocratique, préconisée par les socialistes, qui ont aussi dans la session de 1906 soutenu leur propre projet : *Suffrage Universel pur et simple pour tous les citoyens*. Ce projet a même réuni 67 voix dans la seconde

Chambre. Mais nos députés n'ont pas cru devoir, après élimination de leur propre projet, s'opposer à une réforme, qui augmenterait cependant le nombre total des électeurs suédois de 400,000 à environ 1 million. Ils ont donc, en mai 1906, voté aussi pour le projet du gouvernement libéral, qui, grâce à cet appui, a réuni 134 voix contre 94.

C'était le dernier appui des socialistes à ce gouvernement. La confiance des ouvriers au libéralisme suédois régnant était déjà profondement ébranlée. Le budget militaire augmentait toujours, et l'on voyait des ministres libéraux demander des crédits pour des dépenses qu'ils avaient combattues vivement dans l'opposition. Mais on a fait mieux. Le ministère libéral, vivement accusé par une presse réactionnaire sans scrupules d'être de connivence avec « les ennemis de la société », les socialdémocrates, a voulu donner des gages au Sénat pour y sauver son projet de réforme électorale. M. Staaf est donc allé promettre là, en termes indécis, il est vrai, une législation sur les syndicats, cet « état dans l'état » comme il les a un jour qualifiés. C'était cependant pour l'avenir. Mais il a aussi, lui, l'ancien fondateur d'une société d'étudiants « pour la liberté de la pensée et de la parole », société très connue en Suède et qui a beaucoup contribué à l'évolution de l'opinion publique depuis 1882, déposé un projet de loi contre les délits de presse et de parole à tendance antimilitariste et anarchiste, contre la « glorification des crimes », etc. Ce projet, d'un esprit profondement réactionnaire, malgré certaines réserves, accepté naturellement par la droite comme un

gain inattendu, a été voté aussi à la Chambre, la plupart des libéraux suivant leur gouvernement contre leurs propres principes. Il va sans dire que les socialistes ont fait une opposition acharnée à ces « lois scélérats » suédoises, qui ont donné lieu, comme nous l'avions prédit, à des jugements vraiment monstrueux.

En vain cependant les libéraux au pouvoir avaient-ils sacrifié leurs principes primordiaux et creusé une fosse profonde entre eux et les ouvriers suédois, extrêmement hostiles à un militarisme brutal et insatiable, dont la valeur comme tutelle pour l'indépendance du pays est après tout fort douteuse. Les beautés de notre système de deux Chambres «égales en droits» se manifestèrent plus éclatantes que jamais. Les partis droitiers, qui haïssaient les ministres libéraux comme des parvenus, se ralliaient à une plate-forme nouvelle : la représentation proportionelle pour les *deux* chambres. Il est vrai que dans leur projet, dit « le projet Påboda », la proportionalité n'était qu'une plaisanterie quant au Sénat. Leur but n'était point une réforme électorale, mais seulement le renversement du ministère. Quand la Chambre vota le projet Staaff par 134 contre 94, le Sénat rejeta ce projet par 126 voix contre 18 et il vota par 118 voix contre 26 le projet Påboda. Le ministère demanda alors au roi d'en appeler aux électeurs pour juger entre les deux projets, mais le roi et le prince royal n'entendirent point de cette oreille. Ils construisirent un parlementarisme tout à fait spécial, en *additionnant* les voix des députés et des sénateurs, ce qui donnait naturellement une majorité au

projet Påboda, et en déclarant que du reste on ne pouvait jamais dissoudre une Chambre, qui avait voté le projet d'un gouvernement ! Devant ces sophismes grossiers, il ne restait aux ministres libéraux que de démissionner, et la droite rentra triomphalement au pouvoir, MM. Lindman, Påboda et Cie formèrent un ministère nouveau.

Le Parti socialiste, tout en ne pleurant pas un ministère de désillusions, était encore moins d'humeur à capituler devant les vieillards du Sénat, en révolte ouverte contre la volonté du peuple. Mais après les événements de mai 1906, il nous semblait évident qu'une réforme électorale, qui laisserait intact un Sénat prétendant à la même influence sur les destinées du pays que la Chambre élue par le peuple, devait être radicalement insuffisante. La réforme électorale devait s'élargir logiquement à une vraie *revision de la constitution*, mettant le Sénat hors d'état de nuire au progrès démocratique.. En ce sens, un manifeste fut lancé immédiatement, pour tracer les lignes d'une nouvelle campagne et exhorter les ouvriers à se préparer pour un effort suprême dans un but plus grand, grave, synthétisé par le cri : *A bas le Sénat, vive le Suffrage vraiment Universel pour hommes et femmes !* Non seulement les principes socialistes d'égalité demandaient l'élargissement du programme d'action quant aux droits des femmes, mais la victoire en Finlande pour le suffrage des femmes avait créé pour la première fois aussi en Suède un mouvement considérable entre les femmes elles-mêmes pour leurs droits politiques. Des cercles pour le suffrage des femmes se formaient

un peu partout et une pétition fut préparée, réclamant ce droit et signée à la fin de 1906 par 143,000 femmes suédoises. Aussi l'opinion dans le Parti était-elle unanime que le Parti devait à lui-même, les circonstances ayant changé la lutte pour le suffrage des ouvriers en un mouvement pour une revision totale de l'organisation politique et communale, de faire son possible pour que les femmes ne fussent point laissées en dehors de la nouvelle Suède démocratique.

Pendant l'été et l'automne de 1906, les ouvriers ont acclamé partout dans notre vaste pays ce programme de *revision* socialiste, contenu dans « le manifeste de juin », et en novembre un nouveau manifeste fut rédigé par le Comité Central du Parti et par les députés. On y précisa les demandes d'une nouvelle constitution sincèrement démocratique, mais qui signifierait malgré tout plutôt une évolution qu'une rupture dans la longue chaîne historique de nos constitutions. Ainsi le Sénat était maintenu, mais il devait, comme en France, sortir du Suffrage Universel de la commune démocratique. Il avait le droit d'ajourner, mais non d'empêcher la volonté du peuple souverain, exprimée par la Chambre. Les femmes seraient partout électeurs et éligibles.

L'impression de cette marche en avant des socialistes sur les autres partis fut indéniable. Malheureusement, les chefs libéraux ont cru faire de la politique rusée en marchant sur place : le projet du gouvernement en 1906 et rien de plus, le Sénat intact, qui les avait délogés eux-mêmes ! Mais la droite s'aperçut bientôt que si rien n'était fait, la

revision socialiste deviendrait le seul mot d'ordre vraiment populaire dans le pays, et comme on avait été forcé bien à contre-cœur d'accepter en 1902 le principe du Suffrage Universel, dans peu d'années on pourrait être forcé d'accepter aussi celui d'une revision complète. Mais avant tout, les conséquences du système proportionnel ont forcé la droite de tenter un dernier effort comme parti réformateur. Evidemment, la situation était précaire pour la droite. Un projet de réformes d'apparences seulement, comme tous les précédents, serait inévitablement rejeté par la Chambre, les libéraux et les socialistes s'unissant contre une telle tentative ; et les électeurs souligneraient le rejet. La droite était donc, au risque de tomber du pouvoir, contrainte de faire une offre au moins aussi démocratique que le projet libéral. Mais elle devait en réalité offrir *encore plus* pour compenser l'impopularité du système proportionnel, une disposition des esprits, créée par la droite elle-même comme nous l'avons indiqué plus haut.

Cette situation étrange d'un parti conservateur, contraint de renchérir sur les partisans d'une réforme électorale, donne la clef des événements de la session du Parlement en 1907. Le gouvernement conservateur Lindman-Påboda a présenté un projet de réforme, véritable revision de la constitution aux yeux d'un droitier, et qui devait sans doute changer profondément l'aspect des deux Chambres, mais surtout le régime communal en Suède. L'extension du suffrage pour la Chambre y était la même que dans le projet libéral (environ 1 million d'électeurs au lieu de 400,000). Mais les

changements les plus grands concernaient le Sénat, qui serait élu, comme auparavant, par les conseils de province (et par les conseils municipaux des grandes villes), mais ceux-là à leur tour seraient élus non seulement comme à présent par les plus riches, écrasant absolument les petites gens par leurs cent ou même (à la campagne) *cinq mille* voix contre quelques voix seulement dont disposent les pauvres, mais selon une échelle de 40 voix maximum, une échelle aussi révoltante que l'ancienne au point de vue du principe d'égalité, mais qui signifie malgré tout un changement considérable et réel du pouvoir communal au profit des ouvriers et des classes moyennes. Et partout dans ces élections politiques et communales, le système proportionnel donnerait quelques représentants aussi à la minorité — pour le Sénat à la minorité ouvrière et démocratique, — pour la Chambre à la minorité bourgeoise conservatrice.

Contre ce projet, les socialdémocrates ont déposé leur demande de revision, élaborée comme projet de loi. Ils ont vivement attaqué l'échelle antidémocratique, maintenue pour les élections communales, l'extension trop restreinte du suffrage pour la Chambre, l'omission du suffrage des femmes et le maintien de l'égalité politique entre les deux Chambres. Au lieu de s'associer au moins à l'une ou l'autre de ces exigences, ce qui dans la situation donnée, aurait forcé la droite de s'avancer encore plus dans la voie démocratique, les libéraux sont restés en arrière, reproduisant leur projet de 1906 et concentrant tous leurs efforts à attaquer le proportionnalisme comme une « nouveauté » et spéciale-

ment comme « impraticable » pour la Suède. Une telle politique n'a pu qu'augmenter la scission entre socialdémocrates et libéraux.

Certains libéraux, craignant trop de gain pour les socialistes en cas de dissolution de la Chambre et attirés par la réforme communale du projet Lindmann, ont cependant préféré accepter l'offre des conservateurs et fini par se rallier au système de renchérissement démocratique, dont profitent les seuls socialistes. Comme prix de leur défection ils ont exigé encore une concession de grande importance. Les sénateurs, jusqu'ici trop riches pour être dotés d'appointements, en obtiendraient comme les simples députés, et le cens de l'éligibilité pour le Sénat serait abaissé à un revenu annuel de 3,000 couronnes. Ils espéraient, par ces arrangements, que le Sénat, jusqu'ici le domaine exclusif de la haute bourgeoisie capitaliste, de la bureaucratie et de la féodalité, s'ouvrirait aussi aux classes moyennes, aux paysans, aux petits fonctionnaires, chassés de la Chambre par les députés ouvriers. M. Lindman n'avait pas d'autre choix que d'accepter. Avec cet amendement, dit « Tallberg », il aurait sa majorité à la Chambre, si petite qu'elle soit, sinon, il tomberait, et la droite avec lui.

Le Sénat a naturellement résisté avec acharnement à ces dernières concessions. Le projet Lindman semblait aux sénateurs d'un prix trop élevé pour payer le principe proportionaliste. L'amendement Tallberg fut qualifié de suicide déshonorant. « Le navire de l'ancien Sénat sera-t-il donc coulé à fond par son propre équipage ?» disait

l'un d'eux. Mais la droite n'avait plus de choix. On faisait des tentatives pour se sauver sur la plateforme libérale, si dédaigneusement rejetée, il y a un an, mais une telle culbute aurait été la ruine morale et la dissolution complète du parti. Il fallait donc se résigner. M. Lindman mena les sénateurs récalcitrants pas à pas à la capitulation et le Sénat, ayant passé sous le joug avec 80 voix contre 65, la Chambre accepta l'offre par 122 voix contre 105. Les socialdémocrates et la plupart des libéraux ont voté contre ; l'aile droite des libéraux et les conservateurs de toute nuance ont voté pour. Mais l'opposition fut et est encore dans ce moment affaiblie par le manque de programme commun, les libéraux ne voulant pas encore renoncer à leur programme suranné, quoique la majorité de 134 voix de mai 1906 se soit réduite à une minorité de 102 voix en mai 1907. La revision socialiste, programme tout-à-fait nouveau, a de son côté rassemblé à la Chambre 64 voix de socialistes et de radicaux.

Un avenir prochain montrera si cette « solution » de notre plus grande question politique sera ratifiée ou non par les électeurs. En tout cas, le système Lindman ne sera historiquement qu'un premier pas vers une constitution plus rapprochée de celle de la revision socialiste. Il faut cependant reconnaître, avant de quitter la question du suffrage en Suède, que la *Némésis politique* a fait en mai 1907 une œuvre peu commune. Nos classes dirigeantes auraient pu avoir en 1901 un simple abaissement du cens. Elles n'en ont pas voulu. En 1902, sous l'impression du mouvement populaire

allant jusqu'à la grève générale de démonstration, elles acceptèrent en principe le Suffrage Universel, quitte à le museler par des « garanties » de toutes sortes. En 1904 et 1905, elles faisaient en vain de leur mieux pour faire accepter un suffrage, proportionnel pour la Chambre, mais laissant la réaction exclusivement maître du Sénat, « égal en droits ». En 1906 la droite avait une occasion, la dernière, d'obtenir une solution, vraiment très acceptable pour ce parti : pas d'autres changements qu'une augmentation considérable des électeurs pour la Chambre. On n'a pas osé, par peur du « radicalisme », des nouveaux électeurs. Maintenant, en 1907, c'est la droite elle-même qui fait passer une solution tellement « bouleversante » que certainement personne ne l'aurait cru possible il y a quelques années. Le Suffrage dit « universel» pour la Chambre, le Sénat quelque peu ouvert aux petites gens, même aux ouvriers socialistes, l'autocratie communale des richards très sensiblement diminuée, quoique la pleine victoire de la démocratie reste encore à gagner, les femmes éligibles dans tous les organismes communaux — et *peut-être* déjà en 1908, le suffrage des femmes, proposé même par la droite, parce que les libéraux font mine de l'accepter enfin, et dans tout le système la méthode proportionnelle d'élection avec ses conséquences inconnues, mais vraisemblablement vivifiantes dans des corporations stagnantes ! Si ce n'est pas là ce qu'avaient demandé les ouvriers socialistes, c'est cependant un changement très radical de l'organisation politique et communale du pays. Il donnera à notre Parti la possibilité de

se faire valoir d'une manière toute autre que jusqu'ici. Si les élections de 1908 confirment le résultat enfin obtenu, le nouveau système commencera en 1910, et il y a des camarades, peut-être un peu sanguins, qui escomptent déjà une fraction socialdémocrate d'une cinquantaine de députés et d'une ou même de deux dizaines de sénateurs après les premières élections.

Quand on ne savait encore rien sur les intentions du ministère, la propagande pour une grève politique éventuelle contre un projet rétrograde était indispensable. Le projet ministériel publié, le Comité central organisa encore un referendum dans le Parti pour ou contre une telle grève que le referendum de 1904 — (voir le rapport précédent) — avait écartée. La majorité des votants en 1907 s'est prononcée *pour* la grève. Toutefois un Congrès extraordinaire du Parti, réuni en avril, décida de ne point avoir recours à ce moyen extrême, la véritable situation d'esprit des masses, malgré le vote, n'inclinant pas à une lutte incertaine, mais certainement acharnée et suivie de représailles du côté des patrons. Il était en effet évident qu'un projet de revision sérieuse, malgré son insuffisance au point de vue démocratique, ne pourrait pas fournir une base solide à un tel combat.

Il y a cependant aussi chez nous en Suède un petit groupe très actif et très bruyant qui préconise la grève générale dans le sens « *syndicaliste* » et qui se voue du reste à la propagande antimilitariste, antireligieuse et antiparlementaire. Au congrès de 1905, on avait attendu une bataille décisive sur ce terrain, les attaques de nos « ungso-

cialister » (jeunes socialistes) contre la direction du Parti ayant été d'une véhémence croissante et d'un caractère de plus en plus personnel. Malheureusement, le Congrès s'est laissé induire en erreur par la modération de tactique des délégués de ces tendances et n'a pas statué sur les conflits passés. On espérait que le programme, voté sans modification de principe (déclarant, notamment, que la religion est affaire privée, maintenant le système de défense démocratique, la socialisation successive des moyens de production et toutes sortes de lois de protection du travail), que la série de résolutions sanctionnant la tactique parlementaire et démocratique suffiraient pour faire rentrer les camarades anarchisants dans la voie commune. Ces espérances ne se sont pas réalisées. Des publications à tendances ouvertement anarchiques et attaquant les idées et les hommes du Parti aussi violemment que la société bourgeoise ont émis la prétention d'être reconnues comme « socialistes », même comme représentant le seul vrai socialisme, «marxiste » et révolutionnaire. Dans son petit journal « Brand » M. Hinke Bergegren, l'apôtre de ces opinions en Suède, et qui a du reste, déjà au commencement du mouvement ouvrier socialiste en Suède, cherché en vain à le faire dévier vers l'anarchie, a mené une campagne systématique contre le Parti ouvrier « embourgeoisé», insultant les social-démocrates comme «des escrocs en réformes», appelant à la grève générale sociale et glorifiant l'action directe par tous les moyens, même dans les personnes de héros comme Most, Reinsdorff et d'autres. La manière d'agir de ces singuliers « camarades »

devenant de plus en plus compromettante pour le Parti — déjà quelques jeunes gens semblaient légèrement impliqués dans une affaire de pillage d'une banque *à la russe*, projetée, disait la police, par des criminels « révolutionnaires » finlandais — le Comité central décida en novembre 1906 de faire un pas décisif, en *excluant* du Parti jusqu'au Congrès de 1908, qui statuera définitivement, les rédacteurs des deux journaux « jeunes-socialistes», Bergegren et Schrœder, pour « attaques systématiques contre le programme, la tactique et les hommes de confiance du Parti ». Le droit formel d'un tel acte n'étant pas tout à fait clair, le Comité central en appela à un referendum dans le Parti. Des discussions très vives s'engagèrent partout, et les opinions sur la nécessité de la suspension furent fort divisées. Cependant 20,000 voix furent données au Comité central et un peu plus de 8.000 se prononcèrent contre sa proposition.

On pourra sans doute s'étonner que la minorité soit devenue si grande quand il est cependant évident que des hommes, qui embrassent de telles opinions, n'appartiennent point de cœur et d'esprit à un Parti socialdémocrate. Mais cela tient à l'organisation même du Parti, laquelle est encore la même qu'au commencement du mouvement. Les syndicats entrent dans le Parti par un vote de majorité. Evidemment, une telle adhésion n'est souvent que l'expression de sympathie pour une politique ouvrière, la clarté socialiste laissant beaucoup à désirer chez ces nouveaux membres du Parti. L'évolution énorme du mouvement syndical en ces dernières années — et paralèllement du Parti

— a rendu aussi plus difficile l'instruction des masses nouvelles de recrues. Dans ce but cependant le parti a eu une bonne aide dans les organisations de *la jeunesse social-démocrate*, qu'il faut distinguer des organisations « jeunes-socialistes ». Dans la « *Fédération de la jeunesse socialdémocrate* », qui compte maintenant plus que vingt mille membres, on fait la concurrence aux « jeunes-socialistes » pour la propagande antimilitariste, en répudiant cependant les extravagances grossières de l'antipatriotisme des autres. Mais l'importance la plus grande de ce mouvement est dans sa propagande instructive, faite par des conférences, des brochures et avant tout par le revue mensuelle « *Fram* » (En Avant !), rédigée par notre jeune camarade P. Albin Hansson, de Malmoe. Comme avant-garde du parti, cette organisation de militants, où la jeunesse domine, pourra rendre de très grandes services, quoiqu'il y ait sans doute des risques de conflits entre le pari et une fédération spéciale tout à fait soustraite au contrôle du parti.

Au congrès de 1905, on a discuté vivement les *pro* et *contra* d'une séparation organisatrice entre le parti et les syndicats. Le *statu quo* a été maintenu par 132 voix contre 40. Les luttes internes dans le parti contre les tendances anarcho-socialistes ont cependant fait beaucoup de convertis pour une organisation exclusivement politique, séparée des syndicats officiellement neutres, mais coopérant avec le parti socialdémocrate et par la force des choses, toujours dirigés dans l'esprit socialiste. L'argument le plus fort en faveur de

l'union des deux organismes, la manque de suffrage universel, étant à peu près éliminé par les événements de mai 1907, il est à présumer que la question d'une nouvelle organisation du parti reviendra au congrès de 1908 avec des chances de réussite.

Notons enfin pour compléter cette esquisse d'une période mouvementée et d'un grand essor du mouvement ouvrier en Suède, que la *presse* du Parti s'est développée jusqu'à *doubler* son tirage en ces trois ans, — que nous avons eu la joie de pouvoir offrir en mai 1906 l'hospitalité de notre *Maison du Peuple* de Stockholm à nos amis les socialdémocrates *russes* pour leur congrès d'union, — que nous avons célébré le 6 novembre 1906 dans toute la Suède l'*anniversaire de 25 ans* de la première conférence socialiste tenue en Suède par notre vétéran du parti, le citoyen Auguste Palm, — que les démonstrations du *1*^er^ *Mai* sont célébrés chaque année par des masses croissantes, — que nous avons institué les *Archives du mouvement ouvrier*, organisées par le citoyen docteur-ès-sciences Borge, — que l'intérêt du Parti pour les œuvres diverses d'instruction populaire est croissant, — que la « *Bibliothèque Ouvrière* » dans notre Maison du peuple à Stockholm est devenue la plus grande des bibliothèques populaires de tout le pays (le chef en est le cit. Fr. Nilsson, conseiller municipal), — qu'on nous a donné quelques *arbitres d'état* dans le but de prévenir les conflits entre patrons et ouvriers ou du moins, de prendre l'initiative de négociations, et, enfin, que des organi-

sations très vastes de patrons et d'industriels sont en train de se former et de s'unir.

*
* *

Voici, pour finir, quelques chiffres complémentaires :

a) Le **Parti Ouvrier socialdémocrate** comptait :

En 1889	. . . .	environ 8000 membres
» 1900	. . . .	» 45000 »

Les Organisations locales ou **Communes ouvrières**

aux dates ci-après :	au nombre de	comptaient
1 janvier 1904	95	54,552
» 1905	112	64.835
» 1906	137	69,181
» 1907	170	101,929 membres

Les plus grandes communes ouvrières sont celles de Stockholm (25,000 membres), Malmoe (13,000), Gothembourg (8,000), etc.

Les *recettes* du parti (pendant l'année 1906) en cotisations ont été 52,000 couronnes (70,000 fr.). Nous avons augmenté de 2,000 la vente des brochures d'agitation, de 3,000 celle des journaux de Noël et de 1er mai, etc. Ces recettes sont dépensées pour la propagande, pour des brochures, pour aider les journaux nouveaux du parti, pour l'administration, etc. Le citoyen C. G. T. Wickman est depuis 1901 trésorier et secrétaire général du parti.

La propagande locale est faite en première ligne par les communes ouvrières, qui s'organisent aussi en districts provinciaux pour augmenter leur force d'action.

b) La **Confédération nationale syndicale** comptait :

	Fédérations	Syndicats	Membres
En 1900	22	741	46,000
1 janv. 1904	25	880	47,000
» 1905	30	1,173	81,693
» 1906	30	1,291	86,635
31 janv. 1907	30	1,726	144,395

Le grand progrès en 1904 est dû en première ligne à l'affiliation de quelques fédérations, les ouvriers en fer et en métaux en tête. L'essor énorme de 1906 est le résultat d'une année relativement paisible après les grandes batailles victorieuses de 1905 (voir plus haut).

En dehors de la *Confédération*, il y a encore des fédérations de typographes, d'employés des chemins de fer (augmentée rapidement dans les années dernières jusqu'à 20,000 membres), d'ouvriers et employés des télégraphes et téléphones, et d'ouvriers agricoles (ce mouvement des plus importants commence maintenant partout dans la Suède et il émane des ouvriers de la campagne en Scanie). Le total des ouvriers syndiqués, qui était estimé en 1904 à environ 80,000, doit maintenant être évalué à *presque 200.000*, dont environ *15,000* femmes.

En comparaison avec cette armée, organisée pour conquérir une répartition plus juste des fruits de leur propre travail, les quelques milliers d'ouvriers, — la plupart des adhérents de quelque secte religieuse conservatrice, qui aux applaudissement des patrons et des partis bourgeois, se sont groupés dans une *Confédération « jaune »*, dite

« *Fédération des ouvriers suédois* », — font une figure piteuse. Il est vrai que dans les conflits, ces éléments, presque toujours prêts à trahir la cause commune des ouvriers, jouent souvent un certain rôle. Mais le vrai mouvement ouvrier va son chemin malgré les obstacles que jettent sur sa route ces alliés plus ou moins conscients des adversaires.

Quant à la *capacité financière* des fédérations de syndicats, nous avons déjà parlé des *3 millions* couronnes payées pour repousser le grand lock-out de 1905. Dans une année plus normale, en 1904, la somme totale des recettes pour les 30 fédérations était de 1,350,000 cour. et celle des dépenses de 1,085,000. Les *ouvriers du fer* ont eu, à eux seuls, des recettes de 350,000 dont 300,000 en cotisations ordinaires des 18,000 membres ; les *tailleurs de pierres* (3,000), qui ont eu des grands conflits, ont eu des recettes totales de 250,000 cour. (dont 150,000 d. la *Confédération*) et des dépenses aussi grandes; les *hommes de peine* (17,000) ont eu : des recettes de 150,000, des dépenses de 130,000 ; les *menuisiers* (7,000) ont eu : des recettes de 100,000, des dépenses de 80,000 ; etc. La somme totale des encaisses de ces fédérations était, le 1er janvier 1905, de 700,000 cour. Notons aussi que la caisse de la *Confédération* a pu payer pendant 1906 une somme de 158,000 cour., dont 8,000 à l'étranger, sans demander des cotisations à ses membres.

Comme *jours de travail perdus*, à cause de conflits (grèves ou lock-outs), la statistique relève pour les années dernières :

1903	500,000
1904	450,000
1905	2,500,000
1906	445,000

c) La presse socialiste politique et syndicale

Les journaux *quotidiens* sont six :
« *Socialdemokraten* », Stockholm — « *Arbetet* », Malmoe — « *Ny Tid* », Gothembourg — « *Arbetarebladet*, Gefle — *Oestergotlands Folkblad*, Norrköping — *Landskrona-Kuriren*, Landskrona.

Le tirage total est d'environ *90,000* exemplaires.

(En 1904, 3 quotidiens, tirage environ 35,000).

Paraissent *trois ou quatre fois* par semaine : « *Nya Samhüllet* », Sundsvall — « *Oerebro-Kuriren* », Oerebro — « *Smâlands Folkblad* », Joenkoeping — « *Folkeâ* » Eskilstuna — « *Blekinje Folkblad* », Karlskrona — « *Norrskensflammen* », Luleå.

Le tirage total de ceux-ci est d'environ *40,000* exemplaires.

(En 1904 5 journaux, tirage d'eviron 15,000).

Paraissent deux fois par semaine : « *Lysekils-Kuriren* », Lysekil — « *Aurorâ* », Ystad.

Tirage total : environ 8,000 ex.

Hebdomadaires : « *Folkbladet* », Stockholm — « *Vârmlands Folkblad* », Karlstad — « *Karbasen* », Stockholm (satirique).

Tirage total : environ *18,000* ex.

Somme totale : 16 journaux politiques (et 1 satirique) avec un tirage d'environ *156,000* numéros.

La presse socialiste politique comptait en 1893

environ 10,000 abonnés, en 1900 à peine 30,000, en 1904 12 journaux avec un tirage d'environ 70,000.

Les journaux socialistes *corporatifs* sont 25, avec au moins *150,000* lecteurs. La plupart sont des périodiques mensuels et même trimestriels. Les typographes et les ouvriers du chemin de fer publient leur journaux corporatifs comme hebdomadaires.

* *
*

Les *Maisons du Peuple* se sont augmentées considérablement depuis 1904. Leur nombre dépasse déjà une *trentaine*. La valeur économique en doit être évaluée à plus de 3 millions couronnes. Il est vrai que la *Maison du Peuple* à Stockholm a coûté à elle seule 1 million, et la nouvelle grande *Maison du Peuple* à Helsingborg à peu près 1/2 million.

Il y a près d'une *vingtaine* de *Parcs du peuple*, dont celui de Malmoe est toujours sans comparaison le plus grandiose.

*
* *

Le mouvement augmentant en extension et en intensité a fourni, il est vrai, aussi plus de conflits que jamais avec la *justice bourgeoise*. Notre « loi d'Akarp » (loi de protection des « black-legs », voir le rapport précédent page 436) a fait des victimes nombreuses, spécialement dans les batailles pour le droit de coalition aux grandes scieries du Nord. A la suite d'une seule rixe près de Soervik, les ouvriers ont été condamnés à un total d'environ

6 années de travaux forcés. Les jugements contre de prétendus « émeutiers » ont été encore plus révoltants. Des hommes absolument inoffensifs ont été condamnés *au moins* à deux ans de travaux forcés ! Après quelques jugements de l'espèce, les socialistes ont demandé en 1905 la revision de cette législation horriblement surannée. La Chambre a accepté la requête, mais le Sénat a refusé tout changement. Le ministre Staaff, en combinant une petite atténuation dans cette loi avec ses fameuses lois contre la propagande antimilitariste, a cependant fait passer la revision, ce qui n'a point empêché les juges de condamner quelques jeunes gens de Helsingborg, pour une petite bagarre contre la police à propos d'un drapeau antimilitariste, à des travaux forcés variant entre une et plus de 3 années.

Les lois antimilitaristes du reste ont fait éclater, après la chute du ministère libéral, un véritable ouragan de procès, de confiscations et de jugements pour délits d'opinion. La rage réactionnaire est allée si loin qu'on a vu l'ancien président du conseil M. Staaff, l'auteur même de ces aggravations de peine, s'offrir comme avocat à un journaliste socialiste condamné pour une petite brochure antimilitariste, écrite sans la moindre exaltation, à *1 année de travaux forcés !* La tempête semble moins violente en ce moment, les jurés ayant commencé enfin à montrer quelque respect de la liberté de presse, mais elle a jeté dans les prisons presque tous les « jeunes-socialistes » quelque peu en vue, en général, pour des délits tout-à-fait illusoires. M. Bergegren, par exemple, subit dix mois

de prison et deux de ses amis ont été condamnés à 7 mois et 12 mois. D'autres sont condamnés à des mois et même des années de travaux forcés, et chez nous, on ne connait pas l'amnistie mitigeant quelquefois l'injustice de la justice. Les social-démocrates n'ont pas été épargnés non plus. Un jeune journaliste du Parti, le citoyen Z. Höglund, a été condamné à 6 mois de prison comme responsable d'une résolution, votée unanimement par le Congrès des jeunes-gardes socialdémocrates en 1905 et protestant énergiquement contre toute guerre contre la Norvège. Et d'autres de nos jeunes-gardes sont aussi pour quelques mois dans les prisons.

C'est là le revers d'une médaille frappée dans une période de grands progrès. Mais il semble que l'intensité de la lutte augmente parfois parallèlement avec l'accroissement des forces régénatrices de la société.

*
* *

Pour les *élections*, voir plus haut. Le nombre de *conseillers municipaux* a augmenté aussi, mais pas beaucoup, à cause de scandaleuse échelle censitaire. Nous avons à présent, à Stockholm, 4 conseillers, à Malmoe 3, à Helsingborg 3, etc., peut-être une *trentaine* en tout.

*
* *

Le *mouvement coopératif*, après beaucoup de tentatives qui avaient échoué, semble enfin trouver son chemin. Le Congrès coopératif en juin 1907 a constaté un essor à peu près partout. La « *Fédération coopérative* » compte à présent 262 sections

avec 46,000 membres. Le commerce en gros a vendu en 1906 des marchandises pour 2 millions de couronnes, avec un gain total d'environ 40,000 couronnes. Le journal de la fédération « *Kooperatœren* » est tiré à 11,000 exemplaires.

* * *

Bref, les années depuis 1904 ont été pour le mouvement ouvrier socialiste et syndical en Suède *des années de grandes luttes et beaucoup de travail*, mais aussi des années de victoires brillantes et d'une extension jusqu'ici inouïe du rayon de notre influence. Si l'évolution va progressivement dans la même mesure pendant quelques années encore, il ne nous sera pas difficile d'unir toute la classe ouvrière industrielle et une bonne partie des ouvriers agricoles de la Suède sous les drapeaux rouges du socialisme international, et en même temps, les organiser en syndicats qui pourront, par leur solidité économique et par l'esprit de solidarité qui anime tous les membres, considérablement aider à préparer l'émancipation de l'humanité du joug du capitalisme dévorant.

Stockholm, juin 1907.

Pour le Comité exécutif du Parti ouvrier socialdémocrate de la Suède
HJALMAR BRANTING.

AUTRICHE

Rapport du

« **Parti Ouvrier socialdémocrate en Autriche** » (1).

Depuis le dernier congrès international d'Amsterdam, le *Parti Ouvrier Socialdémocrate* en Autriche a vécu une période de grandes luttes et de grands succès. Nous avons, dans notre dernier rapport, indiqué comme question capitale pour l'Autriche et son prolétariat : la conquête du S. U. Nous avons engagé la bataille dès 1903. Comme réforme électorale en 1897, on greffa un morceau de droit électoral démocratique sur l'ancienne constitution des curies. On ajouta à un parlement de 353 députés 72 mandats du S. U., formant la 5e curie.

Celle-ci donnait tout au moins au prolétariat la possibilité d'envoyer une petite représentation au parlement. Mais par là, la monstruosité de cette situation constitutionnelle devenait encore plus

(1) Le lecteur, qui veut se rendre compte du développement de toute la socialdémocratie autrichienne, doit compléter ce rapport par les rapports spéciaux des partis tchèque (vol. I p. 397), polonais (vol. II p. 120) et ukranien (vol. II p. 115).

apparente. Cette constitution n'était pas seulement une injustice révoltante contre les classes ouvrières, mais elle était encore devenue une impossibilité politique. Malgré tout cela, ni la couronne, ni le gouvernement et encore moins les partis bourgeois privilégiés n'étaient favorables à une revision de la constitution, mais les socialdémocrates n'ont jamais cessé de faire de la propagande en faveur du droit électoral dans leurs réunions, dans leur presse, dans leurs démonstrations publiques.

En 1905, il surgit des événements qui pouvaient conduire à une issue. La Hongrie, qui est liée à l'Autriche par un traité nuisible aux deux pays, vit se déchaîner une grave crise constitutionnelle, au cours de laquelle la couronne fit finalement appel au suffrage universel. L'entrée en scène de la révolution de Russie était plus importante encore. Il apparut clairement à la socialdémocratie d'Autriche que si une constitution était devenue possible en Russie, si la Hongrie discutait la question du Suffrage Universel,si en Autriche le Parlement ne pouvait ni avancer ni reculer, une décision devait intervenir.

Le Congrès général de la Socialdémocratie en Autriche s'était réuni en octobre 1905, et sa tâche essentielle avait été de donner le mot d'ordre pour la lutte en faveur du suffrage universel. A son ordre du jour se trouvait comme point principal, la *grève générale*. Par une coïncidence remarquable, il se fit que pendant que le congrès discutait cette question, le 30 octobre, on annonça à Vienne la publication du manifeste constitutionnel du tzar. Cette

nouvelle fut le signal d'une action décisive. Le moment était impressionnant. Les délégués se levèrent, entonnèrent leurs chants de bataille, et firent la promesse solennelle d'aller jusqu'au bout, quelle que fût l'issue de la lutte. Le même soir, plus de 30.000 ouvriers et ouvrières se réunirent dans une démonstration grandiose devant le parlement et le Hofburg. Les meetings et les démonstrations passionnés se suivirent à Vienne et dans les villes de province. Souvent, on en vint à des collisions avec la police et la force armée. Il y eut un grand nombre de blessés et le sang prolétarien coula à Vienne et dans de nombreuses communes. Le ministère Gautsch, qui avait déclaré peu de temps auparavant, que le Suffrage Universel était une impossibilité, céda et dans le courant du mois de novembre, l'on apprit, pour la première fois d'une manière officielle, qu'il n'y aurait plus d'élections nouvelles avant la réforme électorale.

Le 28 novembre 1905, le Parlement se réunit. Ce jour fut déclaré journée de démonstration pour la classe ouvrière dans tout l'empire. L'on chôma dans tous les milieux industriels. Partout, on tint des meetings, et organisa des cortèges. A Vienne, un quart de million de prolétaires, hommes et femmes, passèrent devant le Parlement, en rangs serrés, portant des bannières rouges et les drapeaux de leurs groupements. Ce fut un jour inoubliable qui fit la plus grande impression dans toute l'Autriche. Une députation ouvrière remit au président du Conseil et aux présidents de deux chambres du Reichsrat une requête en faveur de la réforme électorale. Le même jour, le président du

Conseil baron Gautsch annonça à la Chambre des représentants le dépôt d'un proet, basé sur le Suffrage Universel pur et simple. C'était le premier grand succès.

Mais entre la parole et l'acte, il se passa de longues journées. Ce ne fut qu'au mois de février 1906 que le gouvernement déposa son projet, qui, comme on s'y attendait, ne donnait qu'une satisfaction relative aux demandes des socialdémocrates. On y refusait le droit de vote aux femmes, on fixait la majorité électorale à 24 ans et la durée du domicile dans la commune à 1 an.

Même ce projet provoqua la résistance des classes privilégiées. Les hobereaux et les représentants de la bourgeoisie luttèrent de toutes leurs forces contre l'introduction du S. U. et il ne nous resta d'autre tactique que de limiter nos prétentions au projet. Malgré l'adhésion de la couronne et du gouvernement, on pouvait s'attendre à un recul du ministère, déterminé par l'assaut des privilégiés, si le prolétariat se montrait faible, ne fût-ce qu'un moment. C'est pourquoi la lutte fut continuée sans arrêt dans toute l'Autriche, et chaque fois que le travail s'arrêtait au Parlement ou au sein de la Chambre, l'excitation fébrile du prolétariat était telle que les maîtres au pouvoir mirent tout en œuvre pour faire aboutir la réforme électorale.

Au mois de juin 1906, la résistance des partis nationaux, dirigés par les hobereaux, fut telle que la socialdémocratie se vit obligée d'examiner sérieusement s'il ne convenait pas de recourir à la *grève générale*. L'on commencerait par une grève générale de 3 jours à Vienne. Tous les préparatifs

étaient faits, jusque dans leurs moindres détails, et, au signal convenu, tout travail aurait cessé en déans les 12 heures, dans les plus grands milieux industriels de l'empire. Le gouvernement était parfaitement au courant de la situation. Il avait pris des mesures d'ordre militaire. L'ordre de mobilisation pour l'occupation des gares, des fabriques, des travaux urbains était donné. On avait réuni à Vienne des masses considérables de soldats, mais la menace suffit. La commission spéciale du Reichsrat se mit sérieusement à l'œuvre, et, le 21 juillet, l'on se mit d'accord sur une répartition des mandats par nationalité. La plus grande difficulté était vaincue. En automne 1906, on essaya de nouveau de gâter la réforme électorale. Les ennemis du Suffrage Universel voulaient introduire un système plural, qui aurait enlevé au prolétariat les fruits de son action. Le gouvernement semblait hésitant. Le danger fut de nouveau écarté par les efforts énergiques de la socialdémocratie, dans la presse, au Parlement, dans les rues. Le 1er décembre 1906, le projet fut adopté à la Chambre des représentants et en janvier 1907, dans la Chambre des seigneurs. Le but était atteint. L'œuvre à laquelle la socialdémocratie avait consacré de longues années d'efforts, était couronnée de succès.

En mai 1907, les nouvelles élections avaient lieu. Leur résultat est encore à la mémoire de tous. Les socialdémocrates, qui siégeaient à 11 dans le Parlement des privilèges, conquirent 87 sièges. Ce fut une lutte difficile, mais elle conduisit au triomphe. Sur 516 districts, 87 furent socialdémocrates dont 50 allemands, 24 tchèques, 5 italiens, 2 ruthènes et

6 polonais. Le chiffre des voix obtenues par les socialdémocrates est encore plus caractéristique. Le Parti obtint dans tout l'empire, sur les 4,599,168 voix émises : 1,041,948 suffrages. Ce chiffre se décompose comme suit :

		voix	députés
Socialdémocrates	Allemands :	511,760	50
»	Tchèques	399,904	24
»	Polonais	62,993	6
»	Ruthènes	28,607	2
»	Italiens	21,551	5
»	Slovènes	13,754	—
»	Roumains	860	—
Dans toute l'Autriche		1,041,948	87 députés.

La comparaison de notre résultat avec celui des autres partis, *pour les districts allemands*, est encore plus suggestive :

Partis	Voix	°/₀ de voix valables	Députés.
Chrétiens sociaux	552,135	29,9	67
Socialdémocrates	511,760	27,4	50
Cléricaux et Conservateurs	168,221	9,0	29
Populistes allemands	146,572	7,8	28
Agrariens allemands	146,131	7,8	19
Progressistes allemands	116,524	6,2	19
Pangermanistes libres	71,644	3,8	13
Pangermanistes	19,767	1,0	5
Candidats autonomes	11,778	0.6	0
Autres Allemands nationaux	9,033	0,5	1
Sociaux libres	5,215	0,3	1
Démocrates	1,990	0,1	1
Ensemble	1,760,770 voix		233

Les socialdémocrates se trouvent donc en 2e ligne dans les districts allemands. Seuls, les chrétiens sociaux y ont obtenu plus de voix, et cela, à cause

de l'avance qu'ils ont dans les contrées alpines cléricales et pauvres en industrie. Dans l'Autriche industrielle du Nord, les socialdémocrates sont de loin le Parti le plus fort au sein du peuple allemand.

Au Parlement, où les 87 socialdémocrates de toutes les nations d'Autriche sont réunis dans un seul groupe, nous constituons au point de vue du nombre des électeurs, le plus grand parti. Les groupes les plus considérables comprennent notamment :

Groupes	Voix obtenues	Députés
Socialdémocrates	1,041,948	87
Chrétiens Sociaux Union cléricale	722,314	96
Club tchèque	600.909	83
Club ruthène	562,142	30
Club polonais	395,630	54
Union nationale Allemande	292,703	47
Ensemble	3,624,646	397

Le prolétariat socialdémocrate a, dès ce jour, au Parlement, une représentation digne de lui, et il a pour devoir d'atteindre son but ancien par l'emploi d'armes nouvelles.

Si le *Parti ouvrier socialdémocrate* en Autriche est un organisme unitaire ayant un programme commun, une tactique commune, un comité exécutif commun et une fraction parlementaire commune, il n'en est pas moins composé, conformément aux nécessités résultant de la situation d'une Autriche polyglotte, de groupes nationaux divers, dont chacun jouit, dans une mesure considérable, d'une autonomie qui lui permet d'agir et de s'organiser dans les limites d'un programme commun

et d'une tactique fixée de commun accord. La socialdémocratie d'Autriche constitue par là une petite Internationale, dont la base de tactique et de principe est : l'autonomie nationale et la confédération internationale.

C'est ainsi que l'ensemble de l'organisation de la socialdémocratie Autrichienne comprend l'organisation des socialdémocraties allemande, tchèques, polonaise, italienne, slovène et ruthène en Autriche. Cette organisation nôtre, qui s'est imposée par la pression de l'évolution économique et nationale, a été élaborée au Congrès de 1897 et elle a été conservée en son entier. Dans un État, ravagé par les luttes nationales, le prolétariat socialiste de toutes les nations, livre sa lutte des classes dans une solidarité fraternelle, et il forme une armée étroitement unie et toujours prête à la bataille.

L'autonomie de chaque organisation nationale est la garantie de l'unité et de l'entente internationale du Parti. A côté de la socialdémocratie allemande en Autriche, la socialdémocratie tchèque est la plus forte en nombre et en développement d'organisation. Elle possède également une représentation autonome au sein du *Bureau Socialiste International*.

Qu'il nous soit permis maintenant de donner brièvement quelques chiffres sur la situation de l'organisation allemande.

La meilleure mesure pour apprécier une organisation politique, c'est le nombre des voix émises. Aux dernières élections, nous avons obtenu 511,760 voix. Cette organisation est divisée en dis-

tricts électoraux et repose sur le système des hommes de confiance pour chaque district et pour chaque commune. Dans les communes étendues, les districts urbains constituent l'unité. A la tête de l'organisation se trouve la *représentation du Parti et la socialdémocratie allemande en Autriche*, réélue tous les deux ans par le Congrès. Cette représentation allemande constitue, avec les représentations des autres nations, le Comité exécutif général, qui acquiert ainsi un caractère international.

Au point de vue de la *presse*, la socialdémocratie allemande autrichienne dispose de 24 journaux politiques, dont deux quotidiens (l'*Arbeiterzeitung*, de Vienne et l'*Arbeiterwille*, de Graz), 3 tri-hebdomadaires, 7 bi-hebdomadaires, 11 hebdomadaires et un bi-mensuel.

L'organisation des femmes prolétariennes est particulièrement développée. Elle possède un Comité central pour tout l'empire et publie un journal, la *Arbeiterinnenzeitung* (le journal des ouvrières) qui progresse d'année en année.

L'organisation des apprentis édite également un journal *Der jugendliche Arbeiter* (Le jeune ouvrier) et le mouvement est plein de promesses.

L'*organisation syndicale* est intimement liée à l'organisation politique. Au Congrès d'Amsterdam, nous avons pu annoncer que tous nos syndicats — ceux de toutes les nationalités bien entendu — englobent 180,000 membres. A la fin de l'année 1906, ce chiffre s'est élevé à 448,000 et en ce moment, on évalue le nombre des syndiqués à plus d'un demi

million. En moyenne, nous avons 20 syndiqués sur 100 ouvriers.

L'organisation syndicale dispose de 46 journaux professionnels d'expression allemande, tirant ensemble à 290,000 exemplaires, 40 d'expression tchèque tirant à 150,000 exemplaires, 7 d'expression polonaise tirant à 22,000. Un journal italien et un journal slovène tirent à environ 600 et 700 ex. Ceux qui voudront se documenter en détail, liront avec fruit les rapports annuels très précis de notre commission syndicale.

Les rapports entre notre mouvement syndical et notre mouvement politique n'ont jamais donné lieu à des difficultés ou des froissements. Si, à Stuttgart, on discute cette question, les délégués autrichiens seront en mesure de faire rapport sur un modèle d'entente et de travail commun.

Les socialdémocrates allemands d'Autriche se rendront au Congrès international de Stuttgart, étroitement unis à leurs camarades tchèques, polonais, ruthènes, italiens et slovènes. La petite internationale d'Autriche, — basée sur une autonomie imposée par les différences de langue et la nécessité dans laquelle se trouve chacune des organisations de conduire la lutte au sein de sa nationalité — est solidement et fraternellement unie, et elle salue la grande Internationale, qui relie tous les prolétaires de tous les pays et de tous les idiomes avec le souhait de voir les bataillons se consolider et la lutte se poursuivre sans trêve, pour la libération de la classe ouvrière.

Les secrétaires :

FERDINAND SKARET. Dr. VICTOR ADLER.

AUTRICHE-UKRAINE

Rapport du
« Parti Socialdémocrate d'Ukraine »

La population, au sein de laquelle se développent notre propagande et notre agitation, appartient à la nation Ukranienne. La partie principale de celle-ci habite le sud de la Russie tandis que la partie la moins importante, appartient à l'Autriche et surtout à l'Est de la Galicie. Notre Parti a pris pied en cette contrée et aux dernières élections il a remporté des victoires considérables.

Le Parti révolutionnaire Ukranien (R.U.P.), qui se trouve en relations intimes avec notre Parti, a développé une action féconde dans l'empire des tzars.

Quant à nous, nous avons créé notre organisation en 1897. C'était un petit de groupe de Lemberg. Nous avons publié la première feuille à tendance socialdémocrate sous la forme d'un organe bi-mensuel, nommé *Robitnik* (L'ouvrier). En automne 1899, une conférence de militants de la Galicie orientale constitua définitivement le Parti. On décida de lancer un organe central, intitulé *Wola*

(La Liberté). L'organisation se développa. Le premier juillet 1903, on convoqua à Nove Selo une conférence provinciale des délégués d'ouvriers agricoles et de petits paysans du district de Zbaraz et des environs pour créer les bases d'une organisation politique. Cette tactique nous a permis de faire élire récemment au Reichstag le citoyen Jacko Ostapzuk, qui lui-même est agriculteur.

Le Parti a fait également dans les autres parties de la Galicie orientale de la propagande, à la suite de laquelle la conférence du printemps de 1903 (21-23 mars) comprenait déjà environ 40 délégués, venus de tous les points du pays, mais surtout des parties sablonneuses. Le congrès suivant, qui a eu lieu les 13-14 janvier 1906, à Lemberg, comptait déjà 90 délégués.

En dehors du journal central *Wola* (2000 ex.), on a créé en 1906, à Czernowitz (Bucovine) l'hebdomadaire *Zemla i Wola* (Terre et Liberté), le journal local *Czerwonyz Prapor* (Le drapeau rouge) à Zbaraz (tirage : 1000 ex.), sans parler des périodiques électoraux et des proclamations. On a publié les brochures suivantes :

Daszynski : Une défaite de la Schlachta de Galicie (1901, 5000 ex.)

Wityk : Comment doit-on faire grève ? (1902, 30,000 ex.)

Wityk : Que fera-t-on plus tard ? (1902, 4000 ex.)

W. L. : Le suffrage universel pur et simple (1905, 20.000 ex.)

Wityk : Que fera-t-on en cas de grève ? (1905, 20,000 ex.)

Wityk : Notre devoir présent (1906, 10,000 ex.)

Wityk : La situation particulière de la Galicie (1906, 5000 ex.)

Weselka (L'arc en ciel), recueil d'articles politiques et scientifiques populaires (1907, 10 feuilles, 5000 ex.)

Borotba (La bataille), publication mensuelle de 1907 qui a édité jusqu'à ce jour : (N° 1 et 2) Dr. Schmerat, *Ce que sont et ce que veulent les socialdémocrates* (6 1/2 feuilles, 3000 ex.), — (N° 3) W. Lewinskyj : *L'essence du socialisme* (2 feuilles, 5000 exemplaires).

Si nos publications ne sont pas plus nombreuses, il faut en attribuer la cause au manque de développement industriel de la Galicie, au fait que la population Ukranienne est surtout agricole, que les milieux urbains ne forment qu'un pour cent négligeable, que les paysans et ouvriers agricoles Ukraniens sont opprimés matériellement et intellectuellement, que dans certains districts de la campagne il y a 70 et 80 p. c. d'illettrés. Néanmoins nous faisons des progrès. Ce qui le prouve, c'est notre intervention dans la grande grève des ouvriers agricoles et des paysans de la Galicie orientale, mouvement spontané que nous avons, là où notre influence pouvait se faire sentir, transformé en une action consciente. Nous avons également participé au mouvement pour la réforme électorale de 1905-1906. A cette époque, nous avons tenu dans le district de Haraz des réunions auxquelles assistaient 30,000 paysans et ouvriers agricoles, qui, sous les plis du drapeau rouge, le premier Mai, acclamaient les orateurs socialistes. Aux confins de l'empire du tzar, nous organisions des

meetings monstres qui épouvantaient les classes dominantes. Le résultat des élections a démontré que notre propagande a porté des fruits. Même par le système des curies du 1900, notre camarade Mykota Hankiewycz a obtenu, malgré la fraude et la pression, 200 voix dans le district de Przemysl (5° curie) tandis que le candidat russophile n'obtenait que 100 voix et le candidat polonais et gouvernemental passait à 500 voix. Aux élections basées sur le système nouveau, nous avons obtenu des résultats remarquables.

1) Le Dr. Romain Jarossewytsch a obtenu 1888 voix dans le district urbain de Swiatyn, contre 3067 au candidat gouvernemental et 2090 au candidat des sionistes.

2) Le Dr. M. Nowakawsky a obtenu 947 voix dans le district urbain de Brzezany contre 2439 au candidat gouvernemental, 804 au radical bourgeois et 1140 au Sioniste.

Ces deux camarades ont subi un échec, mais il faut remarquer que la population y a subi fortement l'influence de la corruption électorale et l'on a procédé à leur égard sans ménagement, car les violences ne leur ont pas été épargnées. Dans les districts ruraux, nous avons remporté une brillante victoire, bien que nous fussions combattus avec acharnement par le Parti dominant de la Schlachta, par tous les partis bourgeois, nationalistes, cléricaux et réactionnaires. Malgré les trois tours de scrutin, spécialité électorale monstrueuse imposée à la Galicie pour nous écraser, nous y avons obtenu le plus grand nombre de voix et fait élire nos candidats.

3) Le citoyen Jacko Ostapczuk a obtenu 12300 voix contre 8729 au candidat gouvernemental et 6158 au démocrate national ukranien.

4) Le citoyen Jemen Wityk a obtenu 14343 voix contre 7192 au candidat gouvernemental, 9677 au russophile et 8706 au démocrate national ukranien.

Notre Parti forme une branche du Parti socialdémocrate d'Autriche, et il a, au Congrès de cette organisation, les droits de représentation et de vote.

Lemberg, 4 juin '07.

Pour le Comité Éxécutif
du Parti Socialdémocrate Ukranien

Le secrétaire
TEOFIL MÉTEN

Le président
IVAN WORSNIAK

AUTRICHE-POLOGNE

Rapport de la

« Socialdémocratie Polonaise en Autriche »

(P. P. S. D.)

Le mouvement socialiste parmi la population polonaise de Galicie et du Duché de Teschen (Silésie Orientale) s'est trouvé depuis le Congrès d'Amsterdam sous l'influence de deux événements historiques considérables : *la révolution dans l'empire du tzar* et *la lutte pour la réforme électorale en Autriche*.

Les luttes révolutionnaires, qui éclatèrent en Russie et dans la Pologne-Russe, dans le courant de l'année 1905, ont eu dans notre milieu un écho retentissant. Nous avons tenu trente réunions publiques (non compris celles qui ont été interdites) et des centaines, de réunions privées, dont l'ordre du jour portait exclusivement *la révolution en Russie*. Quelques fois, nous avons organisé des démonstrations dans les rues, notamment en février 1905, sur la Ringplatz à Cracovie. Au cours de cette manifestation, une photographie du tzar fut publiquement brulée et détruite. La police se rua alors sur les manifestants, sabre au clair, et elle blessa environ

douze personnes. Au cours de l'échauffourée, le commissaire de police fut giflé. En dehors des démonstrations, nous avons cherché à éclairer les masses sur la signification de la révolution de l'autre côté de la frontière, par notre littérature d'agitation. De plus, nous avons récolté de l'argent, pour fortifier le fonds de lutte de nos frères en Pologne Russe. Dans notre presse et au parlement, nous avons fait tout notre possible pour garantir aux fugitifs de Russie, sur notre territoire, la liberté d'asile et les préserver de tout attentat réactionnaire.

Dans la lutte pour le suffrage universel pour le Reichstag Autrichien, la *Socialdémocratie polonaise* a fait tout son devoir.

Par rapport à cette question, nous avons organisé plus de trois cents grandes réunions, dont une grande partie étaient tenues en plein air et suivies de grandes démonstrations, sans parler de milliers de réunions plus petites.

Toutes nos grandes villes et tous nos centres industriels, de même que grand nombre de petites villes ont pris également part à la grève générale autrichienne (28 novembre 1905.) Le drapeau rouge flotta sur les grand'places.

A Cracovie, Lemberg, Przemysl, Stanislav, Jaroslav, la grève était générale dans le vrai sens du mot. Ce ne furent pas seulement les fabriques et les ateliers qui avaient cessé le travail, mais aussi les tramways et les voitures de louage. A Cracovie, le théâtre ne resta pas même ouvert. Ce ne fut qu'à la demande spéciale du parti que les ouvriers des chemins de fer, ainsi que les ouvriers municipaux

employés aux services du gaz et de l'électricité, ne cessèrent pas le travail, parce que nous ne voulions pas tirer toutes nos cartouches à la fois.

Il est de notoriété publique que le gouvernement annonça dans l'après midi de cette journée que le projet de réforme électorale serait déposé. La lutte ne cessa pas pour cela, et le moins du monde en Galicie. Nos conservateurs nobles et leurs trabans cléricaux-démagogues firent les efforts les plus considérables, pour mobiliser les populations rurales contre l'extension de la réforme électorale. Nous avons accepté le défi et sommes allés à la campagne jusque dans les villages les plus éloignés. Ce qui s'était passé dans les villes se renouvela dans des milliers villages. L'amer ressentiment de la population rurale, pauvre et affamée, victime de la persécution et de la chicane, se traduisit par une indignation violente contre les hobereaux, les bureaucrates et les démagogues ecclésiastiques et nous souleva comme une vague. Soutenus dans beaucoup de cas par les petits agriculteurs démocrates du *Parti Populaire Polonais*, nous déterminions les paysans, les travailleurs à domicile et les ouvriers des champs à envoyer des charetées de pétitions en faveur du suffrage universel égal, direct et secret.

L'agitation en faveur de la réforme électorale, n'était pas moins intense, dans la Galicie Orientale. Nos vaillants camarades ruthènes et nous, nous trouvâmes des alliés, non seulement parmi les ruthènes radicaux, mais même parmi les nationalistes ruthènes qui, en qualité de membres d'un peuple de paysans, voyaient également leurs

intérêts dans la disparition des privilèges de la noblesse.

Aux élections, nous avons recueilli les fruits de notre travail. Nous avions plus de trente candidats et nous avons gagné des mandats, comme vous l'apprendra le rapport d'ensemble d'Autriche.

Mais nous ne nous laissons pas berner un instant par l'illusion, que la démocratisation du parlement central soit suffisante pour démocratiser la vie publique dans notre pays.

Nous avons bataillé pour l'application du Suffrage Universel au recrutement de la Diète de Galicie, comme nous avons lutté pour la réforme du Reichstag. En octobre 1905, nous avons organisé dans toute la Galicie des réunions publiques en faveur de ce projet d'une importance capitale pour nous. Les camarades de Lemberg, où se réunit la Diète, conduisaient le mouvement. Pour préparer les ouvriers à l'action décisive, nous avons tenu 86 réunions privées et 13 réunions publiques. Le jour de l'ouverture de la Diète, le 13 octobre, nous avons organisé à Lemberg une grève générale d'une demie journée, qui réussit à la perfection. Du matin jusqu'à midi, il n'y eut pas un seul magasin ouvert, pas un tramway en marche, pas une voiture disponible. Mêmes les députés nobles de province, comtes et chevaliers, furent obligés de se rendre à pied de la gare à la salle des séances. Vingt mille compagnons, en rangs serrés, traversèrent la rue et se rendirent à la Diète, et une députation d'ouvriers, de 18 villes, fut reçue par le « Landmarschall», c'est à dire, par le président de la Diète. La délégation, au nom de laquelle parlèrent Das-

zynski et le camarade ruthène Nicolas Hankiewicz, transmit à la Diète une pétition en faveur de la réforme électorale. Un mois plus tard, le 23 novembre 1905, il y eut une grande démonstration devant le bâtiment de la Diète, pendant laquelle on déploya le drapeau rouge. Les citoyens Diamand et Hudec au nom des Polonais, Simon Wityk, au nom des socialdémocrates Ruthènes, y prirent la parole. En même temps, on jeta de la galerie de la Diète des milliers de manifeste avec inscription : *nous voulons le Suffrage Universel égal, direct et secret*, et un camarade fit une allocution rapide et passionnée du haut des tribunes publiques. Le citoyen Hudec déposa au conseil municipal de Lemberg un vœu en faveur de la réforme électorale, et sa proposition fut adoptée à l'unanimité.

Depuis lors, nous n'avons cessé de démontrer par la propagande écrite et parlée la nécessité de réformer la loi électorale de la Diète.

Cet effort n'est pas resté stérile. Pendant la courte session du printemps de cette année, on a déposé à la Diète de Galicie une série de projets étendant le droit électoral. Le projet le plus large est celui du *Parti Populaire Polonais* (notre parti n'a pas de représentant à la Diète), qui réclame le S. U. égal, direct et secret, pour tous les hommes majeurs sans exceptions. Le Diète prendra une décision pendant la session d'Automne.

Le résultat de notre propagande en faveur du droit électoral communal, dont nous avons également besoin, a été moins tangible. Le caractère ploutocratique de cette législation est cause que

nous n'avons qu'un seul mandataire dans chacune des villes de Cracovie, Lemberg et Gorlice.

Nous faisons néanmoins des progrès constants dans la conquête de l'administration des municipalités. Nous avons la majorité dans les Conseils de prudhommes de Lemberg et de Cracovie.

Notre presse politique se compose des publications suivantes:

Naprzod (En Avant), quotidien, à Cracovie.

Glos (La Voix), quotidien à Lemberg.

Robotnik Slazki (Le travailleur silésien), hebdomadaire, à Cieszyn (Teschen).

Prawo Ludu (Le droit du Peuple) hebdomadaire, journal de propagande pour la campagne, Cracovie.

Volksstimme (La Voix du Peuple), hebdomadaire en jargon juif, à Lemberg.

Comme supplément au *Naprzod*, nous publions chaque mois une fois le journal des femmes *Robotnica* (L'ouvrière.)

La série de brochures *Labarnic* (La Lanterne) publie chaque année 9 ou 10 tracts nouveaux à des tirages moyens de 8000 ex. Les tracts sont vendus 6 heller l'exemplaire.

Nous publions, en outre, chaque année, environ 70,000 exemplaires de brochures et de livres, auxquels il faut ajouter 60.000 cartes-vues et portraits. Nous tenons beaucoup à livrer un texte intéressant et à l'encadrer artistiquement.

Notre mouvement syndical, qui se lie très étroitement au mouvement politique, se développe de mieux en mieux, et la petite mais populeuse et très

industrielle Silésie Orientale se trouve naturellement au premier rang. Le 1 mai 1907, il y avait en Galicie et en Silésie Orientale environ 20.600 syndiqués, dont environ 10.400 mineurs (pour la plupart des Silésiens), 4000 ouvriers des chemins de fer, 1000 métallurgistes, plus des imprimeurs, des ouvriers du bois, des travailleurs du bâtiment, des tailleurs. L'organisation a fait depuis lors des progrès considérables et rapides, notamment parmi les tisserands de fabrique de Biala et les mineurs du district de Chrzanow (Khjanawe).

Depuis 1906, une série de grèves locales ont eu lieu dans différentes villes, et, à quelques rares exceptions près, elles ont eu un succès complet ou partiel. En certains cas, nous avons réussi à obtenir de sérieuses augmentations de salaire, sans déclaration de grève. Ces mouvements étaient conduits par des ouvriers constructeurs de wagons (à Sanok), les ferblantiers, les ouvriers du bâtiment, les briquetiers, les peintres, les menuisiers, les sculpteurs, les potiers, les relieurs, les chapeliers et les boulangers.

Notre presse syndicale se compose de 6 revues: un journal professionnel pour chacune des organisations des mineurs, des ouvriers des chemins de fer, des imprimeurs, des métallurgistes et des tailleurs, et un bulletin général mensuel nommé *Zawodavice*.

En appréciant ces données, il importe de faire observer qu'abstraction faite des districts de Silésie orientale et des districts de la frontière occidentale de Galicie, nous travaillons dans un milieu agricole fort pauvre en industrie. La grande

majorité du peuple travailleur de Galicie ne se compose pas de travailleurs industriels mais de travailleurs agricoles, en partie totalement dépourvus de propriété, pour la plupart cependant possesseurs de petites parcelles, insuffisantes pour nourrir une famille, et par là même, obligés d'aller travailler à la journée chez des étrangers. C'est dans ces milieux que l'on rencontre les milliers de travailleurs contraints à l'émigration temporaire qui, à chaque printemps, quittent notre pays et s'en vont vers l'Ouest. La plupart d'entre eux reviennent dans le pays, et bon nombre parviennent ainsi à devenir des petits paysans autonomes par l'achat de quelques hectares de terre. Dans la Galicie Occidentale, de grands districts de domaines seigneuriaux ont été morcelés et ont disparu de cette manière. La situation de ces acheteurs de « mouchoirs de poche » est assez obérée, car ils ont à payer pendant de longues années des rentes usuraires. L'économie rurale de la Galicie subit en ce moment une révolution, car, à la grande exploitation mi-féodale et arrièrée se substitue la petite exploitation paysanne relativement moderne, et celle-ci tend à se dégager avec quelque énergie du système individualiste isolé pour entrer dans la production coopérative. Mais ce procès ne s'accomplit pas sans souffrances et sacrifices, et il se fait assez lentement. Si la législation n'intervient pas pour accélérer cette évolution, les domaines féodaux résisteront encore cinquante ans en Galicie Occidentale et un siècle en Galicie Orientale. En attendant, nous avons dans ces communes rurales de la Galicie une population qui, d'une part,

est loin d'être un prolétariat typique moderne, mais d'autre part, à cause de sa misère, ne peut devenir un marché suffisant pour les produits d'une grande industrie moderne. Cette force d'achat restreinte de la population rurale n'est pas la seule raison, mais une des raisons principales pour lesquelles l'industrialisation de la Galicie — abstraction faite du district minier prospère de Chrzanow dans l'extrême N.-E. — progresse si lentement. C'est également une des raisons pour lesquelles notre mouvement syndical est forcément limité en ce moment.

En attendant, le progrès qui s'accomplit crée des milliers d'existences bâtardes, mi-paysans minuscules et mi-ouvriers accomplissant une migration temporaire, tantôt agriculteurs en Galicie et tantôt mineurs en Silésie ou Pensylvanie, ou «packers» de conserves à Chicago. Une population agricole pareille, composée de tels éléments, n'est plus si inaccessible aux idées socialistes que les paysans d'autrefois, séparés du monde. Ainsi s'explique pourquoi dans la partie occidentale de Galicie à l'est de Cracovie, notre propagande agraire a porté ses fruits.

Comme dans les années antérieures, nous avons également, depuis Amsterdam, fait de la propagande parmi les prolétaires juifs. En vérité, les juifs ne forment qu'une très petite partie du prolétariat de la grande industrie du Galicie et de la Silésie orientale. Mais ils sont d'autant plus nombreux dans les villes et les bourgs de Galicie et surtout da la Galicie Orientale. Ce sont généralement des artisans, des travailleurs à domicile et

des employés de commerce très misérables. Un comité central juif constitué à Lemberg, dont relèvent les comités locaux des différentes villes, conduit la propagande parmi les ouvriers et tient soigneusement compte des particularités de culture et de langue inhérentes à ce prolétariat. Nous faisons, à ce point de vue, tout notre devoir, et il faut simplement attribuer à l'inexpérience et au manque de maturité politique de quelques jeunes camarades juifs le fait que ceux-ci ont abandonné nos rangs pour fonder un « *Parti Socialdémocrate juif de Galicie* ». Ces compagnons ont appris à leurs dépens qu'ils ont suivi une mauvaise route et leur organisation est bien près de disparaître.

Pour la Socialdémocratie polonaise en Autriche
(P. P. S. D.)

H. Diamand

ROUMANIE

Rapport des

Organisations politiques et **syndicales socialistes**

I

Depuis le Congrès de Londres, où la Roumanie figurait pour la dernière fois parmi les nations socialistes, le mouvement ouvrier et socialiste en Roumanie a subi une éclipse. Les causes en sont nombreuses, mais la principale est la situation économique arriériée du pays.

En effet, dans l'ancien mouvement socialiste roumain, l'élément intellectuel prédominait : professeurs, instituteurs, étudiants, avocats, etc. C'était un mouvement d'idéologues qui admettaient les principes du socialisme, l'inéluctabilité et la nécessité de la lutte des classes, mais qui n'avaient pas été mis à l'épreuve dans les conflits entre le capital et le travail.

Ce qui rendit la vie du socialisme roumain encore plus instable, c'était son caractère d'importation. L'apparition du socialisme en Roumanie est due à l'influence personnelle de quelques réfugiés russes. L'attraction exercée par leurs personnalités

remarquables et surtout, le charme du socialisme russe, réputé pour son unité morale, pour l'harmonie existant entre la pensée et l'acte, ont donné au développement des idées socialistes en Roumanie une impulsion grande, mais relativement artificielle. Leur existence ne pouvait être assurée que le jour où un prolètariat se serait élevé jusqu'à la nécessité d'une lutte socialiste. Cela ne pouvait venir qu'avec le temps. En attendant, le socialisme roumain devait rester plûtot courant littéraire. Mais comme le socialisme est sollicité à tout instant d'intervenir dans la vie, il a été forcé d'entreprendre une campagne socialiste sans troupes. Le mouvement ne pouvait pas durer dans ces conditions. Les intellectuels se fatiguèrent vite de cette activité improductive qui exigeait d'eux la patience et le sacrifice d'eux-mêmes sans bruit. Ils quittérent en masse le parti socialiste et passèrent aux libéraux, où les attendait une carrière politique et parlementaire sûre.

Beaucoup de personnages marquants du parti libéral, aujourd'hui au pouvoir, étaient, il y a 7 ou 8 ans, des socialistes militants, des membres du Comité exécutif du Parti socialiste. C'est le cas de M. V. Mortzun, actuellement ministre des travaux publics, de M. Nadejde, actuellement député et rédacteur en chef de Vointa Nationala, l'officieux du gouvernement. C'est lui qui a dirigé durant trois ans, l'organe officiel du Parti socialiste Lumea Noua. Une bonne moitié des préfets libéraux, nommés à l'arrivée au pouvoir du cabinet libéral à la fin du mois de mars, étaient tous anciens socialistes. Plus tard, certains d'entre eux ont

donné leur démission pour se faire élire députés. D'autres sont restés à la tête de l'administration et c'est un de ceux-là, M. Atanasiu, ancien délégué au Congrès International Socialiste de Londres, qui, il y a quelques jours à peine, a provoqué par ses mesures arbitraires la grève générale de Galatz.

Cette crise dans le Parti Socialiste eut lieu en 1899-1900. Précisément à cette époque, les libéraux commirent un acte de lâcheté extraordinairement contre le mouvement socialiste. Voici dans quelles circonstances. S'étant convaincus que dans les villes, il n'y avait pas encore un prolétariat assez nombreux pour former un parti socialiste solide, les socialistes intellectuels se transportèrent à la campagne et organisèrent une agitation démocratique sur des revendications agraires. On forma des « clubs socialistes ». Ce mouvement très modéré (on exigeait des adhérents paysans qu'ils eussent fait leur service militaire et contracté un mariage légal !) obtint un grand succès. Les deux départements Valcea et Teleorman furent, dans un espace de temps court, couverts d'un réseau de « clubs des paysans ». Mais étant donné les conditions terribles dans lesquelles vivent les paysans roumains, plus exploités et plus opprimés que les paysans russes, toute agitation parmi eux, même la plus légale et la plus modérée, prenait le caractère d'un véritable acte révolutionnaire, d'un coup d'état destiné à limiter la toute puissance des grands propriétaires. Le parti conservateur donna l'alarme Le parti libéral, qui est composé de grands propriétaires, de grands fermiers et de tout ce qui constitue la finance, le commerce et l'industrie en Rou-

manie, ne resta pas sourd à cet appel. Les persécutions contre les paysans et les socialistes commencèrent. Mais l'action des socialistes était absolument légale et modérée. Aucun motif sérieux de poursuite ne pouvait pas être invoqué contre eux. Alors le gouvernement libéral et plus particulièrement le ministre de l'intérieur, M. Pherekyde — actuellement président de la Chambre des députés — improvisa un procès pour « escroquerie » contre quelques agitateurs socialistes. Par des témoignages faux et devant un tribunal composé de libéraux, on réussit à faire condamner à des peines infamantes quelques-uns de nos meilleurs camarades, Banghereanou, Ficsinescou et quelques paysans. Rarement classe dominante tomba si bas ! Sans une ombre de preuve, rien que pour satisfaire leur sentiment de vengeance de classe, les libéraux condamnèrent comme malhonnêtes deux probes et courageux citoyens. Par ce fait odieux, on peut juger de l'aberration morale de la bourgeoisie roumaine. Le régime ploutocratique, sous lequel vit le pays, a complètement corrompu les mœurs, et la preuve c'est qu'au moment où le parti libéral commettait cette lacheté, contre Banghereanou et Ficsinescou, les socialistes intellectuels achevaient de conclure le marché de leur entrée dans le parti libéral.

La petite troupe ouvrière, qui suivait l'ancien parti, se divisa en deux. Le gros passa au nationalisme et à l'antisémitisme officiel et obtint du gouvernement des lois restrictives contre l'élément ouvrier étranger. L'autre, un petit noyau, resta fidèle au drapeau et conserva pendant des années,

sans bruit mais avec intransigeance, la tradition socialiste.

Au commencement de 1900, le gouvernement roumain pouvait se vanter d'avoir, grâce à la corruption et à la persécution, réduit le socialisme Roumain au silence.

Sept ans se sont écoulés depuis cette époque. Le même gouvernement libéral, avec les mêmes personnages, les anciens socialistes en plus, est au pouvoir. Il a pris et prend contre le mouvement ouvrier et socialiste des mesures arbitraires, mais en vain. Ses assauts convulsifs contre nous se terminent par des défaites honteuses. Lui-même est forcé, en annonçant par ses agences la déclaration de telle ou telle grève, de porter aux quatre coins du monde la nouvelle de la vitalité du mouvement ouvrier roumain moderne.

Deux circonstances principales ont facilité la réapparition du mouvement socialiste en Roumanie. L'une d'ordre économique, l'autre d'ordre politique.

Il y a vingt ans, au commencement du premier mouvement socialiste, la Roumanie était un pays où la grande industrie était presque absente. Aux débuts du mouvement ouvrier actuel, la grande industrie roumaine avait une production annuelle calculée à 300 millions de francs et elle occupait environ 50,000 ouvriers. Certaines grandes villes, où l'industrie s'était concentrée, présentaient déjà un aspect occidental. Néanmoins l'adhésion du prolétariat de la grande industrie au mouvement socialiste n'est pas encore générale. A peine une dixième partie de ce prolétariat est organi-

sée. En thèse générale même, le mouvement ouvrier nouveau est sorti de la petite et de la moyenne industrie.

Une autre circonstance facilita beaucoup le développement de notre mouvement : l'*organisation des corporations obligatoires*. Le gouvernement, pour donner une satisfaction apparente aux ouvriers et espérant les soustraire à la propagande socialiste, décida la création de corporations mixtes d'ouvriers et de patrons, obligatoires pour tous les ouvriers de la petite et de la moyenne industrie. Par « moyenne industrie » on entendait d'abord l'atelier occupant 30 ouvriers. Plus tard, on éleva ce chiffre à 50. La loi accordait certaines faveurs aux artisans et petits entrepreneurs roumains, c'est-à-dire, à ceux qui jouissent des droits politiques refusés aux juifs roumains (*). Les corporations étaient destinées à devenir un instrument d'oppression et d'exploitation dans les mains des petits patrons. Pour pouvoir travailler ou faire travailler, il fallut même avoir des carnets et des brevets spéciaux, délivrés par une commission spéciale, composée de patrons ignorants et intéressés. On exigea des ouvriers un impôt nouveau : les cotisations à la corporation. Celles-ci ne servaient qu'à soutenir une nouvelle bureaucratie parasitaire, composée de petits patrons ou d'ouvriers déclassés. Dans certaines villes, le nombre de ces fonctionnaires inutiles s'élevait à des *centaines*. Les corporations ser-

(*) Il ne faut pas oublier qu'en Roumanie existe une population juive de 350,000 individus, tous sujets roumains proprement dits sans jouir d'aucune protection légale. De cette façon ils sont passibles d'expulsion à la première vélléité d'indépendance politique.

vaient enfin aux partis politiques bourgeois. Bien qu'il y eut 150.000 à 200.000 ouvriers et petits artisans inscrits dans les corporations, une petite partie seulement avait le droit de vote, — le régime électoral censitaire domine encore ici — et c'est dans les corporations que le gouvernement recrutait le plus facilement ses soutiens. Enfin, le gouvernement y plaça toute sa clientèle électorale. Ce double caractère des corporations, d'être à la fois des organisations *patronales* et *gouvernementales*, apparut clairement aux yeux des ouvriers qui commençaient à les boycotter. Une circulaire du ministère du commerce de l'an passé constatait que 80 % des ouvriers inscrits dans les corporations ne paient plus leurs cotisations.

C'est sur ce terrain que commença la propagande syndicaliste.Aussi les syndicats ouvriers roumains, dès leur première apparition, revêtaient un caractère net de classe. Ils étaient la protestation vivante contre la « cohabitation » patronale et ouvrière. Mais ils étaient surtout provoqués par la nécessité d'avoir des organisations autonomes sur lesquelles le prolétariat pouvait s'appuyer en cas de grèves, les corporations ne prévoyant pas ceux-ci. Le duel entre syndicats et organisations devint acharné. Le mot d'ordre des ouvriers était : « Pas un homme, pas un sou aux corporations ! » Les ouvriers ne payaient qu'en cas de saisie, quand tout l'appareil judiciaire avait été mis en mouvement. Cette lutte à vie et à mort a duré jusqu'à la révolte des paysans. Journaux, brochures, plaquettes, réunions, meetings, tout a été utilisé. Au mois de janvier, le premier dimanche après la réouverture des

Chambres, la capitale de la Roumanie a été témoin d'une grandiose manifestation ouvrière. Dix mille ouvriers ayant à leur tête des délégués de la province, ont parcouru les principales rues de Bucarest. Un mémoire de la *Commission générale des syndicats* fut déposé chez le président de la Chambre et chez le ministre du commerce. Ce mémoire exposait toutes les revendications du prolétariat, le Suffrage Universel, la liberté syndicale, la législation protectrice du travail. Cette lutte systématique exaspéra les « hooligans » des corporations, qui, en brutes qu'ils sont, organisèrent au mois de février l'attentat de Constanza. Le citoyen Rakovski faisait, dans la salle du théâtre local, une conférence sur les syndicats et les corporations, quand la bande noire des corporations locales se jeta avec des revolvers et des gourdins sur le conférencier. Le public, effrayé des coups de feu, évacua la salle et les « hooligans » avec la complicité préalable de la police, exercèrent leur métier sur le conférencier qui fut transporté à l'hôpital. Cette attaque provoqua une explosion d'indignation, même dans l'opinion publique. Le dimanche suivant, on organisa dans toutes les grandes villes de la Roumanie, y compris Constanza, des grands meetings de protestation qui achevèrent l'effondrement des corporations. Nous aurions pu dire qu'elles sont mortes, si une circonstance inattendue n'était venue prolonger de quelques jours leur existence artificielle : les révoltes des paysans du mois de mars. Ce mouvement déchaîna une réaction politique inconnue jusqu'à ce jour, et il rendit quelque prestige aux corporations. Le deuxième

congrès ouvrier qui vient d'avoir lieu à Galatzi a décidé de recommencer pendant l'automne prochain la campagne contre les corporations.

II

Nous savons par expérience que tout mouvement socialiste, n'ayant pas à sa base des organisations ouvrières solides, est exposé à des fluctuations de personnes. Mais, d'un autre côté, nous avons tenu à éviter, dès les débuts, que notre mouvement syndical ne puisse prendre un caractère corporatif étroit. *Nos syndicats ont été organisés et inspirés par les idées du socialisme.* Dans les statuts syndicaux, nous avons spécifié que les principes conducteurs de la lutte syndicale sont les suivants : *lutte des classes*, *internationalisme*, et, comme but final *suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme.*

A côté des syndicats proprements dits, nous avons créé les cercles socialistes, dénommés sous un vocable général : «*La Roumanie Ouvrière*». Dans leurs statuts, en dehors des principes conducteurs des syndicats, nous ajoutons encore : *lutte politique* (y compris lutte parlementaire). Ainsi les syndicats et les cercles sont également des organisations socialistes, mais les premières sont plutôt des organisations particulièrement économiques tandis que les secondes sont plutôt politiques. En mainte occasion, ces deux catégories d'organisations entreprennent des actions communes, les syndicats ne devant pas se soustraire à l'action politique qui les touche directement.

Ainsi, toute la campagne en faveur d'une législation protectrice du travail a été menée par les syndicats d'accord avec les cercles politiques socialistes. L'action politique des syndicats s'est exercée pendant la crise actuelle, car ils ont été forcés, à Galatz, de proclamer la grève générale pour sauvegarder la liberté d'association et de réunion. Nous ne reviendrons pas ici sur toute l'activité des syndicats roumains. Celle-ci est décrite dans un rapport, adressé au Bureau socialiste International. On y trouvera des détails sur les grandes grèves des menuisiers, des cordonniers, des ouvriers et ouvrières des manufactures de tabac et allumettes, des facteurs postaux, etc. à Bucarest ; des dockers de Galatz, etc. L'année 1906 a été une année de grèves : 56 à Bucarest ; 13 grandes grèves en dix mois à Galatz, sans parler des grèves des autres villes Braila, Jassy, Campina, Ploesci, tous centres industriels ou commerciaux, des grèves dans la moyenne de la petite industrie. La plupart de ces grèves ont réussi soit que le patronat ait été surpris, soit que la période de prospérité permette aux patrons de céder. Nous possédons comme organe central du mouvement *Rominia Muncitoare* (La « Roumanie Ouvrière »), fondée il y a trois ans. Son tirage, à la veille des révoltes des paysans, avait atteint le chiffre de 4,500 numéros. Pendant la révolte, qui a duré un mois et demie, il a été continuellement confisqué- ce qui fait baisser temporairement le tirage à 3,500 exemplaires. Les camarades de Braila avaient fait paraître un autre journal hebdomadaire *Dezrobirea* (L'émancipation) pour desservir le mouve-

ment local des villes riveraines, Braila, Galatz et du port de mer Constantza. Mais il a dû cesser la publication à cause des persécutions gouvernementales.

Notre littérature socialiste ne se compose que d'une vingtaine de brochures socialistes, la plupart des traductions des principaux théoriciens de l'Internationale. Pour combler la lacune, nous avons fondé un cercle d'édition socialiste. Mais ici encore, les révoltes nous empêchèrent de donner à notre action littéraire toute l'extension désirée. Pourtant le premier numéro de notre revue mensuelle *l'Avenir social*, destiné à procurer à l'élite ouvrière une lecture socialiste appropriée, est déjà sous presse. Parmi les brochures que le *Cercle d'Éditions socialistes* a fait paraître, l'une d'elle mérite une attention particulière : C'est « Le Manifeste Jubilaire » du Cercle, intitulé, « *Quarante ans de misère, d'esclavage et de honte* », imprimé à l'occasion du jubilé royal. En soixante quatre pages, de grand format, l'auteur a décrit avec chiffres et faits, le véritable tableau de la Roumanie moderne. Ce manifeste a eu un succès immense. On a vendu deux éditions de trois mille exempaires. Les poursuites judiciaires pour lèse-majesté, annoncées un instant, ont été abandonnées et ont augmenté encore le retentissement qu'a eu ce manifeste. Ceci explique aussi la tentative, faite par le gouvernement actuel de nous ranger parmi les « instigateurs » de la révolte parce que nous avons dénoncé l'incroyable misère et la crasse ignorance dans laquelle vivent les paysans roumains.

III

La Roumanie a joui jusqu'à présent d'une fausse réputation de pays avancé et civilisé, tandis qu'en réalité, c'est le plus malheureux et le plus arriéré de tous les pays balcaniques. La situation matérielle de notre paysan est pire encore que celle du paysan de Russie. En effet, sur 7,968,296 hectares de terre arable, la propriété de plus de 100 h. possède 3,787,192 h., c'est-à-dire 47,53 % de toute la superficie cultivable. Ces terres sont possédées par 4171 personnes ,soit 900 h. par individu. Les 1,052,302 familles de paysans ne possèdent que 3,319,695 h., ce qui revient à 3,2 h. par famille. Nous ne parlons pas ici des paysans qui possèdent moins d'un demi hectare et de ceux qui ne possèdent rien. La propriété moyenne de 10 à 100 h. possède 861,409 h., c'est-à-dire à peine 10,81 %. Ce qui est encore plus caractéristique, c'est le *régime du travail agricole*. La grande propriété est mise en valeur non par le *travail libre du salarié*, mais un système spécifiquement roumain où se sont conservés en fait tous les traits du servage moyenageux. Les paysans louent des terres aux propriétaires ou aux fermiers des latifundias. En Valachie, le fermage est payé *en nature* et *en travail*. Le paysan cède d'abord au propriétaire une partie du produit total, d'habitude le tiers ou la moitié, et lui fournit en même temps une quantité de travail, fixée par le contrat agricole. Ainsi, pour 10 h. que le paysan aurait loués, il ne doit pas seulement payer la dîme, mais encore cultiver et travailler 10 h. pour compte du propriétaire et

céder à ce dernier une partie de tous les produits, y compris des poules et des œufs. Certains propriétaires emploient même des anneaux pour mesurer les œufs qu'on leur apporte et refusent ceux qui ne sont pas d'une certaine grosseur. En Moldavie, le fermage est compté en *argent*, mais le paysan le paie toujours en travail.

La conséquence de ce système est que le paysan est forcé de travailler avant tout les terres du fermier ou du propriétaire, tandis que sa culture et sa récolte restent toujours en retard. En outre, la productivité de la terre paysanne est deux fois moindre (de 9 à 10 hectolitres par hectare pour la terre paysanne contre 16 à 18 pour le terre du propriétaire), malgré l'utilisation des mêmes travailleurs et des mêmes procédés. Le paysan roumain dépend ainsi doublement de son maître. Il lui est soumis comme *fermier* et comme *travailleur*. Il n'est donc pas étonnant que l'on rencontre dans les villages roumains les mœurs des temps passés. Le propriétaire est maître de l'honneur des familles. On connait les practiques honteuses des boyards qui n'étonnent plus personne. Le paysan ne jouit ni de bien être personnel, ni de liberté, ni de droits politiques. D'après la constitution roumaine, les paysans forment le troisième collège électoral et doivent élire par délégation 38 députés sur 173 qui composent la Chambre. Mais on les mène au scrutin comme du bétail. Ce régime a retardé le développement général du pays. La Roumanie ne s'est illustrée que par sa dette publique, dont les annuités constituent 38,5 % de tout le budget de dépenses. Sous ce rapport, elle

occupe la première place. Le système des impôts en Roumanie est aussi antidémocratique que le reste. L'impôt foncier a pour base, non pas la progression, mais la régression. Les propriétés de moins de dix hectares payent, par hectare, 50 % et même 100 % de plus que celles de plus de 10 hectares.

Pour mesurer la misère des villages, il suffit de citer la grande mortalité des enfants : 46 % des nouveaux nés, c'est à dire, à peu près la moitié meurent avant d'atteindre l'âge de 7 ans ! Sur 1,008,954 habitations paysannes, 74,655 seulement sont construites en pierres ou en briques, — 296,220 en bois, — 583,307 en terre. Enfin, il y a actuellement encore en Roumanie, 300,000 habitants qui vivent dans des « bordei », véritables trous pratiqués dans le sol.

Le paysan roumain ne connait pas la viande et, à cause du manque de paturages, il n'élève pas de bêtes laitières. Les dépenses pour nourriture de toute une famille de 5 à 6 membres ne dépassent pas 50 à 60 centimes par jour. Sa principale alimentation est la polenta (de farine des maïs) qui a provoqué la terrible maladie « Pellagra » dont 300,000 paysans sont atteints actuellement. La culture intellectuelle et morale du paysan est au niveau de son état politique et social. En 1902, sur 2,832,558 enfants en âge d'école, il n'y a eu que 706,508 inscrits tandis que le reste, 2,126,030, sont restés analphabètes. Les illettrés forment donc les 83 % de la population. Et, si l'on prend en considération que le nombre des lettrés est beaucoup plus grand dans les villes qu'à la campagne, on peut

dire qu'à peine 6 % ou 8 % des paysans savent signer leurs noms. Sur un budget de 260 millions de dépenses, l'instruction primaire rurale coûte à peine 6 millions par an. La liste civile et les domaines de la couronne — douze immenses latifundia dont les libéraux ont fait cadeau au roi — donnent annuellement à la famille royale un revenu de 10 à 12 millions de francs.

L'état arrièré, intellectuel et moral, des paysans est surtout à remarquer dans les plus riches departements comme Teleorman, Vlasca, Dolj, Olt où la grande propriété constitue jusqu'à 75 et 80 % de toute la superficie arable. Le nombre des analphabètes y est de 88 %, et les crimes et les délits y dépassent de beaucoup la moyenne des autres départements. C'est précisément dans ces départements que la révolte des paysans a pris les plus grandes proportions. Est-il donc étonnant que la chanson et le proverbe paysans respirent la haine contre les boyards, que les révoltes y soient aussi chroniques que la famine ? Pourtant, celle du mois de mars a dépassé les précédentes. La raison en est dans le fait qu'au début, cette révolte, tant qu'elle était dirigée contre les fermiers juifs de Moldavie, jouissait de la sympathie des nationalistes, des antisémites et même des libéraux. Par sa campagne systématique contre les Juifs, la presse libérale a créé une atmosphère favorable aux « pogroms » à la manière russe. Le feu allumé dans la Moldavie du Nord se répandit bientôt vers le sud, envahit toute la Moldavie, passe ensuite en Valachie et en quelques jours, toute la Roumanie était en flamme. Les libéraux, appelés au pouvoir comme

parti fort, passèrent du rôle d'instigateurs à celui d'agents de répression. La troupe tuait inutilement, par esprit de vengeance. Elle bombarda et rasa des villages entiers pour les punir de s'être révoltés et l'on massacrait les habitants des autres pour les empêcher de se révolter. On évalue le nombre des tués à 9000. Déjà, les cours d'assises jugent des procès monstres et ils acquittent généralement les paysans révoltés. Ce mouvement a permis au gouvernement de tenter un grand coup : celui de nous mater. Les persécutions continuent, mais nous pouvons déjà affirmer que la tentative gouvernementale a complètement échoué.

IV

Dès les débuts des révoltes, nous avions prévu que ce mouvement sans unité d'action, sans préparation, sans attaches avec les villes et avec l'armée, serait une jacquerie et se terminerait par une défaite, suivie de massacres et de réaction politique. C'est pourquoi l'organisation centrale de Bucarest « *Roumanie Ouvrière* » lança un manifeste conseillant aux paysans de ne pas recourir aux violences contre les personnes et les propriétés, et de se tenir dans les limites de la *lutte légale*. Mais en même temps, nous faisions ressortir clairement les responsabilités des classes dominantes et nous demandions une réforme agraire radicale ainsi que le suffrage universel. Pour la Roumanie actuelle la suppression de la classe des grands propriétaires de latifundias et le parcelle-

ment de ces dernières est une question de vie ou de mort.

Dans un autre appel, adressé aux soldats, la rédaction de « *Rominia Muncitoare* » leur rappelait qu'ils ne doivent pas se faire les bourreaux de leurs pères et de leurs frères, qu'ils doivent se servir de la persuasion pour calmer les esprits et ne tirer qu'en l'air. Pour donner plus de vigueur à notre action, nous avions convoqué dès le dimanche 11/24 mars des grandes réunions publiques, dans les principales villes. Celle de Bucarest eut lieu devant une affluence de plusieurs milliers d'ouvriers et au milieu d'un déploiement considérable de forces militaires. A Braïla, la police fit irruption dans la salle après avoir ordonné à un peloton de soldats d'enfoncer à coup de crosse les portes et les fenêtres. Toutes ces réunions votèrent la même résolution, conforme au manifeste. Ce jour même, le gouvernement conservateur tomba. Les libéraux continuèrent les fusillades inaugurées par les conservateurs et commencèrent ces exécutions sommaires et en masse, qui resteront la honte éternelle de l'odieux régime actuel.

Malgré la prescription formelle de la constitution roumaine, qui interdit la confiscation préalable, notre journal fut confisqué pendant un mois et demi. Tous les militants des organisations furent rappelés sous les drapeaux et certains parmi eux furent arrêtés dans les casernes. On encaserna les 110 cheminots du syndicat de Bucarest, y compris les ouvriers qui *étaient réformés ou dispensés du service milltaire*. Ils furent tenus ainsi douze jours à la caserne, sans pouvoir communiquer avec l'ex-

térieur, et ils auraient été probablement gardés encore longtemps si une démonstration de leurs femmes, dans la cour du ministère de la guerre, n'avait pas forcé ce dernier de les libérer. On perquisitionna chez les dépositaires de *Rominia Muncitoare*, chez nos correspondants à Guirgin, à Ploesci et dans d'autres villes, — et on les arrêta aussi. La police passa à tabac le secrétaire de l'union syndicale de Constantza, le camarade Encia Athanasof. Six membres du syndicat des chemins de fer de Focsani furent si horriblement maltraités que, longtemps après, quand un des soussignés — le secrétaire de la Commission Générale des syndicats, — arrêté et amené à Focsani, se présenta avec eux au tribunal pour confirmation du mandat, le président quitta son fauteuil et se couvrit les yeux en voyant les plaies saignantes des inculpés. Les tortures de Focsani avaient été ordonnées par le procureur Toufescou et exécutées par un lieutenant de l'armée de Sa Majesté Royale.

Après tout trouble intérieur, les gouvernements roumains expulsent toujours quantités de juifs. On sait que ces derniers, tout en étant citoyens roumains et payant les impôts y compris l'impôt du sang, ne jouissent d'aucun droit. La police peut, n'importe à quelle occasion et pour n'importe quel prétexte, jeter ces malheureux par dessus la frontière. Après la révolte, le gouvernement ordonna notamment l'expulsion du poète Barbou Lajareanou et du commerçant et citoyen américain Mendelsohn, qui n'avaient été en rien mêlé à aucun mouvement. Ils avaient seulement signalé

l'Amérique comme devant faire part du comité pour la distribution des secours aux victimes des révoltes, sans distinction de race et de religion. Le gouvernement expulsa également notre camarade Loupou Grünberg, employé de commerce et secrétaire syndical à Braïla. Il expulsa des roumains, originaires de Transylvanie et des étrangers. Pour arriver à son but, il foula aux pieds les traités internationaux et sa propre constitution nationale. On sait que Dobroudja est une ancienne province turque, qui, après le traité de Berlin, passa sous la domination roumaine. Tous ses habitants devenaient par l'annexion des citoyens roumains. Or, le gouvernement roumain a ordonné l'expulsion du camarade Encin Athanasof, né à Dobroudja en 1875, c'est-à-dire, sous le régime turc. Le gouvernement prépare maintenant l'expulsion d'un des soussignés, le citoyen Racovski qui, bien qu'il soit né dans la Bulgarie actuelle, est devenu par sa qualité d'habitant de Dobroudja, citoyen roumain. En cette qualité, son père a été élu plusieurs fois conseiller communal, et le soussigné, élu comme conseiller général, est en outre médecin en réserve de... l'armée roumaine.

Ce n'est pas tout.

Le camarade Opran de Bucarest est encore en prison, accusé d'être un des instigateurs de la révolte parce qu'on a trouvé sur lui les feuillets d'une poésie connue du poète roumain « Cosbuc »: « *Nous voulons de la terre !* » Notre camarade Stefan Gheorghiu de Ploesci est détenu dans la prison militaire de cette dernière ville depuis deux mois, pour avoir outragé un officier... des pompiers.

Mais le comble de la sauvagerie a été atteint par notre gouvernement pendant la grève de Galatz, à laquelle prirent part 4000 ouvriers de la grande industrie. Le renégat Atanasiu, pour donner une leçon aux ouvriers de Galatz, qui, paraît-il, avaient « abusé » du droit de grève, décida, d'accord avec l'Union industrielle patronale de tenter un grand coup. Un beau matin, à six heures, *trois procureurs*, avec un juge d'instruction, plusieurs commissaires de police, quelques centaines de gendarmes et deux compagnies de chasseurs firent irruption dans trois locaux des syndicats de Galatz, cambriolèrent caisses et armoires, enlevèrent l'argent, les registres, les livres, les sceaux et les drapeaux sous le pretexte mensonger que... des « irrégularités » auraient été commises dans la comptabilité des syndicats. En réponse à cette provocation, ceux-ci déclarent la grève générale. Le lendemain, M. le préfet Atanasiu « ferma illégalement » les syndicats, abolit le droit de réunion et interdit même la circulation des ouvriers. En même temps, une soixantaine de militants des divers syndicats furent arrêtés. Heureusement, la grève réussit. Les autorités durent céder, sur tous les points, réouvrir les syndicats, retirer les arrêtés et promettre la remise des registres et de tout ce qui avait été enlevé. L'Union Industrielle, qui avait décidé de boycotter tous les ouvriers syndiqués, a dû renoncer à ses menaces et reprendre tous les grévistes. Mais, pour se venger et malgré les promesses, on fit fonctionner la guillotine sèche des expulsions. Tous les jours — c'était justement à l'époque où nous tenions notre congrès —

on expulsait deux à cinq ouvriers étrangers, presque tous originaires de Hongrie, mais qui s'étaient déjà mariés dans la localité. Et tous les consuls d'Autriche-Hongrie refusaient de prendre la défense de leurs compatriotes, persécutés si injustement pour avoir fait cause commune avec leurs camarades roumains !

Nous n'avons énuméré jusqu'à présent qu'une partie seulement des mesures arbitraires du gouvernement roumain. Nous n'avons parlé ni des ouvriers ou employés chassés de leurs postes parce que membres de leurs syndicats, ni des chicanes de la police de la capitale qui a interdit à tous les propriétaires de salles de Bucarest de nous louer celles-ci, ni enfin du fait que notre correspondance est systématiquement violeé et volée. Le régime que nous subissons actuellement en Roumanie est en vérité un *régime cosaque*.

Malgré tout, notre mouvement fait des progrès rapides. L'an passé, à notre promière conférence, le nombre des ouvriers représentés — membres des syndicats et des cercles — n'était que 4500. Cette année, leur nombre a atteint à peu près le chiffre de 12.000, mais à cause des persécutions policières, 8000 seulement ont pu envoyer des délégués et des rapports. Le chiffre des ouvriers organisés l'an dernier a été atteint cette année par la seule ville de Galatz où l'on compte 3500 ouvriers organisés dans la grande industrie et 1000 dans la moyenne et dans la petite.

Parmi les décisions du congrès de cette année, nous relevons seulement celle qui concerne la

tactique du mouvement. (La résolution concernant la *question juive* fera l'objet d'un vœu que notre délégation développera au Congrès de Stuttgart.) Nous avons condamné toute tactique individualiste, c'est-à-dire, tous les moyens qui ne sont pas accessibles à la *masse* ouvrière, la propagande par le fait et la désertion de l'armée quand elle est présentée comme une méthode de lutte contre le militarisme. Notons encore l'institution d'une commission de onze membres, chargée d'élaborer un programme définitif des statuts aussi bien pour nos syndicats que pour nos organisations politiques, et d'établir avec précision les rapports dans lesquels doivent se trouver ces deux mouvements.

Un dernier fait peut caractériser le régime actuel, c'est que la direction centrale des postes a refusé de transmettre comme « contraire à la sûreté de l'État » un télégramme que nous voulions envoyer au *Bureau Socialiste International* et dont le texte était le suivant :

« *Le deuxième Congrès syndicaliste et socialiste roumain envoie, par l'intermédiaire du Bureau Socialiste International, son salut fraternel au prolétariat mondial.* »

Par contre, le télégraphe officiel était forcé de nous apporter une dépêche, parce qu'elle venait de l'étranger, de Roustchouk-Bulgarie, portant ces mots :

« *A bas l'absolutisme russe de Roumanie.* »

Nous croyons pouvoir conclure sur ces paroles sévères et justes.

A. Constantinescou,
Secrétaire de la *Commission générale des Syndicats de Roumanie.*

Dr. C. Racovski.
Membre du Comité Central des cercles « Rominia Muncitoare »

Fin juillet 1907.

FINLANDE

L'activité du Parti Social-démocrate

Le rapport du secrétariat publié en 1904, décrit l'activité du mouvement ouvrier finlandais jusqu'à la fin de l'année 1902. Depuis lors, le travail de nos propagandistes s'est développé dans des conditions fort difficiles.

Au congrès de 1903, le parti a pris le nom de *Parti Socialdémocrate de Finlande* et a formulé un nouveau programme. Celui-ci contient une partie consacrée à l'exposé des principes, qui est rédigé d'après les résolutions des congrès internationaux, une partie spéciale consacrée aux réformes d'ordre secondaire, une troisième partie relative aux questions communales, une quatrième concernant la protection du travail et une cinquième afférente à la réforme terrienne. L'exposé de principes de notre parti fut, dès son apparition, confisqué par la police. Les différents règlements sur la censure préventive, qui existaient encore à cette époque, permettaient parfois d'imprimer dans les journaux légaux l'appellation «Parti Socialdémocrate», mais depuis longtemps, on avait interdit de le faire. Il

était également difficile de publier d'autres documents relatifs aux réformes socialdémocratiques. Les fonctionnaires-surveillants de la presse interdisaient par exemple de publier dans les journaux ouvriers des extraits de **Marx**, d'Engels et de Lassalle. Les assemblées prolétariennes étaient placées sous la surveillance de la police qui interdisait chaque fois que l'on y discutait les actes du gouvernement. A la suite de cette persécution, de nombreux camarades étaient incarcérés pour instruction ou emprisonnés pendant de longues semaines. On essaya même, par des mesures de police, d'entraver l'action des groupements syndicaux constitués sur base légale. La police alla jusqu'à interdire toute réunion syndicale statuaire non autorisée.

Notre parti était encore très faible au moment où le régime oppressif de M. Bobrikoff sévissait. Le nombre des membres cotisants ne s'élevait qu'à 8300 au commencement de l'année 1903, mais à la fin de la même année il atteignait le chiffre 13513. Vu le petit nombre de cotisants, l'activité du parti était toute consacrée à la diffusion des idées. Le Parti, ayant besoin de force, chercha à conserver et à utiliser tous ses moyens d'agitation malgré leur caractère restrictif. C'est pourquoi sa politique à l'égard du gouvernement était inspirée par la prudence. L'activité quotidienne était limité principalement à quelques points du programme. On était libre de faire de la propagande pour les réformes secondaires et l'on ne pouvait mener la lutte de classe politique que contre une partie de la bourgeeisie finlandaise. Le champ d'expérience était cependant assez vaste pour montrer aux ouvriers

les abus de la société actuelle et tirer les déductions logiques des idées démocratiques.

La représentation des quatre états de Finlande (Diète), de caractère moyenageux, fut surtout visée par notre lutte politique de classe. Le premier quart de la Diète, « la chevalerie et la noblese » étaient l'objet de la haine populaire comme un reste de l'antique oppression. Le deuxième quart défendait surtout les intérêts du clergé. Le troisième représentait les propriétaires terriens.Le quatrième enfin se composait des députés élus par les plus riches habitants des villes. Le nombre des électeurs citadins s'élevait, dans ces dernières années, à environ 7,2 % de toute la population, mais les propriétaires avaient droit de vote d'après l'élévation du cens, les plus riches dans certaines villes disposaient chacun de 10 voix, dans d'autres milieux, ils pouvaient émettre encore plus de suffrages. Mais les soldats, les matelots, les journaliers, les domestiques et les ouvriers en général étaient privés de tout droit de vote, de telle sorte qu'en réalité 2 % des habitants des villes déterminaient à leur gré les consultations électorales. L'élu ne représentait souvent que 100 électeurs, et dans une circonscription typique, il n'y avait que 17 électeurs.

Notre parti a dénoncé avec force cette injustice inouïe, et il a lutté avec une énergie croissante chaque année. La propagande était écrite et orale. Le parti organisait souvent de grandes assemblées, qui se réunissaient le même jour dans tous les milieux où il était des socialistes. Il agissait ainsi chaque fois à la date du 1er Mai. Là où il y avait encore trop de neige, on se réunissait dans des

locaux. Là où le printemps était plus doux, on faisait des démonstrations en plein air. Le programme des assemblées était généralement réglé par le Comité Directeur. On discourait sur le mouvement ouvrier international, sur la journée de huit heures, sur le droit de suffrage, et aussi sur l'alcoolisme. Le premier dimanche de juin a été cependant le jour de démonstration générale pour notre pays. Les membres du Parti et des grandes masses de gens sympathiques se réunissent alors dans les villes, sur les places publiques et dans les rues, à la campagne et dans les villages les plus reculés, et drapeau et musique en tête, ils marchent en colonnes. Les cortèges solennels se déploient lentement en démonstration à travers les rues principales des villes, passent devant les églises et les habitations des fonctionnaires et des grands propriétaires à la campagne, et se dirigent vers le lieu de réunion déterminé d'avance et orné de drapeaux rouges. Là on prononce les discours de circonstance, l'on chante et l'on se réjouit du beau temps, symbole des belles idées. Quand un signe important apparaît à l'horizon politique, la démonstration se fait surtout dans les plus grands centres. Le Parti a souvent usé de ces moyens de propagande, pour attirer l'attention du peuple encore inconscient sur les événements politiques, et en même temps pour protester contre l'abus de la violence par la classe gouvernante. C'est ainsi qu'à Helsinki (Helsingfors) même nous avons combattu, devant le bureau de police, les actes arbitraires de la police fino-russe. La tactique démonstrative de notre Parti a eu un effet excellent sur les

résultats du mouvement électoral, car le nombre des adversaires du système des quatre états a relativement augmenté avec rapidité.

L'attitude que notre Parti devait tenir à l'égard de cette représentation a donné lieu à des débats acerbes. La majorité des membres bourgeois de la Diète défendaient les droits de la bourgeoisie finlandaise contre les attentats du gouvernement de Bobrikoff. Ces droits pouvaient être utilisés par le prolétariat également et c'est pourquoi une partie de nos camarades étaient d'avis que le Parti socialdémocrate devait, d'accord avec la bourgeoisie d'opposition, combattre le gouvernement, participer aux élections de la Diète, et les éléments bourgeois pourraient ainsi faire pénétrer des socialistes dans la dite Assemblée législative. L'autre fraction de notre Parti estimait que la « représentation des 4 ordres » ne pouvait intéresser les différentes classes de la population et c'est pourquoi la Diète n'était pas de taille à lutter contre le pouvoir central. Par conséquent, cette fraction de nos amis n'attachait qu'une importance médiocre à cette tactique. Ils disaient qu'il importait d'abord de créer en Finlande une représentation populaire démocratique avant de pouvoir pratiquer une politique d'opposition parlementaire pour laquelle on pourrait compter sur l'appui de la majorité du Peuple. Ces différends furent l'objet de vifs débats au congrès extraordinaire de Helsingfors en 1904. Le congrès résolut, pour la première fois en Finlande, que la socialdémocratie de notre pays devait suivre partout une tactique uniforme en harmonie avec les décisions du congrès. La socialdémocratie

ne participerait aux élections que s'il se trouvait un parti bourgeois, ayant droit au chapitre, qui, avant les élections, s'engagerait à voter le suffrage universel en éliminant deux ordres sur quatre. Cette résolution était dirigée en réalité contre toute la bourgeoisie. On savait d'avance que pareil parti bourgeois n'existait pas en Finlande. Et il en fut ainsi. Les bourgeois ne voulaient pas faire le sacrifice démocratique que nous leur demandions. A la lumière de la résolution du congrès, nous avons eu l'occasion de faire comprendre au peuple que la bourgeoisie n'avait pas de sentiment démocratique. A la suite de la résolution du congrès, le Parti ne pouvait participer à l'élection d'une façon autonome, et, il recourut à la grève électorale. Le mouvement réussit si bien qu'il n'y eut pour ainsi dire ni électeur ni élu socialiste. Une infime minorité seulement résolut de participer à l'élection et quelques rares partisans se posèrent comme candidats. Ceux-ci furent élus avec les voix des partis bourgeois. Mais, notre tactique abstentionniste n'en éclaira pas moins les masses. Le caractère de classe qu'avait le recrutement de la Diète devint ainsi compréhensible à des certaines de personnes. En même temps, le nombre des socialistes luttant pour les idées démocratiques augmenta au commencement de 1904. Le nombre des membres payants s'éleva à 16610, dont 3895 femmes, et de nouveaux milliers de camarades renforcèrent les anciens cadres.

Toute l'année 1905 fut une période de lutte électorale intense. Le prolétariat fit preuve d'un dévouement merveilleux. Même dans les régions froi-

des de la Finlande, nos camarades organisèrent des démonstrations imposantes dans des centaines de communes. Le gouvernement avait proposé à la Diète quelques projets insuffisants ayant pour but de démocratiser deux ordres. Mais la Diète n'eut ni l'envie de les adopter, ni le courage de les rejeter. Les bourgeois essayèrent même de cacher la date de la décision. Vers le mois d'avril, celle-ci semblait approcher. Les ouvriers socialdémocrates de la campagne avaient envie de se rendre à Helsingfors, le jour décisif, « pour conquérir le droit de vote », mais dans certains milieux, on reçut la nouvelle en temps utile, dans d'autres centres, elle arriva trop tard. De petits contingents seulement purent se rendre à Helsingfors, mais la classe ouvrière de la capitale abandonna le travail. Environ 30,000 manifestants se reunirent dans les rues devant le Parlement, où les trois ordres non nobles discutaient les projets électoraux.Les ouvriers,sans se lasser, attendirent pendant six heures, le soir du 14 avril 1905 et après la chute du jour, dans l'obscurité de la nuit. Deux états avaient cédé sur divers points ; deux autres décidèrent d'ajourner toute la question. La réforme tant désirée avait donc avorté. L'émotion des travailleurs, qui attendaient, fut terrible. Elle s'empara de toute la classe ouvrière de Finlande. Le 14 avril fut nommé « le jour de honte. »

Les socialdémocrates de Helsingfors avaient déjà menacé, avant les résolutions sur les réformes électorales de la Diète, et fait connaître aux Etats que dans le cas où la démocratisation légale du parlement ne se faisait pas, ils recourraient à une nou-

velle tactique. Ils exigeaient que le peuple lui même élût ses représentants au moyen du suffrage général et égalitaire. Les élus devraient se constituer en assemblée nationale constituante, aux fins d'élaborer pour la Finlande une charte nouvelle. Le nouveau parlement populaire devrait être créé d'après les principes du suffrage général, direct et égal, sur la base d'une chambre unique. Cette nouvelle direction fut acceptée d'enthousiasme par des assemblées aussi diverses que considérables. Elle trouva des partisans en nombre toujours croissant. On attendait déjà le moment de réaliser le projet, aussitôt que la conjoncture de Russie le permettrait. Il était probable que le mouvement libérateur de Russie aurait également sa répercussion en Finlande et fournirait des occasions à la Socialdémocratie d'agir. Les grèves des provinces baltiques et d'ailleurs avaient une répercussion considérable en Finlande. Le prolétariat, éprouvé dans des luttes de plusieurs années mais encore fatigué, désirait quelque chose de positif. La grève était inévitable et éclata déjà le 30 octobre, à Helsingfors, en même temps ou immédiatement après dans toutes les contrées peuplées du pays. Même une partie des bourgeois soutenait le mouvement, avec hésitation et de mauvais gré, il est vrai. La socialdémocratie prenait partout la tête du mouvement. Nos organisations et les ouvriers disciplinés des syndicats furent d'une grande utilité pour l'agitation. Au cours des grèves, l'on avait constitué à Helsingfors un véritable gouvernement gréviste, dont l'administration était sectionnée. Il y avait un département des chemins de fer, un département du commerce et de

l'industrie, voire un département de la police qui était installé dans l'ancienne maison de la police de M. Bobrikoff, supprimée pendant la grève. L'ordre était parfait dans toutes les sections. Le comité de la grève rédigea un ensemble de réclamations spéciales. C'étaient : l'inviolabilité de la personne, la liberté complète de la parole, de la presse, de la réunion et de l'association, la suppression des fonctionnaires de M. Bobrikoff et du Sénat, créé à cette époque, la réalisation de la réforme parlementaire. La socialdémocratie exigeait avec la plus grande énergie que l'assemblée nationale constituante fût convoquée. Les membres des partis bourgeois firent des promesses solennelles : la nation obtiendrait toutes les libertés exigées par les ouvriers. On promit aussi le suffrage universel. Mais les idées se partagèrent en ce qui concerne la convocation d'une constituante. Une des fractions bourgeoises cependant accepta que la Diète fût convoquée pour voter la résolution de transmettre ses pouvoirs à une constituante et se dissoudre. Mais la fraction bourgeoise la plus puissante pendant la grève exigea que la Diète fût convoquée encore une fois conformément aux anciennes ordonnances, votât la législation relative à la nouvelle représentation parlementaire ainsi que sa propre dissolution. Les partis se disputèrent sur ces propositions. On entrevoyait déjà le spectacle de batailles de rues. Mais notre parti ne voulait, sous aucun prétexte, fournir l'occasion au gouvernement russe de se mêler de nos affaires pour apparaître en « pacificateur ». La grève fut terminée solennellement le 6 novembre. Le manifeste impérial bien

connu du 4 novembre — avait été proclamé pendant la grève. Ce document contenait de grandes promesses. On y concédait tout ce que les ouvriers finlandais réclamaient. La censure préventive fut supprimée. Au début de cette nouvelle ère, on jouit d'une liberté illimitée de la presse. L'ancien Sénat (gouvernement) était condamné à disparaître. Il n'existait pas de « gouvernement fort ». Mais la socialdémocratie n'avait aucune confiance dans cette floraison printanière. Elle s'organisa pour la lutte, afin d'être éventuellement prête à une nouvelle grève.

Le congrès fut convoqué et eut lieu à Tampere. Il décida, dans les circonstances nouvelles, de *boycotter* les représentants des quatre ordres. Aucun démocrate socialiste ne pouvait voter, aucun démocrate socialiste ne pouvait être élu. En cas de nécessité il fallait déclarer la grève. Après le congrès, la direction du Parti créa un Comité Central qui devait préparer l'organisation de la grève. Des sous-comités furent fondés dans toutes les régions où il y avait des socialistes. La *Garde rouge*, constituée pendant la grève, fut maintenue et fortifiée. Elle avait de nombreuses sections dans les villes et à la campagne. Les membres avaient fait des exercices militaires, mais sans armes. La bourgeoisie de la capitale était épouvantée par les exercices de la garde, quoique la socialdémocratie ne voulût, par cette garde, que maintenir l'ordre pendant la grève projetée. L'action de la garde et la préparation de la grève étaient fort utiles. Les classes possédantes durent se convaincre que pour tranquiliser le peuple, il fallait faire des conces-

sions. L'ancien secrétaire de notre parti, J. K. Kari, fut alors appelé à faire partie du gouvernement. Le gouvernement créa un comité représentatif et il y appela trois membres du Parti socialdémocrate. Le comité élaborait des propositions pour la nouvelle législation électorale. La Diète avait déjà sa session en décembre. Une grande méfiance régnait toujours dans le peuple. La socialdémocratie sut profiter admirablement de cet imbroglio pour augmenter ses forces. A la fin de 1905, le nombre des membres de notre Parti s'élevait déjà à 45,298, y compris 9577 femmes et des milliers de gens sympathisaient avec la socialdémocratie. Le Parti convoqua un congrès pour discuter la préparation des grèves et prendre des résolutions sur les moyens d'action. Le congrès eut lieu à Helsinki. Il y avait plus de 200,000 membres représentés. C'était là un phénomène grandiose dans un pays de 2,800,000 habitants. Les premiers jours de 1906 exactement, le congrès décida de déclarer la grève projetée et il élabora un règlement de grève très précis. La bourgeoisie était commotionnée. On voyait qu'elle avait peur, quand on lisait les commentaires de ses journaux sur l'augmentation toujours croissante du nombre des adhérents de la socialdémocratie.

On comprit dès lors qu'il fallait entrer dans la voie des concessions aux revendications démocratiques. Les défenseurs du système des ordres abandonnaient le Parti. Les protagonistes du système des deux chambres semblaient hésitants. L'opposition au S. U. fondait au soleil. Et enfin, les propositions du Comité de représentation parlementaire allaient voir le jour.

Ces formules, malgré leur insuffisance, s'inspiraient néanmoins de principes relativement démocratiques.

Les propositions furent acceptées par le gouvernement avec quelques amendements en faveur des classes possédantes et soumises à la Diète. La socialdémocratie organisa alors de nouvelles démonstrations imposantes devant le Parlement. La Diète accepta en hâte et presque sans changements les propositions du Sénat-gouvernement. Ce vote eut lieu le 29 mai. Le 20 juillet, le vote de la Diète fut sanctionné à St-Pétersbourg et les nouvelles lois entrèrent en vigueur le 1er octobre 1906.

D'après la loi nouvelle, le droit de vote n'est pas complet et général. Quelques groupes de non-possédants en restent toujours privés. Mais le nombre des électeurs est néanmoins considérable. Il s'élève pour la liste actuelle à 1,399,421 électeurs. Le pays est divisé en 16 circonscriptions. Le nombre de députés est de 200. Dans 15 circonscriptions sur 16, les 199 députés sont élus par le système de la représentation proportionnelle.

Le 4e congrès de la socialdémocratie de Finlande se réunit en octobre 1906, dans une ville du Sud, à Oulu. Etaient représentés : 462 groupes comprenant 70.000 membres. Le congrès adopta des statuts nouveaux d'organisation, d'après lesquels les groupes politiques devaient s'adapter aux circonscriptions. On rédigea le premier programme électoral, contenant des réformes de grande importance : l'extension des droits du nouveau parlement ; le droit de vote à la commune ; la protection du travail pour les ouvriers ; une législation d'assurance ; la refon-

te du système d'impôts ; la modification scolaire et l'adoption de plusieurs réformes agraires. On y discuta également les rapports avec les partis bourgeois et le congrès résolut que l'on ne pourrait conclure d'alliance, le système de représentation proportionnelle permettant à la classe ouvrière de lutter sans compromission.

Le Parti eut à s'occuper également d'une question ministérielle, notre camarade J. K. Kari ayant été appelé au gouvernement par le tzar Nicolas II. Le congrès résolut que le membre du Parti, qui, sans consentement de celui-ci, entrait dans un gouvernement bourgeois, dénonçait par là-même son affiliation au Parti socialdémocrate. Cette décision générale s'appliquait tout particulièrement au cas Kari, qui avait accepté d'entrer dans un gouvernement sans responsabilité parlementaire. Aussi fut-il exclu. Le congrès n'autorisa pas non plus les socialistes à collaborer à un journal bourgeois ou à devenir rédacteur attitré de pareil organe. Au point de vue des événements de Russie, le congrès estimait que l'autonomie de la Finlande n'étant pas assurée, qu'il n'existait aucune garantie pour le développement régulier et normal de la législation, et que par conséquent le parti avait le devoir de se déclarer solidaire du mouvement libérateur de Russie. Mais il pensait aussi qu'il fallait envisager dans chaque cas particulier, l'éventualité de méthodes d'action diverses pour faire triompher complètement la démocratie en Finlande. Quelques membres de la garde rouge ayant été découverts parmi les révoltés militaires de la garnison de Sveaborg par les autorités russes, le gouvernement

doivent payer des rentes extraordinairement lourdes, et ils sont loin d'être en sécurité dans leurs maisons et sur leurs terres. Un exemple : En juin 1906, la justice finnoise ordonna d'expulser de leurs maisons, de leurs terres, de leurs prairies 78 «Torppare» à la demande d'un seul baron. Au mois de janvier 1907, les exécuteurs de la justice brisèrent portes, fenêtres et foyers dans les demeures des « Torppare » et les pauvres gens ce trouvèrent alors sans abri, sous un ciel froid de janvier, ne sachant où conduire leurs vieux parents et leurs malades. De telles conjonctures, caractérisées par une brutalité sans nom, ont eu pour effet d'affilier à notre parti ou de rapprocher de nous nombre de « Torppare ». Avec l'aide de notre parti, les torppare ont tenu leur premier congrès à Tampere en 1906. Environ 400 délégués, représentant 50000 Torppare, étaient présents. Le congrès rédigea un programme, destiné à donner au mouvement une direction unitaire, et ce document est connu sous le nom de «Programme des Torppare». Le Comité Central de ce mouvement est composé en ce moment de social-démocrates.

D'autres faits mériteraient certes encore une mention. Nous avons étendu notre travail d'éducation. Nous avons organisé des cours aux frais du parti. Le dernier cycle de conférences a duré 13 jours, auquel assistaient 160 auditeurs, à raison de 5 leçons par jour. Une école d'orateurs fonctionnait le soir. On y étudiait la nouvelle loi électorale, les rapports entre la représentation nationale et le gouvernement, le système des impôts perçus en Finlande, le suffrage politique et communal, la légis-

au point de vue de sa culture, de sa conception morale et de sa lutte économique, et le sera encore ultérieur de cette langue et de la culture, dont elle est le véhicule, doit être soutenu et défendu. La langue suédoise est ainsi un organe de relèvement du peuple finlandais et en outre d'une grande importance dans la diffusion de la culture occiden tale et des idées socialdémocrates. Eu égard à ce fait, le congrès déclare qu'il désire le maintien et le développement de la langue et de la culture suédoises en Finlande.

Le Congrès déclara relativement à la langue russe :

La langue russe ne doit pas être haïe quoiqu'il y ait des oppresseurs parlant russe. Le développement et l'usage de cette langue peuvent être également autorisés en Finlande. La culture d'expression russe et favorable aux idées de liberté peut également être répandue en Finlande et propagée. On devra agir fraternellement, en commun, avec le prolétariat russe comme le présuppose la socialdémocratie. Enfin, la dite résolution attire l'attention sur le fait que seul l'accroissement de la socialdémocratie internationale et la fraternisation des peuples, qui en est la conséquence, sauvegarderont les droits linguistiques ainsi que les nationalités.

Une partie de la population agricole a participé également aux luttes de la socialdémocratie. Cette population se compose de petits paysans, de fermiers, de domestiques, de journaliers, etc. Parmi les fermiers, les « Torppare » sont les plus nombreux. En 1901, il en était 67.083. Ces malheureux

prit prétexte de ce fait pour ordonner la dissolution de toutes les sections de ce corps. Cette décision fut considérée comme une grande atteinte au droit d'association, mais le congrès décréta néanmoins la dissolution de la garde sans que le gouvernement eût besoin de recourir à des actes de violence.

La question linguistique avait acquis depuis plusieurs années une importance considérable dans la vie politique de la Finlande. En effet, le pays comprend des socialistes parlant finnois, suédois et russe. Au commencement, le suédois était la langue des classes dominantes et le finnois était durement opprimé. Après de longues luttes, le finnois fut considéré également comme langue de l'administration et des écoles.

Or il est en ce moment une classe capitaliste relativement très puissante; qui défend aussi les revendications linguistiques des Finnois. En outre, les oppresseurs finnois et suédois exploitent depuis ces dernières années la question linguistique comme moyen de combat, dans le but d'exiter les un contre les autres les ouvriers d'expression finnoise et suédoise, et par là ils espèrent faire avorter la collaboration de ces deux éléments, sur le terrain de la lutte des classes. La socialdémocratie a essayé d'éluder cette manœuvre par le vote des résolutions suivantes présentées au Congrès :

Le développement du parler finnois et son élévation au rôle de langue scolaire, littéraire et administrative est un facteur important dans l'évolution progressive de la classe ouvrière finlandaise,

lation protectrice du travail, les lois d'assurance, la réforme agraire, ainsi que les programmes des partis bourgeois.

Le parti a engagé pour la propagande, chaque année, 3 à 5 conférenciers et chaque organisation électorale socialiste disposait au moins d'un de ces orateurs.

Les femmes prolétaires constituent «l'Union des femmes socialdémocrates en Finlande» et se chargent partiellement de la propagande parmi les ouvrières.

Nous avons également créé des groupes d'enfants, qui forment « l'Union sociale». Leur groupe veille à leur enseignement, qui est autant que possible pénétré d'idées socialdémocrates.

La production de la littérature socialdémocrate mérite déjà d'être signalée. Le Comité directeur a édité en 1905-06 des brochures, des comptes rendus et des publications statistiques. Des sociétés anonymes ou coopératives, créées par des travailleurs et composées d'ouvriers, éditent des livres socialistes originaux ou traduits.

Les journaux socialdémocrates sont également publiés par des sociétés anonymes ou coopératives ouvrières. Le parti accorde à pareil journal, rédigé selon ses idées, le titre de « journal du parti » et il peut également retirer cette qualification. La presse du parti s'est developpée d'une manière considérable pendant ces dernières années. Le premier journal ouvrier de Finlande, fondé en 1895, *Työmies*, est devenu, d'un petit hebdomadaire, un journal politique paraissant 6 fois par semaine, d'un format relativement considérable. Le tirage, qui s'élè-

ve en ce moment à 20,000 numéros, est le plus grand de toute la presse finlandaise. En 1902, nous n'avions qu'un journal, paraissant 6 fois par semaine et 2 journaux, paraissant 3 fois par semaine. En janvier 1907, la statistique renseigne ceci :

5 journaux paraissant 6 fois par semaine,
8 journaux paraissant 3 fois par semaine,
3 journaux paraissant 2 fois par semaine.

Nous publions aussi une revue scientifique mensuelle, un organe hebdomadaire pour les ouvrières, une gazette satirique bimensuelle, — tous rédigés en langue finnoise. En suédois, nous avons l'*Arbetare*, paraissant 3 fois par semaine .

En 1902, le tirage global de nos journaux s'élevait à 63500 numéros environ par semaine. Le chiffre correspondant pour janvier 1907 s'élève à 445000 environ.

Le nombre des assemblées du parti s'élevait déjà en janvier 1907 à 848. Les socialdémocrates d'expression finnoise sont membres de leur union nationale *Työläisliitto*, — ceux d'expression suédoise appartiennent à l'organisation nationale *Svenska Arbetare förbundet* et les ouvriers russes ont déjà également quelques sociétés. Les groupes du parti possèdent de nombreuses maisons, des bibliothèques et des salles de lecture. En 1905, les groupes possédaient 47 maisons ; les bibliothèques comptaient 14693 volumes ; dans les salles de lecture il y avait 766 journaux et revues du terroir et 17 gazettes et revues étrangères. Les recettes de tous les groupes s'élèvent à 599,678 Mark finlandais, les dépenses à 522,665 Mk f. ; leurs propriétés valaient 778,115 Mk finlandais. Le parti comp-

tait 43 chorales, 27 sociétés de musique, 74 clubs de discussion, 36 sociétés de gymnastique et 5 théâtres.

En 1905, il y avait 43 groupes de femmes, 3 sociétés d'enfants. Depuis lors les idées socialdémocrates ont trouvé un terrain fertile parmi la jeunesse. A Tampare s'est réuni le premier congrès de la jeunesse socialiste de Finlande et on y a créé également une Union nationale de la jeunesse.

Le parti n'avait en 1906 que 81 représentants dans les administrations communales, parce que le suffrage municipal est fort restreint. Les richards de la ville possèdent jusque 25 voix et les pauvres sont privés de tout droit. Dans la capitale par exemple, les ouvriers ne pourraient pas même élire un seul représentant par leurs seules forces. A la Diète de l'année 1906, les bourgeois ont nommé 3 socialdémocrates sans l'assentiment et contre la volonté de notre parti. Le 25 et le 26 mars de l'année 1907, notre parti a pris part pour la première fois aux élections politiques et il a posé des candidats dans tous les districts où l'on applique la représentation proportionnelle.

Les relations internationales de notre parti sont celles de toutes les organisations affiliées au Bureau Socialiste International. Le parti est représenté dans cet organisme par 2 délégués. La socialdémocratie suédoise a été représentée au congrès de notre parti.

Pendant les années 1905-06, des émigrés russes, lettons et esthons ont visité la Finlande plus souvent que de coutume. Le parti avait pour soutenir ces camarades, reçu du Bureau Socialiste Interna-

tional et du Parti Socialdémocrate Allemand une somme de 11419,12 frs. Le Comité directeur a organisé des collectes d'argent dans tout le pays. Un certain nombre de Finlandais, qui s'étaient trouvés dans le besoin par suite d'événements politiques, ont été soutenus par le parti. On a dépensé à cet effet — jusqu'à la fin de février 1907, une somme globale de 22758,30 frs pour payer les frais de voyage, pour nourrir et loger les émigrants.

Il résulte de ce rapport que notre parti s'est accru très rapidement — relativement trop rapidement — pendant ces dernières années. La cause principale de cette évolution doit être naturellement recherchée dans les abus économiques mais également, pour une bonne part, dans la conjoncture politique et intellectuelle. La bourgeoise finlandaise est encore relativement peu développée et sa culture sociale se trouve à un niveau assez bas. Elle n'a pas encore appris, comme la bourgeoisie mieux éduquée d'autres pays civilisés, à combattre le socialisme par tous les moyens en son pouvoir, bien qu'elle en ait le désir. Pendant de longues années, elle a permis à la socialdémocratie de rester à la tête du mouvement démocratique. Les démocrates n'ont eu qu'à choisir entre la socialdémocratie et l'oligarchie. La bourgeoisie a également puisé quelque enseignement dans ses fautes passées. Elle s'est mieux fractionnée. Certaines fractions bourgeoises combattent actuellement la socialdémocratie avec un programme relativement large et elles attirent aussi des ouvriers dans leurs unions. D'autres sont officiellement favorables à l'oppression et persécutent particulièrement les journaux socialdémocra-

tes. Les tribunaux finlandais condamnent naturellement les rédacteurs socialdémocrates à des amendes considérables pour des péchés fort légers comme pour des faits graves. Un seul jugement peut frapper de peines de 500 à 1000 Mk finlandais les journaux ouvriers. Les expressions les plus ordinaires de la lutte des classes sont punies comme des crimes. Quand on traite un individu de «Sarrasin», on est puni d'amende alors même que le dit Monsieur est supplanteur. La réaction finlandaise se trouve maintenant en relation étroite avec la bureaucratie russe. La bourgeoisie oppositionnelle est déjà partiellement monarchiste et elle cherche de plus en plus un appui auprès du pouvoir gouvernemental pour avoir un contrepoids, avec l'aide de celui-ci, à la nouvelle représentation populaire démocratique. Cette politique de duplicité de la bourgeoisie d'une part et d'autre part, la politique réformiste peuvent arrêter un instant le développement de la socialdémocratie. Il serait difficile de prédire, si la démocratie finlandaise verra encore augmenter aussi rapidement que dans le passé le nombre de ses membres, mais il est certain que les idées socialistes imprègnent de plus en plus fortement la mentalité populaire. Par là, la cohésion du parti augmente et cette situation nous fait caresser les meilleurs espérances pour l'avenir.

EDOUARD WALPAS.

RUSSIE

Rapport du

« Parti Socialiste Révolutionnaire de Russie »

INTRODUCTION. — *A*. Œuvre du premier Congrès (1906). — *B*. Programme du Parti. — *C*. Statuts provisoires du Parti. — *D*. Les Conseils nationaux du Parti. — *E*. Extraits sommaires des rapports des organisations régionales du Parti : Centre, Volga, Nord, Nord-Ouest, Ukraine, Midi, Don-Azov, Oural, Caucase, Sibérie, Turkestan. — *F*. Le 2me Congrès extraordinaire du Parti (Février 1907). — *G*. Rapport sommaire du Comité Central. — *H*. Quelques données statistiques. — *I*. Rapport présenté par le groupe socialiste-révolutionnaire de la 2me Douma au Congrès socialiste International de Stuttgart.

N. B. — Une Carte de Russie et une du gouvernement de Saratov sont jointes à ce rapport.

INTRODUCTION

L'intervalle qui sépare les deux congrès internationaux — celui de Amsterdam (1904) et celui de Stuttgart — a été gros d'événements décisifs. La guerre russo-japonaise qui a abouti à la paix de Portsmouth a mis à nu la pourriture du régime tsariste. La débâcle du tsarisme, l'éclosion torrentielle des forces nouvelles accumulées et retenues longtemps par la main de fer des ministres à poigne, coïncida avec l'acte terroriste accompli par le membre de l'Organisation de Combat du P. S. R. Sazonov. Frappé à l'extérieur et à l'intérieur, le tsarisme mit en jeu sa diplomatie coutumière. Pendant quelques mois il joua à la « pacification ». Ce fut l'ère des banquets et des congrès des libéraux, l'ère de formation du parti constitutionnel-démocrate dans sa phase zemstvoïste. Elle aboutit à la levée du prolétariat qui mit fin à la prétendue « pacification ». La répression sanglante du 22 janvier 1905 marqua la décision de l'ancien régime de ne céder ses positions séculaires qu'après une lutte acharnée. L'entrée en scène du prolétariat montra que la Révolution russe porterait le cachet des revendications sociales des masses travailleuses. Les grèves qui s'étendirent après les journées sanglantes sur toute la Russie, le soulèvement des marins du Potemkine, sous l'étendard rouge, au nom des revendications politiques et économiques empruntées aux programmes des partis socialistes, mirent pour le monde entier en évidence ce fait que la crise révolutionnaire serait complexe et profonde et

ne pourrait pas se dénouer pacifiquement par un simple compromis des différentes couches de la classe possédante.

La grève générale des ouvriers et des employés de chemins de fer, soutenus par toute une série d'unions professionnelles et le prolétariat tout entier, arracha au tsarisme sa première concession décisive (octobre 1905). Mais tout en proclamant lui-même sa déchéance, l'autocratie se lança immédiatement dans la contre-révolution et eut recours à la force aveugle de l'armée, devenue son gendarme intérieur, et des « bandes noires ». Les classes possédantes, terrorisées pour leurs intérêts économiques, se rangèrent derrière la contre-révolution et dès lors nous sommes en présence d'une lutte de classe caractérisée où, d'un côté, ce sont les propriétaires fonciers, les gros capitalistes, la bureaucratie et la cour impériale avec le tsar en tête, et, de l'autre, la classe ouvrière — prolétaires des villes, paysans-travailleurs, ouvriers intellectuels — qui cherchent leur voie sous la conduite politique des partis socialistes organisés.

Pendant que d'un côté s'organise la réaction formidable qui s'appuie sur la bureaucratie, sur l'armée, sur les bandes noires, acceptant la tactique des assassinats collectifs et individuels, de l'autre côté s'organise l'armée du travail. Conseils des délégués ouvriers, réunions des paysans, communes s'érigeant en républiques démocratiques, syndicats, organisations des sans-travail, grève des ouvriers des villes et des travailleurs de campagne — telles sont les manifestations diverses de la classe

qui porte en elle la force motrice de la révolution naissante.

Il ne nous appartient pas ici de faire l'historique de ces trois années de révolution. Nous sommes en pleine mêlée, en plein combat et les appréciations calmes et objectives appartiennent à l'avenir.

Ce qui nous préoccupe dans le rapport sommaire que nous rédigeons au début de l'année 1907, qui s'annonce comme devant être très orageuse, c'est de tracer les points essentiels de la vie de notre Parti pendant le laps de temps qui s'est écoulé depuis le congrès d'Amsterdam jusqu'au début de l'année 1907.

A ce point de vue, il faut dire que les événements d'octobre 1905 marquèrent une étape.

Le Parti, qui jusqu'à ce moment avait son journal et même une partie de son organisation à l'étranger, se transporta tout entier sur le théâtre des événements. Il prit une part active à toutes les manifestations de la Révolution. Sa presse, jouissant d'une ère brève de liberté, devint légale ou mi-légale. Ses agitateurs et ses orateurs purent parler au peuple, aux ouvriers, aux paysans, sur toute l'étendue de l'Empire dans des meetings et réunions où se pressaient des milliers et des milliers de travailleurs avides d'entendre la parole socialiste révolutionnaire. Il est vrai que la contre-révolution obligea bientôt le Parti à descendre dans le souterrain de l'organisation secrète, mais le caractère du Parti n'en resta pas moins profondément modifié : d'un parti de conspirateurs, il devint le parti des grandes masses ouvrières, comptant dans ses cadres des

dizaines de milliers de membres organisés et opérant dans un milieu de sympathisants se comptant par des centaines de milliers.

Au point de vue de la vie intérieure du Parti — ce qui est l'objet principal de ce rapport — les dates importantes sont certainement celles des congrès du Parti. Le congrès de 1906 a donné au Parti son programme définitif et ses statuts provisoires. Le second congrès — le congrès extraordinaire du début de 1907 — ne s'est occupé que de questions de tactique résultant des victoires du Parti socialiste révolutionnaire aux élections à la seconde Douma. Ce second congrès a pu faire la revue des forces du Parti et résumer non seulement le travail de son Comité central, mais aussi celui des Comités des organisations régionales et locales.

Notre rapport sera composé des parties suivantes :

A. *Aperçu général de l'œuvre du premier congrès (1906).*

B. *Programme du Parti.*

C. *Les statuts du Parti.*

D. *Les comptes-rendus des Conseils du Parti du mois de mai 1906 et du mois de novembre 1906.*

E. *Les comptes-rendus des organisations régionales.*

F. *Les résolutions du IIme Congrès.*

G. *Le rapport du Comité central.*

Nous prions d'avance nos camarades de nous excuser des lacunes de ce travail fait à la hâte et dans la fiévre de l'action, ainsi que des fautes qui peut-être s'y sont glissées involontairement.

A) L'Œuvre du premier Congrès (1906)

Notre premier Congrès de 1906 traça une ligne de démarcation, entre deux époques de la vie de notre Parti ; il inaugura une phase nouvelle de son histoire.

Le Congrès a avant tout résumé l'activité du Parti durant la première période.

Quatre années se sont écoulées depuis que le Parti socialiste révolutionnaire apparut comme organisation formellement constituée pour la première fois sur la scène politique. C'étaient les années de travail moléculaire, intérieur, de groupement des forces, d'épreuves subies par les principes théoriques et pratiques du Parti, aux feux croisés des combats. Et, en jetant un coup d'œil en arrière, sur cette période dont notre Congrès 1906 a résumé les résultats théoriques et pratiques, nous avons pu constater que notre Parti en est sorti à son honneur. Non seulement les forces adverses extérieures n'ont pas réussi à le briser : il est au contraire devenu plus fort, plus uni, mieux cristallisé.

Le fond général d'idées et de principes formant l'âme du Parti n'a fait que croître sans cesse. Le Congrès à montré que, malgré la diversité d'opinion dans le sein du Parti,diversité qui le garantit contre l'immobilité et le sommeil du dogme, ce Parti a

fait preuve, à la suite d'un travail commun, d'une solidarité et d'une unité de vues telles qu'il lui a été possible d'adopter un texte, soigneusement élaboré et analysé, de son programme.

La façon de comprendre l'essence du socialisme révolutionnaire et sa tâche historique, les bases historiques et sociologiques de ces problèmes — finaux comme transitoires — c'est-à-dire leur justification éthique et génétique, tout cela fut désormais bien établi pour le Parti, établi dans ses traits généraux et principaux, comme doivent l'être les considérants théoriques d'un programme servant de base au pacte du Parti. Ce fait nous est un gage de ce que, quelque difficiles et quelque complexes que soient les problèmes posés devant nous par la vie, quelle que soit la façon dont elle impressionne divers membres et divers groupes du Parti : ou une entente sera toujours possible, grâce à l'unité du point de départ et des principes directeurs de la conception sociale et politique générale, ou les éléments opportunistes qui hésitent à se placer sur le terrain de la lutte de classe, ainsi que les éléments qui sous le nom impropre de maximalisme inclinent vers l'anarchisme, seront éliminés sans atteindre par cela la vitalité du Parti.

La marche du travail du Congrès fut une preuve de ce fait que les années de travail commun dans les rangs du Parti ont créé entre ses membres non seulement des affinités d'idées et de principes, mais une intimité morale considérable. Grâce à cela, malgré l'attachement passionné à ses convictions, dont chacun faisait preuve, une lutte ardente d'opinions a pu avoir lieu sans porter préjudice à la

plus large tolérance, au respect des opinions d'autrui et à la possibilité pour chacun de se prononcer librement sans risquer de rompre la solidarité commune.

Ce premier Congrès du Parti — Congrès qui, sinon par sa forme, du moins par son essence, était un Congrès constituant — était convoqué dans des conditions tout à fait exceptionnelles. Certaines localités de la Russie se trouvaient tout à fait isolées, par suite de la grève des chemins de fer et de la guerre civile. On a pu craindre un moment de ne pouvoir ni tenir un Congrès vraiment représentatif du Parti, ni l'ajourner à temps. Mais le Congrès répondait à un besoin si urgent et si aigu, vu la gravité de la situation politique, que la plupart des organisations locales ont su vaincre tous les obstacles et envoyer leurs délégués. Ainsi, en dehors du Comité Central et du journal central, étaient représentés les comités de Saint-Petersbourg, Moscou, Kieff, Odessa, Saratoff, Samara, Pensa, Kharkoff, Ekaterinoslav, Nijni-Novgorod, Orel, Tambov, Tver, Jaroslav, Vladimir, Kalouga, Toula, Smolensk, Vitebsk, Koursk, Riga, Vilna, Astrakhan, Oufa, Ekaterinbourg, Irkoutsk et Krasnoïarsk. De plus, le comité de Bakou a été représenté par un de ses membres, mais, vu l'absence de mandat, avec voix consultative seulement; il y avait également des représentants des groupes locaux et des organisations des villes suivantes : Pskov. Novgorod. Riazan. Gomel, Elisavethgrade, Ialta. Simphéropol, Sébastopol, Kosloff, Roslavl, Mourom, Tomsk, Tchita; des comités provinciaux et régionaux de la région du Centre et du Nord-

Ouest, des unions de la Sibérie et de la Tauride, du Comité et de l'Organisation de l'étranger; puis, de deux organisations spéciales : l'Union paysanne et l'Organisation de combat. En tout 51 organisations étaient représentées avec 67 voix délibératives. De plus, sur l'invitation du Comité central, 19 personnes ayant voix consultative assistaient aux délibérations. Le Congrès comprenait ainsi plus de deux tiers de voix délibératives. Il faut ajouter qu'après de vives discussions, toutes les questions tant soit peu importantes, à très peu d'exceptions près, étaient résolues par des majorités si compactes qu'aucun doute n'est possible quant à la représentation fidèle dans ce Congrès de la volonté réelle du Parti.

Ainsi, la volonté organisée du Parti s'est exprimée d'une façon nette et catégorique. L'ensemble d'idées et de tendances qui nous groupait auparavant dans notre travail et que le projet de programme ancien s'efforçait de formuler, est désormais placé à la base du programme officiellement reconnu. Comparé à cet ancien texte (1), le programme adopté ne fait que souligner d'une façon plus nette encore certaines particularités de notre conception socialiste révolutionnaire, qui constituent son individualité propre et la différencient de celle des autres tendances similaires.

Ce programme élabore avec plus de détails que ne le faisait le projet primitif, notre revendication agraire fondamentale, la socialisation du sol. Au

(1) Voyez notre rapport au Congrès d'Amsterdam.

lieu d'énoncer simplement le principe de la possession commune du sol et de sa remise aux mains des communes démocratiques ou d'autres organisations juridico-sociales, il détermine d'une façon plus concrète les rapports mutuels qui s'établissent dans la possession de ce sol entre les divers organes du *self-government* populaire, ainsi que le contenu réel de ce principe de « jouissance égalitaire » qui est indissolublement lié à nos revendications agraires. Ce caractère plus concret du programme agraire qui, jusqu'à présent, ne se trouvait dans la presse du parti que sous forme de commentaires au programme, est maintenant introduit dans le programme lui-même. Il est à peine besoin de prouver l'opportunité de ce pas en avant, la vie réelle ayant démontré plus tôt même que nous y attendions, le caractère réalisable et vital de notre programme. Et plus le moment de la réalisation de nos idées approche, plus le besoin de formules concrètes et d'élaboration détaillée des revendications de principe se fait sentir.

Un autre progrès que le Congrès a fait faire, est l'élaboration des statuts d'organisation, dont l'absence se faisait fortement sentir et dont le besoin était très urgent. Au point de vue de l'organisation, notre Parti qui, lors de sa création, se recrutait de haut en bas, était, à mesure qu'il s'accroissait, se formait et se fortifiait, transformé de bas en haut. Se plaçant au point de vue de la réalité et considérant que les avantages de telle ou telle forme d'organisation se décident non pas par la discussion des principes abstraits de centralisme et de démocratie, mais par la considération des con-

ditions pratiques du travail qui exigent, à des moments différents et dans des combinaisons différentes, et la centralisation des forces et la démocratisation de l'organisme du Parti, le Congrès a fait un pas nouveau vers ce but qui est l'adaptation de l'organisation à la croissance numérique du Parti et aux conditions plus libres de l'action.

Le Parti prend désormais place dans la vie ayant à sa tête des institutions centrales élues, des fédérations régionales de Comités régulièrement constituées, un mode régulier de cooptation, remplacé dans la mesure du possible par l'élection directe.

A côté des questions de programme, de statuts, d'organisation, l'attention du Congrès était naturellement attirée par les questions de tactique liées à l'appréciation du moment historique présent .

Le marche fébrile des événements et l'approche de nouveau conflits décisifs donnèrent aux questions fondamentales de tactique une forme si concrète — celle de projets pratiques précis — que le Congrès ne pouvait et ne voulait pas se borner à cet égard à des résolutions générales.

Ici, il suffira de dire que notre tactique resta la même dans ses traits essentiels. Cette tactique, éprouvée et justifiée par l'expérience, est assez élastique pour s'adapter à tous les changements du flux et du reflux révolutionnaire et contre-révolutionnaire que nous allons traverser, plus nombreux encore que ceux traversés jusqu'à présent. L'année 1905 a vu le début de la grande révolution russe, et son premier acte est à peine terminé. Dans cet acte, le premier rôle a été tenu par le prolétariat des villes — avant-garde de la révolution. Mais il

serait erroné de croire que cette avant-garde peut remplacer le gros de l'armée, qu'elle peut non seulement commencer, mais mener seule à bonne fin la grande lutte historique contre l'ancien régime.

Le croire et adapter à cette idée toute notre tactique serait abuser de la puissance du prolétariat, l'épuiser sous une charge supérieure à ses forces.

C'est pourquoi, dès la lune de miel des «libertés» russes, notre Parti a insisté auprès des ouvriers des villes sur leur solidarité socialiste avec les travailleurs des campagnes luttant pour la « terre et la liberté ». C'est pourquoi notre Parti a préféré, après un premier et victorieux conflit qui a abouti au manifeste du 30 octobre, ne pas forcer la marche des événements, ne pas provoquer immédiatement de conflits nouveaux, utiliser réellement les libertés conquises pour une organisation des forces, faire tout ce qui était en son pouvoir pour retarder la lutte ouverte jusqu'au moment plus favorable pour un mouvement organisé des masses des travailleurs agricoles.

Malheureusement, la marche des événements n'obéit pas à notre volonté. Une tactique différente de la part des autres forces sociales, et surtout les tentatives contre-révolutionnaires ont rendu la crise inévitable bien avant que nous ne l'eussions désiré.

L'insurrection de Moscou a été une tentative héroïque pour donner un premier avertissement à la contre-révolution menaçante et pour essayer, en même temps, ses forces dans une guerre ouverte de la rue. Malgré le caractère non préparé et inattendu de cette révolte, malgré la disposition d'esprit bien différente dans beaucoup d'autres

localités, elle a fourni une preuve évidente de la possibillité d'une insurrection armée et, pendant un moment, a forcé le gouvernement à trembler pour son existence. Et lorsque, après une lutte de huit jours sur les barricades, les bataillons de combat eurent, en vertu d'une décision prise en connaissance de cause, abandonné leur positions et cessé la résistance, il ne s'agissait pour eux que de mettre fin à un combat d'avant-garde, à une revue de leurs propres forces et de celles des adversaires, tandis que le gouvernement qui, dès la première escarmouche, s'était montré affolé de peur, était maintenant fou de joie. Il s'est imaginé que la révolution avait joué son va-tout, que le sauvetage du régime existant était assuré, et il s'est lancé à corps perdu dans une réaction effrénée.

Mais seuls les aveugles purent penser que la crise colossale, sociale et politique, que traverse notre immense pays pouvait être enfermé dans les limites de quelques deux ou trois mois.

De nouvelles crises vont venir, de nouvelles luttes, longues et ardues nous sont réservées, et nous savons regarder la réalité bien en face. Nous n'avons aucune raison de céder à la nervosité et de nous créer des illusions : nous n'avons aucune raison non plus pour désespérer de quoi que ce soit.

Notre politique n'a rien de commun avec un jeu de hasard escomptant la chance. C'est porquoi tout en gardant la fermeté particulièrement nécessaire dans des moments semblables, nous devons tout d'abord donner un contenu vivant et réel aux statuts d'organisation élaborés par le Parti ; nous devons nous adapter à la tache qui nous incombe :

une nouvelle distribution de nos forces, nous devons tenir compte des succès remportés pendant les luttes ouvertes, pendant l'action au grand jour, et fixer ces succès dans l'organisation du Parti. C'est en escomptant ces forces conquises et fixées que nous pourrons jeter, non plus au hasard, mais après avoir mûrement pesé les forces et les chances en présence, nos coups révolutionnaires dans le plateau de la balance de l'histoire. Dans un moment de combat, comme est le moment actuel, l'ardeur et l'entraînement révolutionnaires peuvent facilement s'emparer des esprits et faire négliger le travail d'organisation au profit de la tendance naturelle à se jeter dans la lutte pour frapper l'ennemi ; aussi le Congrès devait-il rappeler aux camarades que nous sommes un Parti qui vise non seulement aux questions du jour, mais aux questions du siècle ; que notre œuvre ne se borne pas à utiliser le plus complètement possible nos forces pour terminer la crise politique, mais que nous devons encore créer des forces organisées qui soient une garantie suffisante pour que les intérêts des travailleurs soient autant qu'il sera possible, satisfaits par la révolution ; qu'en un mot, notre tactique, loin de s'inspirer des seuls besoins et des seules impressions du moment, doit viser plus loin et rester strictement conforme aussi bien à nos buts immédiats qu'à nos buts finaux.

Ce sont ces considérations qui ont guidé le Congrès lorsque, par une majorité écrasante contre quelques voix isolées, il se prononça, au nom des formes plus complexes et supérieures de la lutte,

contre l'introduction dans le programme d'action courante du terrorisme systématique dans les campagnes et dans les usines.

Quelque attrayants et quelque faciles que puissent paraître à certains camarades ces moyens de lutte, le Parti ne peut pas se laisser entraîner par la tendance à suivre la ligne de la moindre résistance. Le mouvement paysan en particulier offre déjà par lui-même un grand nombre de dangers qui menacent de le faire dégénérer en partie et de le rapetisser. Le Parti ne peut pas désirer que ce mouvement se fractionne en un certain nombre de combats isolés, entre groupes détachés de paysans et groupes analogues de propriétaires fonciers.

Ce que cette méthode amènerait à coup sûr, ce n'est pas la socialisation du sol, mais son appropriation par de petits groupements isolés, appropriation inégale et pouvant amener dans l'avenir des conflits, des différends et des guerres civiles dans le milieu paysan lui-même. Les méthodes de lutte les plus conformes aux intérêts du Parti sont celles qui, par leur nature même, amènent à une action commune des masses populaires aussi considérables que possible. Ce qu'exigent les intérêts du Parti — qui ne sont autres que ceux du socialisme — ce ne sont pas des appropriations non régularisées, mais une expropriation révolutionnaire organisée des propriétaires fonciers, expropriation dans laquelle la terre libérée est proclamée propriété nationale, dont l'administration et la jouissance doivent être déterminées par l'Assemblée Constituante.

Le signal de cette expropriation foncière générale est en somme le signal de l'insurrection du peuple tout entier. Pour le moment, le Parti ne fixe pas le jour ni l'heure de cette révolte. Il n'appelle pas le pays à se lever dans un délai donné; il ne fait que s'y préparer comme à un événement qui sera nécessairement provoqué par la politique gouvernementale et par la situation générale du pays et dont le jour s'approche avec une rapidité sans cesse croissante.

Tout en se préparant à cette insurrection générale le Parti ne se refuse pas à la lutte quotidienne, mais reconnaît au contraire qu'aucune préparation au combat n'est possible autrement que dans la lutte même, que c'est la lutte qui permet d'acquérir et le droit et la force qui conquiert le droit.

Aussi, dans tous les grands mouvements populaires le rôle des membres du Parti est clair : ils doivent être au premier rang, scellant de leur sang leur union étroite avec les masses ouvrières. S'il faut faire tout son possible pour éviter les petits mouvements prématurés, il ne faut pas non plus oublier cette règle fondamentale : lorsqu'un mouvement même partiel, mais considérable et résolu des masses est devenu inévitable, il n'est plus temps de raisonner, il faut tâcher de développer la puissance du mouvement aussi loin que possible pour exercer la plus grande influence possible sur la marche des événements.

Quant à la lutte terroriste, centrale et locale, individuelle et collective, les mesures qu'entraîne pour la marche de cette lutte le moment que nous traversons ne peuvent guère être publiées, mais

son principe fondamental reste le même. Ce n'est pas par prédilection pour les moyens sanglants que le Parti a pris les armes : c'est parce que là était son devoir rigoureux devant la révolution, devant la cause ouvrière.

C'était là une décision sérieuse et grosse de responsabilités. L'histoire lui a donné raison. Et le nouveau débordement d'arbitraire trouvera le Parti à son poste de combat. *Il ne cessera d'user de la tactique terroriste dans la lutte politique que le jour où se trouveront réalisées des institutions faisant de la volonté du peuple la source du pouvoir et de la législation.*

A peine commencée, la révolution russe est déjà un facteur puissant dans le mouvement international du prolétariat qui, partout, affirme de plus en plus puissamment ses revendications sociales et économiques. Le caractère international de la révolution russe, le lien qui l'attache à la grande épopée de la lutte universelle entre le travail et le capital, les perspectives historiques infinies qu'elle ouvre sont compris de mieux en mieux, et le temps n'est pas loin où la banqueroute pitoyable de toutes les tentatives pour la renfermer dans le lit de Procuste du dogmatisme, apparaîtra avec évidence.

B) Le Programme du Parti

I

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Définition du progrès. — La structure de la société moderne. — La structure de la société russe. — Le but général. — La période actuelle.

La Russie contemporaine entre, en vertu de son évolution historique, en relations de plus en plus étroites avec les pays avancés du monde civilisé, tout en conservant cependant une série de particularités qui découlent de son histoire, des conditions locales et de sa position internationale.

Le progrès social de l'humanité, qui consiste dans la réalisation de la solidarité collective et dans la garantie du développement intégral de la personnalité humaine, suppose non seulement le développement de l'antagonisme impersonnel des classes, mais aussi l'action consciente de ceux qui luttent pour la vérité et la justice. La condition nécessaire du progrès est l'augmentation de la puissance de l'homme sur la nature parallèlement à l'accroissement de la population et de ses besoins.

Mais dans la société bourgeoise contemporaine, cette augmentation du pouvoir de l'homme sur les forces naturelles se produit non dans un régime économique rationnellement organisé, mais dans un milieu où règnent la concurrence acharnée des détenteurs des moyens de production, la transformation de ces derniers en capital et l'expropriation des producteurs immédiats.

Dans la mesure où ces formes bourgeoises et capitalistes restreignent et dénaturent le développement du travail collectif et des forces productives de la société, l'évolution économique moderne accuse ses caractères destructeurs, négatifs : l'anarchie de la production qui atteint ses limites extrêmes dans les crises ; le gaspillage des forces économiques ; l'exclusion des formes supérieures de production par suite du bas prix de la main d'œuvre et de la faculté d'exploiter indirectement des producteurs isolés ; l'augmentation de la misère et de l'insécurité des masses ouvrières ; la lutte égoiste pour l'existence et pour une situation privilégiée de tous contre tous ; la puissance de l'argent qui sape tous les fondements moraux de la société.

Mais à mesure que, dans les limites étroites des rapports bourgeois et capitalistes, se développent, même incomplètement et unilatéralement, les formes du travail collectif et la production sur une grande échelle collective, l'évolution économique moderne présente un caractère créateur et positif et élabore certains éléments matériels du futur régime socialiste en centralisant en une force collective les armées industrielles des ouvriers salariés.

Le rapport entre les côtés positifs et les côtés né-

gatifs de l'évolution capitaliste qui est plus favorable dans les branches supérieures de l'industrie et dans les pays où domine le capitalisme classique, le devient de moins en moins dans les autres branches de l'industrie, surtout dans l'agriculture, et dans des pays entiers ayant une situation moins avantageuse dans la lutte économique internationale.

Plus ce rapport est favorable, plus se développe le prolétariat industriel moderne, et plus grande devient sa part d'influence comparée avec celles des autres couches de la masse travailleuse et exploitée. Plus dans la société moderne se développent les principes de la propriété et de l'économie bourgeoise et plus cette société se divise en deux classes distinctes et opposées : celle des travailleurs exploités qui reçoivent une part de plus en plus petite des richesses que crée leur travail et celle des exploiteurs qui concentrent entre leurs mains la propriété des forces naturelles, des moyens de production et d'échange.

Au fur et à mesure que cet antagonisme de classes pénètre dans la conscience sociale éclairée, il se transforme en une lutte politique organisée de classe qui, se heurtant à toutes les survivances des vieilles luttes de race, de nationalité, de religion, fait intervenir de plus en plus dans la marche spontanée des événements, l'action consciente et méthodique des forces sociales organisées.

Les exploiteurs cherchent à fortifier leur situation en s'emparant par le moyen des syndicats et des trusts de tous les moyens de production et d'échange ; ils tendent à s'emparer de l'Etat moderne en

assujettissant matériellement et moralement la science, l'art et la littérature.

Ne disposant pas d'autres ressources, les classes dominantes ont recours aux alliances avec les forces réactionnaires du passé, avec les suvivances cléricales et monarchiques, en ressuscitant les discordes religieuses et nationales.

Survivant à son passé progressiste, le régime bourgeois conduit à la dégénérescence complète des classes dominantes ; il repousse de plus en plus l'élite morale et intellectuelle de la nation et fait que celle-ci se rapproche de plus en plus du camp, hostile à la bourgeoisie, des exploités et des opprimés.

Les classes exploitées, à leur tour, tendent naturellement à se débarrasser du joug que les opprime et à mesure que croit leur conscience de classe, elles s'unissent de plus en plus pour la lutte et concentrent leurs efforts contre les bases mêmes de l'exploitation bourgeoise, au nom de leur émancipation complète, économique, politique et morale.

Le socialisme révolutionnaire international est l'expression la plus consciente, l'explication scientifique et la généralisation de ce mouvement.

Le socialisme représenté au début par une minorité consciente et révolutionnaire pénètre de plus en plus dans les masses et il tend à ce que toutes les couches de la population exploitée, depuis le prolétariat industriel jusqu'aux ouvriers des campagnes, se considèrent comme une classe ouvrière unique qui, dans son unité de classe, voit le gage de sa libération dans la subordination de tous leurs intérêts locaux, particuliers et provisoires, au grand et

seul but de transformation socialiste révolutionnaire.

Le programme de cette Révolution est : la socialisation du travail, de la propriété et de l'industrie, la suppression avec la propriété privée, de la division même de la Société en classes ; la suppression du caractère coercitif moderne des institutions sociales, la conservation et le développement de leurs seules fonctions normales tendant à l'organisation méthodique du travail universel au profit de tout le monde.

Ce n'est que la réalisation de ce programme qui pourra transformer l'augmentation des richesses nationales, aujourd'hui source de dépendance et d'oppression de la classe ouvrière, en source de bien-être et de liberté ; elle seule permettra le développement continu de toutes les forces matérielles et morales de l'humanité, en arrêtant la dégénérescence des uns, causée par l'oisiveté et les excès, et celle des autres, amenée par un travail excessif et une vie de misère ; elle seule garantit, sur les bases de la solidarité sociale, le développement intégral et harmonique de l'individualité humaine.

En ce sens, la cause du socialisme révolutionnaire est celle de l'humanité entière : il mène à la suppression de toutes les formes de guerre fratricide entre les hommes, de toutes les formes de violence et d'exploitation de l'homme par l'homme. Pour réaliser son but, le socialisme révolutionnaire tend à utiliser et tous les éléments positifs de l'évolution économique du régime capitaliste et les capacités créatrices indépendantes et autonomes des masses ouvrières, prolétarisées ou non prolétarisées.

Le Parti socialiste révolutionnaire se considère comme un bataillon de l'armée socialiste internationale et poursuit son but en harmonie avec les intérêts généraux de la lutte, en donnant toutefois à cette lutte, en Russie, les formes qui correspondent à l'état réel des choses dans ce pays.

L'évolution capitaliste en Russie est caractérisée par un rapport des plus défavorables entre ses tendances positives, créatrices et progressistes, et les tendances négatives, obscures, destructives et barbares. Toutes les crises inhérentes au régime capitaliste, se déroulent en Russie sous une forme plus concentrée et dans un temps plus court, dans un milieu où la civilisation générale n'a qu'un très bas développement. En même temps, ce qui rend plus aigu le problème sociale en Russie, c'est l'adaptation des formes du régime bureaucratique patriarcal et seigneurial aux formes primitives de l'exploitation du travail, en face de toute une couche d'intellectuels, socialistes, riches de tous les enseignements des partis socialistes des autres pays.

Le mécanisme bureaucratique monstrueusement développé, qui avait déterminé les conditions de l'affranchissement des paysans et engendré l'aggravation de l'exploitation économique au sein même des villages, paralyse de plus en plus les forces productives du pays agricole. Les paysans-travailleurs sont forcés d'avoir recours à des occupations auxiliaires et au travail salarié, et ne réalisent avec tout cela qu'un salaire à peine égal au salaire de famine du prolétariat russe. Mais ce fait restreint, ruine le marché intérieur de notre industrie qui souffre de l'insuffisance des débouchés extérieurs ; l'aug-

mentation de la population et celle de l'armée de réserve du travail vont croissant progressivement, dans ce régime capitaliste, en abaissant par un surcroît de concurrence le niveau déjà si bas de la vie du prolétariat des villes.

Le mouvement ouvrier avec les problèmes modernes qu'il pose, est obligé d'évoluer dans un régime policier et patriarcal qui a pour base l'étouffement systématique de toute initiative individuelle et collective. La classe des grands industriels et des gros marchands,plus réactionnaires que partout ailleurs, a de plus en plus besoin de la protection de l'absolutisme contre le prolétariat. Les seigneurs, gros propriétaires fonciers, et les petits usuriers des vilages ont de plus en plus besoin de cette même protection contre les masses ouvrières des villages qui se lèvent pour obtenir la terre et la liberté. La nécessité de sa propre conservation et de la lutte pour son existence oblige l'autocratie à opprimer de plus en plus fortement les nationalités conquises par la Russie tsariste, en propageant les antagonisme de race et de religion et en obscurcissant ainsi la conscience des masses ouvrières.

L'existence d'un pareil régime est en contradiction de plus en plus accusée avec tout le développement économique, politique et civil du pays. Alliée et soutien sûr des classes exploitantes et parasites de l'intérieur, l'autocratie russe devient aussi, à l'extérieur, au moment où elle se sent forte, un des remparts les plus solides de la réaction et reste une menace permanente pour la lutte émancipatrice que mènent les partis ouvriers des autres pays. Le renversement de l'autocratie russe apparaît ainsi

comme un facteur de la lutte du socialisme international.

Tout le poids de la lutte contre l'absolutisme, malgré l'existence d'une opposition libérale et démocratique, composée des éléments de la soi-disant «société éclairée» qui, au point de vue des classes, occupe une position intermédiaire, retombe sur le prolétariat, sur la classe des paysans travailleurs et sur les intellectuels socialistes révolutionnaires. Etant donné ce rapport des forces sociales et le lien étroit qui existe entre la crise politique et économique, le Parti a pour devoir de tâcher d'élargir et d'approfondir, en ce moment de crise révolutionnaire, les transformations sociales, dans le domaine de la propriété, auxquelles devra être lié nécessairement le renversement de l'absolutisme.

La réalisation complète de son programme, c'est-à-dire l'expropriation de la propriété capitaliste et la réorganisation de la production et de tout le régime social sur de nouvelles bases socialistes, suppose la victoire complète de la classe ouvrière organisée en Parti socialiste révolutionnaire et, en cas de nécessité, l'étabissement provisoire de sa dictature révolutionnaire.

Mais tant que cette même classe ouvrière, constituant une minorité révolutionnaire, ne pourra exercer qu'une influence partielle sur le changement du régime social et sur la marche de la législation, le Parti socialiste révolutionnaire tiendra la main à ce que la politique des conquêtes partielles n'obscurcisse pas pour la classe ouvrière le but fondamental et final ; à ce que dans la lutte révolutionnaire il

n'aspire, même pendant cette période transitoire, à n'obtenir que des réformes qui développeront et fortifieront sa cohésion et renforceront sa faculté de mener la lutte pour son affranchissement, en élevant son niveau intellectuel et celui de ses besoins, en consolidant ses positions de lutte et en écartant les obstacles opposés à son organisation.

Guidé par les considérations ci-dessus développées, le Parti Socialiste Révolutionnaire soutiendra, défendra et tendra à arracher par la lutte révolutionnaire les réformes énumérées ci-dessous.

II

PROGRAMME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Les Droits de l'Homme et du Citoyen. — Le programme ouvrier. — Le programme agraire. — La Constituante.

a) Dans le domaine politique et du droit public, il demandera : la reconnaissance comme inaliénables des droits suivants de l'Homme et du Citoyen : liberté pleine et entière de conscience, de parole, de presse, de réunion et d'association ; liberté de se transporter d'un endroit à l'autre ; liberté de choisir son métier; liberté de refuser collectivement le travail (droit de coalition) ; inviolabilité des personnes et du domicile ; droit de suffrage universel et égal pour chaque citoyen âgé de plus de vingt ans, sans distinction de sexe, de religion et de nationalité, avec vote direct et secret ; établissement

sur ces bases d'une république démocratique avec une large autonomie accordée aux régions et aux communes tant urbaines que rurales ; application la plus large possible du principe fédératif aux relations entre diverses nationaités ; reconnaissance pour elles du droit le plus absolu de se gouverner suivant leur désir ; représentation proportionnelle ; législation directe du peuple (referendum et droit d'initiative) ; éligibilité, révocabilité à n'importe quel moment et responsabilité judiciaire de tous les foncitionnaires, y compris les députés et les juges ; justice gratuite; introduction des langues allogènes dans toutes les institutions locales et administratives ; instruction obligatoire, universelle et laïque aux frais de l'Etat ; dans les régions à langues mixtes, droit, pour chaque nationalité, à une part proportionnelle du budget affecté à des buts d'instruction et de civilisation et disposition de ces ressources sur la base du self-government ; séparation complète de l'Eglise et de l'Etat et la religion reconnue pour une affaire de conscience rigoureusement privée ; abolition de l'armée permanente, remplacée par les milices populaires.

b) Dans le domaine économique :

1. *Dans les questions financières*, le Parti demandera l'impôt progressif sur les revenus et les successions avec l'exonération complète des petits revenus au dessous d'une certaine somme, la suppression des impôts indirects (sauf ceux sur les objets de luxe), des tarifs de protection et d'une manière générale de tous les impôts qui frappent le travail.

2. *Dans les questions de législation ouvrière*, le

Parti socialiste révolutionnaire se propose comme but la sauvegarde des forces physiques et morales de la classe ouvrière des villes et des campagnes et l'accroissement de ses facultés dans la lutte d'aujourd'hui et de demain pour le socialisme, lutte à laquelle doivent être subordonnés tous les intérêts purement pratiques, immédiats, régionaux et professionnels des diverses catégories de la classe ouvrière. Le Parti soutiendra donc :

La réduction la plus considérable possible de la journée de travail, conformément aux exigences de l'hygiène (pour le moment huit heures dans la plupart des branches de l'industrie et proportionnellement moins dans celles qui sont plus dangereuses ou nuisibles à la santé), l'établissement de salaires minima après entente entre les organes de l'administration autonome locale et les syndicats professionnels ouvriers ;

L'assurance publique des ouvriers sous toutes ses formes (contre les accidents, le chômage, les maladies, la vieillesse, etc.) supportée par l'Etat et par les patrons, établie sur le principe de la gestion par les assurés eux-mêmes ;

La protection légale du travail dans toutes les branches de l'industrie et du commerce, conformément aux exigences de l'hygiène scientifique et sous le contrôle de l'inspection du travail, élue par les ouvriers (conditions normales de travail, bon état sanitaire des locaux), interdiction du travail supplémentaire, du travail des enfants au dessous de seize ans, réduction du travail des mineurs, interdiction du travail des femmes et des enfants dans certaines branches de l'industrie et à certaines

périodes, repos hebdomadaire ininterrompu et d'une durée suffisante ;

L'organisation professionnelle des ouvriers et leur participation de plus en plus active à l'élaboration du régime intérieur des établissements industriels.

3. *Au sujet de la modification des* CONDITIONS AGRAIRES, le Parti socialiste révolutionnaire tend à s'appuyer, dans l'intérêt du socialisme et de la lutte contre le principe de la propriété bourgeoise, sur les idées, sur les traditions et sur les formes de la vie paysanne fondées sur la possession communale du sol et sur le travail direct du cultivateur en général, conception qui considère la terre comme le patrimoine commun de tous ceux qui travaillent. D'accord avec les considérants généraux sur les problèmes que la Révolution a à résoudre dans les campagnes, le Parti soutiendra la *Socialisation* de toutes les terres, c'est-à-dire leur sortie de la sphère du commerce et leur retour à la communauté sur les bases suivantes : toutes les terres sont administrées par les organes centraux et locaux de « self government » populaire, depuis les communes urbaines et rurales, démocratiquement organisées, jusqu'aux institutions régionales et centrales (émigration et administration des terres de réserve, etc.); l'usage de la terre sera basé sur le travail et sur le principe égalitaire, c'est-à-dire qu'il devra garantir la satisfaction des besoins du producteur travaillant luimême individuellement ou en société ; la rente devra être utilisée, grâce à un mode d'imposition spéciale, pour des besoins collectifs ; l'usage des terres ayant une impor-

tance plus grande et plus générale (comme les grandes forêts, les pêcheries, etc.), sera réglé par les organes de « self government » supérieurs ; le tréfond appartiendra à l'État ; les terres seront expropriées en faveur de la nation sans aucun droit de rachat ; les victimes de cette transformation économique n'auront que le droit à l'assistance collective pendant le temps qui leur sera nécessaire pour s'adapter aux nouvelles conditions d'existence.

4. *Dans les questions de gestion municipale*, le Parti préconise le développement de tous les services publics ; assistance médicale gratuite, organisation des services agronomiques locaux ; organisation par les administrations locales et régionales de self-government à l'aide des ressources de l'Etat, du crédit pour le développement du bien-être des ménages des travailleurs, de préférence sur les bases coopératives ; communalisation des services des eaux, de l'éclairage, de la voirie, etc., etc... ; reconnaissance des droits les plus étendus des communes, urbaines et rurales, à l'imposition des propriétés immobilières et à leur expropriation obligatoire, surtout dans l'intérêt des populations ouvrières manquant de demeures salubres et commodes, la politique communale, régionale et gouvernementale ayant en vue le développement des coopératives sur une base rigoureusement démocratique.

5. Quant aux diverses mesures ayant pour but la nationalisation de telles ou telles autres branches de l'industrie du pays, dans la période où l'état bourgeois existe encore, le Parti socialiste révolu-

tionnaire ne les admet qu'à l'époque où et en tant que la démocratisation du régime politique et le rapport des forces sociales entre elles, ainsi que le caractère lui-même des mesures en question, donneront une garantie suffisante contre l'accroissement dans cette voie de la dépendance de la classe ouvrière de la bureaucratie gouvernementale.

Aussi le Parti socialiste révolutionnaire invite-t-il la classe ouvrière à se méfier de ce « socialisme d'État » qui représente d'abord un système de demi-mesures propres à endormir les travailleurs, et ensuite de ce capitalisme d'État *sui generis* qui concentre les diverses branches de l'industrie et du commerce entre les mains de la bureaucratie gouvernementale qui poursuit ses buts fiscaux et politiques.

Le Parti socialiste révolutionnaire, en menant sa lutte directe et révolutionnaire contre l'autocratie, demande et choisit comme terrain d'agitation la convocation d'une Assemblée Constituante élue sur les bases démocratiques ci-dessus mentionnées, chargée de liquider le régime absolutiste et de transformer l'ordre actuel des choses sur le principe de la souveraineté de la Nation, de l'intangibilité des libertés individuelles et de la défense des intérêts du travail. Le Parti défendra son programme de transformation dans l'Assemblée Constituante, de même qu'il s'efforcera de le réaliser autant que possible immédiatement, au cours de la période révolutionnaire.

C) Statuts provisoires du Parti

I. — Est considéré comme membre du Parti tout citoyen ou citoyenne qui accepte le programme du Parti, obéit à ses décisions et adhère à l'une des organisations du Parti.

II. — Les principes fondamentaux qui servent de base à toutes les organisations du Parti sont les suivantes :

1) Le principe de l'*élection* auquel le principe de cooptation ne s'ajoute que comme mesure corrective provisoire en vue des nécessités du travail secret.

2) Lien organique et vivant établi entre tous les membres du Parti par une information incessante touchant la situation du Parti et des diverses régions ; contrôle mutuel de haut en bas et de bas en haut.

III. — Les cellules primaires de l'organisation sont représentées par les groupes du Parti (urbains et ruraux) qui s'unissent territorialement. Ce sont ces groupes qui forment les organisations urbaines, celles de district, de département et de région, dont l'ensemble forme le Parti.

Remarque : Le droit de reconnaître la régularité de la formation des groupes d'ordre inférieur appartient aux organisations supérieures.

IV. — Toute l'activité locale se concentre dans les Comités et Groupes responsables.

Remarque : Dans les conditions actuelles aucune uniformité n'est possible dans les organisations locales. Ce sont *les règlements* qui indiquent suivant quels principes les organisations locales, placées sous le contrôle et sous la sanction du Comité central et conformément aux buts du Parti et aux conditions locales, instituent les Comités et les Groupes locaux.

V. — Les *Unions* ou *Organisations régionales* sont formées dans le but d'unifier et de diriger l'action du Parti dans les limites d'un territoire donné. Le Congrès du Parti détermine les limites territoriales. A la tête de chaque *Union* ou *Organisation régionale*, se trouve un comité régional élu par le Congrès Régional (avec droit de cooptation) parmi les représentants des comités des villes ou des districts.

VI. — Le Comité central exerce la direction pratique et théorique du Parti et se conforme aux résolutions et aux directions élaborées par le Congrès.

Le *Comité central* aide les comités locaux et régionaux à organiser des groupes nouveaux ; là où ces comités manquent, le *Comité central* procède à l'organisation en suivant sa propre initiative ; il dirige l'activité des organisatons locales, tranche tous les différends et conflits entre elles, nomme la rédaction centrale responsable de l'Organe central du Parti, nomme le délégué du Parti au Bureau Socialiste International, organise et dirige toutes les entreprises ayant une portée générale pour le Parti, fait distribuer régulièrement toutes

les forces et toutes les ressources du Parti, administre la Caisse Centrale et représente le Parti dans ses relations avec les autres partis et organisations.

Le *Comité central* a à sa disposition une série de commissions spéciales appelées bureaux : bureau paysan, bureau ouvrer, bureau militaire, bureau de publication, bureau technique, etc... ainsi que des agents en mission.

Le *Comité central* a le droit de dissoudre les comités locaux si ces derniers contreviennent gravement à la discipline du Parti ou s'écartent de son programme. Si toutes les organisations locales approuvent la conduite du comité dissous, le *Comité central* convoque le Conseil du Parti. Si ce dernier approuve les mesures prises par le *Comité central*, le Conseil prononce l'exclusion du Parti de toutes les organisations et invite les membres fidèles au programme et à la discipline du Parti à se constituer en une nouvelle organisation ou à former un nouveau comité local.

Le *Comité central* est composé de 5 membres élus par le Congrès et des membres choisis par voie de cooptation, le nombre total des membres du C. C. ne devant jamais dépasser dix.

VII. — Le Conseil du Parti est formé de 5 membres du Comité central, des délégués des Organisations Régionales, ainsi que des délégués des comités de Moscou et de Pétersbourg.

Le Conseil du Parti est convoqué suivant les nécessité pour discuter et trancher des questions urgentes d'organisation et de tactique prévues par

le Congrès ou ayant surgi à la suite de circonstances imprévues, ainsi que pour prendre les décisions concernant les exclusions des organisations rebelles du Parti (cas prévus dans le paragraphe précédent).

Le *Conseil du Parti* est convoqué sur l'initiative du Comité central ou sur celle de la moitié du nombre total des organisations ayant droit d'être représentées au Conseil.

Les décisions du Conseil ont force de loi pour toutes les organisations du Parti et ne peuvent être abrogées que par une décision du Congrès du Parti.

VIII. — Le Congrès est l'institution souveraine du Parti. Le Congrès est convoqué au moins une fois par an par le Comité central. Les Congrès extraordinaires peuvent être convoqués sur la demande de la moitié du nombre total des *Organisations régionales*, représentées au Conseil ou par un tiers des organisations de gouvernement ou de district locaux.

Le Congrès est composé de délégués : 1° du Comité central ; 2° des Organisations régionales ; 3° des Organisations locales régulières.

C'est le Conseil qui établit le droit de l'organisation locale à être représentée au Congrès.

Le Congrès est régulier si les organisations qui y sont représentées réunissent plus de la moitié des voix.

Le Comité central a le droit d'inviter au Congrès des personnes ayant voix consultative.

Note : Les Organisations ou Unions Régionales

Conformément à l'article V, le Congrès, après une longue discussion, établit les limites territoriales suivantes pour les Organisations régionales :

Fédération du CENTRE : gouvernements de Moscou (ville de Moscou), Tver, Iaroslav, Kostroma, Vladimir, Riasane, Toula, Kalouga, Orel, Nijni-Novgorod.

Fédération du VOLGA : gouvernements de Saratov, Samara, Simbirsk, Kazane, Astrakhane, Pensa, Tambov et Orenburg.

Fédération du NORD : gouvernements de Pétersbourg (ville de Pétersbourg), Novgorod, Pskov, Olonetsk, Vologda et Arkhangelsk.

Fédération de l'OURAL : gouvernements d'Oufa, Viatka, Perm et Orenburg.

Fédération du NORD-OUEST : gouvernements de Smolensk, Minsk, Vilno, Vitebsk, Mohilev et Grodno.

Fédération d'UKRAINE : gouvernements de Kiev, Poltava, Kharkov, Ekaterinoslav, Tchernigov, Volhynie, Kamenetz-Podolsk, Koursk et Voronèje.

Fédération du MIDI : gouvernements de Kherson, Bessarabie et Tauride.

Fédération du CAUCASE et de la TRANSCAUCASIE.

Fédération de la SIBÉRIE.

Fédération du DON-AZOV : gouvernements de Rostov, Stavropol et Novotcherkassk.

et tout dernièrement s'est ajoutée la Fédération du TURKESTAN.

D) Les Conseils nationaux du Parti

Conformément aux statuts le Comité Central convoqua le Conseil du Parti au mois de Mai et au mois de Novembre 1906.

I

CONSEIL DU MOIS DE MAI 1906

Tout en approuvant la tacticque de boycottage des élections à la Douma, qui fut nécessaire pour fortifier le mouvement révolutionnaire, mais, considérant que :

1° La Douma, grâce aux persécutions inouïes du gouvernement, est de tendance oppositionnelle ;

2° La Douma contient des éléments nettement ouvriers appartenant au prolétariat et à la classe des payasans travailleurs ;

3° La Douma est fatalement entraînée vers la lutte contre le gouvernement ;

4° Cette lutte favorise singulièrement l'éveil de la conscience révolutionnaire de la masse ;

Le Conseil du Parti décida que le Parti devait, par l'intermédiaire du groupe parlementaire du travail, agir sur la Douma pour l'amener à exiger la convocation de l'Assemblée constituante élue sur la base du Suffrage Universel, direct, égal et secret, à la condition que les libertés essentielles soient garan-

ties et que le principe de l'abolition de la propriété privée du sol soit proclamé.

Dans le cas où ces libertés seraient garanties le Parti socialiste révolutionnaire, conformément aux résolutions du Congrès, sera transformé de parti secret en parti politique ouvert organisé sur des bases démocratiques.

II

CONSEIL DU MOIS DE NOVEMBRE

Le Comité central du Parti socialiste révolutionnaire a convoqué pour la troisième fois le Conseil du Parti dans la première moitié du mois de novembre. Les représentants des Comités régionaux suivants y prirent part avec voix délibérative :

1) Comité régional du Nord ; 2) Comité régional du Centre ; 3) Comité régional de Volga ; 4) Comité régional du Midi ; 5) Comité régional du Nord-Ouest ; 6) Comité régional du Caucase-Nord ; 7) Comité régional de la Transcaucasie. Le Comité régional de la Sibérie a envoyé des délégués, mais ils ne sont pas arrivés au lieu désigné en temps voulu et ne prirent pas part au Conseil. Les représentants de la région de l'Ukraine ne sont pas arrivés pour des motifs inconnus. Conformément aux statuts, le Comité central assistait au Conseil avec cinq voix délibératives.

Assistaient avec voix consultative : les quatre agents du Comité central, les représentants de la

Commission centrale paysane attachée au Comité central, les rédacteurs principaux de l'organe central du Parti, le rédacteur en chef du journal *Travail*, de Saint-Pétersbourg, les délégués permanents du Comité central auprès des Comités régionaux et enfin les délégués des Comités de Saint-Pétersbourg et de Moscou qui, d'après les statuts, ont voix délibérative : en tout quarante délégués, dont quinze avec voix délibérative.

De cette façon le Conseil se trouvait au grand complet ; il a pu en pleine connaissance de cause, examiner la situation du Parti et prendre de très importantes résolutions qui devirent des directives obligatoires pour le Parti.

La question la plus urgente fut certainement celle de la participation aux élections à la nouvelle Douma. A la Conférence, tenue à la fin du mois d'août, il a été décidé que ce serait le deuxième Congrès du Parti qui aurait à trancher la question. On espérait alors pouvoir convoquer ce Congrès au commencement du mois de novembre. Mais vers la fin du mois d'octobre, on constata que, par un ordre imprévu du gouvernement russe, la constitution des listes électorales devait être terminée dans un grand nombre de localités le 14-27 novembre ; or il était matériellement impossible de convoquer le Congrès du Parti avant cette date. C'est pourquoi le Conseil a résolu de procéder à l'examen des rapports des délégués des Comités régionaux et spécialement de peser les arguments des membres du Parti, des Comités ouvriers et paysans pour ou contre la participation aux élections, et d'élaborer immédiatement une résolution obligatoire.

Il résulta des rapports des Comités régionaux, ainsi que de ceux des agents et des délégués permanents du Comité central, que la majorité écrasante des membres du Parti, des ouvriers des villes et des paysans organisés, étaient pour la participation aux élections à la Douma. Quant aux Comités jouant dans le Parti un rôle directeur, la majorité était pour la participation, mais une minorité montrait une hésitation marquée et formait un courant contraire.

Le Conseil a donc tranché la question de la participation aux élections par le vote décisif suivant :

a) **Résolution concernant la participation du Parti socialiste révolutionnaire aux élections de la 2me Douma.**

Le Conseil du Parti ayant pris connaissance des communications de ses membres sur l'état d'esprit des organisations du Parti et des masses des travailleurs au sujet des élections imminentes à la Douma d'Empire, et ayant examiné à fond cette question avec la situation générale du pays, a résolu, guidé par les considérations suivantes, que le Parti doit participer aux élections :

1° La participation aux élections est une question de tactique et non de principe ou de programme, et ne signifie pas la reconnaissance de la Douma comme organe normal du pouvoir législatif de la nation russe ;

2° La participation aux élections est complètement compatible avec la tactique de combat. Le Parti ne doit nullement affaiblir sa tactique de

combat et surtout étant donnée la possibilité des violences de la part du gouvernement ou des bandes noires pendant les élections même, le Parti doit être prêt à résister d'une manière décisive aux violateurs.

3° La dissolution de la Douma et les derniers événements ont créé cette situation que la campagne électorale est un des points principaux de lutte entre les forces gouvernementales et réactionnaires, d'un côté, et les forces oppositionnelles et révolutionnaires de l'autre. La pression du mouvement révolutionnaire dans le pays sur les éléments de gauche de la Douma transformant peu à peu cette dernière, d'une chambre de compromis et de marchandage entre le gouvernement et l'opposition, en un instrument de Révolution, le gouvernement fait tout pour arracher à la Révolution cet instrument et en faire une arme de la réaction ou au moins un moyen de pacification du pays par des réformes acceptables dans un régime despotique. Notre Parti doit tout faire pour détruire ces projets contre-révolutionnaires. La dissolution de la Douma a porté un coup décisif aux illusions du peuple qui avait cru à la possibilité d'une solution pacifique de la question de la Terre et de la Liberté ; c'est pourquoi la participation aux élections dans un but de lutte révolutionnaire ne peut en aucune façon affaiblir la mentalité révolutionnaire des masses et fortifier la croyance en une issue pacifique.

4° Les élections et la présence de membres du Parti dans la Douma seront utilisée par le Parti

dans le but d'organiser et de révolutionner les masses, en détruisant chez elles l'idée que la Douma actuelle pourrait, par voie législative, donner satisfaction à ses vœux fondamentaux.

Le Parti montrera que seule la Constituante, élue au Suffrage Universel, direct, secret et égal, après le triomphe révolutionnaire pour la Terre et la Liberté, pourra résoudre définitivement ces questions. Le Parti doit dans sa campagne électorale faire comprendre au peuple qu'il ne doit pas se borner à nommer et à envoyer ses délégués dans la Douma ; que, quelque bons que soient les résultats des élections, sans un soutien énergique de la part des masses, ses élus ne pourraient rien faire.

Le Parti doit utiliser toutes les chances que la campagne électorale lui prête dans le but de créér partout des organisations d'électeurs et des masses pour exercer une pression constante et révolutionnaire sur la Douma, pour soutenir ceux de ses membres qui sont les véritables représentants des intérêts des masses ouvrières et pour attirer du côté du peuple toutes les forces vives de l'armée.

Quant aux formes de participation aux prochaines élections, le Conseil du Parti croit que :

a) dans tous les cas où cela sera possible les organisations devront ouvertement poser des candidatures du Parti ;

b) mais une pareille action ouverte étant dans la plupart des cas impossible, les candidats du Parti sont autorisés à se présenter comme les candidats des groupes et des unions professionnelles,

dont la plateforme électorale ne sera pas en contradiction avec celle de notre programme ;

c) Les blocs ne sont admissibles qu'avec les partis socialistes révolutionnaires dont les programmes sont proches du nôtre ; ces blocs ne sont pas permis même avec les autres partis socialistes ;

d) Les ententes avec les autres partis socialistes ou révolutionnaires ne sont possibles que pour choisir des candidats et ceci dans les circonscriptions où l'agitation préalable a permis la formation de groupes bien déterminés et permettant la fixation des voix appartenant aux différents partis.

e) Le Comité Central seul pourra autoriser dans les cas exceptionnels des écarts à ces règles générales.

La participation aux élections, l'entrée de ses candidats dans la Douma ne résout pas d'avance la question de la formation d'une fraction socialiste révolutionnaire dans la prochaine Douma. Cette question ne peut être tranchée que par le Congrès du Parti ou par le Conseil du Parti, ou, dans le cas de l'impossibilité de leur convocation, par le Comité Central, après les élections.

Le Comité Central, dans le cas d'impossibilité de convoquer le Congrès ou le Conseil, aura le droit de modifier les directives générales concernant la participation aux élections et même de déclarer le boycottage absolu des élections si des circonstances imprévues viennent à modifier la situation politique du Parti et nécessitent un changement de tactique.

* *
*

Ayant ainsi résolu le grand problème d'actualité, le Conseil examina toute une série d'autres questions et vota des résolutions obligatoires très importantes. En premier lieu il examina la conduite à tenir vis-à-vis des soi-disant « maximalistes ».

Pendant ces derniers mois un nouveau courant se dessina au sein du Parti. Son point de vue essentiel consiste dans la négation du parlementarisme contemporain ; il s'oppose au programme-minimum, il admet le terrorisme agraire, il n'admet pas la soumission aux directives données par les organes centraux du Parti ; c'est une sorte de négation du parti politique et une tendance *sui generis* vers l'anarchisme révolutionnaire.

Tant que ce courant n'était que d'ordre théorique et ne se manifestait pas par une action indépendante dans les masses, le Parti ne luttait contre ce courant que théoriquement par la voie de la critique. Mais lorsque le groupe des *maximalistes*, encouragé par quelques actes extrêmement audacieux, s'est mis à se former en organisation particulière, le Conseil crut nécessaire de formuler par une résolution nette son point de vue. Inspiré par les principes généraux du socialisme international organisé, le Parti déclara que la négation générale du parlementarisme met le groupe des maximalistes hors du Parti, qu'aucune organisation sérieuse n'est possible sans une discipline rigoureue dans l'action. Toute critique théorique est admissible et même désirable au sein du Parti, mais la tendance de sortir de la discipline du

Parti dans des moments aussi difficiles doit être condamnée. Une résolution nette a résumé les débats de cette question :

b) **Résolution concernant les maximalistes.**

« En tant qu'ils représentent un courant théorique au sein du Parti, se soumettant à sa discipline, les maximalistes ont le droit à la pleine liberté de critique et de défense de leurs vues spéciales. Mais, ce qui est inadmissible et contraire à la discipline du Parti, c'est la propagande des mots d'ordre d'action particulière des maximalistes au sein des masses ouvrières, comme le serait la propagande de n'importe quel mot d'ordre que le Parti n'aurait pas accepté.

Les maximalistes qui veulent rester au sein du Parti prennent au contraire l'engagement formel de se conformer aux mots d'ordre pratiques et aux directives du Parti.

Il est inadmissible d'autoriser les maximalistes de créer au sein de notre organisation une organisation à part, ce qui ne serait pas toléré pour n'importe quel autre courant particulier, car autrement l'unité du Parti serait gravement compromise.

En donnant à toutes les manifestations de la pensée des socialistes révolutionnaires une liberté égale pour la lutte loyale des idées, le Conseil déclare incompatible avec la qualité de membre du Parti, la propagande des idées qui n'ont rien de commun avec le fond moral du Parti et des idées qui sont contraires au socialisme international, notamment :

1) La propagande contre le principe de la socialisation de tous les moyens de production — but final du Parti — et contre la lutte de classe.

2) La propagande des idées antiparlementaires, la négation par principe de la participation aux institutions représentatives des États modernes.

Est considérée comme inadmissible :

La propagande de la soi-disant expropriation des biens privés ; de l'antagonisme entre les ouvriers manuels et les socialistes révolutionnaires intellectuels, de l'antagonisme entre le prolétariat des villes, les travailleurs des champs et les travailleurs intellectuels, et de l'imposibilité de réunir ces trois éléments en un seul Parti socialiste.

Les membres du Parti sont invités à se conformer dans leur attitude vis-à-vis des maximalistes qui ont rompu leur lien obligatoire avec notre Parti aux règles obligatoires suivies par rapport aux personnes se trouvant hors du Parti (ne pas communiquer les adresses, les mots de passe, etc.) Le Conseil émet le vœu que quelques théoriciens en vue des doctrines maximalistes soient invités au Congrès prochain pour assister à la discussion de cette question. Ce vœu sera déclaré nul et non avenu à l'époque du Congrès, si les maximalistes se constituent en Parti distinct, ayant une organisation autonome. »

Le chômage, la guerre et la famine ont favorisé en Russie l'éclosion de toute une série de vols et de crimes de droit commun. Les exploits des voleurs et des bandits professionnels parmi lesquels figuraient, à côté d'éléments inconscients, les policiers toujours portés en Russie vers des coups louches,

furent baptisés du nom criard « d'expropriations ».

Cette situation a produit un état de démoralisation contre lequel le Parti a cru nécessaire de réagir et de lutter, car il menaçait de compromettre le mouvement révolutionnaire tout entier.

Sous la menace de l'exclusion immédiate, les membres du Parti sont invités à s'abstenir de tout acte, quel qu'il soit, qui vise à « l'expropriation des biens privés ou appartenant aux sociétés privées ». Ce que le Parti admet, c'est l'action révolutionnaire contre le gouvernement usurpateur qui ne se maintient que par la violence. Conformément aux règles de la guerre, le Parti, en état de lutte révolutionnaire contre le gouvernement, *admet la confiscation de tous les biens détenus par le gouvernement tsariste.* Mais cette confiscation ne peut être faite que sous le contrôle immédiat et effectif des Comités régionaux qui restituent tous les fonds confisqués au Comité central responsable de leur emploi devant le Parti et devant le peuple souverain. C'est dans ce sens que fut rédigée la résolution du Conseil sur cette question brûlante. C'est dans le même sens que fut rédigée la résolution du Conseil sur la réorganisation des détachements de combat.

Les Comités régionaux sont invités à organiser militairement les masses ; les organisations volantes de combat doivent être formées par les éléments les plus conscients, ayant fait preuve d'un niveau moral et socialiste révolutionnaire élevé.

Citons, parmi les résolutions, celles qui imposent à tous les membres du Parti une cotisation obligatoire, l'achat obligatoire par tous les grou-

pes des journaux, des brochures et des livres publiés par le Parti et ses éditeurs ; le vote d'un ordre du jour de condoléance à l'occasion de la mort de Gotz et de Spandoni.

Après avoir ainsi exposé l'œuvre du premier Congrès et des deux Conseils du Parti, nous passons maintenant à l'exposé sommaire de la vie des organisateurs régionales d'après les rapports que ces organisations avaient presentés au Comité Central du Parti.

E) Extraits sommaires des rapports des organisations régionales.

I

CENTRE

La ville de Moscou

En l'hiver de 1902 il y avait très peu de socialistes révolutionnaires à Moscou. D'ailleurs les conditions à cette époque n'étaient pas très favorable à l'action révolutionnaire. Le système de Zoubatov fonctionnait encore, la police politique était bien organisée et toute entreprise révolutionnaire échouait assez rapidement. Les ouvriers de Moscou se prêtaient plus difficilement à la propagande que ceux de St-Pétersbourg, étant moins développés et moins sédentaires. Liés encore aux villages ils ne restent en ville que pendant l'hiver et s'en vont à la terre pendant l'été. Le groupe socialiste révolutionnaire n'acceptait pas des membres intellectuels trop jeunes, ne les trouvant pas assez préparés pour la vie de conspirateur et craignant de les compromettre trop vite.

A cette époque toute la littérature révolutionnaire

s'imprimait à l'étranger et n'arrivait à Moscou qu'en quantités fort petites. Cependant les relations avec les ouvriers devenaient de plus en plus étendues.

En automne 1903 l'organisation socialiste révolutionnaire se manifeste à Moscou d'une manière plus intense. Une grande quantité de journaux et de brochures arriva de l'étranger ; le Comité Central délégua trois propagandistes expérimentés ; des relations suivies s'établissent entre le groupe de Moscou et ceux de Toula, Tver et Riasane. Un groupe ouvrier est créé. Des arrestations arrivent. Ceux qui disparaissent sont immédiatement remplacés. Le groupe lance une proclamation et fait appel aux étudiants. Des cercles se créent pour l'étude du programme du Parti soc.-rév. La tactique du Parti est l'objet de vives discussions. Le groupe devient tellement nombreux qu'on agite la question de sa transformation en Comité. Au mois de février 1904 des arrestations en masse s'abattent sur Moscou. Presque tous les membres du groupe sont en prison. C'est alors que les éléments jeunes s'organisent, forment un Comité, se déclarent en opposition avec l'ancien groupe qu'ils accusent de manque d'initiative d'énergie et même de courage. Deux camarades venus de l'étranger font des conférences dans les cercles ouvriers sur le programme du Parti.

Le jeune Comité dépense une très grande énergie. Il monte une imprimerie clandestine. Au moment où cette imprimerie était prête à fonctionner, elle fut découverte par la police et plusieurs camarades furent engloutis pour toujours dans les prisons. Les camarades qui restèrent en liberté n'étaient

pas découragés. Une nouvelle imprimerie clandestine fut rétablie. Elle eut le même sort. Au moment où la première proclamation du Comité était en train d'être composée, la police pénétra dans le local et arrêta tout le monde. Un seule membre du Comité resta en liberté. Avec l'aide de trois camarades ce membre unique du Comité réussit à publier la proclamation du Comité et la répandit en profusion. L'exécution de Plehve augmenta à Moscou l'intérêt et les sympathies pour notre Parti. Plusieurs proclamations furent publiées à ce sujet.

En automne le Comité de Moscou est réorganisé et travaille très sérieusement parmi les ouvriers. 70 ouvriers sont organisés et divisés en petits cercles d'étude. Les socialistes révolutionnaires exercent une grande influence sur les ouvriers de l'usine Prokhorov qui plus tard jouera un grand rôle dans le mouvement insurrectionnel du mois de décembre 1905.

Le Comité cédant à l'impulsion des ouvriers de cette usine fixe pour le 18 et le 19 décembre 1904 une grande manifestation. Ce fut l'ère des banquets des libéraux. A St-Pétersbourg une démonstration ouvrière fut dissipée par la police. Le Comité de Moscou lança une proclamation prévenant la police qu'en cas de répression sanglante, ce serait le général-gouverneur, le grand duc Serge Alexandrovitch, et le préfet de police, Trepov, qui en seraient responsables.

La démonstration eut lieu le 18 décembre ; mais les ouvriers y manquaient presque complètement ; les participants étaient de jeunes intellectuels des deux sexes, ainsi que quelques membres des pro-

fessions libérales : des médecins, des avocats, des professeurs, etc. Les cosaques eurent bientôt raison de cette démonstration. Plusieurs manifestants furent frappés et blessés ; la police en arrêta une centaine.

Cette démonstration, quoiqu'avortée, produisit une forte impression sur la population de Moscou; l'organisation socialiste révolutionnaire est devenue populaire. Les membres du Comité socialiste révolutionnaire étaient dans les premiers rangs des manifestants, mais, par un hasard heureux, aucun ne fut arrêté. L'organisation de Combat exécuta le grand duc Serge le 17 février 1905 (par la bombe de Kaliaev.)

A partir de ces événements le besoin de proclamations plus fréquentes se fit sentir. Le Comité réussit à montrer une imprimerie clandestine, qui fonctionna pendant trois semaines. Pour soutenir les grèves de St-Pétersbourg au début de l'année 1905, le Comité convoqua une réunion des délégués ouvriers de toutes les fabriques et de toutes les usines, où se faisait la propagande socialiste révolutionnaire. Cette réunion, malgré les précautions prises, fut découverte par la police. 38 ouvriers et membres du Comité furent arrêtés.

Les événements cependant se précipitaient. La journée du 22 janvier eut sa répercussion à Moscou. Les ouvriers organisaient des réunions de protestation dans les environs de Moscou et demandaient des orateurs à notre comité. Des étudiants s'offraient en masse pour participer à la propagande. Les membres de la société intellectuelle de Moscou donnaient de l'argent et mettaient à la dispo-

sition du Comité leurs appartements pour des réunions et pour abriter les révolutionnaires traqués par la police. Le Comité publia pendant ce mois agité de janvier 1905 plus de 25 mille proclamations, dans lesquelles il faisait appel à l'organisation. Le nombre d'ouvriers touchés par notre propagande devint tel qu'il fallait partager Moscou en arrondissements, chacun ayant son organisation, ses propagandistes et ses agitateurs. Le nombre d'ouvriers organisés dépassait à se moment le nombre 500.

Les groupes d'arrondissement nommèrent chacun un délégué pour former *l'Union ouvrière du Comité de Moscou.*

Cette organisation avait pour but de surveiller la régularité et l'uniformité du travail du Parti. On constata un grand changement dans la mentalité de la classe ouvrière et de la population de Moscou en général. Elle devint très agressive et révolutionnaire. Les ouvriers exigèrent des armes. Le Comité s'employa à chercher des ressources pour en acheter. La demande de brochures révolutionnaires devint tellement grande que les centaines de kilos qu'expédia le Comité pour l'Étranger étaient insuffisantes. C'est pourquoi le *Comité de Moscou* fonda un journal ouvrier imprimé dans une typographie clandestine de province. Les conférences organisées par le Comité ont un grand succès.

Au mois d'avril 1905, les ouvriers commencent à se réunir en meetings très nombreux dans les environs de Moscou. Dans ces «Massovki» les orateurs socialistes révolutionnaires parlent devant un public composé de milliers d'ouvriers. Au mois de

mai les meilleurs orateurs sont arrêtés. Cela n'arrête pas l'élan. Les meetings continuent. C'est à cette époque qu'arrivent à Moscou les délegués des paysans de différentes provinces pour y tenir un Congrès. Ces paysans n'appartiennent pas tous au Parti socialiste révolutionnaire. Mais le programme du Parti, au moins ses idées générales, jouit parmis eux d'une forte populaire.

Les membres du Comité de Moscou prennent la parole à ce congrès et défendent notre programme.

Au mois de juin des nouvelles arrestations en masse. La condamnation à mort prononcée contre le préfet de policie Chouvalov est exécutée par un membre du Parti. La police réussit à découvrir un premier répôt d'armes.

Le Comité de Moscou, tout en organisant les ouvriers, établit des relations avec les soldats, sous-officiers et officiers des garnisons de Moscou. Une vive propagande des idées du Parti se fait dans les casernes. C'est au mois de juillet 1905 que le Comité, en vue de défendre les meetings des ouvriers contre les attaques des cosaques, commence à organiser les *droujina armées*, composées des ouvriers et intellectuels. Les ouvriers deviennent plus agressifs. C'est ainsi qu'après une attaque, suivie des arrestations, les ouvriers font le siége du poste de police et demandent la mise en liberté des prisonniers.

Au mois d'Août un meeting publique est gardé par 50 ouvriers armés appartenant à la *droujina*. Ils reçoivent les cosaques à coups de revolver. Un cosaque est tué, deux sont blessés. Plusieurs manifestants sont aussi blessés. C'est donc au mois d'août 1905 qu'a commencé la lutte à main armée de la

classe ouvrière contre les sbires du tsar. C'est à cette époque que le Comité socialiste révolutionnaire de Moscou établit des relations suivies avec les ouvriers de l'Union des Chemins de fer. Ces relations deviennent régulières et le Parti exerce une influence marquée au sein de ce syndicat.

Au mois de septembre 1905 prend fin la grève des professeurs et des étudiants des établissements de l'Enseignement supérieur. Le gouvernement a cédé. L'autonomie des Universités est reconnue. Les étudiants se lancent dans le mouvement révolutionnaire. Ils s'organisent. Ils nomment un Comité Central dans lequel se trouvent plusieurs membres du Parti socialiste révolutionnaire.Le Comité ouvre les auditoires de l'Université aux cours populaires. Les conférences des socialistes révolutionnaires jouissent d'une popularité particulière. Bientôt ces conférences se transforment en meetings publics où devant des milliers et des miliers d'ouvriers se prononcent des discours enflammés, faisant appel à l'organisation des ouvriers en parti de classe et en pleine solidarité avec les paysans travailleurs. Ce sont les ouvriers des chemins de fer qui répondent les premiers à cet appel. Ils forment la section de Moscou de l'Union des Chemins de fer. Les socialistes révolutionnaires prennent une part active à cette organisation, et pendant la grande grève des chemins de fer du mois d'octobre plusieurs lignes chemin de fer rayonnant de Moscou sont entre leurs mains. Le 2/15 octobre, les typographes de Moscou déclarent à leur tour la grève. Leurs réunions ont lieu sous la garde des *droujinas* des socialistes révolutionnaires. Un officier de gendarme-

ric politique est tué le 5/18 octobre pendant une attaque dirigée contre une réunion des typographes. Aux proclamations du Comité répondent aussi les boulangers de Moscou qui se mettent en grève.

Le 9/22 octobre commence l'arrêt partiel du mouvement régulier sur quelques lignes des chemins de fer, le 13/26 octobre l'arrêt est complet. Dans les ateliers des chemins de fer des lignes de Kazane, Koursk et Iaroslav les ouvriers rédigent leurs revendications avec l'aide des délégués du Parti socialiste révolutionnaire et du Parti socialdémocrate travaillant solidairement. Les agitateurs des deux partis développent une énergie surhumaine. Le 14/27 octobre l'Université compte dans 40 salles plus de 60,0000 ouvriers venus pour écouter les orateurs des deux partis. Même affluence le lendemain à l'Ecole des Ingénieurs. Les résolutions votées avec enthousiasme demandent la *Terre et la Liberté*, la solidarité des prolétaires des villes et des paysans-travailleurs : le programme du Parti socialiste révolutionnaire fut ainsi sanctionné par les masses ouvrières. Pendant que ces événements se déroulent, le Comité achète des armes en grande quantité, ce qui permet d'armer des droujinas de plus de 300 membres. Il faut constater que la population de Moscou s'arme aussi indépendamment des comités socialistes. Le 18 octobre (1 novembre), le lendemain du manifeste tsarien, le peuple dirigé par les socialistes attaque les prisons et en délivre les prisonniers politiques. Les camarades ainsi libérés vont aux meetings où ils sont acclamés. C'est à cette date qu efut tué Bauman, du parti social-dé-

mocrate, par un membre des bandes noires. Le lendemain de la promulgation du manifeste commencèrent sur toute la surface de l'Empire les exploits meurtriers des bandes noires. Le Comité de Moscou mobilise ses droujinas armées pour défendre la population contre les excès de la contre-révolution. *Le Comité de la grève générale* est bientôt transformé en *Conseil des délégués ouvriers* sur l'initiative des social-démocrates, 21 ouvriers socialistes révolutionnaires font partie de ce conseil. Le Comité de Moscou du Parti socialiste délégue deux de ses membres au Comité Exécutif de ce Conseil.

Les meetings et les conférences suivent leurs cours. Nos brochures et nos journaux se répandent en quantité énorme ; on n'arrive pas à répondre à toutes les demandes.

Le *Comité de Moscou* fait des collectes d'argent pour l'achat des armes destinées à défendre la population contre les agressions de plus en plus fréquentes des bandes noires stylées par la police.

C'est aussi à ce moment que le Comité de Moscou prend une part active à l'organisation des syndicats ouvriers. La tactique du Parti socialiste révolutionnaire triomphe à Moscou. Les syndicats acceptent la théorie de notre Parti qui veut que les unions professionnelles des ouvriers restent autonomes et indépendantes des *écoles*, tout en poursuivant leurs buts politiques d'accord avec le Parti socialiste révolutionnaire. Au mois de novembre à Moscou se tiennent deux Congrès : celui de l'Union des paysans et celui des instituteurs primaires. Les socialistes révolutionnaires y prennent une part

active et impriment sur les résolutions votées le cachet de leur programme. (Terre et Liberté).

Là ne se borne pas l'activité du Comité de Moscou. Il entreprend une forte agitation révolutionnaire dans l'armée. Des meetings purement militaires sont organisés parmi les artilleurs et les grenadiers des régiments d'Ekaterinoslav et de Rostov. Ce dernier formule ses revendications politiques ; il destitue tous les chefs.

Au mois de novembre le Parti compte de 1300 à 1500 ouvriers socialistes révolutionnaires plus ou moins organisés ; 11,000 ouvriers votent pour les délégués socialistes révolutionnaires au Conseil des délégués ouvriers.

Les événements ultérieurs, l'arrestation des délégués, la grève générale, exaltent les ouvriers et les poussent à l'insurrection armée qui éclate au mois de décembre. (1)

(1) Ici s'arrête le compte rendu du Comité de Moscou. Voici cependant quelques renseignements complémentaires.

L'insurrection de Moscou n'a pas détruit l'organisation. Les répressions, la cessation des meetings publiques, la destruction par le gouvernement de la presse légale ont eut certainement une influence sur la croissance pour ainsi dire quantitative de l'organisation, mais aucune sur sa qualité et sur sa sphère d'action. L'organisation ouvrière a su conservé sa force et sa cohésion et doubla et même tripla depuis l'insurrection. Malheureusement vers le début de l'année 1906, se produit la scission au sein de l'organisation de Moscou et « l'opposition » qui jusque là ne luttait que pour certaines modifications intérieures se sépare définitivement de l'organisation de Moscou. Cette scission entraîna en dehors de l'organisation un nombre considérable d'ouvriers de plusieurs quartiers de Moscou. Malgré cela l'organisation continua son action et sa sphère d'influence fut vite restituée.

A cause de la grandeur de Moscou et le nombre considérable de sa population ouvrière Moscou est divisé en 8 sections-rayons, jouissont d'une certaine autonomie. Toutes ces sections sont pla-

1. Gouvernement de Moscou

Nous ne possédons que des renseignements fragmentaires sur l'activité du Parti dans le gouvernement de Moscou. On lit dans le compte-rendu de la Commission paysanne auprès le Comité Central du P. S. R. : « La propagande parmi les paysans est loin d'être active. Le travail dans la capitale absorbe toutes les forces. »

L'organisation moscovite fut du reste très affaiblie à la suite de l'insurrection de décembre. Les arrestations ne discontinuent pas.

L'activité du Comité régional élu en 1906 laisse à désirer. En été se constitua une grande commission départementale qui étendit la sphère d'action du Parti parmi les paysans.

Le nombre d'ouvriers organisés dans le gouvernement de Moscou est de 3,800. Le nombre des paysans de 4,250 ; la sphère d'influence en embrasse 10,000 environ.

---

cées sous la direction du *Comité de Moscou* élu par tous les membres de l'organisation. Les questions techniques et d'organisation se discutent dans les conférences urbaines. Ce Comité possède à titre consultatif un Conseil des représentants des quartiers ainsi que des délégués des organisations spéciales (organisation militaire, organisation de combat, organisation technique, organisation littéraire, organisation paysanne, syndicales etc.). Le nombre total d'ouvriers organisés était de 1500 à 3000. Pendant la campagne électorale, en automne 1906, malgré l'opposition des ouvriers socialistes révolutionnaires qui voulaient boycotter la seconde Douma la curie ouvrière a nommé 25 ouvriers socialistes révolutionnaires. Le comité possède une imprimerie clandestine bien organisé qui a publié plusieurs numéros d'un journal ouvrier et des centaines de milliers de proclamations.

2. Gouvernement de Nijni-Novgorod

Ce fut le défunt Alexandre Vassilievitch Panov qui commença en 1902 la propagande du P. S. R. à Nijni. En 1903, l'agitation gagna le gouvernement et au printemps suivant se constitua un Comité de gouvernement de Nijni.

Au chef-lieu la propagande se fait sur un grand pied. L'abondance de forces intellectuelles et une bonne organisation assurent ùn contingent considérable d'agitateurs et de militants.

Les cadres révolutionnaires se recrutent au centre ouvrier de Nijni, à Soramovo. Les débuts de notre propagande à Soramovo remontent à 1904 ; au printemps de l'année 1905 se constitua une organisation centrale. Selon le rapport du « Groupe Central » il y eut à Soramovo, en février 1907, 200 à 210 ouvriers organisée.

Un « groupe central » de 9 membres, organisé sur des bases démocratiques, remplit les fonctions d'organe directeur. En outre, il existe une « Assemblée des délégués régionaux » de huit membres et 4 groupes de délégués de cercles, comprenant chacun de 8 à 12 membres. Le nombre de cercles s'élève à 15 ; chacun compte de 6 à 20 adhérents.

Pendant l'été les réunions des ouvriers organisés avaient lieu 2-3 fois par mois ; 40 à 120 camarades et invités y assistaient ordinairement.

35 propagandistes s'occupent de l'instruction des paysans. En 1906 plus de 50 réunions de 100 à 150 assistants chacune eurent lieu. Deux unions professionnelles, dont celle des commis (600 adhérents),

la plus nombreuse et la mieux organisée de la ville, se trouvent sous notre influence. L'union des commis fut organisée en 1906, en partie par nos camarades. L'Administration de l'Union compte 5 socialistes révolutionnaires sur 10 membres (3 social-démocrates et 2 neutres). En 1906 une grève de commis eut lieu. L'union des commis avait publié avec le concours de notre Comité 3 numéros du *Journal des Commis*. Le nombre de cercles d'études pour les commis s'élève à quatre.

Aux élections à la deuxième Douma les huit délégués de la curie ouvrière de la ville de Saromovo étaient tous s. d. ; ils avaient obtenu 1663 — 1582 voix. Notre liste ne recueillit que 544 — 431 voix.

Parmi la *jeunesse des écoles* on compte jusqu'à 30 cercles d'études avec 12 propagandistes. Il y eut 5 conférences pour le grand public. Des conférences clandestines furent organisées principalement pour les instituteurs.

Cinq camarades travaillaient parmi *les soldats* en été. Actuellement ils sont deux. Il se constitua en été également un « Centre militaire » de 8 membres, dont quelques délégués des troupes et quelques intellectuels socialistes révolutionnaires.

Le Comité gouvernemental publia quatre numéros de la *Feuille du Soldat*. Une organisation militaire fut également formée au village L.

Le Comité lança plus de 300,000 publications. Son budget s'élève à 4000 roubles. Il n'y eut qu'un seul acte terroriste, le meurtre en été 1905 du chef de la sûreté, Herchner, par Nikiforov, qui fut condamné à mort.

En avril 1906 fut organisée l'union des ouvriers meuniers qui se disloqua après la dissoluton de la Douma. L'administration de cette union se composait de nos camarades, qui se proposaient de gagner les ouvriers à nos idées. Après la dislocation de l'union cette tâche fut assumée par la confrérie des paysans soc. rév.

Quelques membres de la confrérie font de la propagande parmi les paysans du volost de S.

Le nombre total des ouvriers socialistes révolutionnaires s'élève tant à Nijni que dans le gouvernement à 500.

Le travail *parmi les paysans* date de 1903, mais il ne devient intense qu'en 1904. Il est assumé par des organisations locales et par des agitateurs ambulants. Une vingtaine de militants paysans attachés au Comité de Nijni avaient fait à plusieurs reprises des voyages de propagande dans les villages. Chaque militant avait un district. Les organisations les plus importantes sont celles d'Arzamas, de Gorbatovo-Mourom, de Bogorodsk, de Makariev, et de Sergatch. Le groupe central d'Arzamas se compose d'intellectuels et les autres groupes de paysans et d'ouvriers.

En juillet eut lieu la conférence des délégués des organisations paysannes du gouvernement de Nijni-Novgorod où étaient présents les délégués des districts de Semenov (3 intellectuels et 1 paysan), de Nijni (2 intellectuels et 1 paysan), de Makariev (1 intellectuel et 2 paysans), de Zergatch (2 intel.),

(1) Ports riverains, quartiers d'hiver des équipages marchands de Volga.

de Gorbatov (2 pays.), d'Arzamas (2 intel.), de Balachna (2 ouvr. et 1 pays.), de Mourom (2 intel.). Les rapports des délégués se résument ainsi :

District de Mourom. — L'organisation du Parti — assez modeste il faut le reconnaître — travaille dans les deux districts contigus de Mourom et de Gorbatov depuis « l'époque des libertés ». Les meetings et les réunions paysans sont très fréquents et très suivis. Les frais d'agitation sont fournis par les paysans. En maint endroit s'organisent avec le concours des camarades du P. S. R. des unions professionnelles des serruriers, des casquetiers, etc.

Le délégué du district de Mourom déclare qu'en 2 mois le nombre de militants s'accrut de 7 à 50. Ils ont leur caisse, leur bibliothèque et leurs propagandistes. En l'espace de deux mois 8 meetings furent tenus auxquels avaient assisté plus de 800 paysans.

District de Gorbatov. — Dans un village il y a 2 confréries, l'une composée de jeunes gens et l'autre de paysans âgés, qui représentent en somme une organisation unique. Dans notre voisinage il existe encore quelques confréries, dont les délégués forment un comité régional.

District de Balachna. — L'organisation compte 50 members et se rallie au programme du P. S. R., — réclame la Constituante et la République démocratique. Tous les quinze jours régulièrement des meetings ont lieu.

District de Makariev. — Il y existe une série d'organisations paysannes et un comité régional qui centralise leurs efforts. On organise fré-

quemment des meetings et l'on envoie souvent des *nakazes* (instructions) aux membres de la Douma.

On compte dans la région beaucoup de petites bibliothèques.

District d'Armazas. — Le travail de propagande se poursuit, mais l'esprit d'organisation n'est pas développé. La garnison d'Armazas est pénétrée d'esprit révolutionnaire.

District de Kniaghinine. — Point d'organisation et d'agitateurs intellectuels. L'état d'esprit des paysans est nettement antigouvernemental. Des réunions ont lieu.

District de Iadrinsk (gouvernement de Kazan). Au chef-lieu il existe un groupe socialiste révolutionnaire de 15 à 20 camarades qui font de la propagande parmi les paysans des villages suburbains.

En octobre se réunit le premier congrès du gouvernement de Nijni. Sur 42 organisations 36 avaient envoyé des délégués : 8 organisations avaient fait parvenir des rapports. Le nombre de leurs adhérents s'élève à 1200. Les autres organisations selon les informations du Comité de Nijni comptent 700 membres; en outre, la section de Nijni de l'organisation des bateliers du Volga et l'organisation urbaine de Nijni comptent chacune 100 membres. En tout, le gouvernement de Nijni-Novogorod comprend 2200 membres organisés du Parti.

Dans les 8 organisations précitées ou compte 52 confréries paysannes, 2 confréries demi-intellectuelles et quelques-unes encore en voie de formation.

Les Comités sont au nombre de 5, dont un comité régional qui régit 11 confréries, et un comité d'arrondissement ayant sous sa dépendance 6 régions, soit 30 confréries. Toutes les organisations possèdent des bibliothèques, dont trois réunissent plus de 1100 exemplaires, et des caisses. Une milice de combat n'a été instituée que par une seule organisation.

La propagande se fait par voie d'études dans les cercles, de réunions, de causeries et de publications légales et révolutionnaires.

Actuellement le nombre des volosts où s'exerce notre propagande et où nous avons des adhérents s'élève à *260*. Nous avons *80* groupements organisés dans les villages, dont le nombre d'adhérents s'élève à 1500, 5 comités régionaux et un comité de district.

Furent élus à la deuxième Douma d'Etat deux socialistes révolutionnaires : *Dolgopolov* (la ville) et Fokéev (paysans).

---

3. Gouvernement de Vladimir

Les débuts du travail remontent à octobre 1905, mais il ne devint intensif qu'en 1906.

Il y eut deux conférences départementales dont la seconde en juillet 1906. Il appert de ses travaux que notre propagande s'étend sur tout le gouvernement. De tous les 12 districts le plus révolutionnaire est celui de Iouriev. Ce funt le défunt Ivan Morosov (1),

(1) Ce regretté camarade, paysan du village Oserki, fut assassiné par les gardes et les policiers lors d'une perquisition opérée chez lui, en août 1906.

qui commença la propagande dans ce district. Il y existe plusieurs confréries de 5 à 10 membres, jeunes gens pour la plupart, les vieux redoutant les représailles gouvernementales. Les cotisations mensuelles sont de 5 kop. et au-dessus. Les confréries sont réunies en une organisation d'arrondissement ; chacune envoie un représentant à la conférence d'arrondissement laquelle élit un Comité d'arrondissement.

Il n'existe pas d'organisation générale de district par suite de la pénurie de propagandistes intellectuels. De juillet à octobre il n'y avait dans le district qu'un agitateur intellectuel, secondé de deux paysans.

Dans les autres districts les organisations paysannes relèvent des groupements urbains, tels de Wladimir, Ivanovo-Vosnessensk, Chouja, Mourom, Oriéchov-Zouïev, Souzdal, Pokrov, Viasniki et Gouss. A la seconde conférence départementale (juillet 1906) étaient représentées 11 organisations. Elle procéda à l'élection d'un Comité départemental, et fit appel en vue d'un travail commun aux agitateurs de la Commission Centrale paysanne, adhérente à notre Parti.

En raison du grand nombre de fabriques et de manufactures dans le gouvernement la propagande paysanne se trouve lieé à la propagande ouvrière. Les chefs-lieux de districts et les villages industriels forment de petits centres d'agitation. Les proclamations sont lancées assez régulièrement. Il en parut de 8 à 10 (en tout 30.000 exemplaires) au cours des mois de juin et de juillet.

Le 9 et le 10 décembre eut lieu la troisième conférence de l'organisation départementale de Vladimir, où étaient représentées les organisations locales.

Il résulte du rapport présenté au Congrès que l'organisation départementale compte environ *2028 adhérents.*

---

4. Gouvernement de Kostroma

En mars 1906 le groupe de Kostroma fut reconnu par le Comité régional. L'on se mit énergiquement au travail et l'on recruta bientôt de nombreux adhérents dans toutes les couches de la société, parmi les ouvriers, les paysans et les intellectuels.

En septembre les militants formèrent un groupe et élirent un Comité départemental de 4 personnes.

Les ouvriers de quatre usines sont touchés par notre propagande, de même que nombre d'artisans et de bateliers. Sur 65 délégués aux élections à la Douma il y eut 8 socialistes révolutionnaires. Des rapports sont établis avec les soldats.

Le Comité est en rapport direct avec 4 volosts, et avec les autres par l'intermédiaire des Comités de district. Il existe de 6 à 8 groupes de paysans, et une dizaines d'agitateurs paysans.

Les organisations soc.-rév. dans les districts. — Le groupe de *Kinechma* compte 10 propagandistes qui travaillent principalement parmi les ouvriers de ce district industriel.

L'organisation *de la ville de Makariev* compte 12 agitateurs, qui font de la propagande parmi les paysans exclusivement, par la publication et la propagation des publications révolutionnaires.

L'organisation *de la ville de Kologrive compte* 6 agitateurs et 24 paysans organisés. Il existe quelques confréries et comités villageois. On manque de propagandistes.

L'organisation *du district de Bouïsk* s'occupe principalement de la propagation des publications du Parti.

Il en est de même dans trois autres district.

---

5. Gouvernement des Iaroslav

Les débuts de la propagande remontent à 1903, à l'époque où les camarades Kaliajev et Florovsky avaient habité notre ville. Ce fut l'*Union des Instituteurs* qui l'assuma au début.

Des cercles d'études furent fondés parmi les élèves des écoles et du lycée. On propagea les publications de notre Parti et l'on se lia avec les maîtres d'écoles villageois. A cet effet, on mit à profit la visite de 400 instituteurs délégués par les zemstvos du Nord à l'Exposition agricole de Iaroslav, en 1903. Un « appel aux instituteurs » fut lancé où étaient expliqués les devoirs révolutionnaires qui incombaient aux éducateurs de la nation, et à partir de l'an 1905 nos forces se sont accrues dans le gouvernement et particulièrement dans la ville de Iaroslav ; mais au printemps de 1906 les arresta-

tions et les déportations ont affaibli l'organisation.

Cinq districts sont touchés par la propagande. On y répand nos publications et l'on tient de temps en temps des réunions. Le travail d'organisation ne fait que commencer.

---

6. Gouvernement de Tver

Les débuts de la propagande remontent à 1902-1903 où l'on commença à répandre parmi les paysans de deux districts les publications de la Ligue socialiste agraire. En 1904 se forma le groupe tverrois du P. S. R. et donna une nouvelle impulsion au travail parmi les paysans. On fonda 56 bibliothèques, et des cercles d'études (de 15-20 membres) dans maint endroit.

En 1905 se constitua le Comité de Tver du P.S.R. et en automne commença une vaste campagne de meetings, de réunions, de conférences, ect. On se mit en rapport avec les paysans de 4 districts (ceux de Vessiegonsk, Novotorjok, Staritza et Rjev).

Mais l'insurrection de décembre, le meurtre du gouverneur Slieptzof, qui fut exécuté par l'organisation de combat du Centre, et les répressions gouvernementales affaiblirent considérablement notre organisation.

Dans le *district de Tver* le travail parmi les paysans est solidement organisé. De mars à juillet 1906 plus de 55 bibliothèques ont été ouvertes dans les villages.

Les meetings et les réunions commencés un peu partout en octobre 1905, et interrompus pendant

l'hiver, ont repris en mai. Il ne se passait, en été,de dimanche sans que 2-3 meetings paysans eussent lieu.

L'organisation de Rjev réussit à répandre un grand nombre de publications, à organiser de nombreux meetings et à s'attirer les sympathies des paysans.

Le *district de Staritza* où la situation économique est meilleure que dans les districts précités, ne se rallia au mouvement révolutionnaire qu'après la dissolution de la Douma. Dans le *district de Vichnevolotzk* il existe un grand nombre d'ouvriers et de paysans soc.-rév. convaincus.

A partir du mois de juin 1906 un bureau paysan fut institué auprès du Comité de Tver, qui organisa 2 conférences de militants paysans de tous les districts.

Selon les comptes-rendus du Comité de Tver le Parti socialiste Révolutionnaire comptait à Tver 37 membres intellectuels, 150 à 200 ouvriers et 70 soldats ; dans les districts : de Tver 150 ; de Novotorjok 200 ; de Vichnevolotzk 20 ; de Staritza, Rjev, Zoubtzi 20 ; de Biejetz 40 adhérents, paysans pour la plupart.

Fut élu à la deuxième Douma d'Etat le socialiste révolutionnaire *Kousnetzov*.

---

7. Gouvernement de Kalouga

C'est le bureau exécutif, élu par les membres de l'organisation de Kalouga, qui joue le rôle d'organe central. Il comprend en dehors des membres élus

les délégués des organisations ouvrières et scolaires.

Le travail parmi les ouvriers de deux petites usines, d'une fabrique et des ateliers des chemins de fer se trouve dans un état embryonnaire. On compte environ 70 ouvriers organisés.

En 1906 furent organisées 4 réunions. A chacune assistaient 30 à 50 personnes. Sept cercles d'études furent fondés pour les ouvriers organisés.

En été 1906 furent organisées deux réunions de soldats et un meeting de recrues avec 100 assistants.

La propagande est menée principalement par des soldats qui adhèrent au programme du Parti.

On est en rapport avec les paysans de tous les districts en 21 endroits.

Le nombre des paysans organisés s'élève à 32. Cinq meetings ont été tenus en été.

Au printemps 1906 il y eut une conférence des militants paysans. On y établit le chiffre des adhérents du P. S. R. à Kalouga. Il est de 200. Les principaux militants composent le Bureau exécutif.

On avait lancé en 1906 deux appels aux paysans (1000 ex.), deux aux soldats (250 ex.) et deux aux ouvriers (300 ex.) On avait répandu en outre plus de 10.000 exemplaires de brochures révolutionnaires.

8. Gouvernement de Toula

Le Comité du gouvernement se compose de 10 membres, dont 5 élus par la ville, 3 par le gouvernement. 2 membres furent cooptés.

On fait de la propagande parmi les ouvriers des manufactures d'armes et de cartouches, d'une fonderie, d'une sucrerie et de deux fabriques de Samovars. On compte 21 cercles ouvriers avec 200 membres, dirigés par 3 agitateurs. Notre influence s'exerce aussi dans les syndicats professionnels de cordonniers, de piqueurs de tiges et de typographes.

En été furent organisés quelques meetings de militaires où avaient assisté plus de 150 soldats. On comptait en octobre 1906 à Toula 30 intellectuels, 250 à 350 ouvriers et 40 élèves des écoles appartenant au P. S. R.

La propagande paysanne était principalement menée par des agitateurs professionnels et par les instituteurs. On se trouve en rapports avec 80 volost (sur 221) et 400 villages (sur 3893 que compte le gouvernement). En 172 villages la propagande a poussé des racines profondes.

Dans le district d'Epiphane il existe 2 organisations régionales, dont une, celle d'Epiphane, englobe 11 villages et l'autre, celle d'Orel, 15 villages. On compte en outre, 16 organisations paysannes dans le gouvernement et 8 cercles d'études.

Le nombre des paysans organisés atteint dans le gouvernement le chiffre de 284.

Il y eut deux conférences de gouvernement

paysannes et cinq de district. Cinq agitateurs sont attachés au Comité.

40 délégués et 3 électeurs de nos camarades ont passé aux élections à la Douma dans la curie des paysans.

On compte 5 groupes de district dans le gouvernement de Toula. Celui de Belev organisa 3 réunions et publia un numéro d'un journal *En Avant*, destiné aux soldats. En 1906 il y eut 3 conférences du Parti dans les districts et une dans le chef-lieu.

En octobre furent lancées deux proclamations : « La deuxième Douma » (10,000 ex.) et Aux Soldats » (10,000 ex.).

9. Gouvernement d'Orel

Les débuts de la propagande à Orel remontent à 1902. Mais ce n'est que depuis 1905 qu'une organisation se constitua, qui compte actuellement 30 membres. Le groupe dirige le travail dans la ville et dans le gouvernement.

Le groupe des écoles du P. S. R. compte 48 à 50 membres parmi les élèves de tous les établissements scolaires de la ville.

Parmi les ouvriers du chemin de fer et des usines on ne commença la propagande que fort récemment. On compte actuellement parmi eux 48 adhérents ; 15 à 20 fréquentent les cercles d'études.

Le Comité directeur d'Orel se compose de six membres, élus, par moitié, par les ouvriers de la ville et par la Conférence de gouvernement. Le

Comité possède une imprimerie qui expédie tous les mois des publications dans les districts.

En août eut lieu une conférence de gouvernement.

Le travail est activement poussé dans tous les districts du gouvernement, excepté dans ceux de Dimtrov et de Kromi. A la base de l'organisation se trouvent les confréries des villages, soumises aux unions régionales des volost. Au-dessus se trouvent les Comités de district et le Comité de gouvernement.

L'organisation de district la plus puissante est celle d'Ieletz (1). Elle compte 25 militants, 7 agitateurs et 12 propagandistes, dont 4 pour les ouvriers du chemin de fer et 2 pour les soldats. Aux trois usines les plus importantes, il existe des Comités ouvriers. Parmi les paysans on compte 3 confréries dans 7 volost et quelques bibliothèques.

En été, les réunions avaient lieu toutes les semaines et attiraient 80 à 200 paysans. Ceux-ci gardaient bien le secret et la police n'avait vent des réunions que longtemps après.

Le *Journal des Paysans* comptait un grand nombre de lecteurs dans le district. Les membres des groupes envoyaient à ce journal des correspondances. Le nombre des proclamations lancées par le district s'élèvait en 1906 à 500-700 par mois. On vendait pour 25 à 35 roubles de livres et brochures révolutionnaires.

---

(1) Celle de Briansk se trouve classée parmi les organisations du Nord-Ouest, la région de Briansk relevant de par sa situation géographique plutôt de l'Ouest.

La propagande parmi les troupes casernées à Ieletz était activement menée.

District d'Orel. Six volosts sont touchés par la propagande. Il existe un Comité local.

District de Livni. Le groupe local, fondé en 1905, compte 11 membres. On propage les publications du Parti parmi les ouvriers, mais faute de local la propagande languit.

District de Maloarkhangelsk. Les principaux agitateurs y sont les maîtres d'écoles et les paysans éclairés. Au chef-lieu existe un groupe scolaire.

En juin 1906 om comptait 2 organisations de volost, 12 confréries et 120 paysans organisés, dont 8 militants, 9 volosts sur les 21 du district sont touchés par la propagande. En l'espace de 9 mois on répandit dans le district pour 200-250 roubles de publications légales et 3500 appels révolutionnaires. Mentionnons l'existence de 2 libraires et de 6 bibliothèques dans les villages.

Au mois de février 1907 la propagande s'étendait à 15 volosts et à 37 villages. Les confréries et les organisations de volost groupaient autour d'elles plus de 1000 paysans. Au cours de l'année 7 meetings furent organisés. Huit délégués et deux électeurs soc.-rév. avaient passé dans la curie paysanne aux élections de la Douma. A l'occasion de la dissolution de la Douma six communes, sur l'initiative de nos camarades, avaient arrêté de ne point acquitter les impôts et de refuser des recrues. Le nombre d'organisateurs était de 3 et celui de propagandistes de 27.

Le groupe de *Karatchev* se compose de 15-20

membres ; il est en rapport avec 8 volosts,dont une possède un Comité local et une bibliothèque.

Le groupe soc. rév. de *Mtzensk* compte 4 membres ; 4 volosts et 11 propagandistes se groupent autour de lui.

Le groupe de *Novosilsk* (5 membres) existe depuis 1906. Il a fondé des confréries dans le district qui groupent 75 paysans de 4 volsts (10 villages).

Pour exercer une pression sur la Douma en dehors des *nakaz*, des Comités sont en train de se former. Ils se tiendront en rapports constants avec les représentants socialistes révolutionnaires à la Douma.

---

10. Gouvernement de Riazane

Dans le gouvernement de Riazane, selon les données de la commission paysanne instituée auprès du Comité central du Parti, il n'existe pas d'organisation bien étendue, quoique à cause de la pénurie des terres et de la pauvreté de la population le terrain semble favorable à la propagande révolutionnaire. L'agitation dans 4 ou 5 districts est entretenue par une vingtaine de membres du Parti et une dizaine de l'Union paysanne. A l'époque des élections, sur 7 membres du groupe central de Riazane 2 s'étaient prononcé contre la participation aux élections. Les délégués des organisations ouvrières de la ville, au nombre de sept, avaient réclamé le boycottage des élections et ceux des paysans s'étaient prononcé à l'unanimité de dix

voix pour la participation. Le nombre de paysans organisés est de 300 environ. La sphère d'influence s'étend sur 4280 environ.

Fut élu à la deuxième Douma d'Etat le socialiste révolutionnaire *Ouspenski* dévenu plus tard un des secrétaires de la Douma.

L'Organisation socialiste révolutionnaire des travailleurs de la flotte marchande du Volga.

Cette organisation travaille sous la direction du Comité de Nijni du P. S. R. Fondée sous le nom de « l'Union des bateliers du Volga » à l'époque des libertés, elle dut bientôt par suite des tracasseries administratives renoncer à toute activité. Mais l'éveil était donné et nos camarades de Nijni décidèrent de créer une forte organisation socialiste révolutionnaire des travailleurs de la flotte marchande du Volga. Ils réussirent à fonder un groupe au *zaton* (1) de Mourom. L'organisation compte actuellement 90 vapeurs environ où se trouvent des membres de l' « Union des bateliers ».

Au deuxième conseil du Parti socialiste révolutionnaire, le Comité Central, assisté de quatre délégués de la province du Volga et du Centre, et d'un délégué de la province d'Oural, statua :

« Considérant l'organisation des bateliers du

---

(1) Port riverain, quartier d'hiver des équipages de la flotte marchande du Volga.

Volga comme un instrument de propagande et d'agitation soc.-rév. parmi le personnel batèlier du bassin du Volga, le Comité Central croit pouvoir réserver à cette organisation les droits d'une organisation autonome sous le contrôle du Comité Régional du Centre, et conformément à la décision du Conseil du Parti lui accorde une voix délibérative au Congrès prochain du Parti. Les sections locales de l'organisation des bateliers du Volga pendant l'hiver font partie des groupes du P. S. R. des lieux, sans toutefois cesser leurs rapports avec leur Bureau Central. Quant à la place définitive de l'organisation des bateliers du Volga au sein du Parti, il en sera décidé par le prochain Congrès. »

Voici quelques détails sur l'activité de l'Organisation des bateliers du Volga.

En été, au cours de la navigation, les membres de l'organisation établissent des rapports avec leurs collègues, recrutent des adhérents et propagent les publications du Parti.

En hiver, la propagande se poursuit dans les *zatons*, où les membres de l'organisation nomment un comité composé de secrétaire, de caissier et de bibliothécaire, organisent des cercles d'études et propagent les publications soc.-rév. Le Comité entretient des rapports avec les *zatons* voisins et avec le Comité de district.

A *Tver* l'organisation compte 5 membres et un groupe de *zaton*, à *Rybinsk* — 15 membres et 2 groupes de *zaton*, à *Kostroma* — 5 membres et 1 groupe de *zaton*, à *Nijni-Novgorod* — 300 membres, 10 groupes de *zaton*, etc.

A *Kazan* le travail est rendu difficile par suite de l'éloignement des *zatons* qui se trouvent à 150-200 vestes. Il n'y a qu'un groupe en fonction au *zaton* le plus proche et 4 en formation avec 40 adhérents.

A *Tsaritzine* (15 membres) à *Saratov* (20 membres), à *Astrakhan* (100 membres) le travail est activement poussé, de même que dans les *zatons* de *Mouromka*, de *Sobtchino*, de *Lioumichovo*, de *Doskino*, de *Doudenevo*, de *Mometovka* où de réunions fort nombreuses avaient été tenues.

Au mois de septembre eut lieu à *Nijni* la conférence des membres de la section de Nijni de l'organisation batelière du Volga, à laquelle avaient assisté plus de 20 personnes, et les représentants de plusieurs zatons.

A Astrakhan une autre conférence de l'Organisation des bateliers du Volga eut lieu le 20 janvier 1907.

La *Section* dite *de la Compagnie d'Orient*, fondée en 1906, compte actuellement 45 membres, qui tiennent des réunions nombreuses. En décembre ils organisèrent la grève de matelots.

La section possède une bibliothèque et une caisse.

La *Section* dite *des Frères Nobel et Cie*, fondée en décembre 1906, compte 25 membres et une caisse de secours.

La *Section* dite *de la Cie « Nadiejda »*, fondée le 18 janvier 1907, compte 17 membres et deux cercles d'études ; elle possède une caisse de secours.

Au Congrès de l' Union des chemins de fer de

décembre 1906, un accord étant intervenu entre cette Union et l'Organisation des bateliers du Volga, la résolution que voici fut votée :

« L'Union panrusse des chemins de fer et l'Organisation des bateliers du Volga s'engagent à coordonner leur action dans la lutte professionnelle et de libération que mènent les ouvriers des voies de communications. »

II

VOLGA

L'Organisation régionale

Les débuts remontent à 1904. Mais ce ne fut qu'en mars 1905 que l'organisation fut constituée officiellement à la suite d'une conférence où assistaient les délégués des gouvernements de Samara, de Saratov, de Penza, de Tambov et de Nijni-Novgorod (1). Un bureau exécutif de 3 membres fut fondé. Il se proposait de publier un organe régional, d'installer une imprimerie, importer des armes et publications révolutionnaires, lancer des proclamations et établir des rapports constants avec les organisations.

En juillet 1905 fut tenue une seconde conférence qui établit le principe d'imposition des Comités locaux en faveur du Comité régional.

Le travail de propagande suivait son train quand survinrent les événements d'octobre, et la brève ère des libertés, suivie de la réaction de décembre.

---

(1) Le gouvernement de Nijni ne tarda pas à s'allier à l'organisation du Centre.

Une conférence convoquée en février 1906 se mit en devoir de réorganiser l'œuvre de propagande. Un comité de 3 membres fut élu. En dehors des tâches qui furent confiées à l'ancien Bureau exécutif, le nouveau Comité devait se préoccuper de l'organisation des milices de combat et de la répartition des militants dans les provinces.

L'imprimerie régionale qu'il dirigeait publia en 1905 plus de *150.000* brochures, placards et écrits révolutionnaires.

A la veille de la dissolution de la première Douma, aux premiers jours de juin fut tenu le IVme Congrès régional, auquel avaient pris part 31 délégués des principales organisations du Volga.

Les délégués étaient plein d'espoir et envisageaient l'avenir avac confiance. Incertain que la dissolution imminente de la Douma puisse déterminer l'insurrection, le Congrès combina toute une série d'actes de combat qui devaient en servir de prélude et de préparatifs.

Peu de jours après la clôture du Congrès survint la dissolution de la Douma. Le Comité décida de livrer la grande bataille et les ordres en ce sens furent donnés aux organisations locales.

Les actes de combat débutèrent par le meurtre du gouverneur de Samara, Block, et par l'attaque à coups de bombes des gendarmeries de Tambov et de Samara.

Malgré l'insuccès de certains actes de combat, l'enthousiasme révolutionnaire ne cessait d'animer les militants et les masses paysannes. Mais l'échec des révoltes de Kronstadt et de Svéaborg, et plus encore les hésitations et l'incertitude du Comité

du Volga, l'absence d'un plan d'action bien arrêté, avaient brisé l'essor révolutionnaire.

La levée en masse fut ajournée. Un profond abattement succéda à l'agitation fébrile. Les répressions gouvernementales, l'arrestation de comités entiers, et de quelques membres du Comité régional hâtèrent encore l'œuvre de désorganisation.

Le 5me Congrès régional fut tenu en octobre 1906. 23 délégués dont 12 avec voix délibérative y avaient pris part.

On s'occupa surtout des élections à la Douma et au Congrès du Parti. En ce qui concernait les affaires de la région on résolut que les milices de combat seraient soumises aux Comités locaux et que le Comité régional en garderait la direction générale.

C'est de lui que devront partir les ordres de mobilisation pour la levée en masse.

Le 6me Congrès régional fut tenu lors du 2me Congrès du parti.

---

1. L'Organisation Tchouvache (1)

L'organisation tchouvache forme une branche spéciale de l'organisation du Volga. Elle possède un centre, qui connaît les affaires tchouvaches de la

(1) Les Tchouvaches au nombre de 800.000 à 900,000 sont dissiminés dans les gouvernements de Samara, de Simbirsk, d'Oufa, de Saratov et d'Orenbourg. Ils parlent la langue Ouralo-Altaïque du groupe turc.

province; toutefois les organisations tchouvaches locales sont soumises aux comités locaux du Parti S. R.

La propagande parmi les tchouvaches date de 1901, mais ce fut en 1903 et 1905 que les organisations tchouvaches des gouvernements de Kazane et de Simbirsk adhérèrent au Parti, et qu'un Comité central tchouvache du P. S. R. fut institué.

En octobre 1906 la propagande tchouvache se poursuivait dans 5 villages du gouvernement de Kazane, dans 4 du gouvernement de Simbirsk, dans 4 du gouvernement de Samara et dans 2 du gouvernement d'Oufa. La propagande fut quelque peu entravée par l'arrestation du promoteur du mouvement tchouvache, et du rédacteur du journal tchouvache, mais reprit depuis.

L'agitation paysanne tchouvache s'étend à *42 volost* et 522 communes du gouvernement de Kazane, à *14* volosts et *155* communes du gouvernement de Simbirsk, à *8* volosts et *102* communes du gouvernement d'Oufa et *5* volosts et *274* communes du gouvernement de Samara, soit au total à *69* volosts et *1053* communes.

Le nombre de paysans tchouvaches organisés est de *900*, celui des confréries *197*.

Les *électeurs* à la Douma tchouvaches soc.-rév. étaient au nombre de 23 dans le gouvernement de Kazane, et de 2 dans celui de Simbirsk.

Fut élu à la Douma d'État le socialiste révolutionnaire *Fedorov* (Kasane).

La propagande est menée par les instituteurs et étudiants tchouvaches et quelques intellectuels russes.

L'organisation tchouvache inspire un journal dont 3 numéros avaient été confisqués ; elle a répandu plus de 50.000 brochures révolutionnaires en tchouvache.

---

2. L'Organisation Tartare

L'organisation tartare est établie aux mêmes bases que la tchouvache, et fait de la propagande dans les provinces du Volga et de l'Oural.

A Kazane le nombre d'ouvriers d'usines organisés est de 100, répartis en 6 cercles. A Oufa et à Orenbourg les ouvriers des moulins sont également touchés par la propagande.

Parmi les *paysans tartares* travaillent 7 propagandistes. Les groupes scolaires sont au nombre de 13 avec 10 à 15 membres chacun. Un journal *Tanlouldouz (l'Etoile polaire)* était publié en été 1906.

Fut élu à la deuxième Douma d'Etat le tartare *Atlassov* (Samara).

---

3. Gouvernement de Kazane

La population du gouvernement est en majeure partie allogène — tartares, tchouvaches et tcheremisses — et relève des organisations tchouvaches et tartare.

Le travail de propagande commença en 1905. Vers la fin de l'année l'organisation inspirait un journal quotidien «Le Messager de Volga» et un bihebdomadaire «La Gazette paysanne» qui furent du

reste supprimés par l'administration après quelques mois d'existence. La propagande, interrompue par la crise réactionnaire de décembre 1905, reprit au printemps 1906.

A l'heure qu'il est on compte 100 *ouvriers d'usines* organisés, répartis en 10-15 cercles. Le nombre de propagandistes est de 7.

En ce qui concerne la *propagande scolaire*, elle s'exerce particulièrement à l'Université de Kazane, où existe une fraction du Parti.

Le Comité possède une milice de combat. Des préparatifs avaient été faits en vue de la dissolution de la Douma, mais comme l'offensive fut ajournée, on n'eut à enregistrer que des troubles paysans dans les districts de Tchistopol et de Tcheboksar.

En juillet 1906 la *propagande paysanne* avait embrassé tous les volosts de *trois* districts (de Tchebossari, de Tchistopol et de Spassk), plusieurs dans deux autres. Les sept autres n'ont été touchés que faiblement par la propagande par suite du manque d'agitateurs.

Dans la population paysanne russe 20 volost et 70 villages sont organisés. Les Comités comptent une quarantaine de membres. Les électeurs socialistes-révolutionnaires étaient au nombre de 40 lors des derniers élections la Douma.

2 conférences de gouvernement et 4 de district paysannes avaient été tenues en 1906.

Furent élus à la deuxième Douma d'Etat les socialistes révolutionnaires *Fedorov* (déjà cité plus haut), *Batourov* et *Petroukhine*.

4. Gouvernement de Simbirsk

La ville de Simbirsk n'a pas d'usines. Aussi ne compte-t-on que 50 artisans organisés et 2 ou 3 cercles à 10-15 membres chacun.

Plusieurs meetings de 500 et plus de personnes avaient été tenus au cours de la session de la première Douma.

Notre influence s'exerce dans les syndicats des menuisiers et des employés de bureau.

Le *groupe soc.-rév. scolaire* compte des adhérents dans toutes les écoles de la ville, même à l'école militaire où un cercle d'études vient d'être fondé.

La *propagande militaire* fut menée en 1906 dans 2 bataillons d'infanterie, parmi les dragons, musiciens, ambulanciers et les employés d'intendance. Tous les militaires excepté les cosaques sont touchés par la propagande.

L'idée de constituer une union militaire de la garnison de Simbirsk dut être abandonnée, à cause des sévérités de la consigne militaire, des duretés du service, de la défense faite aux « civils » de pénétrer dans les casernes et des arrestations des soldats conscients.

Cependant on réussit à constituer un conseil de bataillon au bataillon de S. composé des délégués des compagnies et qui s'occupent principalement de la propagation de nos écrits dans les casernes.

Au cours du mois de janvier 1907 le Comité de Simbirsk publia plus de 20.000 appels, malgré les ressources fort limitées dont il disposait.

Le nombre de militants est de 38, dont 15, ne pouvant pas gagner leur vie à Simbirsk, sont à la

charge du Comité. L'entretien de chacun revient à 16 roubles par mois.

Signalons *un acte terroriste*, le meurtre du gouverneur Starynkevitch.

La *propagande paysanne* a poussé de profondes racines. Après la dissolution de la première Douma, l'idée d'un mouvement insurrectionnel fut acceptée d'enthousiasme par les paysans et dans certains districts, comme dans celui d'Ardatov, reçut même un commencement d'exécution. Les autorités communales furent destituées. Ou fermait les dépôts d'alcool et l'on nommait des Comités insurrectionnels de paysans. Après vint la période d'accalmie au cours de laquelle nos camarades s'étaient activement préoccupés de la fondation des organisations dans les villages en vue des élections à la Douma.

Ces Comités électoraux au début se sont transformés dans 21 villages en Comités réguliers.

Les *élections* à la Douma nous furent très favorables à Simbirsk. Nous avons conclu un accord avec les socialdémocrates et nous réservant 2 siéges, en laissant 2 au social-démocrates, 1 aux socialistes populistes et 1 à un socialiste indépendant qui jouissait dans la ville d'une grande popularité.

Notre propagande électorale à la campagne tendait à démontrer aux paysans le rôle organisateur de la Douma et la possibilité d'en faire un foyer révolutionnaire.

Elle fut couronnée de succès ; sur 92 électeurs de gouvernement 62 appartenaient à la gauche. Et s'il n'y eut que 1 socialiste révolutionnaire, D. Zi-

mine, élu à la Douma, la faute en est à l'Administration, qui « écarta » à la veille des élections nos meilleurs camarades.

---

5. Gouvernement de Penza

La propagande socialiste révolutionnaire à Penza date des débuts du socialisme révolutionnaire en Russie, c'est-à-dire de 1898-1899.

A 'heure qu'il est la propagande est menée parmi les ouvriers des chemins de fer, des 3 usines et des petits ateliers. Le nombre d'ouvriers organisés est de 200, et les réunions sont souvent tenues.

Un *groupe scolaire* de 98 membres se forma au commencement de 1906 en vue de la propagande rurale et se livra à l'étude approfondie de notre programme agraire.

La *propagande militaire* s'exerce dans deux régiments et parmi les convoyeurs.20 délégués des compagnies forment le Conseil de l'organisation militaire qui compte 200 adhérents environ et organise souvent des réunions.

Le Comité de gouvernement est élu par les délégués de toutes les organisations. Le nombre des propagandistes qui était de 80 descendit à 20 à cause des arrestations et des départs.

Trois conférences ont été tenues depuis le mois de juillet 1906.

La *propagande paysanne* dans le gouvernement de Penza fut en 1906 aussi intensive que dans les autres gouvernements du Volga, comme en témoi-

gnent les rapports du Comité de Penza et les comptes rendus de la conférence départementale paysanne du 6 octobre 1906.

Lors de la célébration du Premier Mai, 100 pay sans étaient venus à Penza, porteurs des bannières de 11 confréries.

En septembre 1906 sur les 3190 points du gouvernement on en comptait 319 gagnés par la propagande socialiste révolutionnaire. Plusieurs Unions paysannes sont fort actives. Leurs membres cultivent les lots des camarades en mission ou détenus en prison. Quelques femmes font partie des Unions; et elles firent triompher la grève des tondeuses de brebis. En province, les masses paysannes sont assez conscientes, mais les Unions sont souvent désorganisées par les battues policières.

Pour activer l'œuvre de la propagande nos camarades multipliaient les conférences paysannes. A l'une de ces conférences (le 14 juillet) 30 paysans déclarèrent vouloir se vouer à l'activité révolutionnaire. Ils formèrent une commission paysanne de gouvernement.

Au congrès paysan d'octobre 1906 avaient assisté 29 délégués paysans de 8 districts. Ils déclarèrent que plus de 200 paysans poursuivaient la propagande dans le gouvernement et que la plupart des villages étaient prêts à marcher au premier signal.

En décembre 1906 sur les 1861 villages du gouvernement on comptait 275 villages organisés. Actuellement, (en février 1907) le nombre de villages organisés dépasse 400.

6. Gouvernement de Samara

Au chef-lieu du gouvernement, notre propagande s'exerce, faute des travailleurs de la grande industrie, parmi les ouvriers des ateliers (les menuisiers et les charcutiers principalement) et les débardeurs. On en comptait en été 150 organisés en 10 cercles. Les agitateurs étaient au nombre de 5.

Le *groupe scolaire* de Samara comprenait en hiver 1906 six cercles de 8 à 12 membres chacun.

Le *Comité de Samara*,comme tous ceux du Volga, est élu par la conférence des militants urbains et ruraux. En 1906 il y eut 5 conférences.

La *propagande paysanne* était assurée en 1906 par une organisation spéciale de 25 militants, dont il ne reste actuellement que 4.

On compte 11 groupes dans le district de Samara, et 59 dans les autres districts, qui desservent pus de 100 villages. Dans ceux-ci on trouve de petits groupes organisés qui sont en rapports avec les centres et avec le Comité de Samara, où ils viennent chercher nos publications et demander des agitateurs.

Autour des groupes gravite une nombreuse population paysanne,qui sans adhérer aux groupes dont nous venons de parler, s'intéresse à nos publications, lit nos journaux et héberge nos agitateurs.

Le district le plus touché par la propagande est celui de Samara. Les débuts de la propagande y remontent fort loin. Un village, Varevtchina, s'enorgueillit d'avoir possédé comme propagandiste, *Sophie Perovskaia*, de la narodnaïa Vola, exécutée en 1881 pour le régicide.

Furent élus à la deuxième Douma d'Etat les socialistes révolutionnaires : *Arkhangelski*, *Strelkov* et *Atlassov* (déjà cité plus haut).

---

7. Gouvernement de Saratov

La propagande ouvrière urbaine, bien que systématiquement entravée depuis 1902 par d'incessantes arrestations de militants, se poursuit activement. Suivant les rapports du *Centre ouvrier* et de *l'Union* des propagandistes, la ville de Saratov compte dans ses deux sections — Usinière et Montagnarde — 190 et 100 ouvriers organisés répartis en 8 et 4 cercles. Les deux sections possèdent des caisses et envoient de délégués au Comité régional et au Centre ouvrier. Les propagandistes sont au nombre de 15 groupés en une *Union.*

Le *groupe scolaire* soc.-rév. de la ville comprend 40 membres, répartis en 6 cercles.

Une *commission littéraire* fonctionne près du Comité ; elle répand dans les districts nos publications pour les paysans.

La *propagande paysanne* fut intense et bien organisée de tout temps dans le gouvernement de Saratov. Il n'existe guère de villages — à part dans le lointain district de Khralynsk — qui n'ait eu ou qui n'ait de socialistes révolutionnaires et de publications du Parti. Comme des tournées de nos agitateurs étaient fréquentes, nous avons dans le gouvernement non seulement des révolutionnaires conscients parmi les paysans, mais aussi des adhérents convaincus à notre Parti.

District de Balachov. — Il est divisé en 8 régions, dont 3 sont desservies exclusivement par des militants paysans. A la suite des cruelles répressions et de l'espionnage des autorités rurales, le travail de propaganda est quelque peu ralenti. Le nombre de propagandistes est de 20. Ils organsent souvent des réunions dans 108 villages.

L'organisation de district possède une imprimerie.

District de Saratov. — On ne possède que des renseignements fragmentaires. Des rapports existent avec 40 gros villages, où l'on compte quelques dizaines et parfois une centaine de paysans conscients. On compte 5 à 6 confréries et quelques organisations régionales.

District de Petrovsk. — 15 volosts, soit une quarantaine de villages, sont touchés par la propagande. En mai une conférence de 8 délégués de volosts fut tenue. On compte 3 confréries et autant de Comités ruraux.

District d'Atkarsk. — L'organisation affaiblie par les répressions a recommencé récemment son activité.

Le district est partagé en 3 régions, parcourues par nos agitateurs.

Deux conférences régionales (25 délégués de 7 villages) furent tenues au sujet des élections à la Douma.

District de Kamychine. — 15 villages avec une population de 500 à 2000 paysans sont touchés par la propagande.

District de Volsk. — La propagande s'exer-

ce dans 25 villages, dont plusieurs possèdent des bibliothèques.

District de Novaouzen. — 13 villages viennent d'être visités par nos agitateurs. L'ascendant du Parti dans ce district est fort marqué.

Furent élus à la deuxième Douma d'Etat 4 députés socialistes révolutionnaires : *Kirnossov*, *Pokrovski*, *Vihvorostouschine* et *Rjekhine*.

---

8. Région de Tsaritzine

A Tsaritzine la propagande se poursuit dans 7 importantes usines, dans 23 scieries et dans 5 imprimeries. Les meetings réunissent parfois 1500 ouvriers. 4 unions professionnelles des mécaniciens (500 membres), des scieurs de long (500 membres), de garçons de restaurants (70 membres), et de tailleurs (nombre de membres inconnu) ont été organisées par nos camarades. Les syndicats des ouvriers du port et de débardeurs sont en voie de formation, de même que la coopérative des maréchaux-ferrants.

L'organisation centrale se compose de 4 membres. L'Union ouvrière comprend les organisations des usines (au nombre de 10) et des ateliers (tailleurs, menuisiers, commis, etc.)

Aux Comités de tous les syndicats les soc.-rév. prédominent, notamment à l'Union des chemins de fer.

Les *ressources* du Comité sont fort limitées et

proviennent des cotisations, des recettes de soirées, de concerts, etc.

La *propagande paysanne* de la région de Tsaritzine est surtout active dans le disctrict de Tsaritzine qui compte 10 groupes et 200 paysans organisés.

Aux élections à la Douma, nos camarades s'étaient unis aux social-démocrates et aux « cadets » pour conjurer le péril « cent noir ». Un comité électoral fut constitué, qui réserva 4 sièges d'électeurs aux « cadets », 2 aux soc.-rév., 1 aux soc.-dém. et 1 aux soc.- populistes.

A la curie ouvrière où notre influence s'exerçait sans partage sur 11 délégués, 8 se trouvaient être soc.-rév.

La liste des partis de gauche (4 cadets, 2 soc.-rév., 1 soc.-dém. et 1 soc. populiste) triompha à Tsaritzine. Dans le district furent élus comme délégués 3 soc.-rév., 1 soc.-dém., 7 neutres de gauche, 7 de droite et 2 modérés.

---

9. Gouvernement d'Astrakhan

Les débuts de la propagande remontent déjà à bien d'années vers la fin de l'année 1900. Suivant le rapport du Comité d'Astrakhan pour l'exercice de l'an 1906, le nombre d'ouvriers de la grande industrie et s'élevait au 1 janvier 1907 à 171, sans compter les membres du Comités, des bureaux et des groupes scolaires.

Les ouvriers organisés sont répartis en plusieurs sections industrielles :

Section de la Cie de l'Est. Le nombre des camarades organisés est de 45 (sur un total de 500 ouvriers).

Section de la verrerie. Un groupe de vingt ouvriers socialistes révolutionnaires possède une bibliothèque en une caisse.

Section du faubourg Forposte. 30 membres, organisés par un de nos propagandistes. Les cotisations des adhérents sont fixées à 2 % du salaire. Possède une bibliothèque.

Section des ouvriers des tramways — se forma en 1905, après une grève victorieuse et comtait au début 9 membres. A la suite d'une deuxième grève, le nombre d'adhérents s'accrut à 25. Un Comité de section fut élu ; une bibliothèque et une caisse de secours furent instituées. En 1906 la section chômait le 22 janvier et le 1 mai.

Notre influence s'exerce dans la section sans partage.

Section de l'industrie et du commerce. Fondée en 1905 par un de nos camarades, elle publia en 1905 trois numéros du «Travailleur», revue bimensuelle. Actuellement elle compte une Union professionnelle de 820 membres, dirigée par des socialistes-révolutionnaires et un groupe socialiste-révolutionnaire de 22 membres.

Parmi les Unions professionnelles, ceux des charpentiers, des télégraphistes-postiers, des commis, les plus importantes, sont sous notre influence. Leur Comités sont composés surtout des socialistes-révolutionnaires.

La *propagande paysanne* est rendue difficile par suite de la grande étendue du gouvernement. Cependant, les camarades travaillent isolément et ont réussi à rendre très populaire notre Parti, de sorte que, sans que nous nous y attendions, les socialistes révolutionnaires furent élus en grand nombre. Signalons une émeute au village de Nicolaevsk où les autorités locales et le zemski natchalnik furent séquestrés.

La *propagande militaire* a été faite systématiquement.

Le *Comité* de la ville d'Astrakhan est constitué par cooptation. Il publia en 1906 plus de 55.000 exemplaires de proclamations et organisa 4 conférences urbaines, dont l'une procéda à élection d'un délégué au Congrès du Parti.

Aux *élections à la Douma* nous fûmes obligés de former un bloc avec les cadets pour faire échouer le candidat monarchiste. A la suite d'une campagne électorale énergique notre candidat Evréinov, soutenu par les social-démocrates, triompha à une grosse majorité.

---

10. Gouvernement d'Orenbourg

Le groupe et le Comité socialiste révolutionnaire d'Orenbourg datent de 1905. En novembre 1906 le Comité commença la publication d'un journal.

En ce qui concerne la *propagande ouvrière*, signalons la prépondérance de notre Parti dans l'important syndicat des ouvriers meuniers (100 adhé-

rents), où la moitié environ des ouvriers se réclament de nos principes. En 1906 un Comité des socialistes-révolutionnaires se constitua au sein de ce syndicat, pour y affirmer nos idées.

L'Union scolaire compte deux cercles d'études et plusieurs petits Comités.

La *propagande militaire* s'exerce dans un bataillon d'infanterie. Des réunions de soldats sont souvent organisées.

La *propagande paysanne* est surtout conduite par les maîtres d'écoles, en rapports avec le Comité.

L'organisation de combat compte 10 membres, et possède des armes. L'imprimerie du Comité fut saisie par la police.

Aux *élections* à la Douma la curie ouvrière nomma 4 de nos camarades. A la suite de notre propagande nous réussîmes à faire passer à la curie urbaine tous nos candidats.

---

11. — Gouvernement de Tambov

Pour des raisons indépendantes de nous (voyez l'aperçu du Comité central) nous ne pouvons pas pubier le rapport du Comité de Tambov, qui mène une très vaste propagande parmi les ouvriers, paysans et soldats. Notons seulement que c'est au sein de cette organisation que travailla Marie Spiridonova et que c'est cette organisation qui a porté aux satrapes du gouvernement du tsar une série de coups terribles.

III

LE NORD

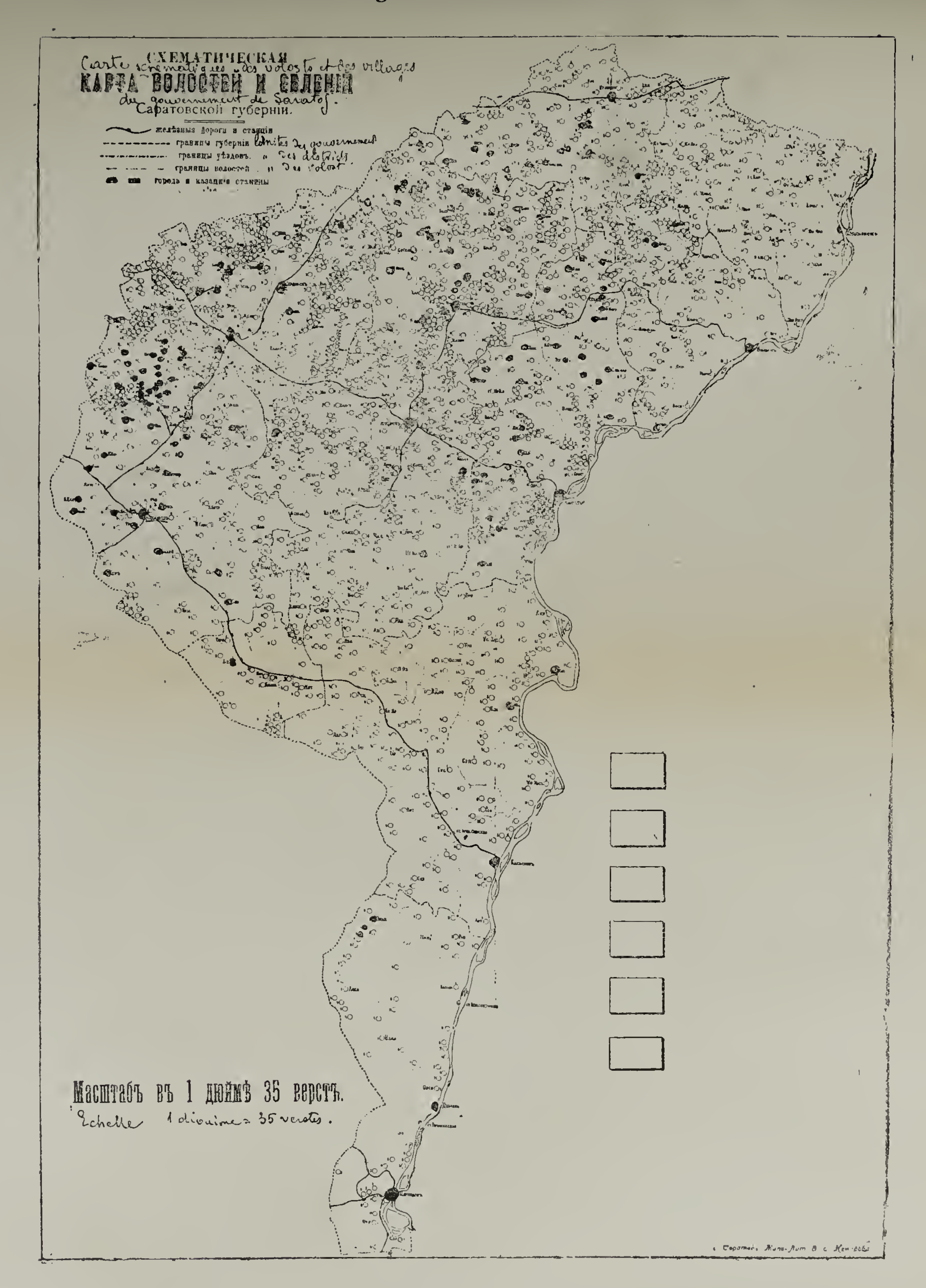
Le 1er Congrès régional fut convoqué en mars 1906 par le délégué du Comité Central. Y avaient pris part les délégués des Comités de *Pétersbourg*, de *Vologda*, de *Riga*, d'*Arkhangelsk*, des groupes de *Novgorod* et de *Pskov*, deux délégués de l'*Union paysanne du Nord* et le délégué du Comité Central, en tout 9 voix délibératives.

Le Congrès se proposait principalement de présider à la constitution d'une organisation régionale. Il élabora le plan général de l'organisation et procéda à l'élection des 5 membres du premier Comité régional.

Au printemps 1906 deux membres du Comité régional furent arrêtés ; ils furent remplacés par deux membres cooptés. En juillet survint encore l'arrestation d'un membre du Comité régional et deux autres durent partir de Pétersbourg. Ils furent remplacés par des membres cooptés.

Le Comité régional établit des rapports réguliers avec les organisations locales et se voua à la recherche de moyens financiers. Il expédiait des publications du Parti aux Comité locaux et y envoyait des

Carte du gouvernement de SARATOV



LÉGENDE : Les *points* noirs indiquent les villages où le parti possède des confréries paysannes ou des comités paysans.

conférenciers et des propagandistes. Il publia plus de 50.000 brochures et proclamations.

En octobre 1906 eut lieu le 2me Congrès régional, auquel avaient assisté les délégués des Comités d'*Arkhangelsk*, de *Vologda*, de *Novgorod*, de *Pskov*, de *Riga*, 2 délégués du Comité régional et les délégués du Comité Central, à part les délégués des groupes de *Tcherepovetz* et de *Velikoloutzk*. En tout 9 voix délibératives et 5 consultatives.

Le 3me Congrès régional extraordinaire fut tenu au mois de mars 1907. Y avaient assisté les mêmes délégués qu'au 2me et un délégué de l'organisation de Jouriev (Dorpat), qui venait d'adhérer au Comité régional, en tout 10 voix délibératives et 4 consultatives.

Près du Comité régional fonctionne un détachement de combat volant, chargé principalement de l'éxécution des actes terroristes. Ce furent ses membres Z. Konopliannikova et Nicolas Iegorof, marin à Kronstadt, qui avaient mis à mort le général Minn et le procureur militaire Pavlov.

---

1. Gouvernement de Pétersbourg (1)

Le Parti mène dans le gouvernement de Pétersbourg une *propagande presque exclusivement paysanne*. Ses débuts remontent à 1900, mais elle n'est

(1) Le compte-rendu du Comité de la ville de St-Péterbourg nous manque (Voyez le rapport du *Comité Central)*.

devenue systématique qu'en 1905 avec la constitution du Bureau du Nord de l'Union paysanne panrusse, composé en majorité de nos camarades.

Le Bureau comprenait au début de 15 à 20 membres. Plusieurs d'entre eux voygeaient dans les districts, répandaient nos publications et fondaient des groupes (à Tcherepovetz et dans plusieurs districts du gouvern. de Pétersbourg).

La Commission paysanne compte 15 membres, dont 4 propagandistes et agitateurs ambulants. Les 11 autres qui restent à Pétersbourg sont chargés de la recherche des moyens financiers, de la publication et de l'expédition de nos écrits. Dans les deux derniers mois la commission paysanne lança plus de 15,000 appels et proclamations.

La Commission paysanne est en rapport avec les militants de tous les dictricts du gouvernement de Pétersbourg.

La population adulte de certains districts est absente tantôt l'été, tantôt l'hiver et peuple les usines de Pétersbourg ; dans d'autres la population n'est que nominalement paysanne et ne vit, en fait, que de la capitale (location des maisons de campagne, etc.). Néanmoins la Commission paysanne étendait patiemment son champ d'action et un 1906 elle fonda 24 confréries, institua 72 bibliothèques et répandit plus de 183,000 proclamations. Le nombre de réunions tenues dans le gouvernement s'élevait à 69 ; celui des paysans organisés à 156, et celui des sympathisants à 1210.

Le budget mensuel de la Commision paysanne s'élève à 250 roub. Comme toutes les organisations de notre Parti elle fut plus d'une fois mise

à mal par la répression policière, et comme elles, la Commission paysanne ne tardait pas à s'en relever.

Aux élections à la deuxième Douma 17 délégués socialistes-révolutionnaires furent élus. Les élections de 13 d'entre eux furent annulées par l'administration.

---

2. Le Gouvernement de Novgorod

La propagande du Parti à Novgorod revêtit dès le début (1903) un caractère systématique. Elle s'affirma pendant la brève période des libertés, grâce à l'appui des instituteurs, membres de l'Union panrusse des instituteurs.

La répression qui suivit les mois de liberté n'épargna pas l'organisation de Novgorod. Mais après un court arrêt le travail reprit, en mars 1906, et avance, malgré les difficultés de tout ordre auxquelles se heurte la propagande. L'étendue du gouvernement, le manque de routes, l'infertilité du sol, forment autant d'obstacles à tout travail continu. Les habitants — pêcheurs, bûcherons ou manouvriers — semblent par leurs professions mêmes réfractaires à l'agitation révolutionnaire. Cependant celle-ci fait de progrès.

Passons aux organisations :

1) Le *groupe de Novgorod*. La ville n'a point d'industries. Le nombre d'artisans organisés est de 120, soit 10 % de la population ouvrière totale. On compte 6 cercles d'études.

Le *groupe scolaire*, composé de lycéens et de séminaristes principalement, comprend 3 cercles d'études.

La *propagande militaire* se poursuit activement parmi la garnison, qui compte 18,000 troupiers. Elle fut inaugurée par les propagandistes de l'organisation militaire de la circonscription de Pétersbourg.

Aux *élections* à la Douma nous avons fait passer comme électeurs un camarade et un sympathisant, mais elles furent cassées par le Sénat.

La *propagande paysanne* est conduite par l'organisation paysanne, annexée au Comité.

District de Novgorod. — 9 volosts et 45 villages sont touchées par la propagande. Le nombre des paysans organisés s'élève à 260. En février 1907 eut lieu une conférence paysanne où il fut décidé de publier un organe socialiste révolutionnaire : *La cloche du vetché* de Novgorod.

District de Staraia Roussa. — 7 villages sont organisés et 50 touchés par la propagande.

District de Tcherepovetz. — 8 confréries sont groupées en Union de district.

District de Borovitchi. — 4 confréries, 10 groupes paysans et des intelligences dans tous les 28 volosts du district. Plusieurs meetings paysans et une conférence de district furent tenus.

District de Tikhvine. — 25 villages sont touchés par le propagande et reçoivent nos publications. Plus de 3 mille écrits furent répandus.

District de Malo-Vychera. — 36 villages sont touchés par la propagande.

Dans les autres six districts du gouvernement il n'existe pas d'organisations de districts, mais le travail de propagande se groupe autour des volosts. On compte plus de 13 de ces volosts, comprenant 67 villages et réunissant plus de 500 paysans organisés.

---

3. Gouvernement de Pskov

L'activité du Comité date surtout de 1906, et vise particulièrement *les ouvriers des chemins de fer.*

Au début de 1907 environ 100, de 800 ouvriers des chemins de fer que compte Pskov, faisaient partie du groupe de l'Union panrusses des chemin de fer. Une vingtaine d'entre eux sont des socialistes révolutionnaires convaincus.

Le groupe scolaire compte 150 adhérents répartis en cercles .

La propagande paysanne se poursuit activement. Un volost est organisé. 8 volosts, soit 200 villages, sont touchés par la propagande. 25 villages ont des confréries et des cercles qui groupent 145 adhérents et 1000 sympathisants. Aux élections à la Douma tous nos candidats avaient triomphé.

DISTRICT D'OSTROV. — De 12 volosts, 10 sont touchés par la propagande. 150 à 200 paysans sont organisés. Le nombre de propagandistes est de 25. Signalons 10 bibliothèques paysannes dans les villages et deux au chef-lieu. Plus de 6000 proclamations furent répandues en 1906.

District de Porchov. — Sur les 22 volosts du district 11, soit plus de 100 villages sont touchés par la propagande. On y compte 14 bibliothèques paysannes. Plus de 10.000 appels et 5000 brochures furent répandus dans le district par le groupe socialiste révolutionnaire du chef-lieu.

District de Novorjev. — L'activité du groupe du chef- lieu s'était surtout traduite dans la publication et la propagation des proclamations.

Le tableau ci-dessous indique les progrès de la propagande pysanne dans le gouvernement de Pskov en 1906.

Volosts touchés par la propagande	72
Villages	.684
Confréries	35
Centres d'actlon	107
Comités	8
Militants	480
Conférences tenues	25
Nombre des délégués qui y avaient pris part . . .	16
Nombre d'assistants	594
Réunions et Meetings organisées	38
Nombre d'assistants	25.000
Réunions tenues pour la rédaction des nakaz aux députés de la Doema	.29
Proclamations répandues	37 500
Journaux répandus dans les campagnes (en exemplaires .	3 070
Bibliothèques paysannes fondées par l'Union . . .	46
Nombre des paysans adhérents aux organisations de l'Union	10.000
Nombre de sympathisants se chiffre par *centaines de mille.*	

Parmi les 480 militants plus de deux tiers sont paysans.

4. Gouvernement de Vologda

La propagande commencée par nos camarades déportés dans le gouvernement de Vologda prit une grande extension à l'époque des libertés. Un groupe de 22 militants socialistes révolutionnaires se constitua qui se mit au travail.

Un comité de 5 membres fut élu qui coopta encore 2 membres. Au cours des premiers mois de son existence il répandit un grand nombre d'appels et organisa une milice de combat.

La propagande ouvrière s'exerçait surtout parmi les *travailleurs des chemins de fer*. Un groupe de 30 ouvriers fut constitué et instruit par nos militants. Peu après il se forma encore 3 groupes avec 40 adhérents. Ces groupes fusionnèrent, adhérèrent à l'Union panrusse des chemins de fer et nommèrent un Comité. Actuellement l'organisation exerce une influence prépondérante.

Parmi les *ouvriers industriels* signalons les syndicats des relieurs, des compositeurs et des tailleurs où nos camarades s'adonnent à une propagande active.

A l'usine des locomotives nos adhérents sont au nombre de 50. Ils ont un Comité et une caisse où ils versent 3 % de chaque rouble de salaires. Le groupe de l'usine des locomotives possède 6 bibliothèques.

Elle publie une revue hebdomadaire soc.-rév., possède une caisse et une bibliothèque.

La propagande paysanne est dirigée par la commission paysanne instituée près du Comité.

District de Vologda. — 4 comités de volosts organisés et des confréries dans 8 volosts.

District de Veliko-oustioujsk. — Des réunions sont souvent tenues aux jours du marché.

District de Griasovetz. — 2 comités de volosts et 3 groupes.

District de Kadnik. — 2 cercles de volosts.

Dans les districts de Velsk, de Nicolsk, de Totem on se borne à la propagation de nos écrits. Les paysans sont très sensibles à notre propagande et font preuve d'une grande intelligence.

---

5. Gouvernement d'Olonetzk

L'organisation date de mai 1906, époque à laquelle une conférence des socialistes révolutionnaires fut tenue à Petrozavodsk qui procéda à l'élection d'un Comité. Il comprenait 20 membres.

En septembre 1906 on comptait à Petrozavodsk *25 ouvriers organisés*, répartis en 6 cercles d'études Signalons aussi *3 cercles scolaires.*

La propagande paysanne était conduite par des maîtres d'écoles, au nombre de 50. On comptait 2 confréries et des intelligences dans 50 villages, relevant de 5 districts.

Plus de 7000 proclamations furent répandues pendant l'été 1906.

---

6. Gouvernement d'Arkhangelsk

En 1907 la ville Arkhangel comptait 300 à 350 ouvriers organisés, adhérents de l'Union Ouvrière socialiste révolutionnaire. Notre influence s'exerçait dans trois syndicats, ceux des tailleurs, des scieurs de long et des boulangers. Dans les districts il n'y a d'ouvriers organisés qu'à Kovda, au nombre de 120.

En automne 1906 se forma à Arkhangel une *Union Scolaire* qui publie la revue *La jeune Russie.*

La propagande paysanne est menée dans 4 districts ; celui de Chenkoursk est le plus touché par la propagande : 10 volosts sur 17. Les confréries sont au nombre de 3. Les militants sont tous paysans. 4 conférences paysannes furent organisées.

Les publications de notre Parti sont largement répandues.

Les arrestations au cours des mois derniers ont quelque peu entravé le travail d'agitation.

Fut élu à la Douma d'État le socialiste révolutionnaire *Lebedev.*

---

7. La ville de Riga

La propagande ouvrière est menée parmi les ouvriers des chemins de fer, dans une manufacture de tabac, dans 2 imprimeries, dans une distillerie, dans le dépôt d'alcool et parmi les piqueurs de tiges. On compte 12 cercles d'études de diverses professions et 1 cercle des ouvriers des chemins de

fer. Les études sont dirigées par 16 propagandistes, 2 agitateurs et 2 organisateurs. Le nombre d'ouvriers organisés est de 115 dont 25 adhérents de l'Union des chemins de fer.

L'agitation parmi les troupes est fomentée par des propagandistes spéciaux. Les répressions et les fréquents changements de garnison entravent la propagande. En été on comptait deux cercles militaires. Ils n'existent plus à l'heure qu'il est par suite de l'arrestation de plusieurs de leurs membres.

La *propagande paysanne* consiste dans l'envoi des publications dans plusieurs endroits.

Aux *élections* la curie ouvrière fit passer comme délégués 4 socialistes révolutionnaires. C'est également sous l'influence de nos camarades que l'*Union professionnelle des ouvriers des chemins de fer* de Riga adhèra à l'Union panrusse des chemins de fer et accepta son programme politique et professionnel.

En vue de présenter l'état de choses dans les provinces baltiques sous son vrai jour, nous reproduisons plus bas le rapport du délégué de l'Union socialiste-démocrate lettone à la conférence des militants paysans du P. S. R. en septembre 1906.

« Plus de la moitié des terres des provinces baltiques appartiennent aux barons allemands. Leurs fiefs comprennent parfois plusieurs milliers de dessiatines. On compte quelques majorats. Les terres qui restent sont en mains de gros propriétaires fonciers, possesseurs de 100 dessiatines et au-dessus.

» Le sol se trouve ainsi accaparé par un petit

groupe de terriens. Il est cultivé par un prolétariat rural, dépourvu de terres. Plusieurs châteaux des barons comptent 100 ouvriers agricoles (hommes et femmes), parfois davantage. D'autres propriétaires occupent 10 ouvriers ou plus.

» Deux tiers des ruraux composent un prolétariat agricole au sein duquel s'exerce la propagande révolutionnaire. L'organisation du *mir* n'existe plus, mais des traces en demeurent encore dans quelques travaux agricoles, exécutés en commun.

» Lors de l'abolition du servage les lettons n'avaient point bénéficié d'un allotissement des terres. Les corvées des routes, des chariots et des écoles sont imposées aux communes paysannes. Les manoirs des seigneurs en sont affranchis.

« Le Landtag provincial n'est composé que de barons, bien que les paysans contribuent à son entretien. Les barons disposent encore du droit de patronat.

« Les privilèges féodaux de la noblesse avaient préparé le terrain aux mouvements populaires.

« Outrées des injustices du droit de patronat et de la politique ambiguë des pasteurs, les populations lettonnes ont pris en haine le clergé et par suite la religion.

« Les débuts de l'agitation datent de loin. Des troubles agraires s'étaient produits en 1830-1848 et en 1870-1880. Quelques chef lettons étaient en relations avec les militants de la «Volonté du Peuple ».

La propagande socialiste systématique est menée depuis 15 ans. Deux organisations furent créées :

le Parti socialiste-démocrate letton et l'Union socialiste-démocrate lettone.

» En 1905 l'agitation débuta par les manifestations dans les églises, ensuite par des grèves agricoles. Les propriétaires firent venir les cosaques, et avec leurs fils, étudiants pour la plupart, organisèrent des bandes qui terrorisaient les populations. Les paysans se soulevèrent : ils s'emparaient des armes des gardes-chasse, s'attaquaient aux propriétés, incendiaient les dépots d'alcool, exécutaient les policiers ruraux etc. Lorsque après les journées d'octobre se manifesta cyniquement la traîtrise du gouvernement, les Lettons décidèrent de défendre les libertés conquises. Les administrations des volosts furent destituées et remplacées par des comités révolutionnaires, élus au suffrage universel. Les fonctions judiciaires furent confiées aux juges élus qui dans leurs arrêts s'inspiraient uniquement de leur conscience, sans s'en tenir à des règles de droit. Les propriétés des barons étaient saisies et confiées à l'administration des Comités révolutionnaires jusqu'à la convocation d'une Constituante.

» En novembre tous les instituteurs de la province s'étaient réunis à Riga et proclamèrent la séparation de l'église et de l'école. Quelques semaines après se réunit une conférence panlettonne que les journaux des barons avaient dénommée la Constituante. La conférence résolut de destituer les administrations de volosts qui ne l'étaient pas encore, de confier les fonctions administratives, financières et l'administration scolaire aux Comités

révolutionnaires de volosts, d'organiser une milice, etc.

» Quinze jours après il n'y eut plus d'administration de volosts. Tous les rapports avec l'administation gouvernementale furent rompus. Les villes de district furent prises par les révolutionnaires. Les administrations gouvernementales demeuraient seulement à Riga, à Libau et à Mitau.

» La victoire malheureusement ne dura pas longtemps. Les provinces furent envahies par les troupes de cosaques, de dragons, d'infanterie et d'artillerie. Ce fut une effroyable répression. Les membres des Comités révolutionnaires étaient fusillés. Sur les indications des barons qui s'étaient retournés et conduisaient les colonnes de répression, on pendait, on fusillait, on fustigeait. On fouettait (400 et 500 coups de verges) des volosts entiers : femmes, enfants et vieillards. Des centaines expirèrent sous les coups. Les instituteurs et les institutrices étaient fustigés sous les yeux de leurs élèves. Deux femmes dont une institutrice furent frappées de verges et fusillées. Le cocher Carl eut la langue arrachée avant d'être pendu. Un instituteur fut pendu à des crochets. Plus de 5.000 personnes payèrent de leur vie deux mois de liberté. Plusieurs femmes furent violées et un grand nombre de manoirs brûlés. Ceux qui pouvaient émigrèrent. Plusieurs se refugièrent dans les fôrets. Le nombre de ces « Frères de la Forêt » est grossi par les déserteurs lettons. A présent que les Comités révolutionnaires ne peuvent leur venir en aide, les « Frères de la Forêt » sont obligés de recourir à

l'expropriation des biens des particuliers pour ne pas mourir de faim.

» A l'heure qu'il est tout acte de révolte est impitoyablement réprimé. Un garde-champêtre est-il tué, comme dans le volost de Drousten, aussitôt 3 hommes innocents sont pendus, 50 fouettés et la commune est frappée d'une amende de 3000 roubles. La bestialité policière se donne libre cours. On torture, on affame, on tue... Edouard Baumann, après avoir été affamé pendant des semaines, fut soumis à la torture, à la suite de laquelle il eut tous ses doigts tordus. C'est ainsi que l'on arrache des aveux et des indications. Il faut avoir une force de caractère surhumaine pour résister. Aussi le règlement du Comité Central de l'organisation de combat lettonne prescrit aux membres de ne pas se laisser prendre vivants.

» Malgré ces horreurs l'agitation révolutionnaire ne faiblit pas, et s'étend à tous les volosts des provinces baltiques. Les organisations de volosts sont dirigées par les Comités de volosts. Dix ou quinze volosts sont réunis en une organisation de district, que dirige un Comité de district. Les orgnisations de district sont groupées en organisations d'arrondissement, présidées d'un Comité d'arrondissement. Les Comités sont élus, ceux de volost par les paysans organisés du volost ; ceux de district par les Comités de volost et ainsi de suite jusqu'au Comité Central. Le nombre de paysans organisés dans les provinces baltiques est de 10.000 à 15.000. Chaque volost compte 10 à 15 militants.

» Les conférences de district et d'arrondissement ne sont pas convoquées. Mais tous les 3 mois ou

plus souvent des Conseils d'arrondissement ont lieu. Ces Conseils sont investis de prérogatives législatives et judiciaires.

» Chaque volost possède une milice, en rapport avec les milices volantes des « Frères de la Forêt ». C'est le Comité Central de l'organisation de combat qui dirige les milices.

» Les ressources des organisations proviennent des cotisations, de dons et de confiscations. En 1906 il fut procédé à la confiscation générale des terres. Malheureusement cela ne dura pas longtemps.

» L'Union paysanne panrusse n'a pas d'adhérents dans les pays. Les paysans lettons sont républicain. Ils détestent le Tsar et le qualifient de «sangsue ». Ils réclament une autonomie territoriale et une Diète lettone.

» La dissolution de la Douma ne produisit point de sensation : on n'y avait mis aucun espoir. Les revendications du Manifeste de Vyborg firent rire : elles sont réalisées déjà dans les provinces baltiques. En revanche la défaite de Kronstadt et de Svéaborg impressionna douloureusement tout le monde.

» Les ordres du Comité Central relatifs à l'insurrection furent accueillis avec joie. On fit des préparatifs. Mais la Russie ne bougea pas...

» Les écoles communales sont fermées. La vie du pays est arrêtée.

» Seuls les réactionnaires qui se recrutent exclusivement parmi les barons allemands s'agitent. »

8. La ville de Jouriev (Dorpat)

Le Comité de Jouriev fut pour la première fois présenté à la deuxième Conférence régionle du Nord.

Le Comité est composé de 3 membres.

Un *Cercle d'études* ouvrier comprend 10 membres.

Un *groupe militaire* existe parmi les soldats du régiment de Krasncojarsk. Le nombre de soldats conscients est de 50.

Un *groupe d'étudiants socialistes révolutionnaires* compte 40 membres.

Un *groupe scolaire* réunit 55 lycéens.

Les publications en langue esthone font défaut. Jusqu'à présent 7 brochures soc.-rév. avaient été traduites en cette langue. Le travail en somme est encore à son début.

IV

NORD-OUEST

L'Organisation régional du Nord-Ouest

L'organisation régionale du Nord-Ouest est la première en date des organisations régionales du Parti. Au moment de sa création en 1904 elle comprenait les groupements de Smolensk, de Briansk, de Vitebsk, de Minsk, de Roslavl, de Vilno, de Bélostok, de Gomel, de Dvinsk. Vers la fin de l'an 1904 eut lieu un second Congrès régional. C'est de la même époque que date la fondation d'une imprimerie régionale. Depuis l'action de l'organisation s'affirme en dépit de courtes périodes d'arrêt à la suite de répressions gouvernementales.

En octobre 1906 eut lieu le 6e Congrès régional. Dix militants dont 3 membres du Comité régional et plusieurs invités y avaient assisté. Plusieurs résolutions importantes y avaient été adoptées.

Le 6e Congrès constata l'insuffisance des forces révolutionnaires dans le Nord-Ouest ; il n'en chargea pas moins le Comité régional du travail com-

plexe de l'organisation des forces du Parti, de la propagande paysanne et terroriste, des finances.

En outre, le Comité devait rechercher les moyens financiers, régler les rapports mutuels des organisations locales, tracer la ligne de conduite aux Comités des villes, les renforcer, diriger l'agitation électorale et faire les préparatifs pour le Congrès du Parti.

Le Comité départagea la besogne. L'un des mem bres, remplissait les fonctions de secrétaire et demeurait toujours au même endroit. Les trois autres parcouraient la province.

Le Comité régional dirigea son effort principal sur la région méridionale de la province, où la propagande paysanne avait été menée et qu'il se proposa d'étendre, en créant des fortes organisations locales qui pourraient servir de pépinières aux futurs agitateurs.

Des propagandistes spéciaux furent envoyés dans les régions de Vilna, de Dvinsk, de Gomel et de Novozybkov.

Des subventions furent accordées aux comités qui manquaient de ressources pour commencer l'œuvre de propagande.

Un programme d'études fut élaboré à l'usage des cercles paysans et des règlements pour les confréries. Après quoi le Comité régional commença le travail d'organisation d'une conférence de militants paysans.

Malheureusement, l'activité du Comité fut enrayé par l'arrestation de quelques-uns de ces membres ; en outre la lutte électorale vint réclamer toute son attention.

En dehors de l'activité électorale le Comité organisa des conférences régionales, deux à Briansk, une à Novozybkov, deux à Gomel, deux à Smolensk et une à Vilna.

La propagande parmi les ouvriers des chemin de fer n'était pas activement menée faute de militants. Un membre du Comité régional se mit donc en rapport avec le bureau central de l'Union des chemins de fer et pria d'envoyer un propagandiste spécial. Avec l'arrivée de celui-ci on organisa les conférences des lignes Riga-Orel, Riasan-Oural et Libau-Romni.

Une conférence de la ligne de Poliessié doit avoir lieu prochainement.

Le VIe Congrès régional a reconnu l'existence des organisations dans la ville et les districts de Smolensk, dans les régions de Briansk, Poliessié, Gomel, Mohilev, Minsk, Grodno, Vilno, Kovno, Dvinsk et Vitebsk.

Dans les villes ce sont en partie les artisans, la jeunesse des écoles et le prolétariat industriel. Dans les districts l'élite paysanne. Le nombre d'ouvriers organisés dans chaque région oscille entre 100 et 300, et celui de paysans organisés de 200 à 400 ; les régions de Briansk et de Dvinsk comptent respectivement 1000 et 910 ouvriers organisés. Ce sont des organisations modèles où l'activité paysanne et ouvrière se pénètrent et où l'imposition fonctionne régulièrement.

Dans les régions de Gomel c'est la propagande paysanne qui prédomine (1000 paysans organisés), de même que dans celles de Mohilev-Vitebsk (2000

paysans organisés), et de Poliessié (450 paysans organisés).

Les régions de Pinsk et de Belostok ont cela de particulier que dans la première la propagande ne porte que sur les ouvriers des chemins de fer (environ 300 ouvriers organisés) et dans la seconde, sur les soldats des garnisons.

Les organisations urbaines sont dirigées par les *Unions ouvrières* élues par les cercles de représentants. Les membres de ces derniers sont élus par tous les adhérents du Parti de l'endroit. Dans certaines villes,comme à Vitebsk,existent deux *Unions* parallèles, juive et orthodoxe. Cela s'explique parce que les ouvriers russes, moins avancés, n'ont été touchés par la propagande que tout dernièrement, et aussi parce que les masses juives ignorent le russe.

Les groupes de bourgs apparaissent comme intermédiaires entre les organisations urbaines et les campagnes, en propageant parmi les moujiks les publications du Parti.

Ce qui caractérise les organisations du Nord-Ouest (excepté celle de Briansk) c'est la prépondérance de jeunes militants. On trouve des lycéens non seulement dans les organisations paysannes; mais même jus qu'au sein des Comités. Cela s'explique par la pénurie d'éléments intellectuels dans la province. La présence de jeunes éléments turbulents explique l'origine et les progrès du « MAXIMALISME » dans le Nord-Ouest.

Le « Maximalisme » fit sa première apparition à Bélostok, il y passa par toutes les phases de son évolution pour dégénérer en l'anarchie pure.

Actuellement le maximalisme au Nord-Ouest n'est plus même de l'anarchie, mais pis encore.

Les maximalistes de Bielostok qui avaient travaillé auparavant dans les rangs du Parti et y étaient encore demeurés après le 1er Congrès (du Parti), en sortirent pour former une organisation autonome. Cela ne les empêchait point dans certains cas de se couvrir du nom du Parti.

Actuellement dans les endroits où l'on trouve des groupes maximalistes (Pinsk, Grodno, Briansk, Minsk), ceux-ci ont rompu complètement avec le Parti.

La sphère d'action des maximalistes est limitée par le prolétariat urbain ; ils n'exercent aucune influence sur les intellectuels et n'ont pas de rapports avec les campagnes.

La propagande soc.-rév. dans les villes du Nord-Ouest se heurte à bien des difficultés à cause des diversités ethnographiques des populations. Le but principal qu'y poursuivent nos camarades est de former des propagandistes pour les paysans. Et nous constatons avec plaisir que les masses paysannes du Nord-Ouest, où l'organisation communale du *mir* n'existe pas, ne s'en montrent pas moins très sympathiques à l'idée de la socialisation du sol. Nous n'en voulons pour preuve que la rapide extension de la propagande rurale. Bien que dans toutes les régions, à part celles de Gomel et de Poliessié, l'agitation ne date que de quelques mois, de l'époque des libertés ou de plus tard encore, certains gouvernements comme celui de Vitebsk (les débuts de la propagande n'y remontent qu'à six mois) sont couverts d'un réseau d'organisations paysannes et pos-

sèdent même des Comités paysans de district. En un court espace de temps 5 conférences de district et une de gouvernement y furent tenues. Il en fut de même ailleurs.

Dans les régions de l'Ouest notre propagande agraire s'exerce parmi les populations lithuaniennes. Mais nous attachons le plus d'intérêt dans ces régions à la propagande parmi les ouvriers de chemin de fer et les troupiers.

L'agitation parmi les soldats est difficile à cause du manque des propagandistes.

---

1. Région de Smolensk

La ville de *Smolensk* demeure le centre d'où l'activité du Parti rayonne sur tout le Nord-Ouest.

Les débuts de l'agitation dans la région remontent à la fin de l'année 1902 ; mais ce fut en mars 1903 que se constitua un Comité. Composé de sept intellectuels il se mit au travail et organisa deux cercles socialistes qui comprenaient une cinquantaine de membres. On n'oublia point les campagnes dans la plupart des districts.

On se lia également avec les ouvriers des fabriques, en majorité paysans des villages suburbains. Ils formèrent le noyau d'un cercle autour duquel vinrent se grouper quelques ouvriers et artisans citadins. A partir du mois d'avril 1906, on commença à organiser de petites réunions de 50 à 60 personnes. On répandit un grand nombre d'appels aux ouvriers, aux paysans, à la jeunesse des éco-

les. En juin 1906 le groupe précité d'intellectuels, grossi de quelques élèves des écoles, résolut de diriger une fraction de militants à Briansk, à Moscou et ailleurs. Cité sans industrie, avec un élément ouvrier peu nombreux et un élement paysan lent à s'éveiller, Smolensk ne présentait qu'un champ d'action fort restreint.

A l'heure actuelle on poursuit la propagande dans une usine, dans une fabrique et dans huit petits ateliers (boulangerie, imprimerie, etc.) Le nombre des ouvriers et artisans s'élève à 2000 à Smolensk, dont 100 organisés adhérents à l'Union ouvrière. Celle-ci comprend tous les cercles qui élisent les délégués du Comité de l'Union.

La propagande parmi les ouvriers et employés des chemins de fer laisse à désirer. Sur 200 membres de l'Union panrusse des chemins de fer on ne comptait à Smolensk en octobre 1906 que 40 socialistes révolutionnaires (1). Une dizaine de nos camarades télégraphistes avaient fondé vers la même époque, un groupement autonome.

Mentionnons quelques groupes des socialistes révolutionnaires parmi les élèves du séminaire, de l'école diocésaine, etc., en tout une quarantaine de personnes.

Il n'existe pas d'organisation spéciale pour la propagande militaire. Deux camarades s'y adonnent particulièrement. Il y a un groupe où sont représentées quatre batteries d'artillerie, les seules touchées par la propagande.

---

(1) Le nombre total des ouvriers et employés des chemins de fer est de 700 à Smolensk.

Nos camarades sont également en rapport avec les officiers. Un groupe de l'Union des officiers est en voie de formation.

Le Comité se fournit des publications légales à la librairie régionale du Parti. Il dépense à cet effet de 30 à 50, parfois 100 roubles par mois. Mais les organisations locales ne paient pas toujours leurs achats de librairie.

Parmi les autres, un acte terroriste eut lieu au début de l'année, la mise à mort du colonel de gendarmerie Galtzychev, qui avait fait fouetter les paysans.

La région de Smolensk comprend les districts de Smolensk, de Roslavl, d'Ielna, de Doukhovtzi, de Krasnoïé, de Dorogobouje, de Poriétchié. Les districts du Nord-Est, ceux de Belsk, de Gjatsk, de Viasma, de Sytchev et de Iouchnov relèvent de la région centrale.

District de Smolensk. On y compte 3 volosts touchés par la propagande, avec 29 membres actifs et 250 sympathisants.

District de Roslavl. Le groupe du chef-lieu existe depuis 1903. En 1907 il fut réorganisé sur des bases plus démocratiques. Il possède une bibliothèque et pratique l'imposition des membres. Le nombre d'ouvriers organisés est de 50 environ.

Le travail parmi les paysans est conduit dans 23 volosts (activement dans 4, passablement dans 9 et peu dans les autres). Deux conférences furent tenues.

District de Krasnoïé. Le travail se poursuit dans 8 volosts (sur 12 du district). Dans 4 il existe 3 Comités de volost élus par les assemblées de volost où

assistaient plus de 40 paysans. Les agitateurs sont au nombre de 12. La propagande commencée à la période des libertés se fait par les cercles d'études.

Le nombre des bibliothèques est de 3, qui fonctionnent régulièrement, et celui des paysans organisés de 250. Le travail de propagande est menée par l'Union paysanne, que les paysans ne séparent pas du Parti socialiste révolutionnaire.

Aux élections nos candidats passèrent dans 3 volosts. En tout furent élus 11 délégués du Parti, dont 2 passèrent comme électeurs de gouvernement.

District de Ielna. Un groupe existe depuis 1906 au chef-lieu. 7 villages sont touchés par la propagande. Il existe un Comité de volost et des bibliothèques. Les cotisations des adhérents sont de 30 kop.

District de Doukhovchtchina. On trouve un groupe au chef-lieu. Quelques villages sont touchés par la propagande, mais il n'existe pas d'organisation.

District de Porietchié. L'organisation est faible, bien qu'il y ait des bibliothèques et que le système d'impositions fonctionne régulièrement. Aux élections nos candidats — 8 paysans et 1 prêtre — passèrent comme délégués. Deux conférences de paysans furent organisées.

Il n'existe pas de commission paysanne auprès du Comité de Smolensk. 3 camarades s'occupent particulièrement de la propagande paysanne, secondés par quelques paysans et instituteurs. Le nombre de paysans organisés dans les districts du gouvernement de Smolensk (ceux de Roslavl et de Krasnoïé exceptés) s'élève à 100.

2. Région de Briansk

L'agitation socialiste révolutionnaire commence à Briansk en 1903. Jusque là, cette ville, qui compte avec la banlieue plus de 25.000 ouvriers, ignorait notre Parti... A l'usine Bejetzky qui compte 10.000 ouvriers, les socialistes-démocrates faisaient pendant quelques années de la propagande, sans réussir à organiser un grand nombre d'ouvriers.

Nos agitateurs, après quelques mois de propagande, réussirent à organiser une grève à l'Arsenal de Briansk. Quelques jours avant la déclaration de la grève se constitua officiellement un Comité de notre Parti. C'est lui qui lança l'appel à la grève et la conduisit fort heureusement. Les ouvriers eurent gain de cause.

A partir de ce jour, tous les ouvriers de l'usine B. et des autres usines commencèrent à fréquenter nos réunions et nos cercles d'études, gagnés à nos idées. Quelques dizaines d'entre eux devinrent des socialistes révolutionnaires convaincus. Nos réunions étaient fréquentées par 300 à 500 ouvriers, les cercles (d'études) élémentaires par 100, et les cercles pour l'élite ouvrière par 25 personnes. Celles-ci continuèrent l'œuvre révolutionnaire après le départ des propagandistes.

Voici quelques renseignements sur les usines de Briansk et des environs pour l'an 1906 :

A l'usine de B. il existe une Union ouvrière adhérent au P. S. R. avec un Comité élu par les corporations de métiers. Un groupe pour la propagande paysanne autonome est affilié à l'Union. A

Briansk nous avons également une *Union ouvrière* qui compte 100 membres et un *Comité* de 9 personnes, et un *groupe paysan*.

Aux usines *Maltsev*, 9 Unions ouvrières (460 personnes) et un Comité directeur, sans compter un groupe paysan. Aux usines Maltsev, de B., et ailleurs le système de cotisations obligatoires est pratiqué,mais les résultats sont médiocres par suite de la crise industrielle. Les Unions ouvrières possèdent des bibliothèques. Elles versent 20 % de leurs revenus au Comité urbain, qui se compose de leurs délégués (2 pour l'usine B., 1 pour l'usine de Briansk, 1 pour l'usine Maltzef, et 1 pour les propagandistes). Parmi les ouvriers des chemins de fer on compte 65 à 70 soc.-rév., parmi les instituteurs une quinzaine, réunis en un groupe. Des appels sont propagés par milliers d'exemplaires parmi les soldats et les paysans.

En 1906 *deux Comités de volosts* et plusieurs confréries furent fondées. Chaque Comité nomme trois «marcheurs (1)», deux pour la propagande dans les villages voisins et un pour les rapports avec le groupe paysan du chef-lieu du district. L'imposition qui était pratiquée auparavant apparaît comme impossible à présent par suite de la ruine économique des villages.

Les confréries exercent une influence réelle sur la population paysanne de plus de 60 villages.

Dans le *district de Troubtchev* la propagande est menée depuis 1905. En 1906 commencèrent à se for-

(1) Missionnaire ambulant — « Khodok » qui a les pleins pouvoirs des paysans que l'ont délégué.

mer des confréries. Actuellement elles sont au nombre de 15.

Dans le *district de Sevsk* 20 villages sont touchés par la propagande. Un groupe de propagandistes à peine formé se désagrégea par suite de l'arrestation de plusieurs de ses membres.

---

3. Région de Poliessié

District de Novozibkov. Les débuts de la propagande remontent à 1904. Mais c'est après le 17/30 octobre que le travail devint intensif. Vers la fin d'octobre une réunion de 25 propagandistes paysans de districts de Novozibkov et de Sourage (en partie) eut lieu qui envoya un délégué au second Congrès de l'Union paysanne panrusse. Des meetings monstres de 5000 assistants furent tenus. Le 6 décembre eut lieu une seconde conférence d'agitateurs paysans qui procéda à l'élection d'un Comité régional. Ce Comité n'eut que 2 mois d'existence. A la suite du *pogrome* antijuif survenu en octobre, le travail se ralentit. Le club ouvrier fondé en novembre fut fermé par la police quelques semaines après son inauguration.

Au début de 1906 le groupe de Novozibkov comme tant d'autres fut désorganisé par la répression gouvernementale. Mais au temps de la convocation de la première Douma il y eut une reprise d'activité, et de nouveau une rechute après sa dissolution.

Le 9 août 1906 eut lieu une conférence des délé-

gués des districts de Novozibkov, de Sourage et de Novgorod-Seversk, au nombre de 18. Ils procédèrent à l'élection du Comité régional du Poliessié.

La propagande embrasse les régions suivantes :

Région de Novozybkov. 6 volosts où l'on répand les publications du Parti ; des réunions et des meetings sont organisés. Des confréries de même que des bibliothèques existent dans 6 villages.

Région de Novo-Rop. 4 volosts sont touchés par la propagande. Des confréries y existent partout, et des bibliothèques dans 10 villages. Un seul village compte 100 paysans organisés.

Région de Klintzi (district de Sourage). Klintzi est un bourg industriel qui compte 10.000 ouvriers. Chaque fabrique possède des groupes soc.-rév. Dans les campagnes de la région nos camarades desservent 4 volosts et 15 villages où des réunions sont souvent tenues.

Région d'Oupetcha. — La région est desservie par trois propagandistes de Novozibkov qui y viennent de temps à autre. Dans 10 villages des bibliothèques furent fondées et dans l'un on institua une caisse de secours.

Région de Starodoube. — L'agitation s'étend à 35 villages du district ; plusieurs milliers de proclamations furent distribuées. Chaque village a un représentant pour le rapport avec les militants du chef-lieu. Au mois de mai eut lieu une conférence paysanne. Toute la population des villages vient aux réunions socialistes révolutionnaires.

Région de Novgorod-Séversk. — Le travail de

propagande commença au mois de juillet. 15 villages sont desservis ; on y répand activement nos publications.

Région de Potchep.— 20 villages sont touchés par la propagande. Des réunions sont souvent organisés. A Potchep on compte 60 socialistes-révolutionnaires organisés.

En novembre 1906 le Comité régional du Nord-Ouest chargea deux de ses membres de réorganiser l'œuvre de propagande dans la région. Grâce aux efforts des militants du Comité un groupe ouvrier central fut créé à *Novozybkov*, de même que deux cercles d'études (du type élémentaire et du type supérieur).

A l'heure qu'il est la propagande se poursuit parmi les soldats, de même que parmi les ouvriers boulangers. Le groupe central possède une bibliothèque. Les dépenses sont couvertes par les cotisations.

A *Sourage*, petite ville, la propagande languit, mais dans le district 40 à 50 villages sont desservis par nos camarades.

Au mois de janvier fut tenue la conférence de la région de Poliessié, à laquelle prirent part un grand nombre de délégués des villages.

---

4. Région de Gomel

(Ville de Gomel, districts de Gomel et de Rogatchev (gouvernement de Mohilev), de Retchitza (gouvernement de Minsk) et de Gorodnia (gouvernement de Tchernigov).

Les débuts de la propagande dans le district et ville de Gomel remontent à 1903. L'organisation de Gomel était déjà fortement constituée lorsque le *pogrome* antijuif de janvier 1906 vint lui porter un rude coup, dont elle commence, du reste, à se remettre.

On compte dans la ville 15 ouvriers organisés des chemins de fer, 40 à 50 artisans, 20 boulangers, 25 ouvriers en nattes et 9 employés d'abbattoir. Il existe un groupe de 30 à 40 élèves des écoles.

Dans le district l'usine de Dobrouche compte 300 à 400 ouvriers organisés. Le Comité socialiste révolutionnaire se compose de 7 membres.

Dans les campagnes le nombre des paysans organisés s'élève à 2000.

Dans les *districts de Rogatchev* et de *Retchitza* on compte environ 200 paysans organisés, et dans celui de *Gorodnia* 200 départagés dans 15 villages. Plusieurs conférences, dont une régionale furent tenues.

---

5. Région de Mohilev

Le groupe des écoles de la ville compte 86 membres, dont 60 séminaristes, 14 élèves infirmiers et 12 instituteurs.

L'Union panrusse des chemins de fer groupe une soixantaine d'adhérents.

Dans les districts on enregistrait en septembre 1906 :

District de Mohilev. — 7 confréries et 42 villages touchés par la propagande.

District de Bychov. — 10 confréries.

District de Tchaoussi — 8 confréries de volost et 5—6 confréries de village, où le travail est activement poussé.

District de Tcherikov. — 10 confréries.

District de Klimovici. — 7 confréries.

District de Mstislavl. — 7 confréries.

District de Senno. — 5 confréries.

District d'Orcha — Un groupe de district fonctionne au chef-lieu. Dans la banlieue une organisation réunissant 10 confréries dessert 37 villages. En outre 5 confréries se groupent autour du bourg Smoliani. A signaler un groupe socialiste-révolutionnaire parmi les élèves de l'école d'agriculture.

District de Gorki. — Un groupe scolaire de 5 membres existe au chef-lieu. Une soixantaine de paysans des villages suburbains sont organisés par 8 militants paysans. On compte des confréries dans 3 volosts. Nos publications sont répandues dans plus de 600 villages.

Le Comité de Mohilev fit distribuer de septembre au printemps 1906 pour plus de 300 roubles de

brochures et 10.000 exemplaires du *Manifeste aux paysans*. Le 27 août eut lieu une conférence départementale paysanne.

---

6. Région de Minsk

(Districts de Minsk, de Bobrouïsk, d'Igovmen, de Novogroudok, de Borissov)

A *Minsk* la propagande est active surtout parmi les ouvriers des ateliers et des dépôts des chemins de fer, de même que parmi les artisans. 25 ouvriers des chemins de fer sont organisés, 15 tailleurs et 100 artisans des autres métiers.

Le nombre de cercles d'études est de 7, avec 8 à 15 auditeurs, et 2 groupes de discussion avec 15 membres. On compte 15 agitateurs ouvriers et 3 propagandistes intellectuels. 20 meetings avec 20 à 100 assistants eurent lieu au cours de l'année.

Dans les unions professionnelles nous comptons 6 camarades (sur 11) au Comité du Syndicat des tailleurs, 4 (sur 13) au Comité de la ligne Libau-Romni et 3 (sur 6) au Comité de la ligne Moscou-Brest, adhérant à l'Union des chemins de fer.

Aux élections il y eut 8 délégués socialistes-révolutionnaires et 1 électeur de gouvernement pour la curie ouvrière.

Le nombre de groupes scolaires est de 7 avec 100 membres. Parmi les soldats on distribue les publications du Parti. Deux meetings de soldats furent organisés.

L'organisation urbaine compte 200 membres.

Dans les districts 13 volosts, 52 villages et 13

bourgs sont touchés par la propagande. 7 organisations de 21 militants groupent environ 200 paysans. Le nombre total des adhérents paysans du Parti dans la région est de 400. Dans les bourgs chaque organisation compte une trentaine de membres.

Le 5 octobre se réunit à Minsk une conférence de gouvernement composée de 20 délégués qui s'occupa surtout de questions de tactique.

Le *groupe de Bobrouïsk* fut fondé en 1905. Il compte 40 membres répartis en 3 cercles d'études. Les propagandistes sont groupés en une réunion qui dirige le travail parmi les 600 ouvriers de fabriques de Bobrouïsk.

Notons aussi l'attentat contre le gouverneur Kourlov, l'organisateur des progromes, commis par nos camarades la citoyenne Ismaïlovitch et le citoyen Poulikhov.

---

7. Région de Pinsk

L'organisation se trouve actuellement affaiblie par suite des arrestations. Notre action vise surtout les ouvriers des chemins de fer dont 300 (sur 1900) peuvent être considérés comme socialistes-révolutionnaires et 600 comme sympathiques à nos idées Le Comité local de l'Union des Chemins de fer se compose en majeure partie de socialistes-révolutionnaires.

Le groupe de Pinsk lança 20.000 exemplaires de l'*Appel de Viborg*, 10.000 appels éléctoraux, 3000 proclamations aux ouvriers et 1500 aux soldats.

Aux élections un de nos camarades passa com-

me délégué à la curie ouvrière de Pinsk, et un comme délégué à Louninetz.

A *Louninetz* nous comptons 100 adhérents parmi les ouvriers des chemins de fer.

A *Baranovici* nous avons parmi les ouvriers des chemins de fer et les soldats plus de 100 adhérents. 18 villages sont touchés par notre propagande.

---

8. District de Grodno

(Villes et districts de Grodno, de Slonim et de Belostok)

Nous avons à Grodno 45 artisans, 20 ouvriers de fabrique, 70 boulangers et 50 ouvriers de métier divèrs qui se réclament du programme du Parti.

On y compte en outre un groupe scolaire de 70 membres et un cercle de propagandistes (7 à 8 militants).

Dans la région signalons un groupe de 50 membres à *Skidli* un de 18 membres à *Slonim* et 8 villages touchés par la propagande. A *Bélostok* la propagande parmi les paysans et les soldats reprit depuis 1906.

Nous manquons d'autres renseignements sur la région.

---

9. Région de Vilno

(Vilno, Ochmïani, Svenciani, et districts).

Les débuts de la propagande à Vilno remontent à 1904. Bien qu'elle fût affaiblie plus d'une fois par de fréquentes arrestations des militants, elle comp-

te actuellement 400 adhérents parmi les ouvriers de Vilno et des sympathisants dans les troupes de la garnison. Le groupe scolaire compte 100 membres.

---

10. Région de Dvinsk

(Ville de Dvinsk et districts de Dvinsk, de Drissa, de Disna, de Rejitiza, de Sebèje, de Novo-Alexandrovsk, d'Illoukst.

En octobre on comptait à Dvinsk 391 ouvriers organisés de notre Parti, groupés en 26 cercles d'études. Avec les 30 adhérents qui ne faisaient pas parti des cercles et 28 agitateurs cela faisait un total de 449 adhérents.

Notre organisation est après celle du *Bounde* la plus importante de la ville. Elle jouit de la considération générale et ses membres remplissent souvent les fonctions d'arbitres dans les conflits. Les finances se trouvent dans un état déplorable en dépit de l'imposition des membres. Le budget est de 200 roubles par mois.

Le groupe de Dvinsk publia 4 numéros d'une *Gazette Ouvrière* et un grand nombre d'appels du Parti.

Signalons l'organisation récente à Dvinsk d'une Union des ouvriers des chemins de fer. A la tête du comité se trouvent des socialistes-révolutionnaires et des ouvriers sympathiques à nos idées. Le nombre des ouvriers des chemins de fer de la ville atteint le chiffre de 5000. Plus de 100 travail-

leurs fréquentent nos cercles d'études, où l'enseignement se fait selon le programme socialiste-révolutionnaire.

La région de Dvinsk comprend 16 groupements socialistes révolutionnaires avec 509 adhérents. Plus de 200 villages sont touchés par la propagande. On compte 30 confréries et 400 paysans organisés. La propagande est rendue difficile à cause de la terreur qu'inspirent aux paysans les colonnes de répressions. Chacun des 16 groupements possède sa section paysanne. Dans presque tous les villages on trouve un bibliothécaire, un « marcheur » et un caissier qui forment un petit comité et s'occupent de la propagation de nos écrits.

---

11. Règion de Vitebsk

Les débuts de notre propagande remontent à 1903. Actuellement, en 1906, nous comptons 250 adhérents parmi les ouvriers juifs de Vitebsk, répartis en 5 groupes suivant les métiers, et dirigés par l'Union ouvrière (de 15 membres) élue au suffrage universel. Le nombre d'ouvriers orthodoxes organisés est de 70, groupés en 7 cercles. A leur tête se trouve un Comité directeur de 10 membres. On compte 50 ouvriers des chemins de fer adhérents à notre programme. Le groupe scolaire comprend 262 membres, dont 1/3 sont socialistes révolutionnaires. Ils sont répartis en 3 cercles et dirigés par un comité de 17 membres.

Dans les districts à Polotzk, à Kolichki, à Oula,

à Tchachniki, à Lepel on compte 142 ouvriers juifs et 58 ouvriers chrétiens, 50 élèves des écoles et 15 propagandistes de notre Parti. Signalons un bureau de la section de Vitebsk de l'Union panrusse des instituteurs. Sur 5 de ses membres 3 sont soc.-rév.

Voici quelques chiffres sur la propagande parmi les paysans.

RÉGIONS :	Vitebsk	Oulla	Lepel	Bechenk	Tchachniki	Gorod	Polotzk	Nevel	Total
Confréries	35	8	6	4	2	3	—	2	60
Villages organisés	—	1	6	8	2	5	—	5	274
Villages touchés par la propagande	—	50	6	8	10	60	11	30	175
Nombres des confréries tenues	1	1	1	1	1	—	—	—	5
Nombre des délégués aux élections	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Nombre de paysans organisés	720	182	500	300	200	80	20	300	2302
Nombre de comités de volosts	2	—	—	—	—	—	—	—	2

Du 20 juillet à 20 septembre le Comité de Vitebsk lança plus de 54,000 appels et proclamations.

V

OURAL

L'Organisation régionale

Le premier Congrès régional fut tenu le 18 et le 19 février 1906. Y avaient assisté les délégués des Comités de Viatka, de Perm, d'Ekaterinbourg, d'Oufa et du groupe de Tagil.

Le Congrès reconnut la nécessité d'une organisation régionale, mais se borna à nommer un bureau provisoire et le chargea des travaux préliminaires à cet effet.

En avril eut lieu un second Congrès et en juin un troisième. Ce dernier, composé des délégués des 4 comités (Viatka, Perm, Ekaterinbourg et Oufa) et des 4 groupes de district, régla tous les détails de l'organisation.

Le cinquième Congrès régional résolut par l'affirmative la question de la participation aux élections à la Douma.

1. Gouvernement de Viatka

Les débuts de la propagande socialiste révolutionnaire dans le gouvernement remontent à bien des années. Mais ce fut aux jours brefs des libertés que l'action du comité de Viatka s'affirma hautement. Puis vint l'ère de la répression, les arrestations et les déportations en masse. Des *pogromes* contre les intellectuels furent suscités par les « cent noirs ». Nos camarades résistèrent vaillamment, armes en mains, aux sbires de la réaction (les 314 fusils dont ils étaient armés avaient été enlevés à l'arsenal de Slobodsk). L'organisation en fut bien affaiblie.

En février 1906 une conférence de 25 militants paysans eut lieu à Viatka.

A l'heure qu'il est deux organisations du gouvernement de Viatka apparaissent comme les plus puissantes de l'Oural. Plusieurs groupes de district fonctionnent.

La *propagande ouvrière* englobe à Viatka les ateliers des chemins de fer, 2 usines et plusieurs ateliers. Le nombre des ouvriers organisés qui paient leurs cotisations est de 173.

Il existe un Comité ouvrier urbain et un bureau provisoire aux ateliers des chemins de fer.

Les ouvriers sont groupés en 11 cercles d'études et instruits par 7 propagandistes.

Le *groupe scolaire* de Viatka compte 120 adhérents. Le nombre des *proclamations* sorties des presses de l'imprimerie du Comité s'élevait à 123.000.

Passons maintenant à la *propagande paysanne* dans les districts :

District de Viatka. — 11 voosts (sur 23) sont touchés par la propagande et régulièrement pourvus de nos publications. Le nombre de militants est de 25. On compte dans les villages 3 bibliothèques.

District d'Ourjoum. — 22 volosts gagnés par la propagande. 15 militants paysans et 5 intellectuels. Le nombre des bibliothèques est de 10. On manque de publications révolutionnaires.

District de Kotelniki. — A la suite d'une conférence tenue en mai 1906 se fonda une organisation de 15 membres.

Les propagandistes sont pour la plupart des paysans, mais l'on trouve parmi eux des médecins, des instituteurs, des infirmiers, des desservants d'église. 23 volosts sont touchés par la propagande.

District de Iaransk. — L'agitation a gagné tous les 30 volosts du district. Le nombre de propagandistes paysans est de 30, et celui d'agitateurs intellectuels de 28, dont 10 soc.-rév., 16 sympathisants soc.-dém. et 31 neutres. Le district compte 14 cercles et 20 bibliothèques.

District de Slobodsk. — Compte plusieurs villages, dont toute la population se réclame de notre Parti. Dans certains volosts 50 % ou 70 % de paysans lisent nos brochures et publications et discutent les questions de programme du Parti socialiste révolutionnaire. . Maint volost possède une ou plusieurs bibliothèques.

District de Nolinsk. — Le nombre de nos bibliothèques est de 20.

District de Malmije. — Le travail interrompu par l'arrestation de plusieurs militants vient de reprendre.

District de Glazov. — 30 volosts (sur 43) et 4 usines sont touchés par la propagande. Le nombre des militants, paysans et intellectuels est respectivement de 28 et de 30. Tous se réclament de nos principes. 4 confréries ont été organisées qui possèdent des bibliothèques.

Furent élus à la deuxième Douma d'État les socialistes révolutionnaires : *Zaïtsev*, *Efremov*, *Naoumov* et *Schabaline*.

---

2. Comité de Sarapoul

La *propagande ouvrière* du Comité vise particulièrement l'usine d'Ijev et 3 usines privées. Le nombre d'ouvriers organisés est de 350, répartis en 20 cercles d'études.

A *Sarapoul* notre propagande englobe 9 usines. 100 ouvriers sont organisés. Leur comité se compose de 9 membres.

Le Comité de Sarapoul est élu par l'organisation tout entière. Il se compose de 3 membres et de 3 candidats. Une conférence fut convoquée en août 1906.

Le nombre de proclamations lancées par le Comité dépasse 50.000.

La *propagande paysanne* s'exercait en 1906 dans tous les villages des districts de Sarapoul et d'Ielabouge. On comptait des cercles d'études dans chaque village et plus de 20 confréries.

---

3. Gouvernement d'Oufa

Les débuts de l'organisation d'Oufa remontent à l'an 1902, mais le travail actif ne date que de 1903, où un Comité fut constitué.

La *propagande ouvrière* s'exerce dans 9 usines et fabriques de la ville. On y compte plus de 300 ouvriers organisés, 9 Comités et 10 cercles d'études. Le nombre de propagandistes est de 8.

Le Comité possède une imprimerie et fait paraître le *Socialiste*, organe de l'Union ouvrière d'Oufa du Parti socialiste révolutionnaire.

Parmi les *actes de combat* signalons le meurtre du gouverneur Bogdanovitch et la grève des ouvriers des chemins de fer (décembre 1905) suivie d'une résistance armée aux troupes.

La *propagande paysanne* se poursuit dans 50 villages dont chacun à sa confrérie.

Aux élections à la Douma notre Comité prit une part active et l'initiative de l'organisation de la campagne électorale. Ses efforts furent couronnés de succès : un de nos camarades, *Koslov*, fut élu député.

---

4. Organisation de Zlatoouste

Il est difficile de préciser l'époque d'où date l'agitation ouvrière dans la région de Zlatoouste, mais il y a 10 ans déjà, sous l'influence de la propagande de nos camarades les ouvriers de Zlatoouste firent grève pour la conquête de la journée de 8 heures. Malgré les représailles exercées contre les mili-

tants, ils sortirent vainqueurs du conflit. Dès lors la propagande révolutionnaire se poursuit sans relâche. Une grève en 1903 se termina par la fusillade tristement célèbre des ouvriers sans défense sur l'ordre du gouverneur Bogdanovitch, exécuté depuis par l'organisation de combat de notre Parti. Peu après cette grève il se constitua un groupe socialiste révolutionnaire qui, à l'époque des libertés, joua un grand rôle dans la vie politique de Zlatoouste. Son influence s'est également exercée sur les ouvriers des usines de la banlieue de Zlatoouste.

A l'usine de Sachkine sous notre impulsion, les ouvriers, par action directe, obtinrent la journée de 8 heures .

L'organisation ouvrière de Zlatouste compte 100 adhérents, celles de Koussine et Sachkine 30 et 45 adhérents.

Aux élections à la Douma tous les délégués furent élus parmi nos camarades.

---

5. Région d'Ekaterinbourg

Après la désorganisation de l'ancien Comité par la répression gouvernementale (en janvier 1906) le travail ne reprit qu'en février. 300 ouvriers furent organisés en cercles. D'autre part ou poursuivait énergiquement la propagande parmi les soldats et les ouvriers des chemins de fer. Le Comité de la section locale de l'Union panrusse des chemins de

fer compte dans son sein plusieurs socialistes-révolutionnaires.

Les secours aux camarades déportés en Sibérie et à ceux qui s'en évadent — tous passent par Ekaterinbourg — absorbent l'activité du Comité.

Les organisations de district, au nombre de 7, prospèrent et se développent, ainsi que les 11 organisations des usines d'Oural.

Le Comité d'Ekaterinbourg répandit plus de 150.000 proclamations.

---

6. Gouvernement de Perm

Le compte rendu de l'organisation de Perm nous manque.

Fut élu à la deuxième Douma d'État le socialiste-revolutionnaire *Sigov*.

VI

L'UKRAINE (PETITE RUSSIE)

(excepté les gouvernements de Podolie, de Volhynie et de Poltava sur lesquels les renseignements font défaut).

L'Organisation régionale de l'Ukraïne

La 1re conférence régionale fut tenue en octobre 1906. Elle prit les résolutions suivantes :

1. En tant que Parti nous ne pouvons prendre part aux élections à la Douma, de même que nous ne pouvons les boycotter. Nous ne pouvons que recommander aux ouvriers et paysans qui y parti ciperont de voter pour les bons candidats.

2. Les expropriations privées sont absolument interdites aux membres du Parti socialiste révolutionnaire.

3. Les expropriations importantes des biens de la couronne ne sont admises sans que le Comité régional en ait préalablement pris connaissance.

4. Le Comité régional peut à son gré faire répar tir les militants dans la région, sans en avertir les organisations locales. Les membres de celles-ci sont tenus de se soumettre à ses ordres.

1. Gouvernement de Voronège

C'est à l'an 1895 que remonte la constitution du premier groupe socialiste révolutionnaire à Voronège.

A partir de 1900 le groupe s'adonna à la propagande paysanne. En 1905 l'arrestation des principaux militants arrêta l'activité de l'organisation, laquelle ne reprit qu'au début de l'an 1906. Les ressources assez considérables mises à la disposition de l'organisation pour la propagande parmi les paysans permirent de pousser activement le travail.

On fit venir des agitateurs et l'on constitua auprès du Comité un Bureau paysan du Parti socialiste révolutionnaire.

En juin fut convoquée une conférence départementale des propagandistes paysans.

Un Conseil paysan fut institué, composé du Bureau *in corpore* et des délégués de chaque district. Il devait se réunir tous les mois. Sur la demande des membres de la conférence, le Bureau paysan du P. S. R. consentit à servir d'organe exécutif du conseil et de l'organisation tout entière.

A la conférence départementale, qui eût lieu le 6 août 1906, les rapports des délégués établirent que dans 11 districts (sur les 12 du gouvernement) 200 villages avaient été touchés par la propagande. Dans 8 districts il existe des organisations de district.

Au début de 1907 l'*Organisation ouvrière* de Voronège se composait de 3 sections, dont chacune avait son Comité. La direction était confiée au

Centre ouvrier composé de délégués de chaque Comité de section. Les ouvriers organisés versaient des cotisations, avaient leur bibliothèque et répandaient les publications du Parti. Le nombre d'ouvriers organisés s'élevait à 80, celui des sympathisants à 600. Tous votèrent aux élections pour un candidat socialiste révolutionnaire.

L'organisation Scolaire socialiste révolutionnaire de la ville de Voronège se compose des élèves des écoles secondaires et professionnelles, au nombre de 150, qui sont groupés en *Union*. Celle-ci compte 17 cercles d'études.

En été 1906 une propagande systématique fut menée parmi les soldats. Un cercle d'études de 12 soldats était en voie de formation lorsque les arrestations vinrent enrayer la propagande. Tout récemment sur l'initiative de quelques soldats un nouveau cercle socialiste révolutionnaire d'études fut fondé.

L'organisation urbaine de Voronège compte 65 adhérents, possède une imprimerie. Elle répandit en 1906 plus de 97,800 proclamations et brochures.

La *propagande paysanne* embrasse 148 villages, dont 75 possèdent des organisations. Dans 6 districts sur lesquels on possède des renseignements plus précis on compte 1700 payans organisés et 63 cercles d'études. Les propagandistes se recrutent parmi les paysans, les maîtres d'écoles, les prêtres, les étudiants et les ouvriers.

En juin et en août 1906 deux conférences de paysans et de militants paysans furent tenues.

Aux élections à la Douma la Curie paysanne

nomma 60 de nos camarades délégués et 23 électeurs.

Fut élu du gouvernement de Voronège à la 2me Douma d'État le socialiste révolutionnaire *Dolgopolov*.

---

2. Gouvernement de Koursk

Notre propagande vise à Koursk les artisans et les ouvriers des chemins de fer. 83 travailleurs organisés sont groupés en une *Union soc. rév.* En été de l'an 1906 le Comité soc. rév. organisa 15 meetings. Il exerce un ascendant marqué sur certaines unions professionnelles, comme celle des typographes.

Parmi la *jeunesse scolaire* on compte 21 cercles d'études.

Dans la troupe tous les régiments, batteries et compagnies possèdent leurs « centres ». Il existe un centre pour la garnison de la ville. Les soldats organisés sont au nombre de 90, les sympathisants au nombre de 200. Il y eut en 1906 deux meetings militaires.

Le Comité de gouvernement élu a coopté plusieurs membres. Il y eut 3 conférences de gouvernement. Le budjet annuel dépasse 4000 roubles. Le nombre général des militants est de 150. La propagande paysanne est menée par les organisations de district.

En septembre 1906, suivant les rapports des délégués à la conférence paysanne, l'état de la pro-

pagande dans les districts se présentait sous les apparences suivantes :

District de Koursk. — L'organisation de la propagande laisse à désirer. Des Comités existent dans deux volosts.

District d'Obojan. — Organisation partielles. Beaucoup de paysans conscients dans 3 volosts.

District de Lgov. — Il existe un groupe socialiste révolutionnaire au chef-lieu du district qui est en rapport avec 7 volosts. Quelques villages possèdent des Comités et des caisses.

District de Fatege. — Nos publications sont répandues dans tous les districts.

District de Novo-Oskolsk. — Organisations embryonnaires. Quelques villages sont organisés et possèdent de Comités soc. rév.

District de Staro-Oskolsk. — Au chef-lieu une organisation socialiste révolutionnaire et un Comité. Dans le district un Comité régional dirige l'œuvre de propagande.

District de Chtchigrov. — 12 volosts sont organisés.

District de Soudja. — Il existe une organisation de district et quelques villages organisés.

District de Dmitkiv. — La classe paysanne du district peut être divisée en conscients (15 %), demi-conscients (60 %) et peu conscients (25 %). Signalons une organisation socialiste révolutionnaire paysanne au chef-lieu.

District de Korotcha. — Au chef-lieu il existe un groupe de socialistes-révolutionnaires et dans le

district un autre de 18 membres. Ils possèdent des caisses alimentées par les côtisations des membres paysans.

A *Staró-Oskol* la propagande s'exerce parmi les ouvriers des chemins de fer et les artisans, de même que dans l'Union professionnelle des commis.

A *Chtchigrine* 36 ouvriers sont groupés en *Union Ouvrière du Parti socialiste révolutionnaire.*

A *Lgov*, nous comptons 20 adhérents parmi les employés du dépôt d'alcool et des deux sucreries.

L'organisation de Lgov prit part aux élections dans toutes les curies. Elle fit passer comme délégués de la curie ouvrière deux camarades, et trois comme délégués et électeurs de la curie paysanne.

Furent élus du gouvernement de Koursk à la 2me Douma d'État les socialistes révolutionnaires : *Afanassiev*, *Lokhvitski*, *Mouchenko*, *Ovodov*, *Pianysch* et *Roussanov*.

---

3. Gouvernement de Kharkov

Les débuts de la propagande dans le gouvernement ne datent que de 1906. Auparavant le Comité s'adonnait exclusivement à la propagande urbaine.

Les débuts de l'agitation furent difficiles, surtout dans les districts de Somni et de Valtchansk à cause de la répression qui y sévissait à la suite des troubles agraires. Néanmoins, grâce aux ressources qui furent mises à la disposition des camarades pour la propagande paysanne,on réussit à créer des organisations dans tous les 11 districts du gouvernement.

Les confréries paysannes reçoivent les publications du Parti par l'intermédiaire des Comités de distict du Bureau départemental de l'Union paysanne et du Parti S.-R. Mais dans quelques districts le Comité de Kharkov possède des délégués qu'il charge de la propagation des publications révolutionnaires.

En octobre 1906 sur les 203 volosts que comptent les 11 districts du gouvernement, 60 étaient touchés par notre propagande. Ils englobaient 172 villages avec 51 cercles d'études et 35 organisations.

Le nombre de paysans organisés s'élevait à 1595 et celui des sympathisants à 39,0000. La propagande était menée par 25 militants, dont 9 ambulants. Dix conférences de districts et 3 de gouvernement avaient été tenues, et une commission paysanne de 5 membres fut instituée à Kharkov. 30.000 brochures, 120.000 écrits et 10.000 journaux furent répandus dans le gouvernement.

---

4. Gouvernement de Tchernigov

L'activité du groupe de Tchernigov du Parti Socialiste Révolutionnaire s'accrut en 1905. Vers la même époque une *Union Scolaire* se forma. Mais dès le début le Comité de Tchernigov concentra ses efforts sur la propagande paysanne, Le chef-lieu du gouvernement ne possède pas de prolétariat industriel. — L'Union ouvrière du P. S. R., à Tchernigov ne représente pas une force considérable.

Le nombre d'artisans et de petits employés de Tchernigov est de 1500 à 2000. Ils sont travaillés par

quatre partis: les Social-Démocrates, les socialistes-révolutionnaires, le Bounde, et les socialistes-sionistes.

La propagande se poursuit également entre les maçons et briquetiers russes, qui tous les hivers quittent leurs campagnes pour aller chercher du travail à Tchernigov. Une organisation militaire embryonnaire existe parmi les 3000 soldats et 150 cosaques qui tiennent garnison à Tchernigov, mais les agitateurs manquent. L'Union ouvrière de la ville est dirigé par un petit Comité de 7 membres. Elle comprend 11 cercles de 150 membres (110 hommes et 40 femmes). Signalons aussi un important groupe scolaire soc.-rév. à Tchernigov et deux dans les districts.

La propagande paysanne absorbe l'activité du Comité. L'entretien des militants paysans, dont la plupart, du reste, ne reçoivent aucun traitement, absorde de 25 % à 30 % du budget mensuel, lequel oseille entre 250 et 300 roubles. L'imprimerie coûte environ 40 à 50 roubles par mois. D'avril à octobre 1906 cette imprimerie publia 133.200 écrits destinés aux paysans.

L'action du Comité de Tchernigov s'étend sur 11 districts du gouvernement, qui en compte 15, mais 4 districts relèvent de la province du Nord-Ouest. Ces 11 districts peuvent être divisés en districts organisés (ceux de Nejine, Krolevets, Borzen et Kozelets où l'on compte des organisations dans la plupart des villages, en districts en voie d'organisation (ceux de Tchernigov, de Gorodnia, de Konotop et de Zosnitsza) où un tiers de villages est touché par la propagande, et en districts. Ceux de Glouchov,

de Novgorod Seversk et d'Oster, où il n'existe guère d'organisations, mais où nos publications sont néanmoins répandues.

Il existe des villages où se trouvent des bibliothèques, où les publications de notre Parti et même les armes sont achetés en commun. L'un de ceux-là possède une milice de combat de 80 paysans.

Le Comité convoqua en l'espace de 4 mois (juin à octobre) 4 conférences régionales, et 2 conférences départementales paysannes, l'une à l'occasion de la dissolution de la Douma et l'autre pour discuter le programme agraire et la tactique des organisations paysannes.

Signalons ce fait réjouissant que depuis peu le Comité reçoit un grand nombre de demandes d'envoi d'agitateurs, dans les villages. Alors qu'auparavant il fallait expliquer aux paysans la nécessité de s'organiser, ce sont eux actuellement qui réclament des propagandistes à cet effet. Ce changement salutaire doit être attribué à une crise de conscience qui s'opéra dans les milieux paysans depuis la dissolution de la Douma.

D'octobre 1906 à janvier 1907 le Comité de Tchernigov publia 49.800 brochures, placards et écrits révolutionnaires.

En octobre 1906 le Comité convoqua une conférence des militants paysans et vue de la discussion de questions d'organisation. 17 délégués de 7 districts avec voix délibérative et 8 avec voix consultative y avaient pris part.

Vers la même époque eut lieu une conférence régionale paysanne à laquelle avaient pris part les délégués de 6 villages.

Fut élu à la deuxième Douma d'État le socialiste révolutionnaire *Khvoste*.

---

5. Gouvernement d'Ekaterinoslav

Le gouvernement peut être divisé en 3 régions.

Première région. Districts d'Ekaterinoslav, de Verchnedneprovsk, de Novomoscovsk et de Pavlograd. Cette région, dont le centre est la ville d'Ekaterinoslav, est la plus révolutionnaire et la plus organisée du gouvernement.

Deuxième région. Districts de Marioupol, de Pavlograd (en partie) et les colonies allemandes. Région conservatrice, avec quelques points où s'exerce l'ascendant des social-démocrates. Les colonies allemandes,et tous les points du gouvernement où l'élément allogène prédomine, à quelques exceptions près sont conservateurs. Une partie du district de Marionpol, voisine de la province des cosaques du Don, est même réactionnaire.

Troisième région. Districts de Bakhmout, de Slavianoserbsk. Ils ont pour centres la ville de Bakhmout et les villages miniers ; dans plusieurs de ceux-ci l'élément soc.-rév. prédomine.

L'Union paysanne d'Ekaterinoslav, désorganisée par les répressions gouvernementales du mois de décembre, se relève peu à peu et prépare activement des conférences de district paysannes.

---

6. Gouvernement de Kiev

A la réunion des délégués des cercles et du Conseil ouvrier de Kiev, en octobre 1906, on évalua le nombre d'ouvriers organisés de Kiev à 412, groupés en 27 cercles.

Pour ce qui concerne la propagande paysanne, nous empruntons les données qui suivent au rapport du délégué de Kiev à la conférence des militants paysans du P. S. R., tenue au mois de septembre 1906.

La propagande se poursuit dans 8 districts (des 12 que compte le gouvernement) groupés en 4 régions.

Région de Tcherkassi. Elle embrasse les districts de Tcherkassi, de Tchigirine et de Zvenigorod. Le bourg Smiela possède un groupe adhérent au Parti soc.-rév.

Région de Kanev, comprend les districts de Kanev, de Kiev (en partie), d'Ouman et de Lipovetz.

Région de Bielotzerkov, englobe les districts de Skvir, de Vassilkov et de Tarachtcha.

La *quatrième région* comprend les districts de Radomysl et de Kiev (en partie).

Dans ces régions on trouve un grand nombre de paysans conscients, dont des centaines se réclament ouvertement de notre Parti et s'affirment comme socialistes-révolutionnaires. Il existe plusieurs confréries et comités de village.

Une grève agricole, couronnée de succès, des paysans de la région de Poltava donna une impulsion nouvelle à l'œuvre de propagande dans les

villages du gouvernement de Kiev. Plusieurs grèves agricoles y furent organisées et les paysans en sortirent vainqueurs. Actuellement le district de Kanev compte 15 confréries et comités. Malheureusement nous manquons d'agitateurs. Le Comité de Kiev concentra ceux qu'il avait à sa disposition dans quatre endroits et en fit des centres de propagande.

Toutes nos confréries de village possèdent des Comités. Ces Comités envoient leurs délégués au Comité des volosts. A toute occasion nous organisons des petites conférences de confréries et des réunions auxquelles nous invitons les agitateurs du Comité de gouvernement. — Les sujets débattus à ces réunions sont la socialisation du sol, la question ouvrière, le socialisme, le moment politique actuel, etc.

Le Comité de Kiev subventionne les organisations naissantes. Dans la plupart des cas les paysans versent régulièrement leurs côtisations. Ils réunissent également des fonds pour l'achat des armes. Dans la première région 300 roubles ont été réunis en vue d'achat d'armes, dans la seconde 150 roubles.

VII

MIDI

L'Organisation régionale

Le troisième Congrès régional fut convoqué en septembre 1906. Y avaient pris part les délégués des Comités d'*Odessa*, de *Kherson*, de *Nicolaïev*, d'*Elisavetgrad*, de *Kichinev*, de *Sébastopol* et de *Yalta*, soit 26 militants.

La propagande paysanne était conduite par la Commission paysanne instituée près du Comité régional et composée de 10 à 15 militants ambulants et de 5 sédentaires.

La Commission paysanne avait organisé 4 conférences paysannes et 1 Congrès régional le 26-27 novembre 1906.

1. Gouvernement de Bessarabie

L'organisation date de 1904. Le Comité possède une imprimerie et publia plusieurs brochures en langue russe et valaque.

Dans les districts signalons à part le groupe de

Beltzi celui de *Benderi*, fondé avec le concours du Comité de Kichinev. Benderi compte 70 ouvriers des chemins de fer, organisés, dirigés par un Comité, une organisation militaire et un groupe ouvrier de 40 membres.

La *propagande paysanne* est active dans le *district de Kichinev* où fonctionnent 5 organisations paysannes.

Dans le *district de Beltzi*, dont la population se compose de moldavanes, 4 volosts sont touchés par la propagande soc.-rév. Nos agitateurs travaillaient d'abord sous le patronage de l'Union paysanne panrusse, mais récemment ils en sortirent et poursuivent actuellement leur propagande au nom du Parti. Dans le district de *Sorokoi* nos militants organisent souvent des réunions, et y entretiennent deux « marcheurs » paysans.

Aux *élections* à la Douma, qui furent annulées par l'Administration, 5 de nos camarades avaient passé comme électeurs.

---

2. Gouvernemenl de Kherson

Nous ne possédons pas malheureusement de renseignements sur la propagande dans les villes, bien que le gouvernement de Kherson, à part le chef-lieu, compte des centres comme *Odessa* et *Nicolaïev*.

Quant à la *propagande paysanne*, la direction suprême en est assumée par le Bureau central de la section méridionale de l'Union paysanne pan-

russe (fondée en novembre 1905) et par la commission paysanne de l'Union paysanne du Parti socialiste révolutionnaire.

Signalons encore un bureau de gouvernement de la section méridionale à Kherson et des bureaux de district à Elisavetgrad, à Nicolaïev, à Kherson, à Alexandrie et à Tiraspol.

Le nombre des propagandistes en 1906 était de 20 pour les gouvernements de Kherson, de Bessarabie et de Podolie.

District d'Odessa. — Le nombre des volosts touchés par la propagande et où plus de 20.000 appels avaient été distribués s'élevait à 13 (sur 34) avec 45 Comités de volosts et 2 Comités régionaux.

Les conférences de volosts ont souvent lieu, il y eut également une conférence régionale du district d'Odessa.

En général, dans le district d'Odessa, selon les données statistiques des militants dans 16 villages d'une population générale de 15.393 âmes, nous avons 401 adhérents et 5455 sympathisants.

Aux *élections* à la Douma 15 camarades passèrent délégués et 2 électeurs.

District d'Ananiev. — 10 sur 28 volosts, soit 45 villages, sont gagnés par la propagande. On compte 354 soc.-rév.; les trois quarts des paysans sont généralement conscients.

Il y eut 2 conférences régionales et 2 conférences de district.

Aux élections furent nommés 20 délégués et 4 électeurs soc.-rév.

District d'Alexandrie. — District révolutionnaire où 50 % des paysans sont conscients. Le groupe du

chef-lieu mène la propagande. 10 délégués et 10 électeurs du Parti passèrent aux élections.

District d'Akkerman. — 10 volosts (sur 27) gagnés par la propagande. La moitié de la population est révolutionnaire.

District de Tiraspol. — 7 volosts sont touchés par la propagande. Une conférence régionale fut tenue.

District de Dneprovsk. — 5 volosts (sur 36), soit 20 villages, sont gagnés par la propagande. Une conférence régionale fut convoquée dernièrement.

District de Kherson. — 15 volosts (sur 38), soit 54 villages, sont touchés par la propagande. Tous ont des Comités. 30 % des paysans se réclament de notre Parti ; 60 % sont conscients. 4 conférences régionales furent tenues et deux conférences de district. 13 délégués et 10 électeurs soc.-rév. furent nommés lors des élections à la Douma. La plupart de nos militants sont des paysans.

---

3. Gouvernement de Tauride

Les organisations du gouvernement de Tauride, c'est-à-dire les Comités de Sébastopol, de Symphéropol, de Melitopol et de Théodosie, sont groupés en une Union (l'Union de Tauride du P. S. R.) Les organisations moins importantes rèlevent du Comité le plus proche. Tous les mois une conférence de l'Union a lieu.

Nous ne possédons de renseignements que sur la ville de Sébastopol et sur la propagande paysanne dans les districts de Symphéropol et de Mélitopol.

VILLE DE SÉBASTOPOL. — Le Comité se compose de 8 à 10 membres, dont 4 furent élus et 4 cooptés. Comme la propagande ouvrière et les fonctions techniques relèvent des organisations spéciales, le Comité se préoccupe surtout des passeports et des publications. En l'espace d'un an il avait délivré plus de 500 passeports aux soldats et aux matelots qui avaient quitté la ville après les insurrections de 1905 et de 1906. Des publications avaient été lancées en grand nombre. L'organisation compte 40 propagandistes intellectuels et 60 agitateurs ouvriers. Les masses ouvrières et militaires sont conscientes généralement et se révolutionnarisent rapidement.

La propagande ouvrière soc.-rév., selon le rapport présenté au deuxième Congrès du Parti, avait pénétré les vastes couches du peuple de Sébastopol. Lors des grands meetings de 1905, dont le lieutenant Schmidt fut le héros, les marins et les ouvriers de Sébastopol avaient entendu plus d'une fois développer le programme socialiste révolutionnaire.

Notre programme, et surtout sa partie agraire, s'attira bien des sympathies. Profitant de cet état des esprits nos militants réussirent à constituer de puissantes organisations socialistes révolutionnaires parmi les ouvriers et les marins. En novembre 1905, un centre ouvrier fut créé. Au début de 1906 on comptait déjà dans nos cercles d'études plus de 200 ouvriers.

Les ouvriers de Sébastopol sont concentrés au

port où leur nombre dépasse 3000 ; les ateliers des chemins de fer en comptent 300, et le Secteur électrique plus de 100. Notons en outre les aides-artisans, les commis, les typographes et, pendant l'hiver, plus de 2000 maçons, charpentiers, manœuvres, etc.

Notre agitation s'exerçait au début principalement dans le port. Les ouvriers du port peuplent deux faubourgs : Korabelny et Tatarsky, et quelques quartiers de la ville proprement dite. On institua donc deux sections de propagande avec 20 agitateurs sous la direction de deux propagandistes en chef. Cette division, très commode au point de vue de la conspiration, donna une rapide impulsion au travail.

En l'espace de 4 mois (novembre-février) plus de 45.000 brochures et une multitude de publications diverses furent répandues, une bibliothèque fut fondée et l'on procéda à l'installation d'une imprimerie.

Cependant les élections à la première Douma approchaient. Nous organisâmes une série de meetings monstres aux environs de la ville, où étaient venus des milliers d'ouvriers avec leurs femmes et enfants.

Après la dissolution de la Douma commença la répression et plusieurs camarades durent partir. Mais le travail reprit en automne. L'organisation se raffermit. Une organisation centrale révolutionnaire, de 9 membres, fut instituée. Elle se composait des délégués de tous les cercles de propagande et en assumait la direction.

La propagation de nos écrits se faisait active-

ment. D'août à novembre plus de 60.000 proclamations furent distribuées. Nous organisâmes encore des meetings aux heures du repas au port même. Tous les ouvriers du port y avaient passé.

Les actes de combat. — Signalons l'exécution de l'amiral Tchouchnine, du colonel de gendarmerie Ragof, celui du chef de la sûreté Mikhaïlov et l'attentat contre le colonel Doumbadze, commandant du port.

L'organisation compte actuellement 3000 adhérents ouvriers soc.-rév. Les agitateurs sont au nombre de 50.

L'organisation de combat, aidée de quelques marins, désarma un torpilleur et enleva 2 mitrailleuses et 6 fusils. Une seconde fois, 28 fusils furent enlevés de l'un des forts.

Plus de 20 mouchards et agents provocateurs furent mis à mort par l'organisation de combat.

Les actes de justice à l'égard d'autres tyranneaux de la population ouvrière furent généralement approuvés et firent considérer notre Parti comme le défenseur des humbles et des opprimés.

Grâce à l'excellence de nos forces de combat à Sébastopol et au choix méticuleux des membres, la police ne réussit jamais d'entamer nos cadres. Les pertes ont été relativement faibles si l'on tient compte du nombre et de l'importance des actes terroristes. Deux camarades furent fusillés ; un périt victime d'une explosion. 4 ou 5 furent arrêtés et condamnés à la forteresse ou à la déportation.

Le Comité publie la *Feuille militaire* et vient d'installer une imprimerie pour la *Gazette ouvrière*.

Aux *élections* à la Douma nous eûmes l'écra-

sante majorité (plus de 2000) des voix ouvrières ; les soc.dém. n'en recueillirent que 80. Tous les délégués de la curie ouvrière étaient des socialistes révolutionnaires.

Nous n'avons point fait de propagande à la curie générale. Néanmoins, deux de nos camarades passèrent comme électeurs et l'un d'eux, *Emelianov*, fut élu à la Douma.

---

4. Comité de Sympheropol

Dans de gouvernement de Symphéropol le travail de propagande se poursuit dans 30 villages. Il existe une confrérie de 18 paysans conscients. Les paysans lisent volontiers nos publications, mais les organisateurs manquent.

Plusieurs milliers d'appels et de placards, de même que de journaux révolutionnaires (*Les Echos de la lutte du peuple*, etc.) furent distribués dans les campagnes.

Le budget de l'organisation paysanne de Symphéropol est alimenté principalement par des dons. Les allocations aux agitateurs et les publications sont les principaux chapitres des dépenses.

---

5. Comité de Mélitopol

En septembre 1905 fut institué le Comité de Mélitopol. Il recruta rapidement un personnel de propagandistes dont plusieurs paysans. Dès le

début l'activité du Comité s'attira sur la *propagande paysanne*.

Actuellement on compte dans le district 10 confréries de volost (sur 20 volosts du district) qui se réclament de notre Parti, organisent souvent des meetings auxquels vient toute la population du village.

Selon nos statistiques, dans 19 gros villages avec une population globale de plus de 200.000 âmes, nous comptons environ 1200 adhérents et 24.000 sympathisants.

La *propagande ouvrière* s'exerce à Mélitopol parmi les ouvriers des chemins de fer, dont 25 sont organisés et groupés en 2 cercles d'études.

VIII

AZOV-DON

La première conférence de l'Union fut convoquée en août 1906. S'y étaient fait représenter les Comités de *Rostov*, de *Taganrog*, de *Eisk*, de *Khartzi*, de *Novotcherkask* et de *Bakhmout*.

La conférence décida la création d'un Comité régional de 3 à 5 membres, dont les fonctions seraient de diriger l'activité de l'Union, d'organiser un détachement volant de combat, de publier un organe local du Parti, et de sanctionner les actes terroristes.

Parmi les résolutions votées à la conférence, signalons une qui préconise la création d'organisations du Parti parmi les soldats et les paysans, vu l'insuffisance des organisations existantes.

Il fut décidé que l'Union englobera les provinces du *Don*, d'*Azov* de *Kouban* (en partie) et du gouvernement d'*Ekaterinoslav* (en partie).

Elle portera le nom d'Union Azov-Don. Les renseignements nous manquent sur l'activité du Parti dans ces régions.Aux élections les candidats socialistes-revolutionaires eurent un grand succès.

IX

CAUCASE

1. Organisation régionale Nord=Caucasienne

Cette organisation fut créée en 1906. Cependant, déjà en novembre 1905 un Congrès régional avait été convoqué, mais, on avait jugé prématurée la formation d'une organisation régionale. En 1906, trois Congrès régionaux eurent lieu ; celui de juin eut pour résultat l'élection d'un Comité régional de quatre membres, sans droit, pour eux, de s'adjoindre des membres nouveaux. Jusqu'en automne, l'activité de ce Comité fut à peu près nulle, faute d'argent; à partir de ce moment un travail plus énergique put être mené, travail qui fut résumé, à la conférence d'automne 1906.

Une série de conférences fut faite par un membre du Parti, sur l'initiative du Comité régional, sur le programme et la tactique du Parti.

On organisa l'acquisition par les groupes des publications parues en Russie.

On fonda des imprimeries clandestines au sein de toutes les organisations du Caucase du nord (deux de ces imprimeries ne sont pas encore, pour des raisons accidentelles, tout à fait installées).

Des rapports avaient été noués avec le Comité central du Parti, les commissions paysannes et militaires jointes à ce Comité, le Comité central de la Transcaucasie et quelques autres organisations encore.

En janvier 1907 il y eut une conférence régionale pour traiter de l'attitude à garder pendant la Douma; elle comprenait les délégués des organisations suivantes : celle d'Ekaterinodar (2 délégués), celle d'Armavir (1 délégué), celle de Kislovodsk (1 délégué), celle de Stavropol (1 délégué), celle des Eaux-Minérales (1 délégué), celle du Caucase (1 délégué), celle de Grosny (1 délégué).

Les organisations de Novorossiesk et de Petrovsk ne purent envoyer des délégués par suite du manque des moyens pécuniaires. Assistèrent de plus à la conférence : un membre du Comité régional et deux invités, avec voix consultatives.

---

1. Gouvernement de Stavropol

Les socialistes révolutionnaires y travaillent, dans la ville et dans les campagnes, depuis l'été 1905 ; en novembre 1905 un Comité provincial s'est formé.

Il est composé de 3 membres.

Il n'y a dans cette province ni fabriques, ni mines considérables ; la population se compose de petits industriels et de paysans. Les artisans ne sont pas organisés. Le nombre de personnes partageant entièrement les idées du Parti peut être évalué à plus de 200.

On fait des conférences pour les élèves du séminaire pédagogique ; ceux du lycée constituent une organisation comprenant 50 personnes ; un membre du Comité en fait partie.

Les unions professionnelles — des employés de commerce et des maçons — qui existaient ici auparavant et se trouvaient sous l'influence du Parti, sont fermées maintenant.

A Stavropol un journal se publie, à tendances socialistes-révolutionnaires ; un autre organe du Parti a été supprimé au 4e numéro.

Sur les districts que compte la province, on travaille dans 4. Dans une quarantaine de villages il existe des organisations permanentes, des Comités élus ouvertement en réunion de toute la Commune. Ces Comités comprennent jusqu'à 50 personnes et renferment nécessairement des éléments fort variables. Aussi, d'autres groupes, plus intimes, de 8-10 personnes, se forment dans leur sein et constituent le noyau des organisations du Parti. Ces groupes se partagent le travail de la propagande, fondent des bibliothèques et arrivent ainsi à grouper autour d'eux des milliers de paysans, sinon entièrement socialistes-révolutionnaires, du moins fortement influencés par les idées du Parti.

2. Province de Koubane

A Ekaterinodar, le Parti socialiste-révolutionnaire a commencé son travail en 1904 ; le Comité provincial a été formé en 1905.

La ville est divisée, pour les besoins de la propagande, en quatre régions, dont chacune contient un groupe. Ces groupes, tous ensemble, comprennent 60 personnes — nombre qui aurait peut-être de beaucoup augmenté — jusqu'à 150 personnes — si le nombre des propagandistes était plus considérable. 200 ouvriers sont, soit membres des groupes, soit simplement sous leurs influences ; une cinquantaine parmi eux peut être considérée comme partageant entièrement les idées du Parti.

Il existe une union ouvrière, annexée au Comité et ayant un Comité à elle, composé de 4 personnes (élus par les ouvriers socialistes-révolutionnaires de chaque région). L'influence du Parti croit dans les milieux ouvriers, mais le nombre des militants est très insuffisant.

Dans le courant de 1906, le comité de Ekaterinodar a fait paraître jusqu'à 120.000 exemplaires de manifestes et de brochures. Son budget moyen atteint 1500 roubles par an, produit des différentes collectes.

Pendant la campagne électorale, une fois l'état d'esprit général précisé, on a publié des listes de candidats, faisant bloc avec les social-démocrates, et les ouvriers portaient ces listes de maison en maison.

Fut élu à la deuxième Douma d'État le socialiste révolutionnaire *Chirski*.

Parmi les cosaques, la propagande est assez difficile, vu leur aisance relative.

Cependant, les idées de liberté arrivent même jusqu'aux cosaques. Par ci, par là, les cosaques lisent volontiers les publications révolutionnaires et vont même jusqu'à avoir des organisations socialistes-révolutionnaires à eux.

Le Parti possède des organisations dans 10 villages avec un nombre total de 128 membres.

Dans le district d'*Armavir*, l'organisation, composée au début d'intellectuels, a été fondée dans la seconde moitié de 1905. Avant cette époque, les social-démocrates avaient déjà fait de la propagande parmi les ouvriers des usines et il était difficile à notre groupe d'y conquérir de l'influence. Notre propagande portait surtout sur les instituteurs dont l'Union se trouva bientôt sous l'influence de nos idées. L'époque de liberté, octobre 1905, fut le point de départ d'un nouvel essor de cette organisation, la propagande écrite et parlée pouvant être faite désormais sur une plus vaste échelle. A côté de l'action dans les villes, le groupe d'Armavir développa surtout celle dans les campagnes. A la fin de décembre 1905 une quinzaine de meetings furent organisés, réunissant une assistance de 100 à 7000 paysans et cosaques. La réaction qui suivit désorganisa ce mouvement et ce n'est qu'en mars 1906 qu'on le voit renaître ; un groupe local fut formé et un Comité élu par lui. La propagande parmi les paysans et les ouvriers reprit son cours. Au mois de mai un Congrès paysan pour tout le district fut convoqué et un Comité de district élu.

Pendant la réunion de la Douma, des meetings

furent organisés. Au mois d'août un Congrès a convoqué par l'Union paysanne du district d'Armavir, décida d'abandonner le programme de l'Union paysanne du Parti socialiste-révolutionnaire. C'était le moment où, après la dissolution de la Douma, on s'attendait à un soulèvement général imminent ; aussi le Congrès prit-il certaines résolutions en vue de ce soulèvement.

Dans le bourg d'Armavir il existe quelques mines, avec un nombre total d'ouvriers de 1000 personnes environ ; il y a de plus un assez grand nombre d'employés de commerce. En septembre, 60 ouvriers et 42 employés faisaient partie des différents groupes. L'Union professionnelle des employés (300 membres) est en grande partie sous l'influence des socialistes-révolutionnaires.

Voici les forces numériques des organisations (au mois de septembre): 2 organisations comprenant 200 membres, 4 comprenant 50 membres, 12 comprenant en moyenne 30 membres. Dans toutes il y a des comités élus de 5 membres, qui sont en rapport avec celui d'Armavir. Les instituteurs agissant sous le contrôle de l'organisation sont au nombre de 25 ; la section de l'Union des instituteurs, qui est sous l'influence du Parti socialiste-révolutionnaire, comprend 125 membres.

D'autres organisations existent encore à Maïket et Anan, mais les renseignements manquent à leur sujet.

---

3. Province de la Mer Noire

Au mois de septembre 1906 l'organisation de *Novorossiisk* se composait de 8 personnes ayant élu dans son sein un Comité de 3 membres, avec droit de s'adjoindre deux autres encore.

La ville, qui compte environ 5000 ouvriers, a été pour les besoins de la propagande divisée en 2 parties, correspondant à la division géographique. Le groupe de 8 personnes dont il est question plus haut se compose de 4 ouvriers, élus au nombre de deux pour chaque partie de la ville par le groupe de cette partie, et de 4 intellectuels. Le nombre de groupes d'étude que les groupes des 2 quartiers ont fondé est peu considérable (4 seulement), ce qui est dû au manque de propagandistes. C'est parmi les débardeurs (2000 personnes) que la propagande est la plus fructueuse ; elle est moins dans les fabriques de ciment. Les événements de l'année dernière (proclamation d'une république locale) ont considérablement développé l'esprit révolutionnaire et l'éducation politique des masses qui, maintenant, vivent d'une vie active et s'intéressent vivement à la marche des événements.

En ce qui concerne la propagande parmi les paysans, le travail a commencé, au mois d'août 1905, après le retour du délégué envoyé au congrès de l'Union paysanne. Les premiers groupes fondés furent, sous l'égide de l'Union paysanne, sous l'influence des tolstoïens qui propageaient l'idée du boycottage pour atteindre leur idéal politique et économique. Au mois de décembre, nos organisations existaient déjà en 6 endroits ; c'était le mo-

ment de leur plein épanouissement, auquel la réaction qui suivit mit fin bientôt. C'est au mois de mai seulement que nous les voyons renaître ; des congrès furent alors convoqués. Deux courants étaient en conflit : la tendance socialiste-révolutionnaire et la tendance tolstoïenne. Les groupes purement socialistes existaient en 4 points ; le nombre total de militants organisés était, au moment de la dissolution de la Douma, de 150.

Il faut rappeler, enfin, que dans un autre endroit, à Sotchi, il y eut, l'année dernière, un vaste mouvement qui prit la forme de proclamation d'une république indépendante.

---

4. Province de Terek

Au mois de septembre 1906, la conférence locale de Vladicaucase était formée de 12 membres.

Des groupes d'étude de 10 à 12 personnes ont été fondés parmi les ouvriers et ouvrières des tabacs. Le nombre total d'ouvriers est ici de 5000 à peu près — maçons, petits artisans, briquetiers, brasseurs, ouvriers du chemin de fer, et surtout ouvriers métallurgistes d'une grande usine occupant 350 ouvriers, dans laquelle l'influence des socialistes révolutionnaires se fait fortement sentir. L'organisation possède une bonne imprimerie qui lui permet d'avoir en nombre suffisant manifestes et proclamations; les livres et les brochures s'obtiennent plus difficilement, faute de moyens pécuniaires.

La province de Terek comprend le groupement

des Eaux-Minérales formé par le Comité des Piati gorsk et les groupes de Essentouki, Kislovodsk, Eaux-Minérales, Naltchik, Georgievsk. La propagande ici est très efficace, même parmi les cosaques. Les publications des socialistes-révolutionnaires sont très demandées. En dehors de ces organisa tions, il faut signaler celle de la ville de Grosny, entourée de puits de naphte auxquels travaillent jusqu'à 7000 ouvriers. L'état des esprits est ici très révolutionnaire. Les idées de notre Parti jouissent parmi les ouvriers d'une grande popularité. Nos publications sont lues volontiers, les ouvriers réclament nos propagandistes, font des collectes pour l'achat d'armes.

L'année dernière un mouvement très caractéristique eut lieu dans cette région, mouvement qui nous explique pourquoi le terrain est ici si favorable à la propagande. Une république indépendante fut proclamée à Piatigorsk et pendant plus de deux mois la région entière des Eaux Minérales jouissait de toutes les libertés, élisant la municipalité au Suffrage Universel égal, direct et secret, pendant que la répression sévissait déjà à Moscou et ailleurs. Ce moment, commencé spontanément, se trouva ensuite de fait sous l'influence des socialistes-révolutionnaires dont la popularité fut ainsi assurée.

Fut élu à la deuxième Douma d'Etat le socialiste révolutionnaire *Gorbounov*.

---

2. Organisation régionale de la Transcaucasie

Les renseignements qui suivent sont tirés du rapport du Comité régional pour la période du temps du 15 août au 15 septembre 1906.

Le Congrès régional a élu un Comité régional de 3 membres avec le droit de s'adjoindre (coopter) encore autant d'autres. Les conditions dans lesquelles ce Comité a commencé son existence étaient défavorables, et voici ce qu'il a pu faire jusqu'à présent : 1) il a organisé des imprimerie dans plusieurs centres (Tchatoury, Batoum, Tiflis) russes et georgiennes ; 2) il a restauré les organisations de Koutaïs et de Batoum, anéanties par les répressions gouvernementales et assuré des rapports constants entre différentes organisations ; 3) il a envoyé, pour coordonner les efforts des différentes localités, des agents spéciaux à Koutaïs, à Tchiatoury, à Batoum, à Ozourguety, à Alexandropol, à Tiflis ; 4) il a distribué plus de 800 kilos de pubications, légales et clandestines ; 5) il a publié des manifestes à l'occasion les différents événements, en russe, en georgien, en arménien) ; 6) il a créé une commission en vue d'éditer des journaux pour les soldats et les ouvriers. Le premier numéro du journal pour les soldats (5000 ex.) est paru ; 7) il a formé un groupe technique central pour la réception et la distribution des livres et publications ; 8) des conférenciers ont été envoyés à Bakou, à Batoum et à Tiflis ; 9) le détachement volant de combat a été restauré ; 10) un plan a été élaboré en vue de l'élection des délégués au futur Congrès, du Parti.

La distribution de nos forces est représentée dans le tableau suivant :

VILLE ou BOURG	Paysans		Ouvriers		Intellectuels		Militaires		Elèves des écoles	
	Membres du Parti	Sympathisants	Membres du Parti	Sympathisants	Membres du Parti	Sympathisants	Membres du Parti	Sympathisants	Membres du Parti	Sympathisants
Tiflis, Barjom, Signakh	Ossètes 30 Georgien 10	500 3-4000	30	1000	50	100	20	compter par centaines	5	300
Bakou	—	—	75	1000	20	?	28	500	4	150
Batoum	—	—	50	600	10	?	8	?	—	60
Koutaïs	—	—	50	300	15	50	8	influence sur la garnison	20	300
Tchiatoury	—	—	40	2000	10	30	—	—	—	—
Soukhoum	—	—	40	300	15	?	Quelques influence propagande		—	50
Osourguety	40	400	—	—	5	20	—	—	—	30
Alexandrovsk	?	?	?	?	14	?	Propagande active		?	?
Samoïredi	—	—	10	100	5	20	Propagande		—	—
Nouvelle Semakhi et Nouvelle Ganevi	15	1000	—	—	5	—	—	Les publications sont rèpandues		
Région de Bagdad	60	6000	—	—	15	?	—	—	—	—
Total	155	11.900	305	5300	164	220	64	500	29	890

En tout, 717 membres du Parti et 18.810 sympathisants ; total 19.527 personnes.

A la fin du mois de mars 1907, nous apprend le rapport des délégués du Comité central, le 3e Congrès régional de la Transcaucasie eut lieu. Un nouveau Comité régional y fut élu ; on décida en outre de publier un organe régional et un journal pour les militaires. On examina également la conduite à tenir vis-à-vis du parti arménien Dachnakzoutun et ses deux tendances : la nouvelle, conforme au programme du Parti socialiste révolutionnaire, et l'ancienne, ayant beaucoup de traits communs avec ce programme malgré quelques éléments bourgeois et nationalistes. Il fut décidé de garder l'ancienne attitude, de critiquer vivement les tendances nationalistes et bourgeoises et, quant à la jeune fraction, d'inviter ses membres à entrer dans les rangs des socialistes révolutionnaires, avec le droit pour eux de former un Comité arménien à part. D'autres résolutions furent votées, dont une condamnant toutes les « expropriations » des capitaux particuliers.

Il a été publié 2 nos du journal « Le Marteau », 1 n° de la « Semaine du Soldat » et 1 n° de la « Pensée du Soldat » ; de plus un grand nombre de journeaux en arménien, en georgien et en ossète, et des brochures de propagande en différentes langues.

Fonctionnent, en plus des organisations ouvrières et paysannes : l'Union des Postes et Télégraphes, l'Union des fonctionnaires, l'Union militaire et une organisation grecque indépendante, socialiste révolutionnaire.

1. BAKOU

Il faut signaler le mode d'organisation qui fonctionne à *Bakou*. La ville est partagée en quartiers ; dans les réunions des quartiers, les ouvriers élisent des Comités qui se mettent en rapport avec le Comité Central de la ville, élu par la conférence de tous les militants du Parti. Ce Comité partage, dans son sein, la besogne entre spécialistes-propagandistes, organisateurs, etc. — et pourvoit à tous les besoins de la propagande et de l'action. Dernièrement les militants ont été classés en dizaines, avec des *starostes* à leur tête qui servent d'intermédiaires entre les dizaines. 10 dizaines forment un cent, ayant son chef également. Chaque dizaine travaille dans le quartier qui lui est assigné, fait la propagande, s'organise, s'arme et accomplit des actes de combat, du consentement du conseil des *starostes* et du Comité.

2. TIFLIS

A *Tiflis* le Comité se compose de 9 membres. Le Parti travaille ici depuis deux ans, surtout parmi les habitants de la ville ; cependant dernièrement des relations ont été nouées avec la campagne. Ici aussi la ville est divisée en quartiers avec un groupe dans chacun ; les représentants de ces groupes sonstituent, avec les techniciens et les organisateurs, le groupement ouvrier qui envoie 6 de ses membres à l'organisation ouvrière du Parti socialiste révolutionnaire de Tiflis. Les groupes de jeunesse existent dans 14 écoles différentes ; leurs représen-

tants forment un bureau central dont un délégué du Comité de Tiflis fait partie. L'organisation militaire est, elle aussi, divisée par quartiers, dont chacun possède son organisateur et son technicien nommés par le groupement militaire. Les soldats, de leur côté, élisent un Conseil militaire de la garnison de Tiflis, qui est une section de l'Union militaire du Parti. Il existe, de plus, à Tiflis, une Union militaire neutre, avec un programme démocratique. Dernièrement, une Union des Institutrices y a été organisée par le Parti socialiste révolutionnaire.

Le budget mensuel est en moyenne de 300 roubles.

3. SOUKHOUM-KALÉ

A *Soukhoum-Kalé* le groupement existe depuis 1905. Il se compose d'un groupe central de 6 personnes et d'un bureau exécutif de 4 personnes élues par les ouvriers et servant de lien avec la masse ouvrière. La propagande est faite également parmi les militaires et la jeunesse des écoles. Le budget mensuel est de 50 roubles.

4. BATOUM

A *Batoum*, le Comité comprend 5 personnes. Autour de lui se groupent une 50ne d'ouvriers et un 20ne d'élèves des écoles et d'intellectuels. Plus de 19,200 exemplaires de manifestes divers en russe, en georgien,en grec ont été publiés dans le courant de l'année. L'état financier est le suivant : recettes annuelles — 3922 roubles 40 copecus, dépenses — 3922 roubles 07 copecks.

5. KOUTAISS

A *Koutaïss* le Comité est formé de 6 membres ; il travaille dans la ville et dans la campagne, parmi les ouvriers, les paysans, les soldats et la jeunesse des écoles. Il existe de plus, dans le milieu ouvrier, une organisation ouvrière de 13 personnes — représentants des différentes professions. La propagande parmi les paysans est faite par des militants qui visitent les campagnes à cet effet. La jeunesse des écoles possède une organisation à elle, de 15 personnes. La propagande atteint également les milieux militaires. L'état financier est précaire, l'organisation est aidée par le Comité régional.

6. TCHIATOURY

A *Tchiatoury* c'est l'organisation ouvrière qui remplit les fonctions du Comité local ; elle comprend 8 personnes. Le groupement ouvrier se compose de 15 personnes élus dans 6 quartiers. Dans les campagnes la propagande est menée par des agents qui y habitent constamment. Le budget mensuel est de 500 roubles.

7. OUSSOURGUETY

A *Oussourguety* le travail n'est régulièrement organisé que depuis 1905. Actuellement, le groupe compte 5 personnes et 3 ouvriers qui s'occupent de la propagande parmi les paysans. Il y a des organisations dans quatre villages.

X

SIBERIE

Les deux documents, dont nous allons citer les passages essentiels, nous permettent de juger de l'activité de l'*Union sibérienne du Parti socialiste-révolutionnaire.*

Ce sont les comptes-rendus du Congrès régional (10 juin 1906) et de la conférence du Conseil de l'Union sibérienne (10 décembre 1906).

Le *Congrès régional* du 10 juin 1906 a posé les bases de l'union des divers groupes et organisations socialistes révolutionnaires de la Sibérie. Y étaient représentés les Comités d'*Irkoutsk*, de *Krasnoiarsk*, de *Tomsk* et d'*Omsk*, et les groupes de *Tchita*, de *Minoussinsk* et d'*Atchinsk*. N'avaient point envoyé de délégués pour des raisons d'ordre divers les organisations de *Barnaoul*, de *Novo-Nicolaevsk*, de *Kourgan*.

Des résolutions ont été votées par le Congrès sur : 1) La tactique ; 2) l'organisation ; 3) la propagande parmi les militaires ; 4) l'agitation.

Six mois après le Congrès régional eut lieu la conférence du Conseil de l'Union sibérienne du P. S.R. où étaient représentés les Comités de *Tchita*, de *Krasnoiarsk*, d'*Irkoutsk*, de *Tomsk*, d'*Omsk* et le *Comité régional IN CORPORE.*

Le Conseil a adopté des résolutions sur : 1) la Douma d'Etat; 2) les rapports avec les partis; 3) l'organisation des actes de combat; 4) le Maximalisme.

Les comptes-rendu des comités de Krasnoiarsk et d'Omsk complètent le tableau du mouvement socialiste- révolutionnaire en Sibérie.

Au début de l'année 1906 l'organisation socialiste révolutionnaire de Kransnojarsk manifestait peu d'activité.

Ses cadres étaient désorganisés et ses militants, après la proclamation célèbre de la république de Krasnojarsk, peuplaient les prisons ou bien étaient en fuite. Les quelques camarades restés en liberté se mirent cependant au travail. On fit de la propagande parmi les ouvriers des chemins de fer pour en former le noyau d'un groupement. D'autre part les camarades détenus à la prison nouèrent des relations avec les factionnaires en leur distribuant des livres et des brochures socialistes. L'imprimerie de l'ancien Comité sur laquelle la police n'avait pu mettre la main lança une série d'appels aux soldats.

Vers la fin du mois de mai les militants grossis de quelques camarades évadés d'Ienisseïsk et de Tcouroukhansk procèdent à l'élection d'un Comité de sept membres.

Le travail devient plus régulier. Vingt cercles sont organisés. Le nombre de propagandistes s'élève de 7 à 10. Des réunions auxquelles assistent en moyenne 30 à 100 personnes ont lieu les jours de fête. Le Comité organise au commençement de juin une milice de combat. Il prend également

l'initiative de la convocation du Congrès régional sibérien.

Après la dissolution de la Douma le Comité poursuit activement sa besogne. Des groupes sont fondés dans les villes de district, à Minoussinsk et à Atchinsk.

La propagande parmi les soldats commence à porter des fruits. Des mutineries éclatent dans deux régiments. Un officier est tué et les troupes changent de garnison. Mais des rapports s'établissent rapidement avec les régiments qui arrivent.

Au mois de juillet quelques évasions de camarades sont organisés. D'autre part, à cause du grand nombre de ugitifs qui passaient par Krasnojarsk, le Comité se vit obligé d'organiser un Comité de secours dit *croix rouge*. Composé de quelques délégués et d'un membre du Comité de Krasnojarsk il comprenait les *sections de photographie* (vente de cartes et vues photographiques), *d'émigration* (expédition des évadés, couchées, etc.), et une *section centrale* (passeports, billets gratuits de chemin de fer).

Une nouvelle imprimerie commenca à fonctionner en août. Pour son installation ou avait acquis une machine américaine. On répand 3000 « Appels aux travailleurs » du Comité régional de l'Union sibérienne du P. S. R. On lance des proclamations rédigées en polonais et en tartare.

L'achat des armes de même que l'organisation d'une milice de combat entraînent de grosses dépenses.

Vers la fin de septembre paraît le premier numéro de la « Voix de la Révolution ». On en répand

900 exemplaires à Krasnojarsk,800 dans les districts et 1300 par la Sibérie. En même temps il se forme une organisation terroriste. Mais la police en découvre les traces et trois camarades sont arrêtés. L'officier socialiste révolutionnaire Dejef est également arrêté, mais il réussit à s'évader avec l'assistance du Comité.

En automne le Comité s'adonne à la propagande rurale. On organise l'*Union rurale* du Parti socialiste révolutionnaire et l'on fonde des groupes à Kansk et à Jenisseisk. On expédie les publications du Parti dans les villages des quatre districts, les agitateurs parcourent les villages. Mais il reste encore beaucoup à faire et les conditions de la propagande sont bien défavorables.

En décembre paraît le troisième numéro de la « Voix de la Révolution ». La police procède à des perquisitions et à des arrestations. Le groupe central ouvrier met à mort un mouchard et le gendarme Terechtchenko. En manière de représailles le gouvernement a fait pendre trois camarades.

---

1. Le Comité d'Omsk (province d'Akmolinsk)

La propagande à Omsk se fait principalement parmi les ouvriers et employés des chemins de fer, les télégraphistes, les commis, les tailleurs, les charcutiers, les confiseurs, les boulangers et les menuisiers. Ceux-ci forment un artèle. On compte en tout 200 ouvriers organisés. Du mois d'août 1906 à février 1907 20 meetings auxquels assistaient de 100

à 200 personnes avaient été organisés. Le nombre de cercles s'élève à 30 ; chacun comprend de 7 à 25 membres. En ce qui concerne les Unions professionnelles, les socialistes révolutionnaires exercent un ascendant dans les syndicats politico-professionnels des ouvriers des chemins de fer et des postes, et dans les syndicats purement professionnels des confiseurs, des boulangers, des charcutiers et des commis. Trois propagandistes s'adonnent à l'enseignement des ouvriers et des employés. Les élèves des écoles, au nombre de 45, sont organisés en 3 groupes. De même 50 soldats, autour desquels gravitent encore 150 hommes de dix compagnies, viennent d'être organisés par un camarade.

On possède des groupements dans trois villages ; l'on expédie régulièrement des publications du Parti dans 6 villages et irrégulièrement dans une vingtaine.

Parmi les actes terroristes citons le meurtre du gouverneur général Litvinov à Omsk. Ce général était tristement celèbre par ses répressions cruelles dirigées contre les paysans du gouvernement de Stavropol.

XI

TURKESTAN

L'Union de Turkestan du P. S. R. comprend les provinces de l'Asie centrale. Des organisations existent déjà ou bien sont en train de se former à *Tachkent*, *Khodjent*, *Kokand*, *Askhabad Andijan*, *Margelan*, *Tcherniajevo*, *Kisil-Arvat*, *Merv*, *Tchard-joui*, *Kouchka* et *Samarkaud*.

Le groupe de Tachkent se forma en septembre 1903 ; mais la première proclamation qui en annonça officiellement l'existence fut lancée en octobre 1904. En ce moment le groupe était déjà en rapports étroits avec les ouvriers des chemins de fer, de même qu'avec les troupes, celles du génie, des chemins de fer et de réserve en particulier. Comme on sait ce fut le bataillon de réserve de Tachkent qui organisa en 1905 l'insurrection armée.

A Kokand le groupe comptait dernièrement 25 adhérents, à Nouvelle Margelan 25 également. A Andijan et à Khodjent les groupes sont en formation.

Le premier Congrès régional eut lieu en été de l'an 1906, le deuxième au mois d'octobre de la même année.

Compte-rendu du deuxième Congrès de l'Union Turkestanoise du P. S. R. (octobre 1906)

Au Congrès avaient assisté : 2 membres du Comité régional de *Turkestan* (2 voix délibératives) ; 2 membres du Comité de *Tachkent* (2 voix délibératives) ; 1 membre du Comité de *Kokand* (2 voix délibératives) ; 1 membre du Comité d'*Askhabad* ; les représentants des groupes de la *Nouvelle-Margelan*, de *Tcherniajevo*, de *Tchardjoui* et de *Kisil-arvat* (4 voix délibératives); avec voix consultative : le délégué du Comité Central, le délégué de l'organisation militaire de Tchardjouï et quelques camarades des groupements locaux.

Le Congrès vota des résolutions sur : 1) le soulèvement révolutionnaire ; 2) les élections à la Douma ; 3) sur les rapports avec l'Union des chemins de fer ; 4) l'armée ; 5) rapports avec les partis d'opposition ; 6) sur les indigènes de Turkestan, dont voici le texte :

« Considérant que les indigènes (persans, kirghises, sartes) forment une partie notable de la province et que l'organisation de la propagande dans leurs milieux laisse beaucoup à désirer ; considérant aussi qu'en cas d'insurrection armée il faudra compter avec les indigènes, le Congrès décide d'organiser une agitation plus étendue parmi la population indigène par la formation de Comités et de groupes et par la publication d'appels et brochures en leurs langues. »

Le IIe Congrès extraordinaire du Parti février (1907)

Le IIe Congrès extraordinaire du Parti socialiste révolutionnaire eut lieu vers la fin du mois de février 1907. Ce Congrès fut convoqué par le Comité Central avec une composition numérique réduite étant donnée l'impossibilité matérielle à cette heure de réunir un Congrès annuel complet et la nécessité urgente de prendre immédiatement des résolutions d'ordre général.

68 délégués avec voix délibérative et 47 délégués avec voix consultative assistèrent à ce Congrès. Le *Comité Central* y avait 3 voix ; la *Région du Volga* (Kazane, Astrakhane, Tsaritsine, Samara, Saratow, Koslov, Orenbourg, Tambov, l'organisation des tchouvaches, Simbirsk, Pensa), y avait 14 voix ; la *Région du Centre* (Kostroma, Orel, Vladimir, Nijni-Novgorod, etc.) 15 voix ; la *Région d'Ukraïna*, 7 voix (dont Kharkov 2, Koursk 2, Kiev 1, Tchernigov et Voroègne 1, etc.) ; la *Région Nord-Ouest* (Smolensk, Minsk, Vilna, Briansk, Vitebsk), 5 voix ; la *Région de l'Oural*, 3 voix (Oufa, Viatka, Zlatooust) ; la *Région du Caucase-Nord*, 5 voix (Stavropol, Armavir, Ekaterinodar, Pialigorsk) ; la *Région transcaucasienne*, 2 voix (Tiflis et Koutaïss) ; la *Région du Turkestan*, 1 voix (Kokande) ; le *Comité de Pétersbourg*, 4 voix; le *Comité de Moscou*, 2 voix; la *Conférence des Organisations militaires*, 2 voix ; le représentant du P. S. R. au Bureau Socialiste International, 1 voix.

Les délégués des organisations de Vologda, Tver, Ekaterinenbourg, Bakou et de l'étranger n'ont obtenu que des voix consultatives.

Les organisations suivantes n'étaient pas représentées au Congrès : Conférence des délégués du C. C. ; les organisations de Dvinsk, Gomel, Ekaterinoslav, Poltava, Podolsk, Iaroslav, Kalouga, Riazan, Toula, Perm, Tachkent.

Sur l'invitation du Comité Central et avec voix consultative assistaient au Congrès : 2 représentants de la *Conférence des journalistes du P. S. R.* ; 1 représentant du groupe pétersbourgeois « *Terre et Liberté* » ; 1 représentant de l'*Union des Officiers* ; 1 représentant de l'*Union des chemins de fer* ; 1 du *Groupe du Travail* ; 2 délégués du Comité Central de l'*Union des paysans* et encore environ 20 camarades des différentes organisations. En tout 115 camarades.

L'ordre du jour a été le suivant :

1° Tactique générale du Parti par rapport à la Douma (formation d'une fraction ou d'un groupe socialiste révolutionnaire à la Douma), la tactique en dehors de la Douma ; tactique en cas de dissolution de la Douma ;

2° Formation des Comités dits de coordination pour l'action commune de tous les partis révolutionnaires :

3° Les expropriations ;

4° Les Unions professionnelles, les syndicats, l'Union des paysans, l'Union des chemins de fer ;

5° Rapports du Parti socialiste révolutionnaire

avec les partis des autres nationalités (le parti juif S. E. R. P., les Dachnaktsoutioun ou arméniens, les fédéralistes Georgiens) ;

6° Participation du Parti au Congrès socialiste international de Stuttgart.

Résolution sur la tactique dans et hors la Douma

a) *La tactique dans la Douma*

La question centrale fut certainement celle de la tactique à suivre vis-à-vis de la Douma.

Par une majorité de 67 voix contre 1 fut votée la résolution suivante :

« Le Parti socialiste révolutionnaire prit part à la campagne électorale dans le but de l'utiliser pour augmenter l'intensité de l'énergie révolutionnaire des masses ouvrières et de rendre impossible, pour le gouvernement, de transformer la Douma en un instrument docile de son arbitraire ou en une Chambre des compromis du gouvernement avec l'opposition bourgeoise au-dessus de la classe ouvrière.

Malgré les vices de la loi électorale et de ses « commentaires » consécutifs, malgré les répressions inouïes pendant la période électorale, le peuple travailleur a su donner la réponse qu'il convenait à la politique du gouvernement en envoyant dans la Douma une majorité écrasante d'opposition et en renforçant surtout son aile extrême-gauche.

Le vote populaire a prouvé que l'influence des Partis socialistes et particulièrement du Parti socialiste révolutionnaire sur les masses ouvrières, a subi

une croissance énorme. Les persécutions gouvernementales qui s'étaient abattues surtout sur notre Parti ne lui ont pas permis d'être représenté dans la Douma dans toute son ampleur et avec toutes ses forces. Et cependant, malgré cela, le peuple force désormais le gouvernement à compter avec l'apparition ouverte, dans la Douma, d'une partie considérable du Parti socialiste révolutionnaire, avec les membres d'un Parti qu'il a de plus en plus en haine et qu'il persécute avec une férocité particulière.

Le Congrès extraordinaire du Parti S. R., en considération de tout cela, croit nécessaire de continuer logiquement l'exécution du plan de campagne conçu en utilisant l'action des socialistes révolutionnaires dans la Douma, dans le but de développer et d'approfondir le mouvement populaire révolutionnaire.

Cette action doit être inspirée par les principes généraux de la tactique du Parti et coordonnée avec l'action du Parti hors de la Douma. Et en même temps, la tactique générale du Parti doit tenir compte des changements que l'existence de la Douma et la présence dans la Douma des représentants du socialisme révolutionnaire introduisent dans la situation générale.

Par conséquent, le Congrès a chargé le Comité central du Parti de discuter ensemble, avec les camarades socialistes révolutionnaires élus à la Douma, la question de la formation du groupe ou de la fraction parlementaire sur les bases d'une autonomie nécessaire.

Quant à la tactique à la Douma, le Congrès a accepté la résolution suivante :

« Le but essentiel de cette tactique consiste à se tenir aussi éloignés de la tendance à éviter au prix de compromissions, la dissolution de la Douma que de la tendance à créer des prétextes extérieurs non essentiels et peu compréhensibles aux masses pour la dissolution de la Douma.

» Notre but doit, au contraire, consister à dénoncer au peuple le gouvernement et à resserrer le lien entre le peuple et la Douma à tel degré que la dissolution de cette dernière soit, pour le gouvernement, une chose difficile et risquée et devienne le point de départ d'une nouvelle croissance du mouvement révolutionnaire. Sans redouter, mais aussi sans vouloir provoquer ou accélérer la dissolution de la Douma, les socialistes révolutionnaires suivront une ligne de conduite telle, qu'en cas de dissolution la responsabilité en tombe de tout son poids, dans la conscience des masses ouvrières, sur le gouvernement exclusivement.

» Le Congrès se déclare adversaire absolu de la tactique de collaboration avec le gouvernement à un travail dit organique, la Douma acceptant ainsi les cadres étroits que lui imposent les lois dites fondamentales, non sanctionnés par la volonté du peuple.

» Le Congrès estime que les socialistes révolutionnaires siégeant à la Douma doivent, conformément aux principes du Parti, se faire porte-parole des besoins urgents du peuple et avant tout des masses travailleuses, des paysans et des soldats, en développant largement, à cette occasion, les points esentiels du programme de notre Parti (libertés, souveraineté du peuple, droit des nationalités, le

transfert au peuple du droit sur la terre, etc.), dénoncer les crimes du gouvernement contre la nation en tâchant surtout de démasquer, devant le peuple, l'essence même du «pouvoir du souverain»; entrer, par la voie des enquêtes, des commissions parlementaires envoyées sur place, en relations directes et vivantes avec la population pour attirer la plus grande quantité des forces populaires à la Douma ou à l'activité des députés hors le Parlement ; ruiner la force matérielle du gouvernement par une tactique décisive et vigoureuse dans les questions du budget et des finances ; détruire la législation dirigée directement contre le peuple ; donner une forme concrète législative à toutes les aspirations fondamentales du peuple, qui devront être réalisées au moment du conflit final, par voie révolutionnaire : Suffrage Universel pour la convocation de la Constituante, comités locaux de réformes agraires, etc.

» Le Congrès estime que toute lutte entre fractions nettement séparées et isolées dans leur action respective, ne pourrait que paralyser la majorité oppositionnelle et discréditer, par conséquent, aux yeux des masses travailleuses, l'idée même de la représentation populaire.

» C'est pourquoi le Congrès croit nécessaire que les députés du Parti socialiste révolutionnaire organisent une collaboration, la plus permanente possible et coordonnée, de toutes ces fractions socialistes et d'extrême-gauche ; et spécialement dans toutes les questions où il s'agit de lutter contre la droite et contre le gouvernement pour les libertés et pour les droits politiques du peuple,

les députés socialistes révolutionnaires doivent coordonner le plus possible l'action des Partis socialistes et révolutionnaires avec celle de l'opposition en général, en se tenant sur des bases qui ne soient en aucune mesure en contradiction avec les principes du programme et la tactique du Parti.

b) *Le terrorisme*

» Considérant que la situation politique est très compliquée, très variable et très aiguë ; que la Douma est oppositionnelle et que la tactique du gouvernement peut subir des variations brusques et considérables ;

» Considérant que les circonstances peuvent, dans un avenir très prochain, demander au Parti, en vue des variations de la tactique gouvernementale et de l'état d'esprit du peuple, de rapides changements de sa tactique terroriste, soit dans le sens de son renforcement extrême, soit dans celui de sa suspension provisoire, le Congrès croit nécessaire, comme mesure provisoire, de mettre sous le contrôle et sous la direction du Comité central tous les actes terroristes, d'intérêt général ou local, dirigés contre les agents du gouvernement qui détiennent entre leurs mains le pouvoir poitique et administratif.

c) *L'insurrection*

» Le Congrès estime que le Parti, pour approfondir et élargir son influence dans le pays, doit utiliser tous les moyens, toutes les formes de

l'agitation, développer sans relâche, pour soutenir nos exigences, un large et actif mouvement populaire qui devra se transformer en une insurrection générale. Aussi éloignée de l'étouffement de l'esprit révolutionnaire dans les masses que de l'excitation des troubles non organisées, le Parti tâchera d'introduire dans le mouvement spontané des masses, l'énergie, l'esprit de suite conformes au but poursuivi et introduira dans le mouvement les formes de lutte organisée, sanctionnées par une longue expérience.

» La tactique terroriste contre les tyrans locaux, en réponse aux actes violents, sera réglée comme dans le passé.

d) *Dans le cas d'une dissolution*

» Le Congrès estime qu'en cas de dissolution de la Douma, le devoir des députés du Parti consistera, conjointement avec tous les membres révolutionnaires de la Douma, à ne pas céder à l'acte de violence gouvernementale, à refuser de se départir des pleins pouvoirs que le peuple leur a donnés, de les exercer malgré le gouvernement usurpateur, en appelant le peuple et l'armée aux armes et à la résistance active. Le devoir du Parti consistera à rendre possible cet appui des masses et de porter au gouvernement les coups les plus sensibles. »

Résolution sur la coordination des forces révolutionnaires

Pour le cas de dissolution de la Douma qui paraît inévitable, le Congrès a discuté la question de la collaboration avec les autres organisations révolutionnaires et, après avoir entendu le rapport du délégué de l'Union des chemins de fer et celui du Comité Central, adopta la résolution suivante :

» Le Congrès reconnaît la nécessité d'élaborer dès aujourd'hui un projet d'action coordonné de toutes les forces révolutionnaires au moment d'un nouvel assaut révolutionnaire.

» Dans ce but, le Congrès donne pleins pouvoirs au Comité Central de se mettre en relations avec les autres Partis socialistes, ainsi qu'avec l'Union des Paysans, l'Union des chemins de fer, le groupe du travail et les fractions parlementaires de gauche afin d'organiser dans les grands centres et dans les autres localités des organisations dites de coalition, pour préparer aux moments décisifs l'action révolutionnaire commune. »

Résolution sur les expropriations

Les discusions au sujet des « expropriations » ont démontré qu'il existait au sein du Parti un fort et influent courant absolument hostile à toutes les formes d'expropriation. La résolution adoptée après de très vifs débats tend à limiter plus encore la sphère d'application de cette tactique révolutionnaire.

Voici le texte de cette résolution :

« Considérant que la multiplication de toutes sortes d'expropriations prend le caractère d'une véritable épidémie ; que la tactique des expropriations a un effet démoralisant sur ceux qui y participent ; que son application permet à beaucoup d'éléments louches de se livrer aux actes les plus révoltants à leur propre profit sous le masque de buts révolutionnaires et de s'abriter derrière le nom du Parti ; considérant que cette tactique ne pourrait que nuire au prestige du Parti devant le peuple et compromettre la Révolution ;

» Le Congrès décide :

» L'expropriation des biens et des capitaux privés est interdite d'une manière absolue. Les membres ayant participé aux expropriations de ce genre sont exclus irrévocablement du Parti.

» Quant à l'expropriation des ressources détenues par le gouvernement tsariste, elle n'est admissible que sous le contrôle et sous la direction rigoureuse du Comité Central et à la condition expresse que les projets visant de pareils actes soient conçus de manière à éviter tout sacrifice de vies humaines. »

Résolution concernant l'Union des paysans

Les délégués du Comité Central de l'Union des paysans avaient mandat d'exposer au Congrès du Parti socialiste révolutionnaire les malentendus qui se créaient dans les Comités locaux de l'Union entre les socialistes révolutionnaires formant presque partout le personnel de ces Comités et le Comité Central de cette Union. Il résulte des

explications échangées que ces malentendus provenaient de l'absence d'un programme net de l'Union des paysans. Celle-ci n'est, au fond, qu'une vaste organisation professionnelle ne groupant les paysans que sur le terrain de leurs intérêts immédiats, tandis que le Parti socialiste révolutionnaire tend à impliquer au mouvement paysan un caractère nettement socialiste et révolutionnaire et à le lier au mouvement ouvrier des villes. Le Congrès adopta la résolution suivante :

« Le Congrès reconnaît que l'Union des paysans est une organisation professionnelle et politique des masses paysannes laborieuses n'appartenant à aucun Parti ; que l'existence de cette Union facilite la tâche du Parti socialiste révolutionnaire, qui consiste à unifier sur le terrain de leurs intérêts politiques et économiques toutes les couches de la classe ouvrière.

Le Congrès charge le Comité Central de se mettre en relations avec l'Union des paysans pour régulariser sur les lieux et aux centres les rapports entre l'Union et le Parti. »

Résolutions concernant l'Union des Chemins de fer

Le Congrès chargea le Comité Central de se mettre en relations avec l'Union qui, par sa grève générale des chemins de fer a « précipité » le cours de la Révolution en arrachant au tsar son fameux manifeste du 30 octobre.

Dans son rapport, l'Union des Chemins de fer rend hommage au Parti socialiste révolutionnaire

qui a contribué puissament à l'œuvre féconde de l'Union.

Le Congrès, après un échange d'observations, adopta la résolution suivante :

« Considérant que dans les mouvements révolutionnaires des masses le transfert aux organisations révolutionnaires de la disposition des voies de communication et principalement des chemins de fer joue un rôle immense et même décisif ; que pour réaliser la grève générale de tous les moyens et de toutes les voies de communication, il importe de réaliser une vaste organisation de masse qui réunisse tous les ouvriers et tous les employés sur le terrain de leurs besoins économiques et de leurs revendications politiques ; que pour les employés et les ouvriers de chemin de fer la meilleure organisation qui répond à ces exigences économiques et politiques est celle de l'*Union des chemins de fer*, qui n'appartient à aucun parti, le Congrès, tout en confirmant toutes les décisions antérieures recommande aux camarades :

1° De porter leur attention spéciale sur la propagande, l'agitation et l'organisation parmi les ouvriers et les employés des chemins de fer ;

2° D'entrer dans l'organisation de l'*Union des chemins de fer*, tout en créant des groupes attachés au Parti, afin de mener de front le travail professionnel au sein de l'Union et le travail politique au sein du Parti ;

3° D'établir un lien étroit et une coordonnation des efforts entre les groupes de l'*Union des Chemins de fer* et ceux de l'*organisation des employés de navigation sur le Volga*, ainsi que ceux de

l'Union des paysans et des autres groupements professionnels. »

Les syndicats et les unions professionnelles

Le Congrès obligé de se dissoudre avant que l'ordre du jour fût épuisé n'a pas pu discuter cette question.

Le Congrès n'a pu que proposer l'adoption d'une motion proposée par une Commission spéciale qui charge le Comité Central du Parti de convoquer une Conférence de tous les membres du Parti qui travaillent spécialement dans les syndicats et unions professionnelles.

Les Partis socialistes révolutionnaires deo différentes nationalités

Le Congrès a entendu le rapport détaillé d'un délégué d'un nouveau parti juif socialiste révolutionnaire. Il n'a pris aucune résolution étant donné qu'une conférence spéciale doit être convoquée pour le règlement de cette question.

Voici, d'ailleurs, deux motions qui furent adoptées :

I. Le Congrès, tout en approuvant le projet de la convocation d'une conférence où les délégués du Parti socialiste révolutionnaire auront à fixer les rapports du Parti avec les partis ou organisations socialistes révolutionnaires des différentes nationalités, y comprises les organisations tartare, tchouvache, etc., charge le Comité Central d'entrer im-

médiatement en relation avec elles et d'établir une entente possible et désirable.

II. Le Congrès décide de soumettre à la Conférence dont nous venons de parler la question des relations du Parti avec le Parti arménien *Dachnaktsoutiun* et le Parti georgien des socialistes révolutionnaires fédéralistes ; le Congrès recommande aux camarades qui travaillent dans le Caucase de ne pas rompre leurs relations avec ces partis avant les décisions de cette conférence.

Résolution sur la participation du Parti au Congrès International de Stuttgart

« Le Congrès, après avoir entendu le rapport du délégué du Parti socialiste révolutionnaire au Bureau Socialiste International concernant la participation du Parti au Congrès International de Stuttgart, décide d'inviter le Comité Central à prendre les mesures nécessaires :

1° Rédiger un rapport détaillé sur l'action du Parti depuis le Congrès d'Amsterdam jusqu'à nos jours ;

2° Charger des camarades compétents de rédiger des rapports sur toutes les questions à l'ordre du jour du Congrès de Stuttgart élaboré par le Bureau S. I. ;

3° Fixer les questions que le Parti se proposerait d'ajouter à l'ordre du jour du Congrès International s'il est possible d'en préparer les rapports avant la date fixée par le Bureau (1° avril 1907).

Elections du Comité Central

A la fin du Congrès eurent lieu les élections du Comité Central. Cinq membres furent élus dont deux à l'unanimité des 68 votants, 1 avec 66 voix, 1 avec 64 voix et le cinquième avec 58 voix.

Le Congrès, en clôturant ses travaux a adressé un salut fraternel aux détenus du bagne d'Akatouï, et à tous les camarades détenus dans les prisons.

Le compte rendu financier pour l'année 1906 fut communiqué au Congrès

---

Rapport sommaire du Comité Central

I. Situation avant octobre 1905

La Russie semblait attendre un dernier choc pour rompre le cercle magique qui entravait ses forces. Le prestige de l'autocratie était encore suspendu sur le pays, lorsque la bombe jetée par Sazonov (juillet 1904) troua enfin l'épaisseur des préjugés régnants. La citadelle autocratique se montra vulnérable et destructible.

Le gouvernement lui-même, dans la personne de Sviatopolk-Mirsky, en eut conscience et se mit de coté pour laisser la voie libre à la marche de la pensée et de la volonté populaires. Partout et toujours des revendications se firent entendre qui prouvèrent qu'une grande indignation, en même temps qu'une conscience nette de ses droits et un espoir ferme dans un avenir radieux, s'étaient accumulés dans les masses profondes du peuple russe. Mais toutes les voix se faisaient entendre en même temps, les revendications étaient chaotiques ; dans le trouble qui se produisait vers l'issue, vers le grand espace libre on voyait des hommes de différents partis, ayant différentes convictions, défendant différents intérêts. Tous blamaient le gouvernement détesté, tous appelaient le peuple à les suivre.

Le Parti socialiste-révolutionnaire comprenait

bien qu'une telle union ne pouvait pas durer, que la moindre tentative de passer des paroles aux actes ferait rapidement apparaître les ressorts cachés de la lutte de classes, des divergences aussi bien dans la tactique que dans la position même des questions et des buts. Il comprenait que, pour donner toute leur importance aux forces des pays, il fallait que chaque parti d'opposition s'affirmât comme un tout organisé et que tous mettent solidairement en œuvre leurs forces de combat.

C'est dans ce but que furent convoquées deux conférences : l'une à Paris, en décembre 1904, composée de représentants des différents partis révolutionnaires et oppositionnels (1) ; l'autre à Genève, au mois d'avril 1905, réunissant les partis socialistes et révolutionnaires (2). C'est dans une large mesure grâce à cette entente que le mouvement russe passa, au printemps de l'année 1905, des meetings et des démonstrations politiques pacifiques, à une lutte révolutionnaire ouverte, qui embrassa non seulement les confins du pays (Caucase, Pologne, provinces Baltiques et Finlande), mais

(1) Huit organisations prirent part à la conférence de Paris convoquée sur l'initiative de quelques membres de l'opposition finlandaise, notamment : Le Parti socialiste-révolutionnaire, le parti socialiste polonais (P. P. S.), le parti ouvrier socialdémocrate Letton, le Parti Géorgien des socialistes-révolutionnaires-fédéralistes, la Fédération révolutionnaire arménienne, la Ligue nationale polonaise, le Parti finlandais de la résistance active et l'Union pour l'émancipation.

(2) Voici la liste des organisations ayant participé à la conférence de Genève : le Parti socialiste-révolutionnaire, le P. P. S. (polonais) la Fédération arménienne, le Parti finlandais de la résistance active, le Parti géorgien des socialistes-révolutionnaires Fédéralistes, l'Union socialdémocrate lettone, le Parti socialiste de la Russie blanche.

aussi le centre et les provinces de la Russie proprement dite. Chaque parti révolutionnaire comptait maintenant sur l'action simultanée des autres et commençait résolument les hostilités.

Le mécontentement créé par la guerre contre le Japon — guerre qui avait imposé au peuple russe non seulement des pertes matérielles énormes, mais aussi des humiliations sans nombre, et qui avait fait perdre toutes les illusions quant à la puissance de notre armée — puis la misère générale et une véritable famine dans 23 provinces, firent lever rapidement la moisson dont les semences avaient été jetées par la propagande socialiste et révolutionnaire, très active dans certaines régions (surtout le long du cours du Volga, parmi les paysans du Midi et dans les régions de grande industrie), et que l'activité des partis favorisait considérablement.

Les premiers grondements du soulèvement populaire obligèrent le tsar à éditer le manifeste du 6/19 août : celui qui reçut le nom de « constitution de Boulyguine ». Bientôt le bruit des voix fit place au cliquetis des armes ; le pitoyable chiffon de papier qu'était la « constitution » fut emporté par le vent et la colère menaçante du peuple força le tsar à faire paraître le manifeste du 17/30 octobre et, plus tard, à accorder aux ouvriers des villes des droits électoraux auxquels on n'avait pas songé auparavant... Sans entrer ici dans l'exposé des débuts de la révolution russe, rien qu'en envisageant les événements au point de vue de la part qu'y prenait le Parti socialiste révolutionnaire, nous tenons tout d'abord à attirer l'attention sur

ce fait que c'est là où l'action préparative de ce Parti avait été plus puissante, que le mouvement se manifesta comme le plus important, en étendue, en durée et en intensité.

Dès l'époque où le Parti était encore obligé de vivre dans le « souterrain », son attention s'était tournée vers l'établissement de son influence et l'institution de ses organisations dans les régions qui présentaient la plus grande importance dans le mouvement général du peuple russe. Pour les villes, ce furent Pétersbourg et Moscou ; pour les provinces — dix gouvernements disposés le long du Volga, puis les gouvernements du Centre, comme étant les plus arriérés au point de vue du mouvement socialiste et révolutionnaire, enfin, l'Ukraïne et le Midi, en leur qualités de régions moins immobiles et mieux préparées par la propagande révolutionnaire préalable. Durant les années 1903 et 1904 on s'occupa à y faire pénétrer en grand nombre les écrits socialistes dont les Comités du Parti se chargeaient d'assurer la répartition régulière. Des membres du Parti, ayant passé spécialement à cet effet par l'expérience du travail d'organisation secrète, se mettaient à la tête de ces Comités pour veiller à la naissance et à la formation de groupements nouveaux, dans le but de couvrir d'un réseau aussi serré que possible toutes les régions comprises dans le plan général d'organisation. Cependant, en dehors de la participation directe du Parti (qui n'avait pour le faire ni les forces ni les moyens nécessaires) des organisations nouvelles surgissaient dans les coins les plus reculés du pays,

qui prenaient sur elles le soin de propager les idées du Parti et d'attirer à lui de nouveaux membres. Les institutions centrales du Parti se voyaient ainsi dans l'obligation de s'occuper de toutes ces régions qui adhéraient et de favoriser l'extension du mouvement au détriment de son intensité. Néanmoins, vers l'époque où le Parti peut se produire au grand jour, c'est-à-dire vers octobre 1905, nous voyons ces forces organisées présenter le tableau suivant :

A la tête de tous les groupements du Parti se trouve un *Comité central*, organe directeur et exécutif en même temps. Il est le gardien des principes fondamentaux du programme, en même temps qu'il permet aux théoriciens du Parti d'émettre, verbalement et par écrit, des idées et des vues pouvant contribuer à résoudre les problèmes encore pendants et à indiquer des voies nouvelles — théoriques et pratiques — que le Parti doit suivre pour étendre l'application des ses forces. Le Comité central a pour mission de veiller aux publications du Parti, d'en faire paraître de nouvelles et de les répartir également entre les divers Comités. Par l'intermédiaire de ses délégués, il contrôle les nouvelles organisations et sanctionne leur entrée dans le Parti. Il répartit les membres disponibles du Parti entre les différentes régions, en même temps qu'il aide les Comités locaux dans l'organisation d'imprimeries, de dépôts de librairie, etc. Il adresse un questionnaire à toutes les organisations avant de trancher une question intéressant le Parti tout entier et élabore, conformement à l'opinion émise par la majorité, des règles de conduite

pour l'action future. Tant que l'action du Parti fut exclusivement secrète, le Comité central prenait souvent son appui dans le *Comité pour l'étranger*, dans le sein duquel il avait toujours son représentant. L'existence de ce dernier Comité avait surtout pour but d'aider à l'action en Russie. (1)

C'est au Comité central qu'était surbordonnée l'organisation de combat, autonome dans ses affaires intérieures, mais placée sous sa dépendance pour toutes les manifestations pratiques de son activité. L'existence d'un organe semblable était devenue nécessaire depuis le moment où le mouvement révolutionnaire russe, ayant dépassé les limites de petits cercles d'intellectuels, s'était étendu jusqu'aux masses ouvrières, c'est-à-dire depuis l'époque où l'autocratie, qui avait senti le danger de sa situation, entra en lutte ouverte avec tous les éléments progressifs de la nation russe.

Le Parti possédait, au moment que nous considérons, des Comités puissants comme nombre de membres et comme influence, dans les capitales du pays ; ces Comités menaient l'œuvre de propagande et d'organisation dans les quartiers ouvriers de Pétersbourg et de Moscou, se servant de militants spécialement choisis à cet effet, ainsi que de nombreux étudiants et étudiantes, car toutes les écoles supérieures comptaient des centaines de jeunes gens organisés, adoptant le programme du Parti. Ces deux Comités faisaient paraître des

---

(1) L'organisation pour l'Etranger qui existe actuellement se trouve en dehors du Parti. Elle possède un Comité élu à la Conférence de Paris (1907).

centaines et des milliers de manifestes, de journaux et de brochures pour servir à la propagande et à l'agitation — toujours clandestines à cette époque. Toutes les villes universitaires et presque tous les chefs-lieu de provinces avaient leurs Comités ; il existait, en dehors de cela, un certain nombre de Comités indépendants créés dans des centres ayant une importance industrielle on autre.

Les *Comités provinciaux* (1) étaient responsables de l'action du Parti dans tout le département ; aussi ont-ils des fonctions non seulement exécutives, mais administratives envers les organisations qui sont du ressort de leur compétence. Il est de leur devoir de veiller à ce que chaque district de la province possède son Comité, s'occupant de tout ce qui concerne les « volosts » qui le composent. Les *Comités de district* doivent contribuer, en même temps, à ce que les « volosts » aient également des Comités propres ou des « groupes » organisés, responsables pour la création des bibliothèques dans les villages, la distribution des journaux et des brochures, la fondation de caisses, etc. et pouvant, de plus, prendre la tête du mouvement dans toutes les circonstances où la population est amenée à défendre ses intérêts par des protestations de toutes sortes. A leur tour, les Comités ou les groupes des « volosts » s'engagent à faire adhérer au programme du Parti les villages composant chaque «volost», en y choisissant des personnes susceptibles d'entrer dans les organisations. On ap-

(1) La Russie est divisée en départements qui se nomment « gouvernements ». Nous appelons souvent ces comités *gouvernementaux*, comités *provinciaux* ou *départementaux*.

pelle «*points*» des endroits où le Parti possède des relations avec un certain nombre de personnes s'engageant à exécuter ce que les militants du Parti les chargeront de faire (1).

La rapidité avec laquelle surgissent en province les nouveaux groupements, en même temps que le changement rapide du personnel des Comités provinciaux (dûs aux répressions incessantes) ont empêché jusqu'à présent de dresser une statistique tant soit peu exacte de ces «points» et, encore moins des membres paysans qui font partie de la sphère d'action de ces diverses organisations.

En ce qui concerne les ouvriers des usines et des villes, le type général de l'organisation était le même. Là aussi, les ouvriers possédaient, dans les usines et dans les fabriques, leurs Comités à eux, dont les représentants réunis formaient le *Comité ouvrier*, placé dans une dépendance hiérarchique à l'égal du Comité local du Parti. Dans les grands centres industriels, on divisa la ville en quartiers (rayons), comprenant chacun un certain nombre de fabriques et d'usines ; on a pris pour base de division le métier, lorsqu'il s'agissait de l'organisation des artisans ou des employés de commerce.

Lorsqu'il s'git de grèves, boycottages ou manifestations, les Comités du Parti-socialiste-révolutionnaire s'efforcent toujours à se mettre en rapport avec les organisations des autres partis socialistes, aussi bien pour le succès de ce que l'on entreprend que pour éviter des dissentiments parmi les ou-

(1) A titre d'llustration nous publions la carte du gouvernement de Saratov sur laquelle sont marqués les *points* correspondant à l'année 1905.

vriers qui, eux, sont dans la grande majorité des cas, prêts à agir de concert, mais sans égard pour les partis, toutes les fois qu'il est question de projets concrets.

Malheureusement, il n'était presque jamais possible, d'établir ces sortes d'entente avec les Comités social-démocrates.

Nos journaux périodiques ont rendu compte de toutes les grèves, manifestations, etc., auxquelles le Parti socialiste-révolutionnaire a pris une part active à cette époque. Nous renvoyons donc nos lecteurs, pour des renseignements statistiques, à ces publications.

Le martyrologe du Parti pour l'époque en question, est infini ; il serait impossible de le suivre même dans la presse périodique, tant les arrestations et les déportations sont fréquentes et nombreuses ; des centaines et des milliers de personnes en sont victimes, surtout depuis que les organisations socialistes-révolutionnaires existent parmi les paysans.

Au mois d'octobre 1905 le Parti avait édité plus de cent brochures accessibles aux masses populaires (plus d'un million d'exemplaires en tout). Quant aux petits fascicules, aux manifestes et aux périodiques (journaux et revues), ils ont été (sauf les revues) si nombreux pendant les années qui ont précédé l'action ouverte du Parti, que les archives éparses du Parti n'en mentionnent peut-être pas la dixième partie. La plupart des écrits du Parti était, avant octobre 1905, publiée à l'étranger. A partir de ce moment le travail d'édition tout entier fut transféré en Russie. Le journal «La Russie ré-

volutionnaire», organe du Parti, cessa sa publication au 77e numéro, après avoir été publié à l'étranger pendant 4 ans (depuis 1902).

Des armes furent introduites en Russie en grand nombre, durant les années 1904-1905 ; elle coûtèrent 400.000 roubles approximativement (un million de francs environ).

Le budget du Comité central s'élevait pendant la même période, à 100.000 roubles (260.000 francs environ), déduction faite des frais d'achat et de transport des armes.

---

2. Situation du parti après le mois d'Octobre 1905

La fondation, en 1905,d'unions diverses, par classes, par industries, par profession, contribua beaucoup à grouper les forces éparpillées et permit à chaque profession séparément, et à toutes ensemble de montrer leur énergie dans l'attaque livrée à l'autocratie qui, à ce moment avait passé, elle, de l'attaque à la défense.

Cette tendance à la création *d'unions* se manifesta non seulement dans la population urbaine, mais aussi dans l'immense population des campagnes.C'est à ce moment qu'apparurent nettement les fruits du travail antérieur du Parti socialiste révolutionnaire qui, avant la crise révolutionnaire, avait été le seul dont l'attention se fut sérieusement portée vers les travailleurs paysans, et qui, par un travail incessant de plusieurs années, eût réussi à établir des liens d'organisation

solides avec la population villageoise de la plupart des provinces. Mais les organisations paysannes du Parti avaient été obligées de rester secrètes, et n'avaient pu atteindre les masses profondes de la population. A la naissance de la Grande Révolution Russe, le mouvement se répandit et les organisations paysannes se mirent à agir ouvertement, embrassant une population de plus en plus nombreuse.

Conscient de l'importance d'une action solidaire dans la propagande et surtout dans l'organisation, le Parti accueillit avec sympathie la tentative d'un groupe à tendances démocratiques de fonder une *Union paysanne de toute la Russie*, ayant un programme entièrement démocratique sous le rapport politique et demandant dans son programme agraire, l'abolition de la propriété privée du sol et le transfert de ce dernier entre les mains de ceux qui le cultivent. Cette Union fut fondée au mois d'août 1905 ; de nombreux groupements socialistes révolutionnaires y adhérèrent, tout en gardant leur situation dans le Parti. L'organisation de la population rurale fit, sous le pavillon de l'Union paysanne, des progrès rapides : des communautés villageoises y adhérèrent en corps et ouvertement, en même temps que d'autres unités administratives — les « volosts ». — d'un rang plus élevé. Dans certains districts, la population toute entière faisait partie de l'Union paysanne.

Surpris par la marche rapide du mouvement, le gouvernement du tsar se vit obligé de compter avec toutes les organisations qui surgissaient et qui exerçaient sur le pays une influence considérable,

non seulement par le fait même de leur constitution et de leur fonctionnement, mais aussi par la masse énorme de journaux et de feuilles de toutes sortes qu'on répandait en leur nom.

Parmi les autres unions, l'*Union des Chemins de fer de Russie*, qui se trouvait sous l'influence du Parti socialiste révolutionnaire, prit rapidement une importance énorme. La grève du personnel des chemins de fer, organisée par lui, donna le signal de la grève générale politique et porta un coup mortel à l'autocratie. Sous la pression puissante du prolétariat, soutenu par l'action énergique des travailleurs des campagnes, l'autocratie recula : comme signe de sa capitulation Nicolas II arbora le fameux manifeste du 17/30 octobre.

Mais la camarilla de la cour, élevée à l'école de Pobiédonostsev et de Plehve, préparait en silence un coup contre-révolutionnaire, sous la forme des « pogromes » des bandes noires, organisés par tout le pays. Or, ces piéges sanglants, tendus dans le plus grand secret, allaient absolument à l'encontre de l'état d'esprit général des masses ; partout, dans les 70 villes où les pogromes avaient eu lieu, la population demeura stupéfaite, et c'est ce fait seul, c'est cette surprise qui explique le nombre d'assassinats et de cruautés de toutes sortes que les mercenaires de la dynastie des Romanov parvinrent à commettre. Partout, en réponse au bringandage gouvernemenal, la population commença à s'armer pour sa défense ; bientôt il y eut, dans tous les centres importants du pays, des cadres armés d'ouvriers et de citadins, prêts à résister aux assassins. Alors, sous prétexte

du danger que ces groupements armés faisaient soi-disant courir (bien qu'ils se fussent comportés de la façon la plus correcte et eussent gagné la confiance de la population toute entière), le gouvernement opéra — sans le secours des bandes noires cette fois — un désarmement forcé en attaquant la population paisible. Il ne fit ainsi que l'irriter davantage et provoquer, dans beaucoup d'endroits, des insurrections armées très caractérisées. Inattendus pour le gouvernement — qui s'était toujours fié à la soumission de la grande masse et se croyait sûr de prévenir les troubles — ces soulèvements non seulement réussirent à s'organiser, mais devinrent maîtres de différentes positions et livrèrent des combats aux troupes. Plusieurs villes et plusieurs stations de chemins de fer se trouvèrent entre les mains des révoltés ; le gouvernement se vit obligé de les reconquérir à coups de canons. Sans même parler de la Pologne, du Caucase et des provinces Baltiques, à Pétersbourg même, à Moscou, à Ekaterinodar, à Alexandrovsk, à Sébastopol, à Kovno, aux différentes stations des chemins de fer où s'entrecroisaient les lignes de l'Est et du Sud, il y eut des combats sanglants entre les troupes et les révolutionnaires qui s'étaient emparés des dépôts d'armes et des institutions administratives locales. Dans toutes ces insurrections, les groupes de combat du Parti socialiste révolutionnaire, mieux que les autres préparés à la lutte par leur action antérieure, jouèrent un rôle important.

L'influence révolutionnaire du Parti et la préparation militaire qu'avaient reçue ces groupes écla-

tèrent partout où cette propagande et cette préparation avaient pu se réaliser pendant une durée appréciable. C'est pourquoi les provinces situées sur le cours du Volga, ainsi que celles de Tambov, de Penza, de Voronège, de Koursk et autres, ne tardèrent pas à se joindre au mouvement général et à mener, pendant les mois de novembre et de décembre, une attaque vigoureuse. Des habitations de grands propriétaires furent détruites, des dépôts d'alcool de la régie saccagés, des administrateurs locaux mis en fuite, des autorités remplacées, des propriétaires et des policiers faits prisonniers ; on liquidait ainsi l'ancien régime tant haï, régime qui avait transformé des millions d'hommes en parias toujours affamés. Il faut dire ici que, contrairement aux préjugés courants sur la nature brutale du paysan russe, le Parti socialiste révolutionnaire peut certifier que de même que pendant les soulèvements agraires de Poltava et de Kharkov, il n'y eut en 1905, de la part des paysans révoltés dans plus de 20 provinces, PAS UN SEUL MEURTRE, pas une insulte faite à la personnalité humaine, pour ne pas parler de violences. Animées par l'idée du rétablissement de la justice et de la légalité, les masses populaires ne poursuivaient que le bien commun ; les sentiments de haine et de vengeance passèrent au second plan.

Le gouvernement répondit au mouvement des campagnes par des actes de férocité sans nom, rappelant l'époque des « dragonnades ». Des généraux, munis de pleins pouvoirs, furent dépêchés dans les provinces de Saratov, de Tchernigov et de Tambov, centres du mouvement révolutionnaire

et précisément les régions où l'action du Parti socialiste révolutionnaire, avait été la plus énergique.

Les villages révoltés devinrent victimes d'exécutions militaires impitoyables, égalant par leur cruauté les férocités turques en Arménie... Fidèle à ses traditions, le Parti socialiste révolutionnaire ne pouvait pas laisser sans réponse les outrages à la dignité humaine dont avaient été victimes les camarades paysans : par une série d'actes terroristes, il porta des coups sensibles aux agents féroces de l'autocratie. Notre camarade Anastasie Bytsenko frappa le général Sakharov, ancien ministre de la guerre, qui avait exercé son action dans la province de Sacarov ; les camarades ouvriers Kouznetsov et Katine exécutèrent Bogdanovitch, vice-gouverneur de Tambov ; la camarade Marie Spiridonowa frappa l'aide le plus actif de cet administrateur, l'organisateur des bandes noires Lougénowsky, conseiller de la chancellerie du gouverneur. Les camarades Mania Chkolnik et Speisman lancèrent une bombe qui blessa dangereusement Khvostov, gouverneur général de Tchernigov. Aussi, contre ces trois missionnaires envoyés par le tsar, le Parti socialiste révolutionnaire sut armer ses détachements volants de combat. A côté de ces actes terroristes retentissants, il faut, pendant cette période de la fin de 1905 et du commencement de 1906, noter un certain nombre d'autres, dirigés contre des agents moins notables, mais aussi féroces du gouvernement.

Malgré les « pogromes » et les soulèvements, la période qui s'écoula entre le 17/30 octobre et le

mois de décembre 1905 portera, à juste titre dans l'histoire, le nom de « période des libertés ». Le peuple russe réalisa à ce moment par l'action directe une liberté complète de la parole, de la presse, de réunion et d'association. Partout des meetings énormes se réunissaient sous la protection des groupes de révolutionnaires ; des orateurs des différents Partis socialistes y parlaient ; les publications périodiques paraissaient sans tenir aucun compte de la censure (seul un petit groupe de publications officielles et réactionnaires faisait exception) ; des organsations de toute sorte, professionnelles et autres, surgissaient en nombre fabuleux. Les Partis socialistes, le Parti socialiste révolutionnaire en particulier, surent entièrement profiter de ce moment pour la propagation de leurs idées. Notre Parti réussit à gagner à cette époque les sympathies des masses ouvrières des villes et des campagnes, sympathies dont la solidité fut prouvée dans la suite.

Dans maints endroits, le prolétariat urbain tenta de réaliser son self-government révolutionnaire. A Pétersbourg, à Moscou, dans d'autres centres industriels on vit élire spontanément des *Conseils de Délégués ouvriers*. Un grand nombre de ces délégués appartenaient aux Partis socialistes ; de plus, les représentants des deux grands Partis — le Parti ouvrier socialdémocrate de Russie et le Parti socialiste révolutionnaire — prenaient toujours part — avec voix consultative — à leurs délibérations. En même temps on voit l'Union paysanne prendre également une puissance considérable ; en novembre 1905, un Congrès monstre se réunit

à Moscou et adopte des résolutions révolutionnaires très nettes. Les membres paysans du Parti socialiste révolutionnaire, venus là directement du champ de bataille qu'offraient les provinces du cours du Volga, prirent une part active à ce Congrès.

On connaît la marche des événements dans la suite. Annonçant des réformes d'un côté et organisant, de l'autre, des « pogromes » et des répressions, le gouvernement finit par perdre définitivement la confiance du peuple et, après un certain moment d'hésitation, se jeta à tête perdue dans la plus folle des réactions. Le Conseil des Délégués ouvriers (1), le Bureau de l'Union des chemins de fer, celui de l'Union paysanne et d'autres unions encore furent arrêtés. Les exécutions militaires redoublèrent. Comme réponse, une nouvelle grève éclate en novembre qui à Moscou, à Rostov et dans plusieurs autres villes se transforma en soulèvements armés. Le Parti socialiste-révolutionnaire mobilise toutes ses forces de combat ; son drapeau rouge, le drapeau de la «Terre et de la Liberté» flottait sur toutes les barricades et, une fois de plus, se trouvait éclaboussé par le sang des combattants.

On comprend facilement que pendant cette guerre entre le gouvernement et le peuple, le Parti socialiste-révolutionnaire, était absolument absorbé par elle et que ses membres qui luttaient partout,

(1) Lors de l'arrestation de ses membres à Pétersbourg, nos camarades *Nicolas Avxentiev* et *André Feït*, délégués du parti socialiste-révolutionnaire furent également arrêtés et condamnés à la départation en Sibérie.

depuis Pétersbourg jusqu'à Vladivostock, depuis Vologda jusqu'au Caucase inclusivement, n'avaient guère le temps d'organiser des Congrès ou des conférences importantes pour s'entendre sur la conduite à suivre. C'est en janvier 1906 seulement qu'on peut convoquer le premier Congrès des organisations de toute la Russie, même de ses confins les plus éloignés.

Un chapitre spécial est consacré dans notre rapport à l'aperçu général de l'œuvre de ce Congrès et aux résolutions adoptées.

---

3. Tactique vis-à-vis et pendant la première Douma

Ne croyant pas à la possibilité d'un travail fructueux à la première Douma, étant données les lois fondamentales qui forment la base de la constitution russe; devant les horreurs commises journellement par le régime bureaucratique ; en présence des répressions provoquées par la marche des élections mêmes à la Douma, — le Parti socialiste-révolutionnaire décida de s'abstenir de prendre part aux élections et de s'appliquer énergiquement à dévoiler aux yeux du peuple l'escroquerie gouvernementale. Se tenant à l'écart des élections, qui absorbaient toute l'attention du gouvernement, le Parti put s'occuper de son organisation intérieure et de la propagande écrite : les publications du Parti, en vue de la propagande et de l'agitation, atteignirent, dans la seconde moitié de 1906, un

nombre inconnu jusqu'alors. Plus de 20 journaux et un certain nombre de publications hebdomadaires furent fondés. Une dizaine de maisons d'édition faisaient paraître exclusivement des œuvres de notre tendance ; elles se vendaient dans tous les chefs-lieu de province et dans tous les centres importants. Sans compter les réimpressions faites en province, il y eut, à cette époque et dans les capitales seules, jusqu'à 200 livres et brochures originaux (en dehors des traductions), comprenant ensemble près de *4.000.000 (quatre millions) d'exemplaires*. Les deux tiers de ces publications étaient répandus par les membres du Parti qui ne cessaient de se plaindre du manque des journaux et de livres ayant nos tendances. Durant la même période,on put reconstituer tous les Comités qui avaient souffert pendant la lutte armée; bien que les persécutions et les arrestations ne cessaient jamais, on jouit, hors de la convocation de la Douma et pendant son existence, d'une liberté de mouvements un peu plus grande ; aussi, un grand nombre de personnes, rendus révolutionnaires par les événements, cherchaient à trouver une application de leurs forces en travaillant dans les rangs de notre Parti. Des militants innombrables, des deux sexes, allaient par les villes et les villages, expliquant ce que signifiait une véritable représentation populaire et la sophistication de cette représentation effectuée par le tzar sous la forme d'une Douma privée de tous droits. Ils prédisaient aux paysans sa faillite complète et expliquaient l'abstention du Parti par le désir, qu'il avait de ne pas induire le peuple en erreur, en acceptant

d'avoir de ses membres parmi les députés. On disait également que, sans le concours du peuple, la Douma ne pouvait rien. De là cette avalanche de lettres et de «cahiers» (Nakaz) qu'on a vu lors de la première Douma ; de là ces expressions de sympathie pour les députés et, vers la fin, les menaces à l'égard du gouvernement.

Malgré tous les efforts de celui-ci, la population élut, dans beaucoup d'endroits, des personnes à tendances oppositionnelles et même révolutionnaires. Il en fut surtout ainsi dans les élections paysannes où souvent les élus se trouvaient être des personnes emprisonnées ou déportées à cette époque. C'est ainsi qu'à côté de l'opposition pacifique des cadets, on vit à la Douma un grand nombre de véritables représentants des travailleurs, parmi lesquels les députés qui partageaient en gros le programme du Parti socialiste-révolutionnaire étaient assez nombreux. Au nombre de plus de 100, ces députés formèrent à la Douma une fraction à eux, le « groupe du travail ». Le Comité central du Parti socialiste-révolutionnaire attribua une importance très considérable à ce groupe, dont il s'efforça d'utiliser l'activité pour la cause du socialisme et de la révolution. Pendant la durée de la première Douma, le groupe travailliste prit graduellement une teinte de plus en plus socialiste et révolutionnaire, défendant constamment les intérêts des paysans et des ouvriers, se montrant l'adversaire irréconciliable du gouvernement.

On sait que sur notre invitation ce groupe délégua à la conférence interparlementaire socialiste

internationale, tenue à Londres au mois de juillet 1906, le député *Anikine*.

Vers la fin de la première Douma, il se forma même, au milieu du groupe travailliste un noyau d'hommes, ayant pleinement accepté notre programme et qui proposèrent à la Douma, sous la signature de 33 députés, un projet de loi agraire rédigé absolument dans l'esprit du Parti socialiste-révolutionnaire.

Ainsi, malgré toutes les conditions défavorables, notre Parti put utiliser dans l'intérêt de sa propagande et de son organisation, la tribune qu'offrait la Douma. La presse du Parti joua, pendant la même période, un rôle aussi grand, si non plus. Au prix de dépenses pécuniaires et d'efforts personnels énormes, le Comité central réussit à fonder un organe quotidien qui, de l'aveu même de ses adversaires politiques, prit rapidement une des premières places parmi les journaux de la capitale. Pendant les 90 jours que dura la première Douma, l'organe changea quatre fois de titre (« Cause du Peuple », « Messager du Peuple », « Voix » et « Pensée ») ; sur 55 numéros 30 furent confisqués. Malgré toutes les persécutions cependant, même les numéros confisqués arrivaient à se répandre largement. Ces journaux tiraient jusqu'à 43.000 exemplaires. Les publicistes les plus en vue du Parti socialiste-révolutionnaire y soumettaient à une critique impitoyable la politique gouvernementale ; dès ce moment, ils montraient la conduite équivoque de la majorité composée de cadets et, tout en mettant le peuple en garde contre la trahison mena-

çante de la bureaucratie, l'appelaient à s'unir et à s'organiser en vue de la lutte révolutionnaire. Ces journaux réussirent à publier une série de documents ultra-secrets, dévoilant les intrigues cachées de la bureaucratie et la participation directe du gouvernement central à l'organisation des « bandes noires » et des « pogromes »... Les prédictions politiques du journal du Parti socialiste-révolutionnaire se réalisèrent : le 6 juillet la police saccagea sa rédaction et le 9 juillet la Douma fut dissoute de la façon la plus cynique.

Une période terrible commença — celle de l'intervalle entre les deux Douma — période de terrorisme gouvernemental effréné, de pogromes, de cours martiales, d'exécutions.

---

4. Situation après la dissolution de la première Douma

Prévoyant des événements importants, le Parti attacha une grande importance à travailler l'armée, appelée à intervenir dans le cas d'un soulèvement populaire. Mais, indépendamment de sa volonté, il arriva que la révolte de Svéaborg d'abord, celle de Kronstadt ensuite, désorganisèrent l'action coordonnée qui se préparait et, après des fleuves de sang et des déportations en masse de tout ce que la troupe comptait de plus énergique, laissèrent, sans défense, le peuple désarmé. Le Comité central crut néanmoins de son devoir d'adresser aux travailleurs, aux paysans surtout, qui avaient mis

leur espoir dans la Douma et se trouvaient maintenant si cruellement trompés par le gouvernement dans leur attente, un manifeste les invitant à protester de toutes leurs forces, même par l'insurrection armée, contre la violation de son droit à la représentation. En son nom propre, ainsi qu'avec d'autres partis et organisations politiques (1), notre Comité central disait que c'est désormais aux paysans que revenait l'initiative de l'insurrection, que les organisations ouvrières, militaires, celles des chemins de fer et autres pourraient se joindre à eux, mais qu'elles ne pouvaient guère agir indépendamment des paysans, vu les pertes énormes qu'elles avaient récemment subies. Mais il arriva que la population des campagnes, que l'espoir mis dans l'activité de ses députés à la Douma (les députés travaillistes) avait disposée à rester calme, ne put, d'un jour à l'autre, modifier son état d'esprit et être prête à lutter. Surpris par la dissolution de la Douma et absorbés, d'autre part, par les travaux des champs (on était au mois de juillet), les paysans semblaient pris au dépourvu et comme figés dans leur perplexité.

Cependant on vit arriver, à partir de ce moment, de toutes les campagnes qui étaient en relation avec les Comités du Parti, des demandes d'armes et d'organisateurs, demandes qui continuèrent à arriver depuis, malgré les élections à

(1) Le Manifeste a tous les paysans russes, par exemple, fut signé par : le Comité du groupe de travail de la Douma, le Comité de la fraction socialdémocrate de la Douma, l'Union paysanne, le Comité central du Parti social-révolutionnaire, le Comité central du Parti ouvrier socialdémocrate russe et l'Union des chemins de fer. (Voir la *Tribune Russe* du 25 Août 1906).

la seconde Douma et malgré sa réunion. Tous les éléments conscients de la population paysanne comprirent qu'il fallait s'organiser en vue d'une action bien calculée et concentrée contre l'ennemi commun — le régime bureaucratique.

Quant au gouvernement, profitant de l'accalmie momentanée survenue dans le mouvement populaire, il s'appliqua à démontrer que les « désordres » et les « troubles » qui agitent la Russie ne découlent pas du mécontentement du peuple, mais sont artificiellement provoqués par les meneurs révolutionnaires qui poursuivent des buts intéressés. S'appuyant sur ces assertions (auxquelles, d'ailleurs, personne n'ajoutait foi), le gouvernement poursuivait avec un acharnement croissant, tout ce que le pays comptait d'honnêtes hommes et qui pensent, amenant ainsi un état de choses qui, vers le mois de janvier 1907, était le suivant : la moitié de toutes les écoles des zemstvos se trouvait fermée par suite de la déportation en Sibérie des meilleurs instituteurs ; les organisations fondées dans les provinces souffrant de la famine, pour ravitailler la population, étaient également fermées et les personnes qui se trouvaient à leur tête arrêtées ; les médecins, les officiers de santé et autres employés des zemstvos qui avaient conservé leur dignité humaine et avaient des chances de devenir électeurs, étaient expulsés des provinces où ils travaillaient et quelquefois exilés dans les régions du nord ; ceux des paysans et des ouvriers qui jouissaient, à la connaissance de la police, de la confiance de leurs camarades, étaient, sans aucune explication, sou-

mis à des poursuites judiciaires où expulsés de leurs circonscriptions électorales. Jamais encore la Russie n'avait vu des persécutions aussi nombreuses, jamais ses habitants n'avaient été obligés ainsi à changer de résidence. Les prisons, les commissariats de police, les maisons d'arrêt de toutes catégories se remplirent à un degré tel qu'on ne pouvait plus y mettre des prisonniers et qu'on les embarquait directement dans les wagons des chemins de fer pour les expédier tout droit en exil, sans même leur laisser le temps de faire leurs adieux et de se préparer au voyage. Pendant les 7 mois que dura la dictature de Stolypine — dictature qui s'appuyait sur les gendarmes, les policiers, les gardes et les mouchards dont le nombre est actuellement égal, en Russie, à celui des soldats de l'armée régulière — 300,000 des meilleurs citoyens du pays furent ainsi supprimés en fait.

C'est dans ces conditions que devaient agir les organisations du Parti socialiste révolutionnaire, qui étaient l'objet des persécutions particulièrement féroces de la part du gouvernement. Il est naturel que des organisations entières aient sombré, les unes à la suite des autres, dans les perquisitions et les arrestations en masses, arrestations effectuées dans les maisons et même dans la rue. Seul le nombre très considérable d' « illégaux », c'est-à-dire de militants changeant continuellement de résidence et de passe-port, permit d'entretenir des relations avec les ouvriers et les paysans qui ne cessaient de réclamer la présence des membres du Parti pour la propagande et l'agitation. Il est naturel aussi qu'à toutes les atrocités

gouvernementales, à toutes ces violations des lois et des droits populaires, le Parti socialiste révolutionnaire se soit vu bientôt obligé à répondre par des actes terroristes (1).

Malgré toutes les difficultés, le Comité central réussit cependant, pendant cette intervalle de temps, à convoquer trois fois une série de conférences relatives aux affaires paysannes, ouvrières, militaires, des chemins de fer et autres. En même temps, des Congrès régionaux ou des conférences régionales furent organisés partout ; ces Congrès étaient désormais passés dans les habitudes, non seulement des organisations un peu vastes, mais aussi des groupements des districts et des volosts. Malgré les pertes énormes en hommes et en argent qu'entraînaient ces fréquents Congrès et ces réunions de toute sorte, ils répondaient si bien à un besoin ressenti par les militants du Parti et même par les personnes qui sympathisaient seulement avec lui qu'on y eut recours de plus en plus fréquemment, malgré toutes les risques et toutes les difficultés de leur organisation.

Il faut en dire autant de la presse du Parti, laquelle, après la dissolution de la première Douma, fut obligée de redevenir clandestine. Et c'est seulement parce que le programme et la

(1) C'est ainsi que furent enlevés à leur activité criminelle : le comte Ignatiev, chef de la « chambre étoilée » ; le procureur général militaire Pavlov, initiateur et chef suprême des conseils de guerre de campagne ; von der Launitz, préfet de police de Petersbourg, et toute une série de gouverneurs — bourreaux de paysans, de chefs des détachements de repression, de directeurs de prisons dans lesquelles les prisonniers politiques avaient été soumis à des tortures.

tactique du Parti socialiste révolutionnaire sont entrés dans l'esprit des masses et ont été approuvés par elles, que, de plus, les organisations elles-mêmes ont pris une importance et une force considérables, et qu'enfin, la quantité énorme de publications répandues en Russie y a habitué le pays, — que celles-ci peuvent actuellement paraître et être répandues sans interruption par le Comité central comme par les Comités locaux. Le nombre d'imprimeries et de dépôts de livres clandestins croît à mesure que se ferment les maisons d'édition et les librairies qui ont existé ouvertement.

C'est ainsi que le Comité central édite maintenant un journal, organe officiel du Parti, journal qui, pour des raisons policières, change de nom presque à chaque numéro ; il publie de plus, une revue mensuelle, changeant de nom également, et trois publications spéciales, paraissant — clandestinement — deux fois par mois : se sont les publications destinées aux paysans et aux militaires et les *Nouvelles du Parti* (de 8,000 à 25,000 exemplaires). Un journal ouvrier, le *Troud* (tirant à 20,000 ou 25,000 ex.) est dirigé par le Comité de Pétersbourg. Quant à la province, le nombre de publication y est si grand, malgré les arrestations fréquentes, leurs titres et leur aspect extérieur changent si fréquemment qu'il est impossible d'en dresser un statistique quelconque. On continue également à éditer des brochures, mais comparativement à l'année dernière, en nombre beaucoup moins considérable.

Ayant constaté que l'expérience de la première Douma n'a pas manqué de laisser des traces dans

les esprits des travailleurs, que la tactique hypocrite du gouvernement était devenue évidente pour eux et que toutes les prédictions des socialistes révolutionnaires quant à la première Assemblée s'étaient réalisées exactement, le Parti déclara qu'il prendrait part aux élections suivantes, sans crainte désormais d'induire le peuple russe en erreur, quant à la possibilité d'obtenir quelque chose de la Douma tant que le régime actuel subsisterait. Il déclara qu'il enverrait ses députés à la seconde Douma pour faire connaître plus encore ses principes.

---

5. Extension du Parti

Les Partis socialistes qui agissent dans les pays où existe une liberté politique, où les distances sont relativement peu considérables et la population beaucoup plus dense, ne peuvent se faire aucune idée de la complexité et des difficultés de toutes sortes inhérentes à l'action d'un Parti socialiste révolutionnaire en Russie. Cette action — c'est une guerre — exige non seulement des efforts surhumains, une tension d'énergie de tous les instants, une endurance que seuls les êtres trempés dans la lutte peuvent posséder : elle exige encore que des militants nouveaux viennent continuellement, sortant du sein d'un peuple qui s'éveille, remplacer ceux qui disparaissent.

Voilà deux ans que la révolution russe puise dans le pays le meilleur de ses forces qu'elle fait

périr sans pitié dans les prisons, en Sibérie, à l'échafaud. Les militants disparaissent pour faire place à d'autres qui à peine ont eu le temps de se développer et de prendre des forces. On périt, non seulement dans les combats sanglants, mais aussi en maniant une presse typographique, en vendant des livres, en distribuant des journaux ou des placards, en parlant dans les meetings, en faisant des conférences, en causant dans les réunions, en organisant les ouvriers, les paysans, la jeunesse. Manifestations, grèves, boycottage — tout entraîne des victimes, coûte du sang. La durée moyenne de l'existence d'un Comité est de un à deux mois ; celle de l'existence d'un journal — de un à deux numéros. La prison et la saisie absorbent tout, et tout exige des forces et des dépenses nouvelles. Après la « période de liberté », les socialistes se trouvèrent — en dehors de tout le reste de la société — les seuls susceptibles de s'occuper, ne serait-ce que de la simple instruction des travailleurs, abandonnée par la bourgeoisie cultivée, un peu effrayée par le « spectre rouge », un peu parce qu'elle avait pactisé avec le gouvernement. Le soin de faire paraître des ouvrages traitant les questions sociales et politiques incombe maintenant aux Partis socialistes seuls ; le Parti socialiste révolutionnaire, lui, a édité plus de 100 brochures popularisation de toute sorte, comptant en tout près de 4 millions d'exemplaires, et plusieurs dizaines de volumes, sur des questions intéressant le programme du Parti, à un nombre de plusieurs centaines de mille exemplaires. Plusieurs ouvrages ont eu quatre et cinq éditions,

malgré toutes les persécutions auxquelles s'est livré le gouvernement, lors de l'impression, de la vente et de la distribution gratuite des éditions du Parti. Toute publication, toute tentative de mettre un livre ou un journal à la portée du lecteur était liée à des difficultés innombrables, était réprimée. Des dizaines d'organes du Parti surgissaient à la fois dans différents coins de la Russie, changeant huit ou neuf fois de titre et de direction et disparaissant définitivement après un, deux ou trois mois d'existence, après avoir perdu leur imprimerie et leurs rédacteurs, expédiés par voie administrative en Sibérie ou dans les provinces septentrionales, et cela suivant le bon plaisir des autorités.

De nouveau il fallait trouver de l'argent, une imprimerie, des hommes capables de faire un journal. Telles étaient les difficultés de ce travail, pourtant légal, reconnu par le manifeste du 17 octobre 1905 accordant la liberté de parole ; que dire alors de l'action dirigée dans le sens de l'organisation des travailleurs dans les villes et dans les campagnes ? Mais le mouvement révolutionnaire, qui a compris toute la Russie, a réveillé des forces énormes. Les troupes des révolutionnaires socialistes venaient remplacer les uns les autres ; des centaines de militants du Parti organisaient des meetings qui, dans les villes réunissaient quelquefois deux, trois, quatre mille personnes et plus. Pendant les grèves et les soulèvements armés, il y eut des réunions exceptionnelles de 10,000 personnes, et partout les orateurs qui critiquaient ouvertement le gouvernement et expo-

saient le programme de notre Parti non seulement étaient accueillis avec sympathie, mais arrivaient à recruter des adeptes qui allaient plus loin, propager les mêmes idées. Des milliers de jeunes adeptes du Parti se dispersèrent par les campagnes et partout ils se trouvèrent en nombre insuffisant : tellement est grand le besoin qu'éprouvent les paysans de comprendre le véritable état de choses et de recevoir la propagande socialiste qui leur est parfaitement accessible.

C'est ici que les efforts dépensés antérieurement par le Parti se firent sentir. Actuellement, des militants viennent à nous du milieu paysan lui-même ; les paysans organisent eux-mêmes des Congrès où l'on discute non seulement les mesures à prendre en vue de la révolution, mais aussi le travail positif et fécond qui devra commencer dès la chute du tsarisme.

La nécessité de la conspiration, accrue par les répressions épouvantables de ces derniers mois, a obligé le Parti à serrer ses rangs et à recommencer partout son travail clandestin, avec toutes ses difficultés et tous ses risques. Mais tout ce que la Russie a vécu depuis le moment où des libertés avaient été temporairement acquises, a tellement changé les conditions d'une telle œuvre, qu'aucune comparaison n'est possible entre ce qu'elle est maintenant et ce qu'elle a été auparavant. Actuellement, chaque Comité d'un chef-lieu de province possède une imprimerie clandestine lui appartenant ; il en est de même de certains Comités de districts. Bien que fréquemment arrêtées, avec tout ceux qui y travaillent, ces imprimeries se

reconstituent rapidement, et chaque Comité fait tout son possible pour tenir la population au courant des événements et lui donner les indications nécessaires. Les paysans réclament constamment des armes pour se défendre et, bien que les tentatives d'en fournir échouent souvent, on fait des efforts continuels pour les satisfaire, et seule la bonté excessive du paysan russe l'empêche de punir comme ils le méritent ses féroces ennemis, les fonctionnaires de toute espèce. Le nombre de paysans qui sont membres du Parti et ceux qui ne sont pas encore organisés est difficilement calculable, en partie parce que les Comités, par peur de perquisitions, détruisent sans cesse leurs listes d'adhérents, en partie parce que les groupes et les organisations de paysans surgissent très souvent tout-à-fait spontanément et seul le hasard révèle leur existence. Cependant on peut se servir, en ce moment, pour estimer la sphère d'influence de notre Parti, du critérium suivant : les élections à la seconde Douma, effectuées sous une pression gouvernementale inouïe et avec des falsifications officielles invraisemblables d'impudence, ont donné 500 députés, dont 300 (y compris les cadets, les Polonais, les musulmans et les cosaques) forment une majorité de droite s'en tenant, somme toute, aux principes qui ont servi de base au manifeste du 17 octobre et allant à l'encontre de tous les projets sociaux des Partis socialistes. La minorité de gauche, formée de 200 députés, comprend : la fraction socialdémocrate (60 personnes), la fraction socialiste révolutionnaire (40), celle des socialistes populistes (15), le groupe du travail (60)

et des membres des groupements radicaux indépendants. Lorsque, à la veille du coup d'Etat, la fraction socialiste révolutionnaire a présenté à la Douma son projet de loi agraire qui réclamait la socialisation de toute la terre, sans rachat et à condition d'une distribution égalitaire des droits à la jouissance de cette terre, ce projet a été signé par 105 députés, dont les députés paysans formaient les trois quarts. En tenant compte de ce que les socialdémocrates (au moins la fraction) n'ont pas signé ce projet, que la fraction socialiste révolutionnaire ne comprend que 12 députés paysans et que les socialistes populistes n'en comptent que 2 ou 3, nous voyons que tous les membres paysans des fractions politiques avancées sont d'accord avec le programme agraire de notre Parti, programme qui leur paraît juste et réalisable.

Dans la première Douma, le programme agraire signé par les travaillistes et se rapprochant de celui du Parti socialiste révolutionnaire, n'avait réuni que 33 signatures ; la seconde Douma en a accordé 105 à un programme qui était exactement celui de notre Parti. Si, d'autre part, nous considérons que quoique les 105 députés qui ont signé ce projet ne représentent que la cinquième partie des 135 millions qui constituent la population de la Russie, c'est-à-dire 27,000,000 de personnes, mais que TOUS les paysans progressistes siégeant à la Douma sont parmi les signataires du projet, il apparaîtra avec évidence que les paysans russes en tant qu'ils étaient représentés ont exprimé leur adhésion au programme socialiste-révolutionnaire, malgré les conditions impossibles dont ils

étaient entourés pendant toute la durée de la campagne électorale. Diverses causes expliquent l'accueil favorable faite par la population rurale russe aux idées des socialistes révolutionnaires : d'abord, la posession communale du sol subsiste dans la majorité des provinces ; ensuite, l'idée de la socialisation du sol a été propagée parmi les paysans russes pendant plus longtemps et sur une échelle plus vaste que partout ailleurs ; enfin, dans les autres nationalités, la question de leur émancipation du joug de la bureaucratie russe, de l'autonomie nationale, a jusqu'à présent primé toutes les autres ; leurs Partis socialistes eux-mêmes étaient obligés de lui consacrer une partie considérable de leurs forces. Cependant, parmi les paysans non-russes également, c'est là où la possession communale du sol a subsisté — au Caucase et le long du cours du Volga (chez les Tatars, les Tchouvachés, les Votiaks, etc.) — que le programme agraire socialiste-révolutionnaire est le mieux compris. Chez toutes ces peuplades, nous trouvons maintenant des groupes et des Comités socialistes-révolutionnaires organisés. L'Union social-démocrate lettonne elle-même qui, cependant, agit dans une population ayant abandonné depuis longtemps la possession communale du sol pour la petite propriété privée, a adopté notre programme agraire, dès qu'elle a vu, dans ces dernières années, les paysans lettons prêts à réaliser ce programme.

Les ouvriers russes ne l'accueillent pas avec une sympathie moindre ; partout où le Parti socialiste révolutionnaire arrive à s'implanter, malgré

toutes les persécutions gouvernementales, il compte dans son rang des milliers d'ouvriers. Durant les deux dernières années, on a vu se former à Pétersbourg et dans les environs de vastes organisations socialistes révolutionnaires, éditant leurs journaux, ayant leurs caisses à elles et envoyant des ouvriers faire de la propagande et fonder des organiations dans les autres villes.

Le résultat de ces efforts a été le suivant : on a vu la grande majorité des voix des ouvriers des usines et des fabriques de Pétersbourg aller aux élections à la deuxième Douma aux socialistes-révolutionnaires ; seule l'absurdité de la loi électorale qui tient compte non pas des voix, mais des entreprises industrielles, a permis à un social-démocrate de passer à Pétersbourg à la place d'un socialiste-révolutionnaire.

Ayant avec la campagne de nombreuses attaches personnelles et matérielles, pour la plupart du temps originaires des villages, les ouvriers russes lisent avidement les écrits socialistes-révolutionnaires, ce qui explique leur écoulement croissant dans les villes, malgré les confiscations opérées dans les dépôts et dans les librairies. Mais le nombre d'organisateurs capables de grouper les masses en une force compacte est insuffisant ; c'est pourquoi les organisations aussi fortes que celles de Pétersbourg, de Moscou, de Bakou, de Sébastopol, de Nicolaev, de Briansk, d'Ekatérinoslav, font défaut dans les autres villes, bien que tous les Comités provinciaux sans exception groupent un nombre d'ouvriers plus ou moins considérable, suivant le nombre de fabriques et d'usi-

nes qui sont très inégalement réparties en Russie. Le Parti socialiste-révolutionnaire ne doute pas qu'à la moindre possibilité de faire son œuvre ouvertement, sans perdre à chaque instant des hommes et de l'argent, son influence ne se fasse sentir parmi les paysans, où la propagande était, jusqu'en ces derniers temps, relativement facilitée par le petit nombre et le peu d'expérience de la police.

Parmi les soldats et les matelots, la propagande du programme socialiste-révolutionnaire a fait de grands progrès, grâce aux mouvements agraires des paysans qui étaient toujours suivis de répressions sanglantes, et aux grèves de toutes sortes également réprimées avec l'aide des troupes. Les soldats de toutes armes, même les cosaques, ont commencé à réfléchir et à comprendre toute l'horreur du rôle qu'on leur faisait jouer dans le mouvement de libération générale. Cet état de doute et d'hésitation a permis aux socialistes-révolutionnaires d'éclairer les esprits des milliers de soldats ; dans tous les soulèvements sur mer ou sur terre — à Sébastopol, à Kronstadt, à Svéaborg, à Kiev, à Moscou — où les troupes ont refusé de faire œuvre de répression, il y a eu, dans les organisations centrales, des membres du Parti spécialement occupés de la propagande parmi les militaires. L'Union militaire de toute la Russie qui possède des ramifications par tout le pays, son Comité central, ses organes, ses caisses, ses propagandistes et organiateurs spéciaux, a été fondée par le Parti socialiste-révolutionnaire et soutenue par lui. Mais les troupes étant très souvent dépla-

cées d'un point à l'autre, il est impossible d'évaluer tant soit peu exactement le nombre de soldats qui se considèrent comme socialistes-révolutionnaires ou ont des sympathies pour notre Parti.

Une autre organisation offre de même un intérêt considérable : c'est celle des employés des bateaux voyageant sur le Volga ; cette organisation, adhérant au Parti socialiste-révolutionnaire, a été fondée en 1906 ; elle embrasse toutes les grandes villes riveraines et tous les ports considérables et possède ses Comités, son journal, ses caisses, de nombreuses bibliothèques ; elle compte des centaines de membres et exerce son influence sur des milliers d'ouvriers et d'employés. Cette organisation s'est manifestée récemment lors de la grande grève de Bakou qui a acquis des améliorations considérables pour la vie des matelots. L'influence du Parti s'étend également sur la vaste Union des chemins de fer de Russie, qui a organisé la grande grève d'octobre 1905.

Cette union a été l'objet des persécutions les plus féroces de la part du gouvernement, qui tache maintenant de ne placer dans les chemins de fer que des employés ayant des tendances conformes à celles des « bandes noires ». Dans ces conditions l'Union ne peut vivre et se développer qu'avec de grandes difficultés, mais là aussi nous pouvons constater avec quelle énergie inlassable travaillent en Russie les forces révolutionnaires. Après les célèbres fusillades des employés des chemins de fer en Russie et en Sibérie, après la grève générale de 1906, le gouvernement a mis sur le pavé plus de 30.000 d'entre eux avec leurs familles ; la

place des travailleurs honnêtes a été prise par les mouchards à la solde des autorités. Malgré cela, les ouvriers des chemins de fer et des ateliers ont su de nouveau former des organisations à toutes les stations importantes et relier ces organisations en un ensemble ayant son Comité central, son organe et sa caisse.

6. Conclusion

En ce qui concerne notre rapport en général, un lecteur attentif ne manquera pas certes de constater qu'il est incomplet, que les renseignements qu'il renferme sont souvent peu coordonnés et quelquefois même manquent tout à fait. C'est ainsi que nous n'y trouvons presque rien sur quatre provinces (celles de Tambov, de Poltava, de Volhynie et de Pudolie) qui pourtant entrent dans l'organisation générale du Parti, ni sur les principaux centres industriels où agit le Parti, tels que Moscou, Perm, Odessa, Nicolaev, Ekaterinoslav, Kiev, etc. Même dans les rapports présentés de nombreuses lacunes existent : on remarque surtout le manque de chiffres qui empêche de se faire une idée exacte de la situation. Mais en même temps, un lecteur attentif ne manquera pas de constater l'extension considérable de l'action du Parti qui a profondément pénétré jusqu'aux recoins les plus éloignés de notre immense pays. C'est peut-être grâce à leur éloignement des centres politiques que les provinces comme celles de Kherson, de Pskov, de Simbirsk, de Viatka, etc. ont pu fournir des rapports assez

détaillés sur la marche du mouvement, ce qui n'était guère possible pour des endroits commes Moscou ou Odessa où sévit une guerre ininterrompue, ou plutôt une attaque constante du gouvernement policier contre les citoyens paisibles, obligés de se défendre contre ces ennemis comme on se défend contre des chiens enragés. Des documents se rapportant à 15 localités et destinés à cette publication ont péri ; il en a été de même, à deux reprises, de ceux concernant Pétersbourg. Les matériaux qui ont servi à la confection de ce rapport n'embrassent qu'une petite partie de l'histoire de chacune des organisations décrites. — On comprendra sans peine que le travail de bureau ne peut être que difficilement mené à bien sur un champ de bataille et que les militants qui y demeurent doivent abandonner à la génération à venir le soin d'établir des chiffres et de tirer des conclusions. La génération actuelle ne peut guère s'en occuper : on le voit bien par ce fait que c'est à peine dans deux ou trois rapports que vous trouverez des indications sur les difficultés qu'entraînent pour l'action socialiste-révolutionnaire les persécutions constantes du gouvernement ; nulle part vous ne lisez rien sur la perte fréquente de Comités entiers, arrêtés les uns à la suite des autres, nulle part vous ne verrez le nombre de militants arrêtés, emprisonnés, déportés dans les toundras de Sibérie. Et si vous ne le voyez pas, ce n'est pas parce qu'ils manquent ou forment une quantité négligeable : non, ils sont plus de 300.00, dont plus de la moitié souffrent pour la cause des socialistes-révolutionnaires (car

dans ce nombre il y a beaucoup de paysans poursuivis pour les troubles agraires); ce n'est pas non plus parce que nous ne plaignons pas nos camarades fidèles et nécessaires au mouvement. Non : si on ne parle pas des pertes subies, c'est pour la même raison que le soldat qui marche à la victoire n'en parle pas : il regarde devant lui, il examine passionnément les obstacles qui se dressent sur son chemin, mais il n'a ni le temps, ni le désir de se retourner. Il est tout entier penché sur l'avenir.

H) Quelques données statistiques

I. L'ORGANISATION POUR L'ÉTRANGER

L'ancienne organisation pour l'étranger, dont le Comité jouait un si grand role dans la vie du Parti, s'est dissoute spontanément et plus tard formellement après les journées d'octobre 1905.

En janvier 1907 une conférence fut convoquée à l'étranger à laquelle assistaient les délégués de 21 groupes. Une nouvelle organisation en est sortie qui n'a avec l'ancienne de commun que le nom. Le Comité qu'elle a élu à cette conférence, est chargé d'assurer le lien moral entre les socialistes-révolutionnaires établis à l'étranger et le Parti agissant en Russie. L'organisation pour l'Étranger se trouve hors le Parti. Le Parti n'est pas responsable des actes de ces Comités ou des membres de cette organisation. Le Parti entretient des relations avec cette organisation en le tenant au courant de sa vie par l'envoi régulier de ses publications. A son tour, l'organisation, dans la mesure de ses moyens, tâche de venir en aide moralement et matériellement aux camarades refugiés, organise des conférences, cours, etc....

Quant à l'ancienne Organisation pour l'Étranger, on jugera de son importance d'après les quelques chiffres suivants :

Depuis le 15 juillet 1904 au 15 juillet 1905 l'organisation pour l'Étranger a publié : 1.470.500 feuilles imprimés, dont 228,000 exemplaires (77 numéros) de la Russie Révolutionnaire, organe officiel du Parti à cette époque ; 179.500 brochures théoriques et 232.000 brochures à l'usage des ouvriers et des paysans.

Cette organisation a transporté clandestinement en Russie 6656 kilos de publications, dont 771 kilos seulement ont été saisies par la police du tsar.

L'organisation pour l'Étranger a dépensé pour cette période la somme de 144,509 fr. ; la recette — souscriptions, vente des brochures, collectes, soirées, conférences — était de 143,533 francs.

Le transport des brochures a coûté 34,495 fr. ; la pénétration clandestine des révolutionnaires a coûté 20,000 fr.

II. LA COMPOSITION NUMÉRIQUE DU PARTI

Une statistique tout-à-fait exacte est encore impossible d'établir.

Au Conseil de novembre 1906 un essai de recensement par régions a été fait d'après les comptes-rendus des organisations régionales du Parti.

Cet essai a permis d'établir que le nombre de membres réguliers et organisés n'était pas à cette époque inférieur à 50,000 ; le nombre des membres qui se trouvent sous l'influence du Parti et qui prirent part aux différentes manifestations du Parti n'était pas inférieur à 300,000.

Le nombre de syndicats professionnels où les membres du Parti exerçaient une certaine in-

fluence créatrice ou organisatrice n'était pas inférieur au 1/3 du nombre total.

III. LE MARTYROLOGUE

Innombrables sont les camarades, membres du Parti socialiste-révolutionnaire qui ont payé de leur vie ou de leur liberté leur dévouement au socialisme. Le Parti compte environ 250 camarades fusillés ou pendus par ordre des cours martiales qui, comme on le sait dans l'intervalle entre les mois d'août 1906 et d'avril 1907, ont fait assassiner 1144 hommes et femmes.

Le Parti a perdu environ 22 camarades condamnés à mort ou simplement assassinés à la suite des actes terroristes. Le Parti compte dans les bagnes, les prisons, en Sibérie, dans les lieux de déportation et à l'exil plus de 15,000 membres. Le nombre total des années de bagne, de prison ou de déportation que supportent les camarades du Parti se compte par plusieurs centaines d'années.

IV. LA PRESSE

Presque tous les Comités régionaux ont publié des journaux officiels ou ont inspiré des quotidiens, hebdomadaires ou revues mensuelles qui paraissaient légalement. Le journal officiel du Parti a publié la liste de ces périodiques. Le Comité Central a fondé pendant les années 1905, 1906 et 1907 une série de grands quotidiens. Parmi ceux de l'année 1905 citons le S y n e O te c h e st-v a ; en 1906 — le journal M y s l, saisi quelques jours avant la dissolution de la première Douma ;

en 1907 le Parti lutta pied à pied pour un quotidien : ont été supprimés l'un après l'autre, Slovo Naroda, Volia i Zemlia, Ivséstia, Obsor, Narodnoié Znamja, Narodny Goloss, etc.

Plusieurs maisons d'édition ont publié des brochures rédigées par les membres du Parti. Le nombre de ces publications se compte par millions d'exemplaires. L'Histoire populaire de Russie de Chichko a été répandue en plusieurs centaines d'exemplaires.Le courageux auteur qui malgré sa maladie s'est transporté à Pétersbourg doit à un départ heureux de la capitale sa liberté ; son éditeur a été condamné à un an de forteresse.

Les Comités de St-Pétersbourg et de Moscou ont manifesté une activité surhumaine.

Parmi les éditeurs de St-Pétersbourg, — dont nous cachons les noms — l'un a publié 4.235.000 exemplaires, dont 355,000 légalement et 3,880,000 en passant outre aux lois sur la presse ; un autre publia 1,130,000 exemplaires ; un troisième — 1,230,000 ex., etc. Les éditeurs de Moscou ont publié plus de 3 millions d'exemplaires.

V. LE BUDGET

Le budget du Comité Central pour l'année 1906 se présente globalement en chiffres suivants :

RECETTES : cotisations des membres du Parti : 62,000 roubles ; souscriptions versées par les Partis socialistes et organisations ouvrières étran-

gères (y compris le Bureau socialiste International) : 25,000 roubles ; vente des brochures : 18,000 roubles ; souscriptions des personnes et des organisations qui sympathisent au Parti : 120,000 roubles. Total : 225,000 roubles (596,250 francs).

DÉPENSES : Brochures, journaux et autres publications : 60,000 roubles ; tactique de combat : 65,000 roubles ; action militaire : 30,000 roubles ; évasions des prisons et de la déportation : 20,000 roubles ; secours aux camarades, aux organisations, frais généraux de l'organisation : 50,000 roubles. — Total, 225,000 roubles (596,250 francs).

Le journal officiel du Parti a publié aussi les comptes-rendus des recettes et dépenses des différentes Unions régionales.

Approximativement ce budget monte à un million de francs.

I) RAPPORT

présenté par le groupe socialiste-révolutionnaire de la 2me Douma au Congrès socialiste International de Stuttgart.

---

1. Composition du Groupe socialiste-révolutionnaire de la Douma.

Le Parti socialiste-révolutionnaire avait boycotté les élections, à la première Douma. La résolution de prendre part aux élections de la deuxième Douma, ainsi qu'au travail de la Douma elle-même, a été prise à la suite de longs débats dans le sein du Parti. Des solutions différentes étaient proposées par des localités différentes, mais en somme on put voir, au début des élections, que les paysans et les ouvriers adhérents au Parti étaient favorables à la participation aux élections et à la Douma. Le Conseil du Parti, réuni au mois d'octobre 1906, décida de prendre part aux élections et de faire passer, partout où cela serait possible, des candidats du Parti ; là où cette possibilité ferait défaut on résolut de soutenir les autres partis de gauche. Sur la question d'entente à établir avec d'autres

partis, une latitude assez grande fut laissée aux organisations locales. Celles-ci, dans des congrès provinciaux et régionaux, exprimèrent dans la majorité cet avis qu'aucune entente n'était possible avec les partis placés à droite des cadets, qu'avec ces derniers des ententes techniques étaient possibles, mais seulement au dernier stade des élections, c'est-à-dire dans les réunions électorales provinciales, et que tous les blocs et toutes les ententes étaient désirables suivant les exigences locales avec tous les partis de gauche.

Les élections à la Douma se passaient en présence de représailles absolument exceptionnelles. Presque toutes les parties de la Russie restaient en état de siége ou en état de protection renforcée. Toute agitation électorale, avant et même pendant les élections, était interdite. Les réunions électorales, toujours en présence d'un fonctionnaire de police, n'étaient autorisées que dans les capitales et dans certaines grandes villes. L'administration avait toute latitude d'exercer sa pression sur les électeurs. Les gouverneurs en usaient à des degrés différents, suivant leurs vues personnelles. Les uns se contentaient de conseiller aux électeurs de donner leurs voix aux candidats agréables au gouvernement ; les autres allaient jusqu'à arrêter les personnes jouissant d'une certaine popularité et même jusqu'à écarter ouvertement les électeurs déjà élus. C'est de cette façon que les partis de droite arrivaient quelquefois à prédominer dans les réunions électorales provinciales. Dans ces conditions, il est naturel que le Parti socialiste-révolutionnaire, parti auquel il est un crime même

d'appartenir — crime puni par la déportation et les travaux forcés — n'ait pas pu agir ouvertement et déployer entièrement son drapeau dans les programmes électoraux. Les candidats désignés par le Parti eux-mêmes étaient souvent obligés de prendre le nom non pas de « socialistes-révolutionnaires », mais d'adhérents aux partis d'extrême-gauche, ou de gauche, ou encore de représentants des masses ouvrières .

Un rôle tout à fait exceptionnel a été joué sous ce rapport par le drapeau du Groupe de Travail. Fondé, dans la première Douma, principalement par les députés paysans et dirigé, aussi bien dans la Douma qu'en dehors d'elle, par les socialistes-révolutionnaires, ce Groupe avait conquis une grande popularité auprès des masses, grâce à son principe : « toute la terre au peuple qui travaille», à son opposition irréductible à l'égard du gouvernement et à la séparation très nette qu'il avait établie entre lui et la majorité libérale de la première Douma, représentée par le parti cadet. Souvent des candidats, socialistes-révolutionnaires par leurs convictions et même faisant partie des groupements locaux du Parti, se présentaient comme partisans de la plateforme électorale du groupe de travail et étaient élus comme tels.

Lorsque les députés eurent été réunis, que l'organisation des fractions à la Douma eut commencé et qu'on eut vu qu'il y aurait à la Douma un groupe socialiste-révolutionnaire à côté d'un Groupe de Travail, beaucoup de députés, élus sous le pavillon de ce dernier, se sont crus obligés, devant leurs

électeurs, de s'inscrire dans ce dernier groupe et non dans le groupe socialiste-révolutionnaire.

Celui-ci, après quelques tâtonnements et quelques passages du groupe socialiste-révolutionnaire au Groupe de Travail et réciproquement, s'est trouvé composé de 38 députés.

C'étaient :

1) **Abramoff**, paysan charpentier, Gouvernement de Samara
2) **Arkhanguelsky**, ancien inspecteur d'écoles primaires, Gouvernement de Samara.
3) **Afanassieff**, paysan, Gouvernement de Koursk.
4) **Brilliantoff**, prêtre, Gouvernement d'Enisseïsk.
5) **Gorbounoff**, médecin, Région de Terek.
6) **Dolgopoloff**, N. S., médecin, Gouvernement de Voronège.
7) **Dolgopoloff**, N. J., médecin, Ville de Nijni-Novgorode.
8) **Droukar**, mécanicien du chemin de fer, Région de Fergan.
9) **Evreinoff**, ancien étudiant, Gouvernement d'Astrakhan.
10) **Emelianoff**, agriculteur, Gouvernement de Tauride.
11) **Efremoff**, paysan, Gouvernement de Viatka.
12) **Saitzeff**, médecin du Zemstvo, Gouvernement de Viatka.
13) **Simine**, instituteur primaire, Gouvernement de Simbirsk.
14) **Kirnossoff**, paysan, Gouvernement de Saratoff.
15) **Kozloff**, agent d'assurance, Gouvernement d'Oufa.
16) **Lebedeff**, ancien juge de paix, Gouvern[t] d'Arkhanguelsk.
17) **Litvinenko**, paysan, Gouvernement de Kieff.
18) **Lokhvitzki**, paysan, Gouvernement de Koursk.
19) **Mouschenko**, ingénieur, Gouvernement de Koursk.
20) **Naoumoff**, paysan, Gouvernement de Viatka.
21) **Ovodoff**, paysan, Gouvernement de Koursk.
22) **Pokrovsky**, ancien secrétaire à la Réunion des Zemstvos du district, Gouvernement de Saratoff.
23) **Pianykh**, paysan, Gouvernement de Koursk.
24) **Rgekhine**, agronome, Gouvernement de Saratoff.
25) **Roussanoff**, paysan, Gouvernement de Koursk.
26) **Sigoff**, ancien fonctionnaire, Gouvernement de Perm
27) **Strielkoff**, technicien, Gouvernement de Saratoff.
28) **Tolmatchevsky**, paysan, Gouvernement de Tver.
29) **Ouspensky**, médecin, Gouvernement de Riazan.
30) **Fineieff**, paysan, Gouvernement de Viatka.
31) **Fokeieff**, étudiant, Gouvernement de Nijni-Novgorod.
32) **Khvorostoukhine**, paysan, Gouvernement de Saratoff.
33) **Khvoste**, paysan, Gouvernement de Tchernigoff.
34) **Chabaline**, paysan, Gouvernement de Viatka.
35) **Chirsky**, avocat, Région de Kouban.

Lors d'une des premières séances du groupe, on vit y arriver des députés arméniens, appartenant au parti « Dachnaktzoutun », qui déclarèrent que vu la similitude très étroite qui existe entre le programme de leur parti et celui des socialistes-révolutionnaires, leurs électeurs de même que leur Comité central leur disent de marcher à la Douma avec ces derniers. Ils entrèrent dans le groupe et y restèrent pendant toute la durée de son existence, comme membres ayant les mêmes droits que les autres. Ces députés étaient :

36) **Avetikian**, instituteur primaire, Gouvernt d'Elisabethpol.
37) **Sagatelian**, avocat, Gouvernement d'Erivan.
38) **Tigranian**, recteur du Séminaire Armenien, Gouvernement d'Erivan.

La plupart des députés avaient été membres du Parti avant leurs élections et avaient déjà subi de nombreuses persécutions. Ceux qui adhérèrent à la Douma-même, par sympathie pour le programme du Parti, étaient peu nombreux.

Les membres les plus en vue du Parti, ses chefs habituels ne figurent pas dans cette liste des députés. En effet, tous ceux qui s'étaient fait connaître comme écrivains ou comme orateurs, avaient été prudemment écartés par l'administration où étaient obligés de se cacher sous des noms d'emprunt.

La première question qui se posa devant le groupe fut celle de ses rapports avec les organisations du Parti, en particulier avec son Comité central.

Les persécutions exceptionnelles qui avaient sévi pendant les élections ont fait que le Parti ne pou-

vait être considéré comme régulièrement représenté. Son action terroriste, que le 2me Congrès du Parti a laissé le Comité central libre de cesser ou de continuer pendant la durée de la 2me Douma, pouvait rendre difficile la situation des députés comme représentants officiels d'un parti qui n'admet ce moyen de lutte que vu, précisément, l'absence d'un régime parlementaire. En vertu de ces considérations et d'un accord intervenu avec le Comité central, les députés socialistes-révolutionnaires prirent la décision de se constituer non en fraction parlementaire, organe officiel du Parti à la Douma, mais en groupement autonome, lié seulement par le programme général du Parti. Voici la façon dont les articles du statut adopté par le groupe déterminent ses rapports avec le Parti :

« Le Groupe de la Douma est autonome dans ses actes. Elle ne se soumet qu'aux indications des Congrès du Parti et des conférences du Conseil du Parti qui en tiennent lieu dans les intervalles entre les Congrès. C'est à eux également que le Groupe de la Douma rend compte de son activité. »

Le Groupe détermine ainsi son but :

« Le Groupe a pour but : 1) de répandre largement dans les masses les idées du Parti, 2) d'agir sur la Douma dans la direction indiquée par le programme du Parti, 3) aider le Parti dans son action en dehors de la Douma. »

---

2. Tactique suivie par le Groupe socialiste-révolutionnaire à la Douma

En sa qualité de groupement autonome, le Groupe a dû élaborer lui-même la tactique qu'il avait à suivre. Les principes qui la guidaient étaient les suivants. Élue en vertu d'une loi qui établit un cens électoral et pendant l'état de siége, la Douma n'est pas une véritable représentation du pays. Sa puissance pour la satisfaction des besoins urgents du peuple est nulle. Elle ne peut acquérir quelque influence que sous la pression des forces sociales du pays, c'est-à-dire en présence d'un mouvement révolutionnaire. Après l'intense mouvement révolutionnaire en 1905 et pendant la première Douma, une réaction sans doute temporaire est venue avec la fatigue — conséquense naturelle des représailles sanglantes de ces derniers mois. Mais, ayant perdu en intensité, le mouvement révolutionnaire a gagné en étendue, embrassant des couches toujours nouvelles de la population. La dissolution de la première Douma — objet de tant d'espérance — a eu à cet égard une influence considérable. Des éléments nouveaux arrivent au mouvement, mais ils tombent dans l'erreur des anciens en espérant dans la nouvelle Douma. Le moment que nous traversons est considéré par le Parti comme une période de préparation des masses populaires à une action générale, c'est-à-dire à une révolte armée. Le Groupe de la Douma doit utiliser cette institution pour raffermir les positions des classes ouvrières dans leur lutte contre les classes dominantes et le pouvoir de

l'État. Estimant que son seul but est la pénétration de l'esprit révolutionnaire dans les masses, le Groupe doit diriger sa tactique de façon à en être comprise. Les paysans et les ouvriers, en envoyant leurs mandataires à la Douma, les ont chargés de défendre leur revendications de la « terre et liberté ». Les députés doivent développer ce principe de façon à faire comprendre que ce n'est pas une Douma privée de tous droits et ce ne sont pas les élections qui permettront de conquérir la terre et la liberté.

Quelques sceptiques que soient les députés à l'égard des résultats du travail législatif, ce travail seul aidera les masses populaires d'effectuer cette évolution qui est indispensable pour qu'elles arrivent à une conscience révolutionnaire et à un état d'esprit révolutionnaire.

C'est pourquoi le Groupe doit élaborer et présenter des projets de loi découlant de son programme. En ce qui concerne les projets de loi sur les libertés civiques et les garanties nécessaires de l'inviolabilité individuelle, projets auxquels la majorité de la Douma est acquise, le Groupe doit adopter une attitude de critique : après avoir déclaré adhérer aux projets, il doit y apporter des modifications nécessitées par les intérêts de la démocratie.

Le droit d'interpellation — tel que l'établit la loi, avec un ministère irresponsable, lorsqu'une réponse insuffisante du ministre, ou même l'absence de toute réponse, ne peut entraîner aucune conséquence pratique — ne peut être utilisé par le Groupe que dans un but de propagande. Dans le

choix des interpellations, le Groupe doit être excessivement prudent : ne parler que des crimes les plus saillants des agents du pouvoir et interpréter les cas particuliers comme des phénomènes d'ordre général. La vie toute entière de la Russie est un sujet d'interpellation sur les actes criminels des fonctionnaires. En abusant du droit d'interpellation, le Groupe aurait, sans aucun résultat pratique, empêché la Douma de se manifester comme institution législative et d'entrer inévitablement en conflit avec le gouvernement dans la question des réformes pratiques que le peuple attend d'elle.

Considérant que la Douma, comme institution, peut être utilisée pour raffermir dans l'esprit du peuple l'idée de la représentation populaire, le Groupe socialiste-révolutionnaire parlementaire devait se préoccuper, dans toutes les circonstances, non pas de se séparer des autres groupements de gauche, mais, au contraire de trouver un terrain commun pour toute l'opposition ou, au moins, pour toute la gauche. Plus le vote de l'opposition est unanime, plus son importance est grande dans la lutte du parlement contre le gouvernement irresponsable.

Tels sont, dans leurs traits essentiels, les principes qui ont guidé le Groupe dans son action au sein de la Douma.

3. Election du bureau et des commissions

Le Douma a débuté par l'organisation de son bureau et l'élection des commissions préparatoires.

Les partis de gauche qui disposaient de 200 voix

à peu près, avaient le droit de prétendre à la présence, dans le bureau, de quelques-uns de leurs membres. Le Groupe socialiste-révolutionnaire, après avoir examiné la question et considéré que les postes du président et des vice-présidents exigeaient des rapports à entretenir avec la Cour, décida qu'il serait contraire aux principes socialistes de poser la candidature de quelqu'un de ses membres à ce poste, et il informa les autres fractions de sa décision. Il déclara en même temps que, tout en votant pour les candidats des autres partis, il se réservait d'écarter ceux qui, par leurs qualités personnelles, lui paraîtront insuffisants.

Le Groupe a adopté, pour l'élection du président, la candidature du cadet *Golovine* ; toutes les fractions de gauche se sont mises d'accord à ce sujet. Pour le poste de vice-président, le Groupe a soutenu la candidature du cadet Teslenko, qui est un des plus « gauches » parmi les cadets et auquel les nombreux meetings dans lesquels il avait présidé avaient donné une certaine expérience de ces fonctions. Cette candidature a pourtant été retirée sur les instances des social-démocrates qui ont déclaré qu'ils ne voteraient pour aucun représentant de la ville de Moscou, où les cadets avaient refusé de donner une place sur la liste électorale aux représentants du collège électoral ouvrier. On a pu voir dans la suite que le retrait de cette candidature avait été une faute de tactique, la Douma se trouvant ainsi privée d'un président très expérimenté et sa place ayant été prise par une personne ne possédant pas les qualités nécessaires à cette fonction.

Pour le poste de secrétaire-adjoint le Groupe a proposé un de ses membres, Ouspensky, qu'il a réussi, après entente avec les autres groupes, à faire élire. Les statuts de la Douma veulent que, de tous les secrétaires-adjoints, un seul fasse partie du bureau, avec voix décisive. Après une entente entre les cinq secrétaires-adjoints, on abandonna ce droit au camarade Ouspensky.

Pour les commissions chargées d'examiner au préalable les projets de loi présentés, on en élisait les membres parmi les candidats de toutes les fractions, présentés en nombre proportionnel à celui des membres de ces fractions. Le Groupe socialiste-révolutionnaire avait ses représentants dans toutes les commissions.

4. La Déclaration ministérielle

Dans une des premières séances, le ministre-président Stolypine a lu une déclaration ministérielle sur la politique du gouvernement. Le Groupe socialiste-révolutionnaire a décidé de ne pas y répondre par une critique de l'activité ministérielle. Les députés, venus de différents côtés, racontaient la marche des élections, l'état des esprits, une dépression générale régnant partout. Le même état d'esprit, accentué encore, était celui du Groupe de travail. Le mot d'ordre : « Préserver la Douma », était en faveur auprès de la majorité des députés. Or, les cadets ne voulant pas, dès le prime abord, marquer de la méfiance à l'égard du gouvernement, ont persuadé aux membres du Groupe de travail qu'une réponse au ministre pouvait entraîner la dissolution de la Douma. En présence de cet

état d'esprit et de l'incertitude réelle dans laquelle on se trouvait quant à l'attitude qu'adoptera le gouvernement à l'égard d'une Douma « de gauche», le Groupe risquait, en faisant entendre dès le début des critiques violentes du gouvernement, de se séparer de la plupart des députés paysans. Aussi s'est-il borné à déclarer que l'activité du ministère est bien connue du pays qui y a répondu par son vote lors des élections, et a adopté une simple formule de passage à l'ordre du jour.

5. La question du terrorisme

Le Groupe a eu, au début, à repousser les attaques de la droite, qui ne voulait pas admettre qu'un Parti, reconnaissant le terrorisme pour un de ses moyens d'action, ait des représentants au Parlement. Dans la séance du 7/20 mars, Pourichkevitch, député de l'extrême-droite, déclara à propos d'une proposition signée par le Groupe socialiste-révolutionnaire de la Douma, qu'il pouvait encore examiner les propositions des socialdémocrates « du type de Bebel », mais qu'il n'en était plus de même de celles signées par les socialistes révolutionnaires qui, tout en étant des législateurs ici, sont, en dehors de la Douma, punis par l'article 129 du Code criminel. Le même député a renouvelé ses attaques dans la séance du 12/25 mars, lorsqu'il a cité la résolution du 2[e] Congrès extraordinaire socialiste-révolutionnaire (de Tammerfors) sur le terrorisme central et local. Stolypine, lui, a déclaré, pendant la discussion sur les cours martiales et à propos de

l'existence au sein de la Douma des fractions socialdémocrate et socialiste-révolutionnaire, qu'il supposait que les députés ne partagent pas les idées de ces partis. Tout ceci obligea le Groupe socialiste-révolutionnaire à exposer à la tribune son point de vue relativement au terrorisme. Dans la séance du 12/25 mars, le député Rgekhine dit qu'autrefois on avait voulu mener une propagande socialiste pacifique, mais que le gouvernement, par ses persécutions inouïes, a forcé les socialistes à entrer dans la voie de l'action terroriste. Le terrorisme a toujours été pour le Parti une triste nécessité. Il a toujours blamé l'action terroriste dans les pays jouissant de la liberté politique, et cette action cessera aussitôt que notre pays pourra se développer sur les bases du droit et de la liberté. Dans la séance du 13/26 mars, pendant la discussion des cours martiales, le député Arkhanguelsky a montré l'impunité des agents du gouvernement, rappelé le meurtre du général Pawloff que la première Douma avait accueilli par les cris de : « Assassin ! Bourreau ! » et déclaré encore une fois que le Parti n'a recours qu'à contre-cœur au moyen pénible du terrorisme et qu'il attend avec impatience le moment où un travail pacifique deviendra possible.

La loi sur les cours martiales a été édictée par le gouvernement dans l'intervalle entre les deux Douma, en vertu de l'art. 87 des lois fondamentales. Le gouvernement n'osa pas la présenter à la Douma ; aussi cette loi devait-elle cesser d'exister le 20 avril/3 mai. La propositon de l'abolition de ces lois, introduite par les députés dès les débuts

de la Douma, ne pouvait, en vertu du Règlement de la Douma venir en discussion que le 17/30 avril. A ce moment, on savait déjà très bien que le gouvernement ne proposerait pas de proroger l'action de cette loi ; aussi la Douma pensait-elle la laisser entièrement de côté, cette action cessant sans même l'adoption d'aucun projet de loi. Le Groupe socialiste-révolutionnaire qui, lui, attribuait une importance considérable à un vote de la Douma sur ces mesures inouïes, fit dans la séance du 17/30 avril une proposition urgente, demandant que le projet de loi fût immédiatement examiné et adopté sans discussion. La proposition fut acceptée et le projet de loi voté à l'unanimité ! Plus tard, le Conseil d'État écarta ce projet de loi voté par la Douma, pour une question de forme.

Dans la séance du 7/20 mars, le ministre-président Stolypine qui, sur la demande de la droite, faisait une communication sur le complot contre l'empereur, dit, entre autres choses, que parmi les personnes arrêtées un grand nombre sont accusées d'avoir fait partie d'un groupement formé dans le sein du Parti socialiste-révolutionnaire et se donnant pour but l'accomplissement d'actes terroristes dirigés contre l'empereur, les grands-ducs et le ministre-président ; il dit aussi que des membres de ce groupement avaient déjà fait des tentatives de pénétrer dans le palais impérial. Cette communication entendue, la Douma vota une formule de passage à l'ordre du jour, comprenant l'expression de sa joie au sujet du danger évité et son indignation contre le criminel complot. Pendant

toute la durée de cette discussion, toutes les fractions socialistes restèrent en dehors de la salle de séance. Les travaillistes en firent autant, et il y eut à peine dans la salle le quorum nécessaire. Aussitôt rentrés dans la salle, le député Chirsky, profitant de la discussion de la première question, déclara, au nom du Groupe socialiste-révolutionnaire de la Douma, que le Groupe avait reçu du Comité central une communication disant que le Parti n'avait aucun rapport avec le complot en question, si même ce complot existe et n'est pas une invention pure de la part du gouvernement.

La question du terrosisme fut mise en avant encore une fois, lorsque la droite proposa à la Douma de condamner les meurtres politiques. La majorité de la Douma refusa de discuter cette proposition. Le Groupe socialiste-révolutionnaire vota pour la discussion, et, lorsque le vote contraire eut lieu, le député Chirsky, déclara au nom du groupe que le vote des socialistes-révolutionnaires était motivé par l'importance énorme que les actes terroristes avaient en Russie et aussi par cette circonstance que la droite, dans sa proposition, confondait exprès ces actes avec les meurtres ordinaires avec lesquels ils n'ont rien de commun.

6. Questions du ravitaillement de la population

Ces questions ont joué, à la Douma, un rôle très important. Toute une série de provinces étaient ravagées par la famine. On n'avait pas encore fini avec le ravitaillement causé par la famine de l'année dernière, et cependant il fallait déja son-

ger à fournir à la population des semences pour le nouvel ensemencement des champs. La question se posa une première fois en rapport avec celle de l'établissement, à la Douma, de commissions permanentes. Le député socialiste-révolutionnaire Pianykh souleva à ce propos, d'une façon inattendue, la question d'une commission à créer pour le ravitaillement de la population. La proposition fut si opportune qu'on en aborda sur le champ la discussion qui dura deux séances de suite. Le Groupe socialiste-révolutionnaire demandait la création à cet effet, d'une commission spéciale. Le député N. Dolgopoloff proposa, au nom de ses camarades, de fixer comme suit les fonctions de cette commission : « 1) Dresser immédiatement, d'après les données que l'on possède sur la famine, un compte approximatif des dépenses à faire ; 2) élaborer immédiatement et soumettre à la Douma, dans l'ordre établi par le règlement, des règles pour l'organisation de comités populaires pour venir en aide aux sans-travail et à ceux qui souffrent de la famine, comités auxquels on laisserait la disposition des sommes ; 3) élaborer un projet de loi sur une organisation permanente du ravitaillement, rédigé dans le sens de la remise de ce service aux mains de la population elle-même, des comités populaires ; 4) faire une enquête approfondie sur les actes des agents du gouvernement relatifs à cette sorte d'opérations, pendant la période 1905-1907, et vérifier la régularité de l'emploi, par le gouvernement, des sommes qu'il avait eu à sa disposition à cet effet, en particulier de celle (15,000,000 de roubles) votées par la pre-

mière Douma. L'organisation des comités populaires pour le ravitaillement ainsi que la vérification des actes gouvernementaux, devaient être faites sous le contrôle de la Douma et au moyen d'une commission de la Douma qui se rendrait sur les lieux. »

Le parti constitutionnel-démocrate proposa « de former des commissions dans le seul but d'examiner les crédits accordés par le budget pour les opérations du ravitaillement, en rapport avec l'organisation générale de ces opérations ». Les articles, proposés par notre Groupe et par d'autres fractions encore, sur le contrôle sur les lieux, sur l'élaboration des projets de loi relatifs à cette question, sur celle de règles provisoires, furent mis aux voix comme amendement à la proposition des cadets et successivement repoussés par les voix réunis des cadets et de la droite.

Dans la séance du 17 avril, la commission du ravitaillement proposa de consacrer au ravitaillement de la population une somme de 6,000,000 roubles. Le groupe socialiste-révolutionnaire appuya la proposition, faite par les socialdémocrates, de mettre cette somme à la disposition de l'organisation fondée dans ce but par les zemstvos réunis ; mais constatant que cette proposition ne passerait pas et que, d'autre part, des secours à la population lui sont apportés sur place par des institutions recevant à cet effet des sommes du gouvernement, il vota, avec la majorité de la Douma, la mise de ces 6,000,000 de roubles à la disposition du Comité central des secours médicaux et alimentaires.

Dans un second rapport, la même commission proposa à la Douma de voter 17,500,000 roubles pour couvrir les frais déjà occasionnés par les besoins du ravitaillement de la population. La commission ajoutait d'ailleurs qu'elle n'avait pas eu la possibilité de vérifier l'emploi des sommes dépensées. Aussi le Groupe socialiste-révolutionnaire proposa-t-il à la Douma de décliner cette proposition qui remettait les sommes à un gouvernement irresponsable, et de motiver ce refus devant le pays.

Pour le secours aux sans-travail des villes, une commission spéciale fut formée sur la proposition des groupes de gauche, soutenus par les cadets. Notre camarade Gorbounoff fut nommé président de cette commission. La commission s'occupa à élaborer un projet de loi relativement aux crédits à voter et aux règles pour la disposition de ces sommes, mais ce projet, la Douma n'eut plus le temps de le discuter.

7. Question militaire du contingent

Le 10 avril, le ministre de la guerre apporta à la Douma une proposition sur « le contingent des recrues en 1907 ». Les lois fondamentales disent que si une loi sur le contingent militaire n'est pas votée pour le 1er mai, le tsar appelle au service le nombre de soldats qu'il juge nécessaire. Considérant qu'il fallait saisir cette occasion de livrer une bataille au gouvernement sur une question de toute importance pour le peuple, le Groupe socialiste-révolutionnaire vota, avec la majorité de la

Douma, la discussion immédiate. Dans la commission préparatoire, notre camarade Gorbounoff présenta une déclaration motiviée de la minorité sur la nécessité de refuser au gouvernement de fixer le contingent de l'armée ; il défendit la même opinion dans la séance de la Douma du 17 avril. Pour rendre plus clairs pour le peuple les motifs de ce refus catégorique d'accorder des soldats au gouvernement, Gorbounoff partait, dans son discours, moins d'une condamnation en principe de toute armée permanente, que de cette idée que l'armée, entre les mains du gouvernement actuel, est un instrument de l'oppression du peuple.

Le contingent militaire, en nombre exigé par le gouvernement, c'est-à-dire de 463,050 personnes, fut voté par les efforts combinés de la droite, des cadets et d'une partie des travaillistes. C'est pendant cette discussion que se produisit l'incident bien connu : le député socialdémocrate Zouraboff ayant dit, dans son discours, que tant que l'autocratie existerait, notre armée serait toujours battue, le président, sous la pression de la droite, y vit un outrage à l'armée, ôta la parole à Zouraboff et proposa à la Douma de lui voter un blâme. Les députés du Groupe socialiste-révolutionnaire, comme ceux des autres fractions de gauche, y répondirent en quittant démonstrativement la salle.

8. Question du budget

Aussitôt la Douma réunie, le gouvernement lui présenta le budget. A ce propos des discussions portant sur la politique générale du gouvernement

eurent lieu dans les séances du 20, 22, 23 et 27 mars. Le député Zaitzeff fit, au nom du Groupe socialiste-révolutionnaire, la critique générale du budget, tandis que le député Chirsky apporta, au nom du même Groupe la résolution suivante : « Considérant que les droits de la Douma relativement à la discussion et au vote du budget, tels que ces droits sont déterminés par le règlement du 8 mars, sont absolument nuls, que notre gouvernement, qui n'est pas soumis à la représentation populaire, mène une guerre ininterrompue ayant pour objet l'oppression politique et économique des paysans et des ouvriers, le Groupe socialiste-révolutionnaire de la Douma, ne voulant pas fournir au gouvernement les moyens nécessaires à sa lutte contre le peuple, ni entretenir cette illusion, utile au gouvernement, que les opérations budgétaires ont lieu sous le contrôle des représentants du peuple, propose de repousser, sans le renvoyer à une commission, le projet de loi proposé sur le budget des recettes et des dépenses. »

Incertain de l'adoption du budget dans son entier, le gouvernement proposa toute une série de projets de loi particuliers relativement aux dépenses qui avaient moins de chance de rencontrer une opposition de la Douma, celles surtout nécessitées par les besoins de l'instruction et de la culture générale.

Etant hostile au vote du budget en général, le Groupe socialiste-révolutionnaire dut également voter contre ces propositions particulières, tout en prenant soin d'expliquer chaque fois que, même

pour des buts aussi utiles, on ne doit pas mettre des sommes à la disposition du gouvernement actuel.

9. La question agraire

L'activité de la Douma est liée, dans l'esprit des masses populaires, à l'attente des réformes radicales dans le domaine agraire. Il n'est pas étonnant, dès lors, que la Douma ait accordé à cette question une attention particulière. Elle décida de consacrer aux débats sur ce sujet deux jours par semaine. Dans toute une série de ces séances, elle entendit plus de 60 orateurs. Sachant à quel point les masses paysannes s'intéressent à tout ce qui se dit sur cette question à la Douma, notre Groupe laissa à tous les membres pleine liberté de parler sur la question agraire. Les députés socialistes-révolutionnaires suivants prirent la parole : Zimïne, Afanassieff, Khvorostouschine, Arkhanguelsky, Chirsky, Pianykh, Ouspensky, Kirnossoff, Fokeieff, Evreinoff, Mouchenko, Avetikian. De député Evreinoff, exposa le point de vue de la socialisation du sol ; le député Ouspensky, critiqua vigoureusement les lois agraires édictées par le gouvernement après la dissolution de la première Douma ; le député Chirsky, motiva la proposition, appuyée par tous les groupes de gauche, de former les comités agraires locaux ; les députés-paysans Kirnossoff et Pianikh, parlèrent du manque de terre chez les paysans et de la nécessité de la leur donner par une expropriation forcée, sans rachat ; enfin, le député Mouchenko, introduit, au nom des groupes, un

« projet de propositions fondamentales concernant la loi agraire » (1) et exposa les bases théoriques du principe de la socialisation du sol, ainsi que les mesures transitoires destinées à sa réalisation. Le même député critiqua la déclaration gouvernementale sur cette question et le programme agraire des cadets.

En apportant son « Projet de propositions fondamentales concernant la loi agraire », notre groupe n'espérait certainement pas le faire voter par la Douma. Ce n'était là qu'une tentative de donner la forme d'un projet de loi au programme adopté à ce sujet, par le Parti. A quel point les propositions fondamentales de ce projet de loi répondent aux idées des paysans sur la solution équitable de la question agraire, nous pouvons en juger par ce fait, qu'en plus du groupe socialiste-révolutionnaire, de nombreux députés appartenant aux autres groupes, au groupe du travail surtout, y apposèrent leur signature ; le projet fut introduit, de cette façon, au nom de 104 députés.

Lorsque, sur le désir de la Douma, les discussions relatives à la question agraire furent closes, des résolutions différentes, devant servir d'instructions données par la Douma à sa commission agraire, furent faites par différents députés. Voici celle proposée, au nom de notre groupe, par le député Mouchenko: « Considérant que la question agraire doit être résolue dans le sens de la transformation sans rachat, de toute la terre en propriété du peuple, que la jouissance de cette terre doit être

(1) Ce projet est joint au présent rapport.

basée sur des principes égalitaires et sur le principe du droit égal à la terre, que la population locale, représentée par des comités agraires, élus au suffrage universel, direct et secret, doit être appelée à résoudre la question des réformes agraires, et que toutes les lois édictées par le gouvernement en vertu de l'art. 87 des lois fondamentales, doivent être abolies, — la Douma passe à l'ordre du jour. »
Pour le vote de toutes les formules proposées, notre groupe proposa le vote nominatif. Les cadets posèrent la question préalable de savoir si, d'une façon générale, une formule quelconque de passage à l'ordre du jour était nécessaire.

Malgré les protestations énergiques des députés socialistes-révolutionnaires, social-démocrates et travaillistes, la Douma donna une réponse négative. Au sein de la commission agraire, les membres du groupe socialiste-révolutionnaire défendirent le principe de la socialisation. Lorsque la proposition de créer un fonds foncier permanent fut rejetée les représentants de notre groupe votèrent pour le principe de l'expropriation fodcée en général, qui fut adopté par la commission agraire.

10. Rejet des projets de lois présentés par le Gouvernement

Après la dissolution de la première Douma, le Gouvernement créa une série de projets de loi augmentant les mesures répressives. Une fois la Douma convoquée, il se trouva obligé par la loi de les lui présenter dans un délai de deux mois, faute de quoi ils cessent d'avoir force de loi.

Ces projets de loi furent les suivants :

1) Sur l'établissement de peines pour l'apologie d'actes criminels en paroles ou par écrit.

2) Sur le service militaire des personnes qui se trouvent sous le coup des poursuites ou sous une surveillance policière ouverte pour crimes politiques. Le gouvernement voulait que ces personnes fissent leur service militaire après avoir subi leur peine ou avoir été libérées de la surveillance.

3) Sur les mesures à prendre pour empêcher l'évasion des prisonniers. Au nombre de ces mesures se trouvaient les « chaînes de préservation » que le chef de l'escorte avait le droit d'appliquer à tous les prisonniers, indépendamment du sexe et de l'âge.

4) Sur l'aggravation des peines pour la propagande dans l'armée. Ces peines devaient aller jusqu'aux travaux forcés.

Tous ces projets de loi furent unanimement rejetés par la Douma, sauf la droite. Le Groupe socialiste-révolutionnaire profita de leur discussion pous se prononcer sur l'activité législative du gouvernement dans l'intervalle entre les deux Douma.

La Douma vota, au contraire, d'un accord aussi unanime, un autre projet de loi proposé par le gouvernement : celui qui abolissait les peines autrefois établies en Pologne et dans les provinces de l'Ouest pour le délit d'enseignement clandestin.

11. Projet de loi sur l'amnistie

D'accord avec le Groupe du Travail et celui des socialistes-populistes, le groupe socialiste-révolu-

tionnaire présenta un projet de loi d'amnistie pour tous ceux qui avaient souffert dans la lutte politique. Le ministre de la justice déclara à ce propos que l'amnistie était une prérogative de la couronne. La majorité de la Douma décida alors de renvoyer ce projet de loi à la commission qui examinerait la question de savoir si la Douma était ou non compétente de le discuter. Seules les fractions socialistes votèrent pour un renvoi à la commission dans le but d'examiner le projet dans son fond-même.

12. Question de l'instruction publique

La discussion de cette question fut la conséquence d'un projet de loi sur l'instruction obligatoire présenté par le gouvernement ; la proposition fut faite de le renvoyer à une commission spéciale. Dans la séance du 4 mai, le député Tigranian soumit à une critique vigoureuse l'organisation de l'instruction publique en Russie et proposa à la commission de prendre pour guides de son travail les principes directeurs suivants : la démocratisation, la décentralisation et la nationalisation de l'instruction pubique.

13. Question du traitement des employés de la chancellerie de la Douma

Au sujet de cette question, comme de celle concernant l'admission et la révocation de ces employés, — questions, ayant soulevé à la Douma de longs débats, — le député Chirsky déclara au nom de notre Groupe que, pour des considérations de principe, le Groupe aurait dû apporter au règle-

ment discuté des modifications considérables, mais que, se rendant compte de la nécessité de constituer le plus tôt possible la Chancellerie de la Douma et comprenant que toute modification proposée dans le sens d'une démocratisation de ce service entraverait son vote, le Groupe décidait de n'apporter aucun amendement, de n'en voter aucun et de s'abstenir sur la question du règlement lui-même. Aussi le Groupe ne prit-il aucune part à la discussion et au vote de ce projet.

14. Question du programme des travaux de la Douma

Les partis qui formaient la majorité de la Douma considéraient le « travail organique », c'est-à-dire le vote de nouvelles et meilleures lois, comme leur tâche principale. Les nombreux discours des orateurs de gauche qui parlaient exclusivement pour le pays, et ne poursuivaient que des buts de propagande, étaient pénibles pour la majorité. Aussi les cadets s'empressèrent-ils de rédiger un statut établissant un programme des travaux de la Douma. Les articles de ce statut ayant trait à l'ordre de la discussion et à la cessation des débats étaient rédigés de façon à diminuer le nombre des orateurs et de permettre à la Douma de clore les débats au moment voulu. Tandis qu'auparavant la clôture de la liste des orateurs et la limitation du temps pour les discours à 10 ou à 5 minutes étaient considérées comme rejetées lorsque le nombre d'opposants n'était pas moins de 50, on proposa maintenant d'élever ce chiffre à 100. Comme parmi les cadets

et surtout parmi les travaillistes qui, dans la plupart des cas, marchaient avec les socialistes-révolutionnaires, des récriminations se faisaient entendre contre les socialistes démocrates et les socialistes révolutionnaires qui, disait-on, empêchent, par leurs discours, le vote des projets de loi, notre Groupe décida, pour ne pas mécontenter les travaillistes, d'accepter cette limitation, et vota avec la majorité.

Une autre restriction portait sur le nombre d'orateurs lors des interpellations. Le projet du statut proposait de limiter à deux le nombre d'orateurs pouvant parler pour ou contre l'adoption d'une interpellation : un orateur pour et un orateur contre.

Puisque le représentant du gouvernement a, en vertu de la loi, le droit de ne répondre à l'interpellation que dans un délai de deux mois et que les interpellations, importantes surtout au point de vue de la propagande et qu'elles doivent donner lieu soit à une discussion immédiate d'un événement donné, notre Groupe résolut de protester contre cette limitation. L'amendement proposé en son nom par le député Chirsky fut adopté et la limitation rejetée.

Avant même la discussion du programme des travaux, le parti cadet avait proposé de réduire le nombre de réunions plénières de la Douma de 6 à 4 par semaine. Ne voulant pas diminuer le nombre de séances publiques dont les compte-rendus sont avidement lus par la population, le Groupe socialiste-révolutionnaire vota contre.

Il faut citer encore le vote de notre Groupe au

sujet des deux propositions relatives à l'exclusion de députés pour une ou plusieurs séances. C'est à l'égard de Choulguine député de l'extrême-droite, qu'on proposa pour la première fois d'appliquer cette mesure. Dans la séance du 3 avril, pendant la discussion d'une interpellation sur le conflit qui s'était produit entre les gardiens et les prisonniers politiques à la prison de Riga, ce député dit, en s'adressant à la gauche de la Douma : « Et parmi vous, messieurs, quelqu'un n'aurait-il pas une bombe dans sa poche ? » Un vacarme inouï s'en suivit, et la fraction travailliste proposa d'exclure le député Chouliguine pour une séance. Pour la 2me fois, la même proposition fut faite dans la séance du 4 mai, relativement aux membres de la droite encore, Kelepovsky, Pourichkevitch et Sazonovitch, qui avaient accueilli par un bruit épouvantable les paroles d'un député, qui avait dit que nous avions maintenant un régime non pas autocrate, mais constitutionnel. L'exclusion pour une séance fut votée, mais les députés frappés refusèrent de se soumettre à la décision prise et restèrent dans la salle des séances. Le président proposa alors d'appliquer le maximum de la peine : l'exclusion pour 15 séances, ce qui fut voté par une immense majorité. Bien qu'étant, en principe, adversaires de ces sortes de mesures, notre Groupe n'en était pas moins obligé de constater que les scandales constamment provoqués par l'extrême-droite étaient une opposition systématique contre la Douma, ayant pour but de la compromettre aux yeux de la population, et il vota l'exclusion avec la majorité de la Douma.

15. Les interpellations

Le droit d'interpellation accordé à la Douma fut utilisé par le Groupe dans une série d'interpellations, soit faites par lui-même, soit simplement soutenues par lui. Voici celles introduites par le Groupe lui-même :

1) Sur l'attaque de la population par les gardes et les cosaques dans la ville de Krasnooufimsk. Pendant cet incident, les députés Sigoff et Ierchoff avaient été l'objet de mauvais traitements, et il en avait été de même d'un grand nombre d'autres personnes réunies pour reconduire les députés qui partaient pour Pétersbourg. L'interpellation fut renvoyée, pour être formulée, à la commission correspondants.

2) Sur le massacre de prisonniers politiques à la prison d'Algatch, pendant lequel avaient souffert : Egor Sazonoff, le meurtrier de Plehve, M[lle] Chkolnik et beaucoup d'autres. L'interpellation fut adoptée et l'ordre du jour suivant, proposé par le cadet Telslenko, fut voté à la suite des explications données par le gouvernement : « Considérant que les explications du ministre de la justice contiennent un aveu des violences commises contre les prisonniers politiques dans le prison d'Algatch, et témoigent de l'existence, dans ces bagnes, des conditions d'existence surannées dont le rapide changement s'impose, la Douma d'État passe à l'ordre du jour. » Notre Groupe vota cette formule après que la sienne plus radicale, eut été repoussée.

3) Sur un pogrome de Juifs organisé par les troupes et la police dans la ville de Siedliez, en 1906.

Cette interpellation fut renvoyée à la Commission et n'eut pas le temps d'être examinée.

4) Sur le massacre des ouvriers de la fabrique Chesher, rassemblés dans la cour de cette fabrique et attaqués par la police petersbourgeoise. L'interpellation fut adoptée, mais, jusqu'à la dissolution de la Douma, il n'y eut aucune réponse de la part du ministre.

5) Sur l'expulsion, par ordre administratif de la province qu'il avait habitée — la région de Terek — de Masloff, député la 1e Douma. L'interpellation fut renvoyée à la commission correspondante.

6) Sur la perquisition faite le 5 mai, dans le local de la fraction social-démocrate, perquisition dont les résultats devaient ensuite servir au gouvernement pour poursuivre tous les membres de cette fraction comme accusés d'un complot contre l'État. Les députés Chirsky, Khvost et Arkhanguelky, qui parlèrent pour motiver l'interpellation, envisagèrent cet événement comme une violation des droits des représentants du peuple et en conclurent que seule l'intervention du peuple, l'insurrection, peut protéger la Douma contre les nouvelles tentatives du gouvernement. L'interpellation fut adoptée.

En dehors de cela, les députés du Groupe socialiste-révolutionnaire prirent part aux discussions provoquées par les interpellations apportées par d'autres fractions, notamment : 1) à propos des tortures subies par les prisonniers politiques dans les prisons des provinces Baltiques ; b) sur les grèves des exploitations de naphte dans la ville de Bacou ; c) sur les actes illégaux du gou-

verneur général Herschelmann qui, de son propre pouvoir, cassa le jugement définitif du Conseil de Guerre de campagne ayant condamné 3 personnes aux travaux forcés, pour remettre le procès entre les mains d'un autre Conseil de Guerre de campagne, d'après le verdict duquel ils furent pendus ; d) sur l'envoi d'une expédition de répression dans le village Lantchkhouty, dans le gouvernement de Koutaïs.

Pour toutes ces questions, notre Groupe proposa des ordres du jour à lui ou bien soutint ceux proposés par les autres groupes de gauche. Puis, ces ordres du jour ayant été repoussé (sauf celui relatif aux tortures de Riga), il vota les formules des cadets, moins nettes, mais contenant néanmoins une condamnation des actes des agents du pouvoir.

Le Groupe ne crut pas pouvoir laisser sans reponse ces cas, saillants même en Russie, de violence et d'arbitraire.

16. La dissolution de la Douma et la modification de la loi électorale

Le 1r juin, le ministre-président demanda à la Douma une séance privée et, dans cette séance, après avoir communiqué la décison du juge d'instruction de Saint-Pétersbourg relativement aux poursuites contre 55 membres de la fraction socialdémocrate accusés de complot, exigea de la Douma qu'elle autorisât l'emprisonnement préventif de 16 accusés et l'exclusion des autres. Dans le discours qui précéda cette demande, le ministre

déclara que tout retard apporté par la Douma à cette autorisation ou toute satisfaction incomplète donnée au gouvernement, mettrait le gouvernement dans l'impossibilité d'assurer plus longtemps l'ordre et la tranquillité dans le pays. On comprit clairement qu'à moins d'accorder satisfaction au gouvernement, la Douma sera immédiatement dissoute. Les cadets et les travaillistes demandèrent qu'une commission spéciale présente d'abord ses conclusions sur cette question. Le député Chirsky déclara au nom de notre Groupe que, bien que, en dehors de toute commission, la réponse à faire se présentât comme parfaitement claire, le Groupe consentait, pour éviter de fractionner, à un moment si important dans l'existence de la Douma, les forces de l'opposition, à élire une commission, à condition de lui accorder un délai minimal et de discuter la réponse à donner au gouvernement dans cette séance même. Lorsque la question de la limitation du délai eut été résolue par la négative, le Groupe socialiste-révolutionnaire y vit un refus de discuter la question immédiatement et vota contre l'élection d'une commission.

Le vote fut affirmatif sur la question de la commission. Au nombre de 22 membres élus à la commission se trouvaient deux membres du groupe socialiste-révolutionnaire : Tigranian et Chirsky, qui déclarèrent, dans une séance de la commission, que cette dernière n'avait à résoudre qu'une seule question : la dignité de la Douma pouvait-elle, pour des raisons politiques et morales, permettre la présence dans son sein de membres accusés en vertu de l'article 100 du Code criminel (crime de

complot) ; quant à examiner les preuves de l'accusation, ce n'était pas là l'affaire de la commission. Lorsque celle-ci passa à l'examen de ces preuves, les députés socialistes-révolutionnaires ne participèrent plus en rien à ses travaux. Le samedi 2 juin, dernier jour de l'existence de la Douma, une réunion de toutes les fractions de gauche — socialistes-révolutionnaires, social-démocrates, socialistes-populistes et travaillistes — eut lieu. Dans cette réunion, organisée pendant une suspension de séance, sous la présidence du député social-démocrate Tzereteli, on résolut de mettre immédiatement en discussion, en dépit du programme de la Douma, et de décider sans débats la question du budget et le rejet des lois agraires, édictées par le gouvernement en l'absence de la Douma. A cet effet, il fallait d'abord faire cesser les débats sur la police locale qui étaient à l'ordre du jour de cette séance. Des orateurs appartenant aux groupes de gauche montèrent successivement à la tribune pour demander, devant le coup d'état imminent, de cesser les discussions sur le projet de loi relatif à la justice locale pour aborder les questions les plus importantes de toutes celles qui se posent devant la Douma. Et chaque fois ces propositions furent repoussées par les efforts combinés des cadets et de la droite. C'est par le débat sur la justice locale que se termina la séance du 2 juin, la dernière séance de la deuxième Douma d'État. Dans la nuit du 2 à 3 juin des arrestations nombreuses des députés social-démocrates eurent lieu. Le 3 juin, le Manifeste annonçant la dissolution et les modifications apportées à la loi électorale fut

affiché dans les rues de Pétersbourg. Les députés socialistes- révolutionnaires, qui, de crainte d'être arrêtés, avaient quitté leurs appartements, pendant plusieurs jours ne purent se réunir. Leur réunion n'eut lieu que le 5 juin. On sut alors que, de tous les membres du Groupe, seul le député Zimine avait été arrêté. Le Groupe adopta dans cette réunion un projet de manifeste au peuple travailleur, sur la dissolution de la Douma et la modification de la loi électorale. La proposition de déclarer que les députés conservaient leurs mandats et d'inviter à faire de même les autres groupes fut repoussée ; la plupart des députés étant partis dans leurs provinces, et d'ailleurs l'état d'esprit général des députés et le calme de la population pétersbourgeoise ne favorisant pas cette proposition.

Le lendemain,les députés présents à Pétersbourg se réunirent encore une fois en Finlande et adoptèrent le texte d'un autre manifeste encore, adressé aux citoyens au nom du Comités du Groupes socialiste-révolutionnaires de la Douma (1).

17. L'activité du Groupe socialiste-révolutionnaire de la Douma en dehors de celle-ci

Dès l'arrivée des députés à Pétersbourg, le Groupe socialiste-révolutionnaire de la Douma commença à recevoir de nombreuses invitations de la part des ouvriers des différentes usines, demandant aux députés d'assister aux réunions ouvrières. Surchargé de besogne dans les commis-

(1) Voy. le texte dans l'*Humanité* du 15 juillet et dans *La Tribune Russe* du 30 juillet.

sions de la Douma, le Groupe ne put satisfaire qu'en partie à ces demandes. Les députés socialistes-révolutionnaires qui se rendaient dans les meetings prenaient comme sujets de leurs discours l'action de la Douma et l'attitude de leur Groupe.

Pour faire connaître à la population ce qui se passait au sein de la Douma, le Groupe socialiste-révolutionnaire créa, avec la fraction socialiste-populiste et le Groupe du Travail, une commission spéciale pour rédiger et répandre des « lettres des députés » à la population. La commission ne fit paraître que 4 lettres qui furent répandues au nombre de 150,000 exemplaires par l'intermédiaire des mandataires des paysans arrivant au Groupe ainsi qu'avec l'aide des groupements de la jeunesse des écoles.

Pendant toute la durée de la Douma, le Groupe socialiste-révolutionnaire ne cessait de recevoir des ordres du jour et des instructions de la part des paysans et des ouvriers des différentes villes et villages. Les mandataires qui en venaient étaient mis par le groupe au courant de la marche des travaux de la Douma ; on leur fournissait également la possibilité d'assister à ses séances.

Pendant les vacances de Pâques, la plupart des députés socialistes-révolutionnaires se rendirent dans leur province où ils organisèrent, dans les villes et dans les campagnes, une série de réunions et de meetings. Enfin, pour exposer dans la presse les questions discutées à la Douma, le Parti entreprit la publication d'un journal. Et comme, après chaque numéro, le journal était confisqué et le directeur poursuivi en vertu d'un article du Code

où il est question de provocation ou renversement du régime existant, les députés socialistes-révolutionnaires profitèrent de leur immunité pour se proposer comme directeurs responsables. Voici les journaux qui eurent le temps de paraître pendant l'existence de la Douma : « Le Bien du Peuple », (1 N°), directeur Zimine, «La Voix du Peuple» (2 N°), « Les Nouvelles », (2 N°), directeur Chirsky, « La parole du pays », directeur Kolokolnicoff (qui plus tard, donna sa démission du Groupe); « La Revue », (2 N°), directeur Zaitzeff ; « Le Drapeau du Peuple », (1 N°), directeur Khvorostoukhine, et un « Recueil d'articles » sous la direction d'Abramoff. Au moment de la dissolution, tous les directeurs de ces journaux se trouvèrent sous le coup des poursuites.

Pendant la durée de la Douma, le Groupe socialiste-révolutionnaire reçut toute une série d'adresses de félicitations de la part de différentes réunions et organisations. Parmi elles, se trouve celle du Bureau Socialiste International, remise au Groupe personnellement par le représentant du Parti à ce Bureau, le camarade Roubanovitch. Dans sa séance du 25 février, le Groupe adopta, relativement à cette adresse, la résolution suivante : « Le Groupe socialiste-dévolutionnaire de la Douma envoie, par l'intermédiaire du Bureau Socialiste International, son salut aux groupes parlementaires socialistes du monde entier, et déclare qu'il prendra leur longue expérience pour guide de son action. »

Supplément au rapport du groupe parlementaire

Projet de propositions fondamentales concernant la loi agraire

§ 1. Toute propriété privée de la terre dans les limites de l'État russe est dès à présent et demeurera à jamais abolie.

REMARQUE 1. — La Finlande, jouissant de l'autonomie politique, est exceptée de l'application de cette règle fondamentale.

REMARQUE 2. — Il en sera de même pour celles des autres parties de l'État russe, qui auront reçu une constitution analogue à celle de la Finlande (Pologne).

§ 2. Toute la terre, avec ses eaux et ses tréfonds, est déclarée le bien de toute la population de l'État russe.

§ 3. Tous les citoyens ont un droit égal à la jouissance de ce bien.

§ 4. La disposition suprême de toute la terre, avec ses eaux et son tréfonds, appartient, sur les bases établies par les présentes lois fondamentales, à l'Assemblée des représentants du peuple ; la disposition locale de la terre appartient, sur les mê-

mes bases, aux organes de l'administration locale autonome ; le dernier échelon de cette administration autonome est constitué par la commune (obchtchina) territoriale, qui comprend un ou plusieurs villages.

§ 5. Le gouvernement, représenté par les organes du pouvoir central et par ceux de l'administration locale autonome, a la charge : a) de garantir le droit égal de tous les citoyens à la jouissance de la terre ; b) d'empêcher le dépérissement des richesses naturelles du sol et de prendre les mesures propres à les accroître.

§ 6. Sont admis les modes suivants de jouissance de la terre, de ses eaux et de son tréfonds :

a) ECONOMIE SOCIALE : le pouvoir suprême et les organes de l'administration locale autonome, chargés de l'organisation et de la direction en ce qui concerne la terre, ses eaux et son tréfonds, sont autorisés à les employer à des entreprises d'intérêt général ayant une utilité sociale pour tout ou partie de l'État (USAGE SOCIAL).

b) ÉCONOMIE DES TRAVAUX PRIVÉS : la terre, ses eaux et son tréfonds peuvent être employés par les personnes, familles et groupes (compagnonnages) et artèles qui s'appliquent à l'industrie leur travail propre (EMPLOI A DES TRAVAUX PRIVÉS).

c) HABITATIONS ET BATIMENTS : ils peuvent être employés :

1° par les personnes vivant du revenu que donnent la location des habitations ou les entreprises commerciales ou industrielles auxquelles travaillent des ouvriers salariés (USAGE CAPITALISTE);

2° Par les personnes qui jouissent d'enclos attenants à leur maison et aux bâtiments affectés soit à leur logement personnel, soit aux entreprises commerciales ou industrielles auxquelles ne travaillent pas des ouvriers salariés.

Tout emploi de la terre, de ses eaux et de son tréfonds autre que ceux spécifiés dans le présent article 6, est interdit.

§ 7. RÈGLES FONDAMENTALES APPLICABLES A L'USAGE SOCIAL :

a) L'État et tous les organes de l'administration locale autonome ont le droit, par décisions des assemblées compétentes, d'affecter à un usage social les quantités de terre nécessaires, pour les objets suivants :

1° Préservation des richesses naturelles du sol contre le dépérissement et mesures propres à les accroître (irrigation, assèchement, endiguement, reboisement, fixation des dunes de sable, etc.)

2° Exploitation de plus grandes richesses naturelles et affectation aux besoins sociaux des ressources à en provenir ;

3° Organisation de champs d'expérience et de démonstration ou autres œuvres sanitaires, de bienfaisance ou d'enseignement ayant une utilité générale.

4° Organisation de méthodes d'exploitation plus perfectionnées ;

b) Une loi spéciale déterminera les règles suivant lesquelles les produits obtenus dans les entreprises de l'État ou des organes de l'administration locale autonome seront mis (soit à prix réduit, soit au prix de revient, soit gratuitement) à la dis-

position des travailleurs dans la mesure de leurs soins individuels, — indépendamment de la vente de ces produits à tout venant au prix du commerce.

c) Une loi spéciale déterminera les règles d'organisation du travail dans les entreprises d'État ou sociales, sur la base d'une large participation à leur direction des travailleurs qu'elles emploient.

§ 8. PRINCIPES GÉNÉRAUX QUI RÉGISSENT L'EMPLOI DE LA TERRE A DES TRAVAUX PRIVÉS :

a) L'échelle maxima pour la répartition (de la terre) est la capacité de travail, que la quantité de terre assignée à chacun ne peut dépasser ; des dérogations à cette règle ne sont admises qu'au cas où la composition de la famille est particulièrement défavorable (le nombre des bouches à nourrir l'emporte sur celui des travailleurs) ou dans le cas de réduction temporaire de la force de travail ;

b) L'échelle minima pour la répartition (de la terre) est le besoin ; on le détermine d'après le budget normal de la famille de travailleurs en égard au minimum hygiénique des besoins de l'individu et aux dépenses nécessaires à l'entretien et au développement de l'entreprise (le calcul est fait pour 1 individu).

c) L'échelle maxima est employée pour les retranchements de terre opérés aux dépens de ceux qui ont de la terre en excès ;

d) L'échelle minima est employée pour la première attribution de terre à ceux qui en ont trop peu ou pas du tout ;

e) En prenant pour bases le chiffre de la popula-

tion, le nombre de ceux qui prétendent à une allocation de terre sociale et le rendement de cette terre, on détermine la moyenne ou norme commune qui sert ensuite à régler l'usage égal pour tous de la terre ;

f) L'élaboration, d'après les principes ci-dessus indiqués, des projets de réglementation locale de l'usage des terres, en conformité des divers modes d'exploitation rurale (agriculture, jardinage, culture maraîchère, etc.) et des méthodes en vigueur, est confiée aux organes de l'administration locale autonome : ces projets sont examinés et ratifiés dans les formes législatives ordinaires.

REMARQUE. La revision de ces règlements a lieu, le cas échéant, dans les mêmes formes.

§ 9. REGLES DE L'EMPLOI DE LA TERRE AUX TRAVAUX PRIVÉS :

a) L'attribution d'un lot de terre sociale destiné au travail privé ne peut donner lieu à aucune perception, soit sous forme d'impôt foncier, soit sous forme de fermage. Il n'en peut être autrement, que pour les terres assignées en plus du lot normal ou qui produisent un revenu exceptionnel à raison des propriétés particulières du sol ou d'autres avantages spéciaux (rente différentielle) ;

b) La terre peut être attribuée :

1° Aux individus ou aux familles, sous forme d'allocations individuelles par ménage ;

2° Aux associations agricoles, qui se la partagent également entre elles ;

3° Aux artèles qui exercent conjointement une industrie et s'en partagent également les produits.

REMARQUE. Aucun des organes du gouverne-

ment local autonome ne peut mettre obstacle à la formation d'artèles et d'associations agricoles ou instituer des avantages spéciaux au profit des allocation par ménage.

c) L'égalité dans la jouissance de la terre entre les communes (obchtchina) ou les autres unités territoriales autonomes est réalisée au moyen des procédés suivants par les organes de l'administration locale et par le pouvoir suprême, chacun en ce qui le concerne :

1° Au moyen d'impôts frappant, dans la mesure de leur revenu net, les terres dont l'étendue excède le lot normal, — les ressources ainsi recueillies devant être obligatoirement affectées à pourvoir de terres les familles ou les communes qui en manquent ;

2° En dispersant et en déplaçant la population ;

3° Au cas où ces mesures seraient insuffisantes, en modifiant les divisions territoriales.

d) Des lois spéciales détermineront les dispositions fondamentales applicables aux partages des terres ; il appartiendra aux organes supérieurs de l'administration local, prenant comme base ces dispositions fondamentales et pour les appliquer, d'édicter des règlements fixant :

1° La durée nécessaire de jouissance des lots, en égard aux conditions locales de la culture ;

2° Les indemnités qui devront être payées à l'usager sortent lors de la transmission des lots ou fractions de lots, pour améliorations dues à son travail et à son capital et dont il n'aura pas profité.

e) La répartition égale de la terre entre les indi-

vidus, familles et groupes sera assurée par les organes inférieurs de l'administration locale autonome, sous le contrôle des organes supérieurs, qui se conformeront aux principes généraux de la loi agraire.

f) Tout citoyen désirant appliquer son travail à la terre et qui n'aura pu y parvenir par voie d'entente directe avec les communes, les associations agricoles ou les artèles, a le droit de s'adresser aux institutions représentant, pour les questions agraires, l'administration locale ou l'État ; elles devront :

1° Ou bien l'installer sur le territoire de l'une des communes ayant des terres en excès ; — et cela dans les formes que précisera une loi spéciale ;

2° Ou bien lui attribuer un lot pris sur le fonds de réserve de telle ou telle unité territoriale autonome plus importante ;

3° Ou bien le faire entrer dans l'une des entreprises sociales où l'on travaille la terre.

REMARQUE. Une loi spéciale déterminera dans quelles conditions des lots de terre seront, lorsqu'il y aura lieu, repris ou refusés — comme aussi à quels moyens de défense juridique pourront recourir les personnes qui estimeront que leurs droits ont été lésés.

g) Les délais et procédés pour le partage égal de la terre et de ses produits entre les membres des associations agraires et des artèles, sont réglés par eux-mêmes, sous réserve de l'observation des principes généraux de la loi agraire ;

h) Toute transmission de terre d'un usager à un

autre, — qu'il s'agisse d'individus, de familles, d'associations agricoles ou d'artèles, — n'est admise que moyennant le consentement de la commune (obschtchina) et l'observation des principes généraux de la loi agraire. Les usagers qui emploient la terre aux travaux privés, lorsqu'il cessent de s'occuper d'agriculture, mettent les lots dont ils jouissaient à la disposition de la commune ; après quoi, durant un délai variable, que la loi fixera suivant les lieux et les professions, ils gardent le droit d'usage de la terre dans ladite commune ; mais, ce délai expiré, ils n'ont plus que le droit genéral qu'a tout citoyen au partage de la terre.

i) Une loi spéciale déterminera dans quelles conditions sera organisé le crédit aux usagers travaillant la terre, pour leur assurer les ressources indispensables et les moyens de perfectionner leurs exploitations ;

j) Une loi spéciale organisant l'assurance générale obligatoire ou tout autre système analogue garantira aux usagers travaillant la terre une indemnité pour tout dommage qu'ils subiraient (incendies, mauvaises récoltes, épizooties, perte de la capacité de travail, etc.).

§ 10. Des règles fondées sur des principes analogues à ceux formulés dans l'article 8 s'appliqueront à l'emploi aux travaux privés du sous-sol, des eaux, des bois et de toutes autres dépendances du sol exploitables industriellement.

§ 11. RÈGLES FONDAMENTALES DE L'EMPLOI DE LA TERRE AUX HABITATIONS, CONSTRUCTIONS ET ÉDIFICES :

a) Les lots destinés aux construction et édifices

de toute nature sont assignés conformément aux règles établies par l'État et par les organes de l'administration locale autonome.

b) Tout bâtiment ou construction peut, si l'utilité publique l'exige, être exproprié par l'État et par les organes de l'administration locale autonome, dans les formes déterminées par une loi spéciale.

MODE D'APPLICATION DE LA LOI FONDAMENTALE AGRAIRE

I. MESURES PRÉPARATOIRES A L'APPLICATION DE LA LOI ET RÉGLANT LA SITUATION AGRAIRE JUSQU'A SA MISE EN VIGUEUR.

§ 1. a) Sont abrogés tous les oukases concernant la terre et son usage, promulgués par l'application de l'art. 87 des lois fondamentales, comme aussi l'art. 36 du règlement général sur les paysans.

b) Le fonctionnement des banques foncières de la noblesse et des paysans, des commissions agraires et autres institutions de cet ordre, est suspendu.

c) Il ne sera plus transmis de propriété foncière à titre onéreux, ni par voie de donation.

§ 2. En attendant que l'administration locale autonome soit réorganisée sur la base de la territorialité et du suffrage universel, direct, égal et secret, et pour assurer l'administration de la terre durant cette période provisoire, il est constitué des comités agraires locaux (comités de volost, d'ouièzde, de gouvernement et de province) élus au suffrage universel, direct, égal et secret.

REMARQUE. La délimitation des provinces en égard aux particularités qu'elles présentent quant à l'économie rurale, est effectuée par voie législative.

§ 3. Le comité agraire de chaque volost comprend en nombre égal des membres élus dans le volost même et des membres élus dans les volost limitrophes.

§ 4. Le comité agraire d'ouièzde comprend en nombre égal des représentants de l'ouièzde même, et des représentants de tous les autres ouièzde du gouvernement de la province, pris ensemble.

§ 5. Le comité agraire du gouvernement comprend en nombre égal des représentants du gouvernement même et des représentants de tous les autres gouvernements de la province, pris ensemble.

§ 6. Le comité agraire de province comprend, en nombre égal, des représentants de la province même et des représentants de toutes les autres provinces, prises ensemble.

§ 7. Les comités agraires, en tenant compte des particularités et conditions locales, élaborent des projets :

a) Pour la délimitation des unités territoriales autonomes ;

b) Pour la quantité normale de terre pouvant être affectée au travail privé ;

c) Pour l'attribution des lots ;

§ 8. Pour atteindre les buts indiqués en l'article précédent, il est procédé à un recensement détaillé de la population, de toutes les ressources agraires

et industrielles, comme aussi des richesses souterraines en exploitation, et à leur évaluation.

§ 9. Les apanages, le cabinet (de l'empereur), les églises et monastères cessent dès maintenant de pouvoir disposer de la terre, avec ses eaux et son sous-sol, sous toutes ses formes ; l'administration en est transférée aux comités agraires, qui administeront aussi directement les impôts intéressant l'État.

§ 10. La répartition de ces ressources entre les comités agraires locaux inférieurs a lieu sous le contrôle des comités supérieurs correspondants ; toutefois, les comités supérieurs ont le droit de garder sous leur administration directe les richesses qui ont une importance sociale particulière.

§ 11. Les comités agraires ont le droit de prendre des mesures pour la protection tant des biens fonciers, avec leurs eaux et leur sous-sol, que des intérêts de la population des travailleurs ; — de réglementer les rapports des occupants du sol avec ceux qui y appliquent leur travail ; de déterminer les limites de l'usage temporaire de la terre; de réglementer les conditions des fermages et du travail salarié, etc.

§ 12. Les terres appartenant aux villes, aux zemstvos, aux institutions sociales, aux établissements d'enseignement ou de bienfaisance, aux étrangers et aux Cosaques demeurent provisoirement à la disposition de leurs occupants actuels, sous le contrôle de l'État et des comités agraires, et sont soumis à des règles particulières pour la garantie des intérêts publics et des besoins de la population des travailleurs.

II. MESURES POUR L'APPLICATION DE LA LOI.

§ 1. Ceux qui ont eu jusqu'ici la propriété ou l'usage de la terre, — individus, société, communes artèles, — demeureront, s'ils le désirent dans une mesure n'excédant pas la norme-travail locale, en jouissance de la terre, des ressources industrielles et souterraines.

a) Qu'ils avaient en propriété,
b) ou à titre de lot concédé,
c) ou dont ils étaient fermiers.

REMARQUE. Il appartient aux organes de l'administration locale autonome d'ordonner des échanges et de modifier les délimitations.

§ 2. Tout le reste des terres, avec leurs eaux et leur sous-sol, sera exproprié sans indemnité, et affecté à l'organisation de leur exploitation économique par l'État et la société, ainsi qu'à leur utilisation par ceux qui ont trop peu de terre ou n'en ont pas du tout.

REMARQUE. Les comités agraires dressent la liste des personnes ayant souffert de la réforme agraire au point que leur adaptation aux nouvelles conditions de vie, serait impossible sans l'allocation de secours pris sur les ressources sociales. Ces allocations et leur importance sont fixées par voie législative.

§ 3. On s'occupera d'abord de pourvoir les usagers locaux qui ont trop peu de terres, puis la fraction de la population agricole locale qui n'a pas de terre (manœuvres, les sans-ménage, etc.), puis de la population locale non agricole et enfin,

si la quantité de terres disponibles le permet, de ceux qui sont étrangers à la population locale.

§ 4. Dans les localités où domine la forme individuelle de la possession de la terre, les anciens propriétaires des lots deviennent les usufruitiers individuels au sens de l'art. 9, b, 1° de la loi agraire fondamentale, avec toutes les conséquences qui en résultent.

§ 5. Dans les localités où existe l'exploitation communale :

a) Lorsque la commune (obchtchina) territoriale coïncide approximativement, vu sa population, avec l'ancienne commune propriétaire, elles se confondent ; les droits et obligations de celle-ci se transmettent à celle-là.

b) Lorsque la commune territoriale embrasse deux ou plusieurs anciennes communes propriétaires, celles-ci peuvent soit constituer une seule communauté et former une commune territoriale, soit se transformer en association agraire au sens de l'art. 9, b, 2° de la loi fondamentale agraire, avec toutes les conséquences qui en résultent.

c) Quant aux communautés complexes (de volost), là où il en existe de telles, leur fusion ou l'organisation de leurs rapports avec les organes supérieurs intéressés de l'administration locale s'opère sur les mêmes bases.

§ 6. Des dispositions législatives spéciales détermineront le mode d'application de la loi aux terres des Allogènes et des Cosaques.

§ 7. Les terres des établissements de bienfaisance ou d'enseignement, dans la mesure où elles servent seulement à fournir les revenus nécessai-

res à l'entretien de ces établissements, sont affectées aux répartitions entre ceux qui ont peu ou pas de terres, et remplacées par des subventions en argent ; pour le reste, elles peuvent être laissées à la disposition desdits établissements dans la mesure et sous les conditions que détermineront les organes de l'administration locale autonome.

§ 8. Les terres des villes, dans la mesure où elles servent immédiatement aux besoins de la population urbaine (terrains de pâture ou emplacements affectés aux habitations, aux constructions et édifices), restent à la disposition des villes ; au besoin, l'étendue en est augmentée ; mais les terres qui sont affectées à des usages purement économiques passent sous l'administration des communes territoriales compétentes ou des organes plus élevés de l'administration supérieure.

§ 9. Toutes les forêts, eaux et exploitations souterraines présentant un intérêt général ou un intérêt local important, passent sous l'administration de l'État et des organes de l'administration locale autonome ; néanmoins, leurs anciens propriétaires ou usagers peuvent s'en voir maintenir provisoirement la jouissance à des conditions déterminées par le gouvernement ou par les organes de l'administration locale autonome, qui veilleront tant à la conservation des exploitations souterraines et eaux, qu'à la santé et au travail de la population qui y travaille.

§ 10. Toutes les constructions et bâtiments élevés sur des terres encloses, restent aux mains de leurs propriétaires actuels ; mais l'État et les organes

de l'administration locale ont le droit de les exproprier dans un intérêt social ou public ; la procédure de ces expropriations sera l'objet de règles spéciales, prises en forme de loi.

Ce projet porte la signature de 104 députés dont 38 appartenant au Groupe socialiste-révolutionnaire et 66 aux Groupes socialiste-populiste, au Parti du Travail et à l'Union des paysans.

1) Nicolas Dolgopolov, 2) Nifonte Dolgopolov, 3) Jean Mouchenko, 4) M. G. Zaïtsev, 5) N. Ovodov, 6) A. I. Roussanov, 7) N. I. Emelianor, 8) N. S. Kirnossov, 9) Pianykh, 10) V. Evréinov, 11) N. Alachrev, 12) M. Fokéev, 13) G. Pokrovski, 14) I. Khrvorostoukine, 15) A. Droukar, 16) V. M. Strelkov, 17) D. Zimine, 18) F. Rjekhine, 19) Okoulov, 20) Khvoste, 21) P. Lokhvitski, 22) V. Tolmatchevski, 23) M. Demidiouk, 24) Arkangelski, 25. A. Koslov, 26) S. Valkov, 27) K. Maliarenka, 28) Voiéany, 29) G. Kabakov, 30) O. Sytine, 31) Tchepovenko, 32) S. Tigramiane, 33) Finéev, 34) G. Gorbonov, 35) A. Kousnetsov, 36) J. Lebedey, 37) A. Afanassiev, 38) J. Chabaline, 39) V. Abramov, 40) A. Fedorov, 41) M. Popov, 42) B. Ouspenki, 43) le pope A. Brilliantov, 44) M. Batourov, 45) S. Netchitaïlo, 46) J. Sagateliane, 47) S. Ter-Avetikiane, 48) A. I. Fedorov, 49) A. Kimriakov, 50) J. Volochkov, 51) G. Petroukhine, 52) A. Lossik, 53) T. Alakosov, 54) Veremeienko, 55) P. Sniguire, 56) J. Koleidsiane, 57) E. Tchigirik, 58) F. Guérassimov, 59) G. Sitnikov, 60) Gavrilov, 61) E. Chamanine, 62) N. Malofievski, 63) V. Chiriaev, 64) F. Baïdakov, 65) F. Doubonoss, 66) S. Touperko, 67) le pope K. Kolokolnikov, 68) A. Solovei, 69) M.

Resanov, 70) F. Ognev, 71) Lipatov, 72) Meniaïlenko, 73) Prassolov, 74) K. Tchernichev, 75) A. Davidov, 76) A. Lepianène, 77) L. Kostenko, 78) P. Rogoja, 79) P. Signov, 80) L. Kostenko, 81) A. Semenov, 82) Zoubichenko, 83) Chabalkine, 84) Torgachine, 85) J. Pelipeuko, 86) D. Romanov, 87) Vorogékine, 88) Krasseliouk, 89) Proïda, 90) T. Nossik, 91) P. Chirski, 92) E. Saïko, 93) Zakarov, 94) Lissine, 95) Atlassov, 96) Efremov, 97) Naouma, 98) Soukourov, 99) Iaaovoi, 100) Sorokine, 101) I. Parkov, 102) A. Demianov, 103) P. Khassanoy, 104) T. Alekseev.

RUSSIE

L'Organisation Ouvrière social-démocrate Arménienne

Les conditions de la propagande socialiste et politique des Partis Ouvriers conscients du but final, sont extrêmement difficiles dans les contrées, où il existe un gouvernement despotique, pareil à celui de la Russie et où règnent des situations semi-barbares comme au Caucase.

Le mouvement ouvrier, organisé au Caucase, et spécialement parmi les Arméniens, est un événement nouveau. Le faible développement économique et le lent progrès de la culture d'une part, la force du mouvement nationaliste arménien de l'autre, ont toujours empêché la création d'un mouvement ouvrier organisé au sein du prolétariat arménien. Le rêve d'avenir de la bourgeoisie arménienne au sujet de la libération de l'Arménie turque, par la révolte et par la diplomatie généreuse de l'Europe, ont enchaîné les sentiments et la pensée du prolétariat arménien et l'ont retenu de penser à ses propres intérêts et de combattre pour eux.

Mais l'entrée en lutte et la marche continue du so-

cialisme peuvent être retardées, mais non arrêtées. Malgré ces difficultés quasi-insurmontables, la démocratie socialiste arménienne a réussi dans ces dernières années, et surtout depuis 1904, à prendre racine solidement dans les villes industrielles du Caucase et surtout à Bakou, et à organiser la partie la meilleure et la plus consciente du prolétariat arménien.

Quelles sont maintenant la physionomie et l'activité concrète, la vraie expression de la force de l'organisation ouvrière socialdémocratique arménienne ?

Le Programme

La première conférence de la Socialdémocratie arménienne en 1905, développa et confirma le programme de l'organisation,qui, dans ses revendications économiques et politiques, est à peu près le même que celui du Parti Ouvrier Socialdémocrate de Russie. Quelques points de notre programme ont été empruntés au programme socialdémocrate allemand.

Le Système d'Organisation

La Socialdémocratie Arménienne a presque le même système d'organisation que le Bound ouvrier juif, le Parti Socialdémocrate polonais (P. S. D.) et la Socialdémocratie lettone. Celles-ci sont des organisations, qui après examen théorique, et se basant sur l'opportunité pratique, revendiquent depuis des années la thèse, que le prolétariat de tout

l'empire russe doit être organisé non sur une base étroitement centralisée, mais sur un large fondement démocratique. Et cela de telle manière, que le prolétariat de chaque nation ne doit être organisé d'une manière unitaire et autonome sur le terrain national, que dans la mesure où toute la structure sociale et les conjonctures de classe d'une nation se diffèrent de celles des autres. Alors seulement les organisations nationales de tout le prolétariat doivent s'unir solidement dans un grand parti — le Parti Ouvrier Socialdémocrate de Russie — pour mener ensemble la grande lutte de classe, lutte politique et économique. La Socialdémocratie de Russie n'a pas voulu, pendant un certain temps, entendre parler de cette méthode. Ce n'est qu'en 1906, au 4e congrès, dit d'unification, que l'on reconnut la nécessité, d'adopter les points essentiels du système d'organisation susdit, à la suite de quoi le Bound Juif, le Parti Socialdémocrate de Pologne et la Socialdémocratie lettone entrèrent dans le Parti comme représentants d'organisations distinctes. Malheureusement le même sort ne fut pas fait à la Socialdémocratie arménienne, mais elle espère néanmoins entrer dans le parti aux mêmes conditions de principes (*) et dans un prochain avenir.

Les Statuts d'Organisation

1. *Membres*. Est membre de la Socialdémocratie Arménienne, celui qui reconnaît le programme de

---

(*) *Neue Zeit*, 25e Année, no 3, p. 103 « Vereinigungsstatut ».

l'organisation, se soumet à la discipline du parti et soutient l'organisation (au point de vue des idées et des finances) par son activité.

2. La plus haute instance réglementaire de l'organisation est le *Congrès*, qui est réuni chaque année par le Comité Central. Les délégués au congrès, sont élus par les organisations sur base démocratique.

3. Le *Comité Central* est élu par le Congrès et constitue, dans les limites de sa compétence, la plus haute instance de toute l'organisation. Le Comité Central prend la direction générale du parti pour la période comprise entre deux congrès ; il contrôle l'exécution des résolutions du parti ; il représente le parti dans ses relations avec les autres organisations socialistes ; il dispose de la caisse centrale et dirige le journal central.

4.Dans les grandes villes ouvrières,l'organisation possède un *Comité local*, qui a pour devoir d'organiser et de diriger le prolétariat local. Dans ce but, chaque Comité local organise des groupes d'agitateurs et de propagandistes, prépare des conférences et des discussions, répand des pamphlets et des proclamations, organise des grèves et des démonstrations, qui sont en Russie des phénomènes ordinaires ; il conduit celles-ci et il les soutient financièrement.

5. L'Organisation socialdémocrate arménienne a un comité à l'Étranger, qui est son représentant à l'extérieur, se met en relation avec le *Bureau Socialiste International* et doit accomplir une quantité de travaux pour le parti.

L'Éducation politique de classe du prolétariat arménien

La plus lourde tâche de l'organisation ouvrière socialdémocrate a été surtout de faire du prolétariat, par une éducation et une culture systématiques, une masse consciente des devoirs de sa classe et d'une conviction socialiste trempée. Sans parler des obstacles d'ordre policier qui entravent toute propagande socialiste, la socialdémocratie arménienne a en réalité beaucoup d'ennemis et d'adversaires dans le milieu arménien lui-même. Les partis nationalistes, et notamment le plus fort d'entre eux le « Daschnakzatün » (La Fédération) voulurent, pendant la guerre civile sanguinaire arméno-tartare, enlever au mouvement socialiste tout moyen d'existence et cela, par la violence et les intrigues qui ne sont pas moins barbares et moins rebutantes que les chicaneries policières. La socialdémocratie n'a pas seulement su résister à cette épreuve historique difficile, mais elle a eu le courage de remplir et de garder son rôle au poste d'honneur. Elle n'a non seulement soutenu financièrement par des collectes, les prolétaires, privés de travail à la suite des massacres, mais elle a aussi continué sans fléchissement sa mission éducatrice dans le monde ouvrier arménien et même chez le Tartares. Et c'est dans ces conditions, que la jeune organisation socialdémocrate a organisé en trois années, environ 3000 ouvriers — la partie du prolétariat arménien la plus consciente et la mieux préparée à la lutte.

Les moyens, employés par la socialdémocratie arménienne pour éclairer, éduquer et conduire à la

lutte politique et révolutionnaire le prolétariat organisé, sont très différents. Ce sont par exemple :

1. La propagande systématique en petits groupes ;
2. Les proclamations sur des questions politiques importantes ;
3. L'agitation dans de grandes réunions populaires ;
4. Les brochures populaires.

Ces réunions populaires ont eu, dans ces derniers temps, une grande signification, comme par exemple celles du 1er mai, la grève générale et divers actes politiques. De telles réunions populaires ont eu lieu dans toutes les villes industrielles. A Bakou seul, le comité local de l'organisation socialdémocrate arménienne a organisé en 1906, surtout pendant la lutte électorale pour la Douma, 217 réunions populaires, auxquelles ont assisté environ 24440 ouvriers. On y traita les questions du moment les plus importantes, p. ex. la Douma d'empire, la grève politique, la guerre civile arméno-tartare, la solidarité internationale du prolétariat, etc. Dans la même année, on a organisé encore bon nombre de soirées de discussion et des conférences,— à Bakou seul, le Comité local a organisé 23 discussions auxquelles assistèrent 2445 ouvriers, — au cours desquelles les orateurs attaquèrent les partis bourgeois. On y a développé des thèmes divers, comme « Les partis nationalistes arméniens « Daschnakzatün » et « Hentschakisten », « la question de la Fédération politique de la Russie », « le mouvement ouvrier et la socialdémocratie arménienne », « les massacres arméno-tartares et les provocations policières du gouvernement », « le Matérialisme économique » etc.

Le Mouvement syndical

Le mouvement syndical est en général en Russie et particulièrement au Caucase un phénomène nouveau. Il y eut bien, *in illo tempore*, des révoltes spasmodiques dans plusieurs branches industrielles et ateliers, mais c'est seulement pendant ces dernières années que les organisations socialdémocrates de Russie ont pu enregistrer une lutte économique méthodique organisée, soumise à l'influence de la conscience et de la direction socialistes.

L'organisation socialdémocrate arménienne possède maintenant des organisations syndicales dans beaucoup de villes (Bakou, Batoum, Alexandropol, etc.). Elle réunit au total plus de 2000 ouvriers organisés. Le moyen essentiel de la lutte économique a été la grève, qui a comme centre au Caucase, la riche ville industrielle de Bakou. Le Comité local de Bakou a organisé en 1906 plus de 30 grèves ouvrières, qui ont duré au total 200 jours et qui toutes ont été victorieuses.

La participation de l'organisation socialdémocrate arménienne aux discussions socialistes internationales

L'organisation socialdémocrate arménienne a eu son représentant à la Conférence générale des organisations socialdémocrates de Russie (1905) de Riga, à la Conférence Genèvoise des mêmes organisations, aux séances du Bureau Socialiste Inter-

national (1906), à la Conférence Socialiste Interparlementaire de Londres (1906).

Presse et Littérature

Dès les débuts, l'organisation socialdémocrate arménienne a considéré la presse et la littérature, comme le moyen le plus important pour l'éducation méthodique et l'émancipation du prolétariat sur le terrain économique et politique socialiste. A côté des problèmes socialistes fondamentaux, les questions brûlantes, d'actualité, relatives à la lutte révolutionnaire contre la domination absolutiste et les tendances nationalistes de la bourgeoisie arménienne, sont devenues le matériel quotidien et essentiel de la presse et de la littérature.

Le premier organe officiel de l'organisation socialdémocrate arménienne était « Le Socialiste » (de 1904 à 1906), édité d'abord à Bakou, puis à Genève, puis la revue hebdomadaire « Kiank » (« Vie ») et sa continuation actuellement nommée « Dzain » (« Voix »), tous deux à Tiflis. Dans un prochain avenir paraîtra à Bakou le journal quotidien « Banvor » (Ouvrier). La littérature des brochures, en plus grande partie des traductions des ouvrages socialistes allemands, est répandue dans la classe ouvrière comme dans les autres milieux populaires. Jusqu'à présent, plus de 20 brochures ont paru, en partie à l'étranger, en partie en Russie.

Au courant de son activité, la Socialdémocratie arménienne a reçu du soutien pécuniaire du Bureau Socialiste International et de la Socialdémocratie allemande.

Je termine ici ma brève esquisse du mouvement de l'organisation socialdémocrate arménienne. Il va de soi qu'il est impossible de donner ici une description complète de l'organisation et de retracer plus longuement toutes les faces de son activité.

(Traduit et estampillé par le Comité à l'étranger de l'Organisation Ouvrière Socialdémocrate Arménienne.)

J. KAGRAMANIAN.

Note complémentaire

A la date du 1er août, le secrétariat du Bureau Socialiste International n'avait pas encore reçu les rapports du *Parti socialdémocrate de Pologne et de Lithuanie*, du *Bound*, de la *Socialdémocratie Lettone*, du *Parti*.

Nous aurions voulu voir compléter le rapport de FINLANDE par une note officielle du Parti socialiste de ce pays sur les résultats des dernières elections. Malgré nos rappels successifs, cette note ne nous a pas été envoyée. Nous nous voyons donc obligés d'emprunter quelques chiffres à l'un des journaux officiels de ce Parti, *Arbetaren* (N° du 16 mai 1907).

Les élections du 15-16 mai ont donné les résultats suivants :

		Voix	Mandats
		—	—
Parti Socaildémocrate	environ	330,000	80
Parti Vieux finnois	»	245,000	57
Parti Jeunes finnois	»	123,000	26
Parti Populaire suédois	»	112,000	24
Agrariens	»	44,000	11
Ouvriers Chrétiens	»	14,000	2

Sur les 18 femmes députées de la Diète, il y a 9 mandataires socialistes.

Les partis antisocialistes ne s'étaient pas attendus à ces résultats. Les Jeunes finnois avaient escompté une cinquantaine de siéges, — les Vieux finnois au moins 80.

La statistique suivante donne le pourcentage des voix socialistes dans les diverses circonscriptions :

Circonscriptions	% des voix	mandats	sur
—	—	—	—
Nyland	34 %	9	23
Abo (Sud)	27 %	4	17
Abo (Nord)	53 %	10	17
Tavastehus (Sud)	60 %	7	11
Tavastehus (Nord)	55 %	7	11
Viborg (Ouest)	39 %	6	13
Viborg (Est)	23 %	5	17
St-Michel	45 %	6	11
Vasa (Est)	47 %	6	11
Vasa (Sud)	11 %	1	12
Vasa (Nord)	15 %	1	10
Kuopio (Ouest)	49 %	7	13
Kuopio (Est)	52 %	6	11
Uleaborg (S)	36 %	4	13
Uleaborg (N)	24 %	1	6
Lappmark... (système majoritaire)		0	1

Le rapport de Walpas explique suffisamment ce résultat brillant dû à la politique de notre Parti, décidée et prudente à la fois, contre le régime Bobrikoff, — la conviction de la population que seul le socialisme s'identifie avec la civilisation moderne, — l'excellente attitude de nos groupes en matière agraire et linguistique.

En ce qui concerne les ETATS-UNIS, il serait peut-être d'un intérêt puissant pour les camarades d'Europe, d'obtenir pour le Congrès suivant Stuttgart, un rapport des organisations scandinaves, finlandaises, italiennes et autres, affiliées ou non au *Socialist Party* ou au *Socialist Labor Party*, et dont la littérature révèle une activité digne d'être mieux connue.

Le citoyen Hillquit nous a prié enfin de compléter son rapport (volume 1 page 31) d'une part, par la constatation que la *Western Federation of Miners*, le syndicat le plus solide des *Industrial Workers of the World*, s'est retiré de cette organisation, — d'autre part que la fraction *De Leon-Trautmann* déclare avoir fait quelque progrès en ces derniers temps et qu'il importe donc de supprimer l'évaluation des affiliés, figurant à la page susdite.

* *
*

Dans deux ou trois pays, la pensée socialiste semble encore très vacillante.

En GRÈCE, sa présence se révèle de temps à autre par des mouvements spasmodiques, des grèves, des procès, des emprisonnements de militants.

Au MEXIQUE, des feuilles éphémères voient le jour ; des ligues se constituent où l'on commémore l'anniversaire des massacres du 22 janvier, et, pour apprendre aux ouvriers mexicains que la tuerie n'est pas une vertu exclusivement tzariste, les autorités républicaines, dévouées aux intérêts du grand capitalisme américain, font fusiller les grévistes, coupables de créer des syndicats que la loi

interdit et de réclamer des augmentations de salaire que la bourgeoisie leur refuse.

*
* *

Jusqu'à présent, le Socialisme ne semble pas avoir dépassé au JAPON le stade de la propagande des intellectuels, soutenue par quelques sympathies ouvrières. Le premier parti socialiste fut créé il y a une dizaine d'années et, conformément à une tactique suivie depuis lors avec une opiniatreté digne d'une meilleure cause, le gouvernement recourut à la dissolution et la persécution. Les militants créèrent alors en 1898, une organisation non politique, appelée l'*Association socialiste* et ils éditèrent le *Heimin Shimbun* qui réunit 4000 abonnés. Les socialistes furent les seuls à combattre, pendant la guerre russo-japonnaise, l'esprit militariste exalté par les victoires, et cette attitude ne fut pas de nature à arrêter le gouvernement dans sa politique de répression. Le journal ayant publié le *Manifeste Communiste*, les autorités y trouvèrent prétexte pour faire déclarer inconstitutionnelle l'organisation de nos amis, et ceux-ci eurent de nouveau à subir des condamnations à des amendes et des emprisonnements. La pensée socialiste resta néanmoins vivace. Les socialistes se préoccupèrent de l'exploitation des régies et ils intervinrent de la façon la plus heureuse dans la campagne menée aux États-Unis contre les ouvriers nippons. Le développement du capitalisme les amena à considérer l'importance de la question syndicale, et en 1906, le Parti fut de

nouveau reconstitué. L'occasion était favorable car les ouvriers commencent à prendre conscience de leurs intérêts. Journaux et revues sortirent des presses. On édita aussi un journal quotidien, qui vécut deux mois. Le gouvernement supprima le journal, et emprisonna les militants qu'il savait atteindre. Cette tactique brutale avortera comme toutes les tentatives antérieures.

*
* *

Les informations, qui nous ont été transmises sur le socialisme CHINOIS sont de nature trop incertaine pour nous permettre de donner ici une appréciation basée sur des faits.

*
* *

Au BRÉSIL, il n'existe pas encore de parti réellement unifié. Il y a quelques organisations locales mais il semble que la présence d'éléments socialistes, d'origines diverses, a été jusqu'à présent un obstacle à la constitution d'un parti Brésilien unique, comprenant les militants de tous les états et de toutes les couleurs. A plusieurs reprises, l'*Avanti!* le journal quotidien socialiste d'expression italienne édité à S. Paolo (Brésil) a fait une campagne en faveur de ce projet, mais il ne semble pas qu'il ait jusqu'à présent, réussi dans cette tâche, aussi belle que nécessaire.

*
* *

A l'Ile de CUBA, les deux groupements socialistes, le *Partido Obrero Socialista* et l'*Agrupacion Socialista International* se sont fusionnés sous le

nom de *Partido Socialista de Cuba* qui a demandé son affiliation au Bureau. Ses statuts sont conformés aux principes du socialisme international et il nous reste à recevoir les informations règlementaires sur la composition numérique des groupes. Nos camarades sont même à la veille de publier un hebdomadaire socialiste *(El Socialista)*.

*
* *

Au PORTUGAL, même tendance à l'unité. Une conférence des principaux militants socialistes a eu lieu récemment à Lisbonne, à l'effet de constituer un parti socialiste pour tout le pays, à l'abri des querelles personnelles stériles et de l'influence décevante du parti républicain, qui jusqu'ici ont arrêté l'essor de l'organisation existant depuis de longues années.

*
* *

En ce qui concerne l'AUSTRALIE, Tom Mann et ses amis ont pris l'initiative de convoquer à Melbourne une conférence de tous les groupements socialistes des divers états. Cette réunion a eu lieu le 15 juin dernier, mais nous venons d'en recevoir le compte rendu. Tom Mann y fait une allusion discrète dans son rapport (I p. 91) et il en annonçait déjà le projet, au commencement de cette année, dans les premiers numéros de son journal hebdomadaire *The Socialist*. Avaient été invités notamment :

The Socialist Party of Victoria.
The Socialist Labor Party (Sydney).
The Socialdemocratie Federation (Sydney).

The International Socialist Club (Sydney).
The Socialist Vanguard (Brisbane).
The Socialdemocratic Club (Broken Hill).
The Socialist Propaganda Group (Broken Hill).
The Socialdemocratic Association (Kalgoorlie).

Un projet de statuts avait été élaboré par l'*International Socialist Club* de Sydney pour être soumis à l'assemblée. Ce document a été publié par l'organe du groupe, l'*International Socialist Review* de Sidney. Il se compose d'un exposé doctrinal inspiré par le programme d'Erfurt, d'une adhésion formelle aux résolutions des congrès socialistes internationaux et spécialement aux résolutions de Paris et d'Amsterdam relatives à la participation des socialistes au pouvoir, d'une affirmation caractéristique de la nécessité pour le Parti tout entier de constituer la *section australienne de l'Internationale*, section affiliée au Bureau Socialiste International.

Après rapport oral de chacun des délégués, l'assemblée a voté une première résolution libellée ainsi : «*Le temps est venu de créér pour l'Australie un Parti Socialiste unifié et conscient* ». Les délégués du *Socialist Labor Party* auraient voulu que tous les groupes fussent absorbés par leur organisation, mais leur proposition a été écartée.

Les délégués de Broken Hill ont fait adopter ensuite une résolution portant que l'on prendait comme base de discussion le préambule des statuts des *Industrial Workers of the World* des Etats-Unis, affirmant le principe de la lutte des classes et la constitution d'un parti indépendant des partis politiques existants. Le nouveau parti a reçu le titre

de *The Socialists' Federation of Australasia* (La Fédération des Socialistes d'Australasie). Le mot *Australasie* a été substitué à l'appellation *Australie*, parceque le Parti Socialiste de la Nouvelle Zélande avait annoncé qu'il était également prêt à entrer dans la fédération et à adopter les résolutions de la conférence, qui seraient conformes à ses statuts.

A l'égard des groupes non socialistes, il a été décidé qu'aucun membre ne pourrait être candidat législatif ou minicipal d'un groupe ouvrier non socialiste.

La conférence a transmis un télégramme de sympathie aux socialistes d'Amérique, voté une résolution en faveur de la révolution russe et décidé d'envoyer au Congrès de Stuttgart le citoyen Victor Kroemer. Enfin, le Parti unifié a désigné comme secrétaire le citoyen H. E. Holland de « l'International Socialist Club » de Sydney, groupe qui est affilié depuis plusieurs années au *Bureau Socialiste International.*

Le temps n'est donc pas loin, où, grâce aux efforts combinés de tous les groupements socialistes, la classe ouvrière d'Australie aura renoncé à son nationalisme à courte vue, à sa conception purement étatique, à son réformisme trade-unioniste, en un mot à la confusion théorique, à l'esprit de tradition, à la préoccupation exclusivement pratique sans parler du culte des personnalités. Ce mouvement de centralisation aura nécessairement comme réaction une concentration des forces bourgeoises, à laquelle le chef des libre-échangistes antisocialistes, M. Reid, s'est déjà employé. Les conservateurs protectionnistes avec M. Deakin, ne

manqueront pas d'oublier leurs vieilles querelles superficielles avec les libéraux et, en face de la bourgeoisie coalisée, se dressera toute la classe ouvrière, consciente de ses intérêts et de ses devoirs. L'avenir nous apprendra comment s'effectuera le rapprochement entre les éléments trade-unionistes du parti de travail de M. Watson et les socialistes internationalistes dont on nous a annoncé un délégué à Stuttgart.

*
* *

Il semble que dans l'AFRIQUE DU SUD les organisations socialistes accomplissent l'œuvre d'unification qu'ont poursuivi, en même temps, nos camarades australiens. Au Cap, il y a des branches des divers partis anglais, dont certains publient *The Cape Socialist* avec supplément neérlandais. Au NATAL, trois socialdémocrates ont été élus récemment, les citoyens Haggor, Connolly et Palmer, et sur 43 députés il en est 10 qui se sont ralliés au programme des travailleurs. Au TRANSVAAL, l'organisation syndicale et politique est encore faible; mais on y fait une excellente propagande d'idées. En ce moment, le Parlement compte 37 mandataires du Volk, 6 nationalistes, 21 progressistes, 2 indépendants et 3 « Labor Liberals ». Mais les récentes élections ont marqué un sérieux progrès de l'idée socialiste et l'échec probable de la politique gouvernementale aura sa répercussion prochainement. Il y a quelques mois, le citoyen W. Sutherland nous a annoncé la constitution de la « South African socialist Conference », composée des organisations suivantes et destinée à réali-

ser l'Unité socialiste dans l'Afrique du Sud : *Independent Labour Party of Transvaal; Sozialistischer Verein Vorwaerts* (Johannesburg); *Federazione Socialista Carlo Marx* (Johannesburg); *Society of Friends of Russian Freedom* (id.); *Socialdemocratic Federation* (Cape Town); *Socialdemocratic Federation* (Durban, Natal).

Le premier acte de cette conférence a été d'envoyer des délégués au Congrès international de Stuttgart.

*
* *

Cette brève revue démontre que la pensée révolutionnaire germe sur tous les continents, en Europe comme en Amérique, en Australie comme en Afrique et en Asie. L'organisation ouvrière suit pas à pas le développement du capitalisme et l'on peut dire aujourd'hui que le soleil ne se couche jamais dans les états du socialisme.

Nos lecteurs trouveront en supplément un rapport très touffu du citoyen De Man sur l'organisation de la jeunesse dans de nombreux pays, où s'exerce l'action des partis affiliées. Ce travail a été élaboré sur documents originaux, c'est-à-dire, sur des rapports des secrétaires responsables de chacune des organisations nationales. Il sera certes le bienvenu, car c'est la première fois, que l'on passe en revue, avec autant de précision, l'action courageuse de la jeunesse ouvrière, et les anciens militants seront heureux de constater par des faits que leur propagande a été féconde.

CAM. HUYSMANS.

INTRODUCTION

L'INTERNATIONALE DES JEUNES

Des conférences internationales de la jeunesse socialiste eurent lieu déjà à l'occasion des Congrès socialistes internationaux de Paris (1900) et d'Amsterdam (1904), mais sans fournir aucun résultat durable. Depuis lors, les organisations nationales de la jeunesse ouvrière socialiste se sont tellement développées, que l'idée d'une fédération internationale solide a pris, dans tous les milieux, une plus réelle consistance. Le premier Congrès national de la jeunesse socialiste d'Allemagne, tenu à Mannheim le 28 septembre 1906, décida d'entreprendre les travaux préparatoires nécessaires à la création d'un organisme destiné à nouer d'une façon durable et définitive les liens d'internationalité qui doivent réunir la jeunesse ouvrière socialiste de tous les pays et à préparer une conférence internationale, qui se tiendrait après le Congrès socia liste international de Stuttgart. Toutes les organisations nationales, consultées, saluèrent cette initiative avec enthousiasme. Un bureau international provisoire, composé de Henri De Man (secrétaire), Ludwig Frank et Karl Liebknecht (assesseurs), et siégeant à Leipzig, fut institué. Il recueillit l'adhésion des organisations de la jeunesse socialiste existantes en Allemagne, France, Belgique, Hollande, Espagne, Suisse, Italie (F. N. G. S. et F. I. G. S.), Autriche, Bohême, Hongrie, Bulgarie, Suède (Socialdemokratiska Ungdomsförbundet), Norvège, Danemark (Socialdemokratisk Ungdoms-

forbund) et Angleterre — toutes organisations purement ouvrières et remplissant les conditions d'adhésion posées par le Bureau socialiste international, dont la jeune fédération adopte d'une façon générale les normes et les principes. Dès à présent, l'œuvre du Bureau international de la jeunesse socialiste apparaît considérable et féconde en résultats. Depuis janvier 1907, il édite un bulletin mensuel hectographié de renseignements sur la situation et la marche des groupements affiliés, qui paraît en français et en allemand et est envoyé à tous les comités nationaux et aux rédactions des organes de la jeunesse.

Le Comité exécutif du Bureau Socialiste International applaudit à l'initiative de sa création et lui accorda un subside.

Le bureau international de la jeunesse socialiste décida aussi de faire paraître le présent recueil de rapports sur la situation des organisations affiliées. pour aider les camarades jeunes et vieux de tous les pays à se documenter sur l'organisation internationale de la jeunesse socialiste dont on paraît ignorer souvent l'importance et l'utilité. Ces rapports furent dressés par le bureau international lui-même, en s'aidant principalement des renseignements que lui fournirent les groupements nationaux à qui un questionnaire très détaillé fut envoyé dans ce but (1). Vu le peu de temps dont on

(1) Les camarades qui nous ont fourni ces rapports, dont un certain nombre témoignent d'un travail très consciencieux et assidu et n'ont pu être que résumés ici, sont : pour l'Autriche, Robert Danneberg et Anton Jenschik; pour la Bohême : Emmanuel Skatula et Atonim Zapotocky; pour la Hongrie : Jules Alpàri et Barna; pour l'Allemagne : Paul Kör-

disposait pour ce travail, il ne saurait avoir de caractère complet et définitif, et ne vouloir être plus que le fondement provisoire pour les travaux analogues que le bureau international devra exécuter à l'avenir, mieux outillé, mieux préparé et mieux aidé. Il est inutile, sans doute, d'insister sur ce point et de s'excuser des erreurs, des défauts et des lacunes que pourrait présenter la présente publication. Il avait été projeté à l'origine d'y traiter également des organisations de la jeunesse adversaires (nationalistes, libérales, cléricales, neutres, anarchistes, etc.) ; mais, vu le nombre trop peu considérable de renseignements communiqués à ce sujet, il fallut remettre cette publication à plus tard. Les organisations nationales auront, pour leur plus grand profit, à étudier de plus près les forces et les méthodes de leurs adversaires, qui, dans nombre de pays, nous sont numériquement très supérieures (1) et de qui nous pouvons apprendre bien plus que nous ne le croyons nous-mêmes. Ici aussi, il y a du pain sur la planche pour les années suivantes.

La conclusion générale qui se dégage des rapports qui vont suivre, c'est que l'organisation de

---

ner; pour la Hollande : J. Polak Jr : pour la Belgique : Henri de Man; pour la France : F. Dardenne; pour l'Espagne : Martin Arraguyelo et Eladio Campo; pour l'Italie : Rosetta Pittaluga (F. N. G. S.) et Arturo Vella (F. I. G. S.) ; pour la Bulgarie : Kristian Stancion; pour la Suède : Gustave Möller; pour la Norvège : Sverre Krogh ; pour le Danemark : Carl Höyer; pour la Grande-Bretagne : Alfred Russell; pour la Suisse : Henri Gysler.

(1) Ainsi, en Hollande, la Ligue Chrétienne des jeunes gens comptait en 1906 8849 membres en 346 groupes; en Danemark, une organisation analogue compte 28000 membres.

la jeunesse ouvrière sur la base du socialisme s'est étendue, au cours de ces dernières années, à tous les pays capitalistes et qu'elle y croît dans des proportions formidables. Elle revêt, d'après les circonstances de tout ordre propres à chaque nationalité, les caractères les plus divers, soit qu'elle soit purement éducative comme en Hollande et en Angleterre, éducative et syndicale comme en Autriche, éducative et antimilitariste comme en Belgique, en Italie, etc., ou éducative, syndicale et antimilitariste à la fois comme en Bohême, Allemagne, Hongrie, etc. Le tableau suivant donnera une idée de leur force numérique et de leur caractère général, sans marquer, toutefois, toute l'originalité des tendances diverses qui vont des *Boretz* de Bulgarie aux *Sunday Schools* d'Angleterre en passant par les *Jungburschenvereine* suisses et les *Jeunes Gardes* de Belgique :

				Nombre de membres :
Belgique	éducative	antimilitariste	—	13000
Autriche	id.	—	syndicale	4200
Hongrie	id.	id.	id.	700
Bohême	id.	id.	id.	3500
France	id.	id.	—	500
Allemagne	id.	id.	id.	6800
Suisse	id.	id.	id.	325
Pays-Bas	id.	—	—	450
Italie	id.	id.	—	5000
Espagne	id.	id.	—	1200
Angleterre	id.	—	—	3200
Bulgarie	id.	id.	—	900
Suède	id.	id.	—	17000
Norvège	id.	id.	—	800
Danemark	id.	id.	—	1400
Finlande	id.	id.	—	250
			Total	59225

Mais en regard de cette diversité de caractère des organisations de la jeunesse, il n'est pas téméraire d'affirmer qu'il y a une tendance générale, s'exerçant lentement mais sûrement, qui les porte toutes à se modeler sur un type commun intégral, à la fois éducatif, syndical et antimilitariste. Nous n'en voulons d'autre preuve que les tendances vers l'action économique qui commencent à se manifester en Belgique (à Gand, notamment), les efforts faits en Hollande pour que le Zaaier ajoute à son action éducative un rôle de combat, et l'évolution constante des groupements de l'Allemagne du Sud, de Hongrie, de Suisse, de Bulgarie, vers une action antimilitariste plus décisive et plus intense.

La fédération internationale pourra, du reste, accentuer cette évolution de la façon la plus rationnelle, en mettant en contact permanent et intime les divers groupements nationaux. Il va sans dire que le désir d'unifier absolument les tendances et les méthodes de chaque pays, ou même celui de brusquer cette évolution, serait utopique et désastreux dans ses effets. Malgré toutes les diversités qui séparent les organisations nationales, une grande pensée, une forte organisation les unit dès à présent et les unira de plus en plus. Elles n'ont qu'une seule raison d'être, qu'un idéal, parce qu'elles sont la jeunesse du prolétariat socialiste international. On peut répéter pour elle les paroles que Kautsky adressait en 1903 à la jeunesse socialiste d'Autriche :

« *La bourgeoisie n'a plus, aujourd'hui, d'idéal, et sa jeunesse ne peut plus surpasser ses anciens que*

dans leur scepticisme, leur fatigue, leur désespérance, leur misanthropie ou dans la brutalité et la débauche. Le prolétariat, par contre, est aujourd'hui la classe de l'idéalisme révolutionnaire, et le rôle politique que jouaient il y a un demi-siècle les étudiants, revient aujourd'hui à la jeunesse prolétarienne — elle est la source à laquelle se rajeunit sans cesse l'enthousiasme pour notre grande cause, et c'est à elle que l'on peut mesurer le mieux le progrès intellectuel et moral de la classe ouvrière. »

Leipzig, le 25 juillet 1907.

L'ORGANISATION INTERNATIONALE

DE LA

JEUNESSE SOCIALISTE

BELGIQUE

La Belgique est le pays classique de l'intervention de l'armée dans les conflits économiques. Chaque fois que la classe ouvrière, encore mal organisée et inconsciente, avait par excès de misère des soubresauts de révolte, précurseurs du mouvement ouvrier moderne, les gouvernements libéraux et cléricaux tranquillisaient la bourgeoisie apeurée en rétablissant l'ordre par la tuerie. La lutte du prolétariat à partir du milieu du 19me siècle jusqu'à 1886, n'a été qu'une longue série de conflits sanglants avec la troupe. Les plus connus sont ceux de Marchienne en 1867, où une compagnie d'infanterie tira sur une manifestation pacifique d'ouvriers grévistes, — de Charleroi en 1868, qui fut le point de départ d'une agitation féconde de l'I n t e r n a t i o n a l e en Belgique, — de Seraing et du Borinage en 1869. Puis vient l'année terrible de 1886, où la famine et le désir de réformes politiques, parfois encore imprécis, poussèrent la classe

ouvrière des grands bassins industriels du Hainaut et de Liége à des révoltes qui devinrent bientôt incendiaires et dévastatrices, principalement à la suite des excitations des agents provocateurs gouvernementaux. Sous la dictature militaire du général baron Vandersmissen, l'auteur de la circulaire du 3 avril 1886, commençant par ces mots : *l'usage des armes est fait sans aucune sommation*, la répression fut bien plus terrible et plus sanglante encore. A Roux seulement, une salve tua 16 grévistes. Et la justice acheva l'œuvre de l'armée.

C'est à ces événements que se rattachent les premières tentatives de propagande antimilitariste de la part du Parti Ouvrier, qui venait de se constituer. Dans nombre de villes, les sections socialistes répandirent des manifestes aux soldats, leur demandant de ne pas tirer sur leurs frères grévistes. Anseele fut condamné par la cour d'assises de Gand à 6 mois de prison pour avoir imploré les mères, dans un article du *Vooruit*, de demander à leurs fils soldats de ne pas tirer sur le peuple.

Un grand nombre de jeunes gens venaient au Parti Ouvrier naissant. Spontanément, l'idée naquit de les organiser pour la propagande socialiste et antimilitariste parmi les soldats et les futurs soldats. A Gand se constitua, le 1r novembre 1886, sous la dénomination de *Lotelingskring* (Cercle de Conscrits), un groupe de jeunes gens ayant pour but cette propagande spéciale. Un peu plus tard, un groupe semblable se constitua à Bruxelles sous le nom d'*Avant-Garde Républicaine*. Traqué par la police pour son active

propagande antimilitariste, il finit par se dissoudre, pour se reconstituer peu après comme Jeune Garde socialiste. Cette dénomination était empruntée aux organisations beaucoup plus anciennes des Jeunes Gardes libérales et catholiques, qui s'étaient baptisées ainsi à l'instar de la Jeune Garde napoléonienne.

Peu de temps après un Socialistische Jongelingskring (Cercle socialiste de jeunes gens) fut créé à Anvers et à La Hestre (Hainaut), la première Jeune Garde Socialiste de la Wallonie naquit en 1887. En janvier 1887, le Lotelingskring de Gand édita sous les auspices de la Fédération Gantoise du Parti Ouvrier, le premier numéro du journal de Loteling (le Conscrit) qui a paru depuis lors annuellement sans interruption, ainsi que de Kazerne (la Caserne) dont le premier numéro parut en septembre 1887. La Jeune Garde de Bruxelles suivit bientôt cet exemple et en janvier 1888 elle lança le premier numéro du Conscrit, publié avec le concours du Conseil général du Parti Ouvrier. Ce n'est qu'en 1893 qu'elle entreprit la publication du premier numéro de la Caserne. Ces quatre journaux n'ont cessé de paraître annuellement, le Conscrit et de Loteling en janvier à l'occasion du tirage au sort, la Caserne et de Kazerne en septembre à l'occasion de la rentrée des miliciens à la caserne. Le succès de ces publications, répandues à profusion parmi les miliciens et la population ouvrière en général, fut énorme dès le commencement.En 1889, la Jeune Garde de Bruxelles prit l'initiative de l'organisation d'un congrès

des jeunes gardes du pays, auquel assistèrent les jeunes gardes d'Anvers, de Gand et de la Hestre. A l'occasion du tirage au sort de 1890, la propagande antimilitariste fut menée pour la première fois d'une façon générale et systématique, au moyen des journaux de Loteling et le Conscrit, de meetings et de manifestations.

Le gouvernement entama des poursuites contre les militants des jeunes gardes Bracke, Ernest et Lévêque qui furent condamnés à des peines de plusieurs mois de prison. Le Congrès du Parti Ouvrier, tenu à Louvain en 1890, adopta à l'unanimité les conclusions d'un rapport de De Winne, de la Jeune Garde de Bruxelles, par lesquelles les groupes du Parti Ouvrier se chargeaient de créer et d'aider les J. G. En même temps, le Congrès décidait que la Fédération Nationale des Jeunes Gardes serait représentée en Conseil général du Parti au même titre que les grandes fédérations nationales ou régionales d'adultes. Le 24 juin 1890, le deuxième congrès national des J. G. eut lieu à Bruxelles. Une dizaine de groupes y étaient représentés. Peu après, la Jeune Garde de Bruxelles, où s'étaient introduits des éléments anarchistes, déclina, et le Conseil général se vit obligé de lui retirer le droit de la publication du *Conscrit*, et il s'en chargea lui-même jusqu'en 1895. Le 10 mai 1891, 32 groupes de J. G. se réunirent en congrès national à Louvain. Le 14 juillet 1891 parut le premier numéro de la Jeune Garde, organe de la Fédération nationale, qui ne parut pas longtemps. Vers la même époque on publia l'organe flamand de Jonge Wacht, qui servait en même temps

d'organe à quelques groupes de jeunes gens socialistes de la Hollande, avec lesquels les J. G. entretenaient des relations suivies. Cet organe, lui aussi, cessa bientôt de paraître. Pendant les grèves de 1890/91, la Fédération Nationale édita 2 manifestes aux soldats. *Le Conscrit* et *de Loteling* atteignirent en 1891 un tirage total de 30.000 exemplaires. Depuis lors, les congrès nationaux se suivirent et la propagande se fit régulièrement et de la même façon à peu près. Les poursuites judiciaires ne cessèrent pas. Les rédacteurs de *la Caserne*, Ernest, Michotte, Volkaert, Gilles et Loggen, furent traduits devant la Cour d'Assises de Bruxlles pour excitation des soldats à la désobéissance et furent acquittés. En 1895, le Conseil Général du Parti Ouvrier confia de nouveau aux J. G. l'édition du *Conscrit* qui fut tirée en 1895 à 50,000 exemplaires. *La Caserne* de 1895 amena devant la Cour d'Assises du Brabant Troclet, Volckaert, Michotte, Gilles, Deboeck, Rens et Wilmet qui, cette fois, furent condamnés chacun à plusieurs mois de prison. De Brouckère et Lekeu furent condamnés chacun à 6 mois de prison par la même Cour d'Assises. La même année, Troclet fut condamné à dix mois de prison pour son *Catéchisme du Conscrit socialiste*. En 1897, Wilmet fut condamné à Charleroi à 6 mois de prison et à 100 francs d'amende prétendument pour avoir excité les soldats à se livrer à des voies de fait sur leurs supérieurs. En 1901, Prévost, poursuivi pour avoir conseillé aux futurs soldats, dans un meeting, de ne jamais tirer sur des ouvriers, fut acquitté par la Cour d'Assises

de Bruges. En 1902, à la suite des événements révolutionaires d'avril, Chapelle d'Anvers eut sept mois de prison, Bolsius de Bruxelles, 6 mois, Volkaert, trois ans. En 1903, le parquet de Bruxelles fit poursuivre cinq membres du Conseil Général des J. G., De Man, Coenen, Van Ounsem, Berghmans et Lequy, pour une affiche illustrée publiée à l'occasion du tirage au sort et contenant prétendument des outrages à l'armée, une atteinte à la force obligatoire des lois et une excitation des soldats à la désobéissance. L'affaire fit beaucoup de bruit, mais finit par une ordonnance de non-lieu. En 1904, un collaborateur de *De Kazerne*, Simoens, fut condamné par la Cour d'Assises de Gand à 200 fr. d'amende ou 1 mois de prison. La même année, le rédacteur de *la Caserne*, Coenen, fut traduit devant la Cour d'Assises de Bruxelles pour excitation des soldats à la désobéissance,

* *
*

Les Jeunes Gardes participèrent activement à l'agitation de 1893 pour l'obtention du S. U. et à la première campagne électorale menée par le Parti Ouvrier en 1894. Mais le mouvement des J. G. atteignit une intensité inconnue jusqu'alors par la manifestation nationale contre le militarisme du 15 août 1897. Avec l'aide du Conseil Général du Parti, ils réunirent cent mille jeunes gens et travailleurs socialistes à Bruxelles le 15 août 1897 pour exercer une pression sur le Parlement qui s'occupait à cette époque de la réorganisation de l'armée. Le Chant du 15 août, composé par Weyts

sur des paroles de Jacques Gueux, est resté l'hymne antimilitariste de la jeunesse socialiste belge.

Les publications des Jeunes Gardes socialiste ont été très nombreuses. En dehors des journaux déjà mentionnés, parurent successivement com mes revues mensuelles de la Fédération Nationale paraissant à Bruxelles : l'A v a n t-G a rd e de juillet 1896 à août 1897,éditée d'abord en commun avec les É t u d i a n t s s o c i a l i s t e s d e B r u x e l l e s, augmenté plus tard d'un supplément flamand D e V o o r w a c h t ; l'A n t i m i l i t a r i s t e, de juillet 1900 jusque mars 1902, remplacé en janvier 1903 par la J e u n e s s e s o c i a l i s t e, qui fit place en janvier 1907 à l a J e u n e s s e, c'e s t l'A v e n i r. En septembre 1903, la Fédération des J. G. de l'arrondissement de Charleroi publia un succédané de l a C a s e r n e sous le titre C o n t r e l e M i l i t a r i s m e, p o u r l e S o c i a l i s m e. En janvier 1906, la Fédération des J. G. des provinces de Hainaut et de Namur publia le premier numéro de la revue mensuelle l a J e u n e s s e, c'e s t l'A v e n i r, qui s'affirma bientôt comme très prospère et qui remplaça dès janvier 1907 l a J e u n e s s e s o c i a l i s t e comme organe national de langue française. L a J e u n e s s e, c' e s t l' A v e n i r, très bien rédigée,a 16 pages de texte avec couverture et illustrations et son tirage est près d'atteindre 6000 exemplaires. Pour la partie flamande du pays, alors que la J. G. de Gand éditait annuellement D e K a z e r n e et D e L o t e l i n g, la J. G. d'Anvers fit paraître successivement D e B l o e d w e t (l'impôt du sang)

à l'occasion de la rentrée de la classe de 1900, — puis Ontwapening (Désarmement), dont le premier numéro parut le 1r mai 1901 et qui cessa de paraître après son second numéro, son rédacteur Chapelle ayant été emprisonné pour 6 mois ; De Klopper, qui suivit Ontwapening, et qui parut jusqu'à la fin de 1902 ; et enfin De Zaaier (le Semeur), une belle revue mensuelle illustrée de 16 à 20 pages, qui passa en 1904 aux mains de la J. G. de Gand. En janvier 1905, De Zaaier se fusionna avec la revue mensuelle flamande du Parti De Waarheid (la Vérité), éditée en commun par la Fédération Flamande socialiste et par la Fédération flamande des J. G.; une rubrique spéciale De Zaaier fait fonction de bulletin du mouvement national et international de la jeunesse socialiste, et le premier mai dernier, elle publia un numéro spécial rédigé entièrement par des membres des J. G. flamandes. Alors que De Waarheid, qui a 32 pages et tire à 3000 exemplaires, remplit le rôle de la revue scientifique d'éducation de la jeunesse socialiste flamande, celle-ci reconnait comme organe de combat le journal mensuel De Vrijheid (la Liberté) publié depuis janvier 1905 par la J. G. d'Anvers.

La Caserne et le Conscrit tirent actuellement chacun à 80,000 exemplaires nviron, De Kazerne et De Loteling à 35,000.

En dehors de ces publications périodiques, d'innombrables brochures de propagande antimilitariste ont été publiées en français et en flamand, dont voici les principales :

M. Wilmet. — L'impôt du Sang, Bruxelles 1893.
L'Impôt du sang, par un membre du Parti Ouvrier, La Hestre.
Troclet. — Catéchisme du conscrit socialiste, Liége 1896.
Le *Conscrit* en Cour d'assises, Bruxelles 1896.
Kerk en Leger (l'Eglise et l'Armée), Gand 1898.
A. Frédéric. — Les Jeunes Gardes Socialistes, Liége 1894.
Léon Furnémont. — Le militarisme, voilà l'Ennemie, Bruxelles [1899
Néo. — Contre le Militarisme, Bruxelles 1901.
Fr. Fischer. — Le Militarisme, Bruxelles 1902.
Le procès de la Caserne, Gand 1904.

Plusieurs de ces brochures ont été publiés en flamand. Actuellement, un Catéchisme du Soldat, à paraître dans les deux langues, est sous presse.

A part ces publications, un nombre incalculable de manifestes,- circulaires,- affiches, cartes postales illustrées antimilitaristes ont été éditées par les Jeunes gardes. Comme moyens de propagande les plus nouveaux, citons les rondelles gommées et les images antimilitaristes lancées en 1906 par la Fédération wallonne des J. G., ces dernières au nombre total de cent mille exemplaires.

* * *

Jetons maintenant un coup d'œil sur l'organisation actuelle de la Fédération Nationale des J. G. Celle-ci est largement fédéraliste, l'expérience ayant suffisamment démontré qu'il est dangereux de confier aux jeunes gens la direction d'un grand organisme trop fortement centralisé. Les groupes locaux autonomes forment des Fédérations régio nales, qui se réunissent dans la Fédération Natio-

nale dirigée par le Conseil Général, et qui tiennent annuellement un Congrès National où chaque groupe est tenu d'être représenté d'un délégué pour chacune des trois grandes Fédérations régionales (flamande, wallonne, brabançonne) et d'un délégué national choisi par le Congrès annuel.Les fonctions du C. G. sont très limitées, depuis que le Congrès de 1905 lui a retiré la publication de la C a s e r n e, du C o n s c r i t et de la revue mensuelle nationale. En même temps, la cotisation nationale, qui était auparavant de 10 centimes par membre et par an, a été supprimée, et le Conseil Général n'a plus d'autres ressources que le subside annuel du Parti (500 francs environ) et les bénéfices réalisés par le C o n s c r i t et la C a s e r n e. On conçoit qu'avec une centralisation aussi faible, une statistique exacte du nombre de groupes et de membres est extrêmement difficile à établir. Le dernier rapport annuel du C. G. évalue le nombre des groupes à 121 (Féd. wallonne 62, Féd. flamande 27, Féd. brabançonne 21, province de Liége 11 groupes), mais il ne donne aucune indication concernant le nombre total des membres, En tenant compte des fluctuations fatalement très rapides dans toute organisation de jeunes gens, on peut cependant évaluer celle-ci à 13,000 membres cotisants en moyenne.

Tous les J. G. sont affiliés directement aux organisations locales et régionales du Parti Ouvrier, la Fédération Nationale des J. G. est en outre affiliée en bloc et représentée au Conseil Général du Parti.

Il n'existe pas non plus de réglement fédéral im-

posant aux groupes une organisation homogène. Il n'y a pas de limite uniforme pour l'âge des membres. La Jeune Garde de Jolimont admet jusqu'aux enfants en bas-âge dans des sections spéciales d'éducation récréative, la Jeune Garde de Couillet est à base de mutualité, etc. La seule restriction — et elle est théorique — a été votée par le Congrès de 1903, qui a fixé la limite supérieure à 25 ans, et permet toutefois aux membres inscrits avant leur 25me année de rester à la J. G. jusqu'à leur 30me année. En fait, l'âge des membres oscille en général entre 17 et 22 ans. Tous les membres appartiennent généralement à la classe ouvrière. Aucune restriction n'est faite dans les statuts pour les femmes. En 1896, la Fédération bruxelloise exprima le vœu de voir se créer des sections de J. G. féminines. Une enquête sur cette question a été organisée parmi les membres des J. G. par la revue *de Zaaier* en 1903, et les nombreuses réponses parvenues ont été toutes favorables à la création de groupes de jeunes filles ou à leur admission au sein des J. G. Enfin, en 1905, la J. G. de Gand pris l'initiative de créer un *Sociaaldemocratische Meisjeskring* (Cercle social-démocratique de jeunes filles), composé au début d'une trentaine de jeunes ouvrières et qui, depuis lors, n'a fait que progresser. Il compte à présent 80 membres ; les séances de comité et les assemblées générales se tiennent le plus souvent en commun avec celles de la J. G. ; les 2 groupes forment ensemble un cercle d'études, suivi plus assidûment encore par les jeunes filles que par les jeunes gens ; en été, on organise des

excursions en commun. Le Meisjeskring a organisé des leçons gratuites de couture qui réunissent deux soirs par semaine un grand nombre de jeunes ouvrières de fabrique à qui l'on parvient alors à inculquer les premières notions d'organisation et de socialisme. En 1907, deux communes flamandes, Ledeberg et Berchem, imitèrent cet exemple. Le Congrès national de 1907 approuva le rapport du Meisjeskring de Gand et vota la résolution suivante :

« *Vu la nécessité de faire participer les jeunes filles au mouvement des jeunes gardes, ceux-ci ont pour devoir de faire de la propagande pour gagner les jeunes filles à l'idée d'organisation.*
A cet effet, les jeunes filles peuvent, d'après les circonstances locales, être admises au sein des jeunes gardes ou former des groupes de jeunes filles spéciaux comme à Gand. »

Les cotisations dans les groupes s'élèvent généralement à 5 ou 10 centimes par semaine. Un certain nombre de jeunes gardes ont rendu l'abonnement à la revue mensuelle d'éducation obligatoire pour tous leurs membres.

*
* *

L'action des J. G. s'exerce tout d'abord et naturellement contre le militarisme. Elle vise également la propagande générale du Parit et tend, de plus en plus, à faire l'éducation socialiste des membres. Depuis 1902, un mouvement intense entraîne la jeunesse socialiste vers les œuvres d'éducation et d'instruction socialistes jusqu'alors trop négligées

On sait que dans notre petite Belgique, pays sans unité de race et de culture, sans traditions historiques vraiment nationales, sans patriotisme en un mot, sans importance au point de vue militaire, l'armée a été employée presque exclusivement contre l'ennemi intérieur du capitalisme, contre le mouvement ouvrier.

L'armée belge procède d'une division du travail du plus haut raffinement. L'armée ouvrière marche contre l'ennemi extérieur et autant que possible contre l'ennemi intérieur. L'armée bourgeoise est destinée à suppléer l'armée ouvrière dans le cas où l'on peut ou doit se passer d'elle.

Chaque année au mois de février, un tirage au sort choisit parmi tous les jeunes gens de 20 ans du royaume environ la moitié (13.000) pour former le contingent de l'armée active. Mais au prix de 1600 francs environ, le conscrit malheureux peut se libérer du service en se faisant acheter un remplaçant (volontaire avec prime) par le gouvernement, qui entretient des agents spéciaux pour recruter ces volontaires parmi les populations les plus pauvres des campagnes ou parmi la lie de la population des villes. L'armée active se compose donc exclusivement d'ouvriers des villes et des campagnes, trop pauvres pour s'acheter un remplaçant à 1600 francs. Le fils de bourgeois ou de petit-bourgeois qui s'est libéré en tirant un bon numéro au tirage au sort ou en se faisant remplacer, est aussitôt incorporé dans la garde civique. Tous ceux qui ne font pas partie de l'armée active et qui ont de quoi s'acheter un uniforme, c'est-à-dire les bourgeois et petit-bourgois, sont obligés

d'en faire partie. C'est une espèce de milice bourgeoise, astreignant à des exercices et des manœuvres pendant quelques heures par semaine. A mesure que la propagande socialiste rendait l'armée moins apte à son rôle de chien de garde du capital, le gouvernement a fortifié la garde civique en lui enlevant peu à peu son caractère d'indépendance communale, en resserrant les liens de sa discipline, en perfectionnant son armement, en mettant à sa tête des officiers de l'armée et dépendants du pouvoir central. Dès 1902, c'est la garde civique qui a remplacé l'armée dans les grandes grèves, et elle a fait ses preuves en couchant d'une salve six cadavres sur les pavés de Louvain le 18 avril 1902, lors de la seconde grève générale pour le Suffrage Universel.

Il est évident que ce système d'organisation militaire, tout raffiné qu'il soit, et précisément à cause de son raffinement même, présente un grand désavantage pour le gouvernement bourgeois : l'armée, recrutée par un système impopulaire pour son iniquité révoltante, se compose uniquement d'éléments prolétariens, qu'il sera relativement facile

---

(1) Deux faits caractéristiques pour juger l'état-d'âme et le rôle de cette milice bourgeoise ! A un banquet d'officiers de la garde civique tenu à Bruxelles, peu de temps après les évènements de 1902, le menu était orné d'un dessin représentant un groupe de gardes civiques dans une rue dévastée par une émeute, et un officier debout, désignait du doigt un groupe de manifestants à un de ses hommes, le fusil en joue !

A Gand, en 1905, en période absolument calme, une division de la garde civique en armes visita la plus grande usine textile de la ville (la linière « La Lys », occupant 4000 ouvriers), sous la conduite du directeur, qui en expliqua les dispositions stratégiques. Elle y exécuta les manœuvres nécessaires à la défense la fabrique contre une foule assaillante hypothétique.


CARTE
DES
UNIONS RÉGIONALES
du parti
SOCIALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE
DE RUSSIE
Echelle de 1 : 30.000.000
500 0 500
kilomètres
Limite d'Union
Chemin de Fer
OCÉAN ARCTIQUE
UNION DU NORD
UNION SIBÉRIENNE
UNION DU CENTRE
UNION DE L'OURAL
UNION DE LA VOLGA
UNION UKRAÏNIENNE
UNION DU DON
UNION DU CAUCASE
UNION DU TURKESTAN
UNION DU N.-O.
MER NOIRE
MER CASPIENNE
MER BALTIQUE
NORVÈGE
SUÈDE
FINLANDE
ALLEMAGNE
AUTRICHE-HONGRIE
ROUMANIE
BULGARIE
TURQUIE
ASIE MINEURE
PERSE
MÉDITERRANÉE
St PETERSBOURG
MOSCOU
Tobolsk
Omsk
Tomsk
Irkoutsk
Tchita
Tachkent
Samarkand
Vernyi
Bakou
Tiflis
Odessa
Kiev
Kharkov
Saratov
Orenbourg
Astrakhan
Tsaritsyn
Krasnovodsk
Téhéran
Lac Balkhach
Lac Baïkal
Mer d'Aral

d'éveiller à la conscience de classe dans les conditions données. C'est là le défaut de la cuirasse, et c'est là que vise la propagande des jeunes gardes.

Celle-ci s'adresse aux jeunes gens dès qu'ils sont soumis aux obligations de la loi militaire : la première fois, en janvier-février, lors du *tirage au sort*, la seconde fois, en septembre-octobre, avant *l'entrée à la caserne*. L'on accorde moins d'importance, peut-être à tort, à la période des conseils de revision (juin). La propagande est à peu près la même en janvier et en septembre. Elle s'exerce d'abord par les journaux *le Conscrit* et *de Loteling* en janvier, *la Caserne* et *de Kazerne* en septembre. Il est facile de se procurer les noms et adresses des conscrits, ceux-ci étant publiés. On leur envoie alors le plus souvent les journaux par la poste, parfois en y joignant des manifestes, des invitations à une réunion publique, ou le *Catéchisme du Conscrit*. Un grand nombre de journaux sont en outre vendus en rue et dans les réunions. On colle des affiches de protestation (généralement endeuillées) ou des rondelles gommées et l'on distribue des manifestes. Quelques jours avant le tirage au sort, dans chaque ville ou village où notre propagande a pénétré, des réunions publiques sont tenues avec le concours des orateurs du Parti. La veille du tirage au sort, dans chaque commune importante, le Parti organise une manifestation-cortège avec musique, drapeaux et banderoles, qui se termine par un meeting. Le jour du tirage au sort, le drapeau rouge est hissé en berne à tous les locaux socialistes. On vend aux conscrits, amassés devant

l'hôtel-de-ville où le tirage au sort a lieu, des cartes avec des inscriptions antimilitaristes, que les jeunes gens se fixent sur le chapeau. Le premier membre de la jeune garde, qui doit se présenter devant l'urne,est chargé généralement de déposer une protestation contre l'impôt du sang revêtue de nombreuses signatures de conscrits, au bourgmestre qui préside les opérations. En outre, les J. G. recommandent à leurs membres de se refuser à plonger la main dans l'urne en protestant de leurs sentiments socialistes.Ces protestations, quoiqu'elles ne soient qu'individuelles,font énormément d'effet. Leur auteur n'est pas punissable, quoiqu'il soit généralement brutalisé par les gendarmes présents et quelquefois emprisonné pendant quelques heures. Dans certaines communes industrielles, ce sont les mères endeuillées qui se rendent à l'hôtel-de-ville à la place de leurs fils. Sur la place communale s'improvisent souvent des meetings antimilitaristes en plein air. Partout se chantent les chansons socialistes et antimilitaristes· Toutes ces manfestations, et bien d'autres encore, d'après les les circonstances et les régions diverses, ont changé considérablement la physionomie de la journée du tirage au sort, qui n'est plus autant qu'auparavant journée de beuveries et d'orgies de toutes sortes. Dans nombre de communes industrielles, l'on peut même dire qu'il n'y a plus de manifestations ce jour-là qui ne soient des manifestations d'antimilitarisme.

A l'époque de la rentrée à la caserne, une propagande semblable, un peu moins intense peut-être, se reproduit.

Il est à remarquer que les idées purement socialistes ont toujours été directrices de la propagande des Jeunes Gardes. Déjà le Congrès national tenu à Gand en 1896 rejetait la propagande pour le refus de service même collectif. Les tendances individualistes et anarchistes n'ont jamais eu, à l'exeption de la J. G. de Bruxelles peut-être, qui se laissa à plusieurs reprises entraîner passagèrement vers l'anarchisme, plus d'importance dans le mouvement des Jeunes Gardes que dans le Parti Ouvrier en général. Le dernier Congrès national des J. G., tenu à Gand les 19 et 20 mai 1907, a du reste fixé comme suit, d'après les propositions de De Man, amendées par Arthur Jauniaux, les principes fondamentaux de leur propagande antimilitariste :

1. Le militarisme est l'existence d'une force armée au service de l'Etat. Comme tel, le militarisme est une institution antérieure et indépendante du capitalisme.

2. Dans l'ordre social capitaliste, le militarisme est mis par l'Etat, serviteur des classes dirigeantes, au service des intérêts de celles-ci ; le plus souvent, il acquiert alors une importance telle, qu'il exerce à son tour une influence réflexe considérable sur les conditions d'existence du capitalisme et de l'Etat bourgeois. Il peut alors être employé dans la lutte contre l'ennemi extérieur et intérieur de la bourgeoisie. Dans tous les cas, le prolétariat en porte tous les frais économiques et personnels. De plus, dans le premier cas (celui de la guerre), la solidarité internationale des travaileurs est rompue, la civilisation entière mise en danger, le prolétariat devient de toutes façons victime de l'action belliqueuse. Dans le second cas (grève, émeute), l'armée sert à jouer le rôle de supplanteurs et à massacrer les travailleurs. Pour ces raisons, les partis socialistes doivent, en régime social capitaliste, combattre le militarisme sous toutes ses formes.

3. Le militarisme devient de plus en plus une nécessité pour l'Etat bourgeois ; pour cette raison il ne disparaîtra pas plus tôt que le capitalisme lui-même ; mais pour cette raison aussi, inversement, l'action spéciale contre le militarisme devient l'un des moyens les plus décisifs dans la lutte des classes contre le capitalisme.

Cette action spéciale comprend : dans le Parlement, le rejet systématique du budget de la guerre et la déclaration de princi-

pes concordante, la mise en lumière et la critique des symptômes honteux qui accompagnent le militarisme (la conscription, le remplacement, la justice militaire, les mauvais traitements des soldats, l'immoralité de la vie de caserne, la corruption, l'emploi des soldats comme supplanteurs, etc.) et la défense de toutes les mesures qui rapprochent l'organisation militaire de notre système de la nation armée ; en dehors du Parlement, une propagande de principes constante parmi la classe ouvrière, spécialement l'éveil de la conscience de classe des soldats avant et après leur entrée au service, ce qui est en tout premier lieu le devoir des jeunes gardes.

4. Attendu que seul le prolétariat a intérêt à cette lutte contre le militarisme ; attendu que, par conséquent, un seul parti, le Parti ouvrier, peut mener cette lutte d'une façon loyale et conséquente, l'action du Parti ouvrier et spécialement des jeunes gardes contre le militarisme doit être menée indépendamment de l'action de tous les partis bourgeois. Ceci vise particulièrement notre attitude envers le mouvement officiel, bourgeois, philanthropique ou « neutre » soi-disant pacifiste. Nous devons expressément mettre au lumière, le cas échéant, l'hypocrisie de ces tentatives, et, dans tous les cas, montrer clairement leur impuissance et la différence de leurs origines, leurs moyens d'action et leur but avec les origines, les moyens d'action et le but de l'action antimilitariste du prolétariat.

5. Si l'indignation contre l'iniquité de la conscription et du remplacement, la répulsion contre l'emploi de la force brutale sont des facteurs de notre opposition au militarisme, nous le combattons surtout et en tout premier lieu comme moyen de lutte et d'oppression aux mains des classes dirigeantes.

La conscription et le remplacement sont des moyens d'agitation pour notre propagande, parce qu'ils irritent la population contre le militarisme en général et parce que le remplacement nous permet de mettre clairement en lumière le caractère de classe du système militaire belge.

Quand la suppression de ces deux hontes du système actuel de recrutement de l'armée sera posée devant le Parlement, nous entendons que tout vote émis par nos mandataires à propos du tirage au sort, ne sera favorable qu'à un système de service personnel, fixant à un an au maximum la durée du service, réduisant les charges budgétaires et se rapprochant le plus possible du système de la nation armée.

Egalement les députés socialistes devront profiter de toutes les occasions parlementaires pour essayer de faire supprimer les conseils de guerre, le bagne de Vilvorde et la compagnie de discipline de Beverloo.

6. Le parti socialiste voit dans notre lutte contre le militarisme non point la résistance de l' « individu », mais celle de la « classe » prolétarienne tout entière. Pour cette raison, le refus personnel du service militaire n'est pas compris dans notre tactique antimi-

litariste. Celle-ci a pour but, bien au contraire, de soustraire l'armée aux classes gouvernantes qui l'emploient pour opprimer la classe prolétarienne, en éveillant la conscience de classe des prolétaires obligés au service militaire.

Néanmoins, le conscrit ou le soldat qui refuse le service pour des motifs de conscience jouit, comme adversaire conscient du militarisme, de toute notre sympathie. Notre devoir est de le soutenir où cela paraît nécessaire; aussi quand il cherche comme déserteur étranger à se mettre en sécurité dans notre pays. Mais ces actes de résistance individuelle sont déterminés par des considérations également individuelles ; nous ne pouvons donc ni essayer de les provoquer, ni en faire un système de tactique d'action antimilitariste.

7. Notre propagande antimilitariste ne se propose pas d'exciter les jeunes soldats à des actes de révolte systématique contre leurs supérieurs, ni à la résistance passive, ni à aucun acte quel qu'il soit qui ne concorde avec l'attitude du soldat qui essaie d'obéir le mieux possible aux prescriptions et commandements qu'on lui impose — bien entendu, peur autant que ces commandements concernent le train quotidien de la vie de caserne et ne soient en opposition directe avec les commandements supérieurs de la conscience humaine et de la conscience de classe.

8. Le fait de l'acceptation d'un grade par un milicien n'est pas, en général et considéré en lui-même, contradictoire à ses devoirs comme socialiste. Mais nous n'en devons pas moins appeler l'attention de nos membres qui se verraient proposés pour un grade, sur le danger d'oublier leurs devoirs envers leurs camarades soldats auxquels ils pourraient être exposés dans leur nouvelle situation.

9. Les partis socialistes et les syndicats de tous les pays doivent dans tous les cas s'opposer à la guerre. Les moyens les plus décisifs de cette opposition sont la grève générale et le refus de mobilisation.

« Il est donc urgent de voir les différentes organisations socialistes du monde étudier la tactique à suivre en cas de conflit afin que l'on sache s'il est possible d'organiser cette résistance à la guerre simultanément dans les pays en conflit. »

Un amendement, disant que les soldats à qui l'on commande de jouer le rôle de supplanteurs dans les grèves ont pour devoir de refuser le service collectivement ou de mettre en pratique le sabotage, a été adopté également.

* * *

La propagande antimilitariste systématique et générale s'arrête au seuil de la caserne. La discipline y est certainement aussi sévère et la propagande socialiste aussi difficile que dans la moyenne de tous les grands pays étrangers, quelque militarisés qu'ils soient. A la caserne, c'est à chaque jeune garde, à chaque soldat préparé par la propagande antérieure qu'il incombe de régler son attitude de propagandiste d'après sa propre façon d'en juger la possibilité. Mais les J. G. ont soin de rester en relations avec leurs membres soldats. Un grand nombre d'entre elles leur accordent, en vertu de leur réglement, un subside mensuel généralement minime (un ou deux francs), qui cesse d'être versé que le soldat laisse passer un certain laps de temps (trois mois généralement) sans renseigner la J. G. sur ce qui passe d'intéressant à la caserne. La documentation obtenue de cette façon a souvent servi à la presse socialiste pour faire améliorer la situation des soldats et supprimer des abus de toutes sortes. En outre, chaque J. G. est obligée de renseigner les noms de ses membres entrant à l'armée aux J. G. de la ville de garnison où ils se rendent. De cette façon, des relations précieuses continuent à exister entre les J. G. et leurs membres à la caserne.

Dans la plupart des villes de garnison, il existe des cercles secrets de soldats socialistes, qui ont pour but la propagande à l'armée. Ces cercles atteignent parfois des effectifs considérables, mais ils ont généralement la vie courte et se transforment sans cesse, par suite du changement de personnel et de la traque féroce qui leur est faite par

les chefs. Dans les grandes villes de garnison, à Anvers notamment, la J. G. fait en outre de la propagande parmi les soldats en permission de dimanche, en leur distribuant des journaux dans la rue et en allant dans les locaux fréquentés par les soldats, répandre la littérature socialiste et même chanter et vendre des chansons antimilitaristes.

Cette propagande a eu pour résultat de rendre l'armée belge virtuellement fort peu apte à être employée encore contre le mouvement ouvrier. Une enquête secrète entreprise par le ministre de la guerre Brassine sur l'état d'esprit des troupes au point de vue de la propagande socialiste, nous a révélé qu'en 1902, les officiers déclaraient unanimement qu'ils n'étaient pas sûrs de leurs troupes pour le cas où l'on les ferait marcher contre les ouvriers grévistes. A partir de cette année, le gouvernement n'a plus osé laisser descendre un seul soldat à la rue en cas de grèves. La gendarmerie et la garde civique ont été considérablement fortifiées (on a notamment créé une brigade volante de gendarmerie casernée près de Bruxelles) ; et, lors de la grève générale de 1902, tous les régiments d'infanterie et de cavalerie ont été déplacés et consignés, mais c'est à la gendarmerie, et surtout à la garde civique que l'on a laissé faire « l'ouvrage », à Louvain, à Bruxelles, à Houdeng et ailleurs

BULGARIE

Le mouvement de la jeunesse socialiste en Bulgarie a été, comme le Parti lui-même, académique à l'origine. Il y a quinze ans, il n'y avait par ci par là que quelques groupes d'éducation, composés surtout de jeunes intellectuels de la bourgeoisie, qui discutaient les ouvrages socialistes, traduits du russe pour la plupart. Il y règnait un esprit d'enthousiasme révolutionnaire du plus pur romantisme. Le premier groupe de la jeunesse ouvrière socialiste, à la fois cercle de gymnastique et d'éducation intellectuelle, fut fondé à Sophia en 1898, sous le nom de Sosnanije (Conscience). En été, on faisait des excursions et des conférences en plein air. En hiver, on passait les veillées et même une partie des nuits, trois et jusqu'à quatre fois par semaine, à lire et discuter la littérature du socialisme marxiste, le darwinisme, la littérature révolutionnaire russe. En 1900, Sosnanije changea de nom. On l'appela Boretz (lutteur, combattant), marquant par là l'accentuation de son caractere. Il trouva bientôt des imitateurs : en 1901, le Boretz n° II fut fondé dans le quartier méridional de Sophia (Kurubalar), et dans le quartier nord-est (Draz-Machala) de la ville naquit une filiale du Bortz n° II, qui se changea en 1903 en Boretz n° III. Les 3 Boretz comptaient alors ensemble 350 membres. Vers cette époque, le Parti socialiste se scinda en une fraction « large » et une

fraction « étroite ». Les Boretz allèrent au parti « large ». Les efforts du parti « étroit » pour créer des organisations propres de jeunes gens restèrent sans résultat et il se contenta de ses groupes d'études du type russe.

De 1904 à 1906, on créa à Sophia les Boretz n° IV, V et VI, ainsi que le Boretz israëlite et le Boretz Botjoff (Botjoff fut le premier communiste bulgare, tombé pendant les guerres de l'indépendance contre la Turquie). En province, on fonda des Boretz à Varna, Jambol, Kazanlik, Philipopel et Dubnitza.

Au début, la justice et la police n'ont pas essayé d'arrêter la marche du mouvement. C'est depuis deux ans seulement que s'ouvrit une période de réaction policière et chicanière. Depuis janvier 1907, il est défendu aux Boretz d'organiser des manifestations ou des cortèges dans les rues de Sophia. Le 1r mai dernier, un essai de manifestation fut dispersé par la troupe. Les réunions publiques ne peuvent avoir lieu que sous la surveillance de la police et sont souvent — illégalement — interdites. Souvent on arrête les jeunes gens qui distribuent des manifestes socialistes. Aucun lien organique permanent ne relie jusqu'à présent les Boretz entr'eux, quoique leur unité de programme, d'organisation, d'action soit parfaite. Le comité du Boretz n° I remplit en fait, depuis 1903, les fonctions de comité général. Pendant l'hiver 1906-07, une commission élue par tous les Boretz de Sophia fonctionne pour régler leur action éducative. Et en juillet 1907 un congrès de tous les Boretz du pays se réunira à Sophia pour

la première fois, pour fonder une fédération nationale.

Le but de tous les B o r e t z est défini : l'éducation intellectuelle et physique de la jeunesse ouvrière. Les membres âgés de plus de 17 ans, appelés B o r t z i (lutteurs, combattants), paient un droit d'entrée de 50 centimes et une cotisation mensuelle de 30 centimes ; les membres plus jeunes, J ü n o s c h i (jeunes) ne paient que 10 centimes par mois ; les camarades pauvres sont libérés de toute cotisation.

La situation matérielle des divers B o r e t z (quelques groupes de province, sur lesquels les renseignements complets manquent encore, exceptés) est la suivante :

Le B o r e t z n° I compte 131 B o r t z i, se répartissant d'après leur profession en : 21 cordonniers, 19 menuisiers, 18 imprimeurs et typographes, 11 commis, 11 tailleurs, 12 métallurgistes, 5 relieurs, 7 peintres, 2 employés du chemin de fer, 2 garçons de magasin, 2 photographes, 3 garçons de café, 3 électriciens, 3 ouvriers de raffinerie de sucre, 1 instituteur, 12 manœuvres et divers. Au point de vue de la nationalité, tous sont bulgares, sauf 2 juifs, 1 serbe et 1 hongrois ; 48 entr'eux sont syndiqués ; tous, sauf 2 tailleurs, sont prolétaires. Leur degré d'instruction est le suivant : instruction primaire élémentaire 19 ; instruction primaire complète 61 ; instruction moyenne inférieure complète 16 ; instruction moyenne supérieure complète 1 ; instruction normale complète 2 ; instruction nulle 29. Ces derniers n'ont jamais fréquenté d'école, mais ont appris à lire et écrire au B o-

r e t z. Quelques membres, qui ont voyagé, connaissent l'allemand ; l'hiver passé, on a donné un cours d'allemand du soir. Il y avait en caisse, le 1r juin 1907, 193,20 francs. L'avoir total (sans la bibliothèque) est de 800 francs environ. Recette annuelle en 1906 : 679,50 francs ; dépenses : 612 fr. La situation morale et financière des autres groupes se rapproche sensiblement de celle du B o r e t z n° I, pris à titre d'exemple. Citons seulement le nombre de leurs membres âgés de plus de 17 ans (Bortzi) : B o r e t z n° I I en a 98, Bo r e t z n° I I I 58 (pour la plupart ouvriers de l'arsenal et du chemin de fer), B o r e t z n° I V 90 (pour la plupart typographes-imprimeurs et métallurgistes), B o r e t z n° V 27, B o r e t z n° V I 80, B o r e t z-B o t j o f f 90, le B o r e t z de Jambol 37, celui de Kazanlik 49, celui de Varna 50. Il faut bien remarquer que ce n'est là que le nombre des B o r t z i, les J ü n o s c h i sont en outre 250 environ à Sophia seulement.

Une revue mensuelle M l a d R a b o t n i k (le jeune ouvrier) sert d'organe d'éducation de la jeunesse ouvrière, sans être l'organe officiel des B o r e t z. Il est cependant probable que bientôt M l a d R a b o t n i k passera officiellement aux mains des B o r e t z. C'est une belle revue de 14 pages de texte avec couverture illustrée. Elle en est à son neuvième numéro et tire à 1800 exemplaires.

Aucun lien formel ne relie les B o r e t z au parti et aux syndicats. Mais l'unité n'en existe pas moins *en fait*. Les B o r e t z sont en quelque sorte l'école des recrues du Parti et des syndicats, et c'est d'eux que sortent les meilleurs militants du mouvement

ouvrier. Leur direction est en fait aux mains du Parti et des syndicats. Réciproquement, les Boretz aident le Parti et les syndicats de toutes les façons, même financièrement. Dernièrement encore, le Boretz n° II a organisé une fête au bénéfice de la caisse du Parti. Les Boretz participent à toutes les manifestations ouvrières, à celle du 1r Mai entr'autres.

Au cours de chacune des 3 dernières années, environ 35 manifestes différents ont été répandus par les Boretz de Sophia, à plus de 20,000 exemplaires chacun, pour inviter les jeunes gens à s'organiser, en faveur de la résistance en cas de grèves, pour protester contre les mesures réactionnaires de l'administration, contre le militarisme, etc.

La devise des Boretz est : *Organisation — Education — Lutte*. Leur action éducatrice s'exerce surtout en hiver. Au sein de chaque Boretz fonctionne alors une école du soir pour les jeunes ouvriers. Chaque groupe a son propre local, avec des salles de lecture où les journaux et revues politiques et syndicaux sont à la disposition des membres, en dehors des petites bibliothèques de livres et de brochures.

En 1906, les Boretz ont mené, de commun accord avec le Parti et les syndicats, une vive agitation contre la loi sur les corporations et en faveur de la loi protectrice du travail des femmes et des enfants. Dans les enquêtes sur les conditions du travail dans nombre d'industries, leur aide très intelligente a été également précieuse.

En ce qui concerne le militarisme, les Boretz

se rallient au programme et à la tactique du Parti, qui combat le militarisme en le dénonçant comme une conséquence et un soutien du régime capitaliste. L'acte d'un enthousiaste Tolstoïen, Schopoff, qui refusa le service militaire pour raisons de conscience et fut condamné par le conseil de guerre, fournit aux Boretz l'occasion de définir comme suit leur attitude envers de semblables manifestations d'antimilitarisme : « nous ressentons pour l'acte héroïque de cet homme de la sympathie et de l'admiration, mais nous nous refusons à y voir une action fructueuse contre le militarisme. Que celui qui croit ne pouvoir supporter la discipline et les tortures de la caserne, déserte à ses risques et périls, nous le soutiendrons dans la mesure de nos forces, mais nous ne voulons pas faire de la désertion un système. Nous vaincrons le militarisme en sapant ses bases, c'est-à-dire le monarchisme dans la politique et l'exploitation dans l'économie ! »

BOHÊME

Quand, après une longue période de réaction féroce qui empêche le libre développement du mouvement ouvrier, un vent de liberté souffla de nouveau sur la Bohême, la jeunesse ouvrière et académique tchéco-slave se rallia en masse à l'Omladina (Fédération des Jeunes), mouvement révolutionnaire démocratique et nationaliste, mais au fond très confus et bourgeoisement romantique, malgré quelques velléités anarchistes. L'Omladina, société secrète, ne vécut que de 1892 à 1894, où des condamnations sévères prononcées par le jury de Prague y mirent fin.

La croissance du mouvement ouvrier mit bientôt le Parti socialiste dans l'éventualité de devoir créer une organisation socialiste de la jeunesse ouvrière. Le mouvement nationaliste bourgeois se servait avec habileté de la jeunesse ouvrière, excitée non seulement contre les allemands et les juifs, mais encore contre les socialistes. Les « ouvriers nationalistes » profitaient de l'ignorance naïve de ces jeunes gens pour les inciter à aller troubler ou empêcher les réunions socialistes, à jouer le rôle de supplanteurs dans les grèves. Le Parti commença alors à s'occuper de faire entrer dans ses groupes d'éducation les jeunes ouvriers qui, alors, s'organisèrent en grand nombre dans les « Cercles ouvriers d'éducation » des grands centres industriels Prague, Kladno, Pilsen, Zizkov, Schlan,

Brünn et Vienne. A Prague par exemple, un grand nombre de jeunes gens, y compris quelques étudiant, étaient membres de la Delnicka Akademie (Université Ouvrière), qui était le centre de la vie intellectuelle du prolétariat de Prague. Le 1r mai 1900, quelques jeunes publièrent le 1r numéro du Sborník Mládeze Socialistické (la Jeunesse Ouvrière Socialiste). Le rédacteur était le compagnon Modrácek, actuellement député au Reichstag. Sur 16 pages du journal, 4 furent confisquées pour leur tendance antimilitariste (*).

Ce numéro formulait comme suit le programme de la jeunesse socialiste :

I. — *Eveiller la jeunesse ouvrière à la conscience de classe, lui donner une éducation socialiste scientifique, la rendre intellectuellement indépendante du chauvinisme et du cléricalisme.*

II. — *Organiser la propagande contre le militarisme.*

III. — *Initier les jeunes ouvriers à l'organisation politique et syndicale et les faire entrer dans les groupes du parti.*

IV. — *Organiser les apprentis pour améliorer leurs conditions de travail.*

V. — *Organiser des soirées familiales d'éducation et de divertissement pour les jeunes ouvriers.*

VI. — *Entrer en relations avec la jeunesse*

---

(1) Il faut entendre l'expression « une phrase, une page fut confisquée » en ce sens que le tirage tout entier a été confisqué par la police à cause de cette phrase ou de cette page ; l'édition nouvelle portait alors des vides à la place des passages visés avec la mention : *Zabareno* (confisqué)

ouvrière des autres nations dans le but d'une agitation internationale.

Le Congrès de la socialdémocratie tchéco-slave tenu à Budweis en septembre 1900 adopta alors la résolution suivante :

« *Le Congrès reconnait que le devoir urgent s'impose au parti de s'occuper de l'éducation socialiste de la jeunesse ouvrière, et recommande par conséquent à toutes les organisations socialistes d'accorder la plus vive attention aux jeunes générations prolétariennes et de les faire entrer dans l'organisation. Le Congrès ne permet pas la création d'organisations propres jeunes gens.* »

En même temps, le Congrès reconnut le Sborník Mládeze et décida qu'il serait édité officiellement par le Parti sous le nom de Sborník Mládeze sociálne demokratické.

Vers la même époque, les cercles socialistes de gymnastique commencèrent à se développer, à cause de la tactique des cercles de gymnastique nationalistes-bourgeois eux-mêmes, qui excluaient les jeunes gens suspects de socialisme.

La défense faite par le Congrès de Budweis d'organiser la jeunesse dans des groupes autonomes ne pouvait être considérée comme une solution positive et définitive. C'est pourquoi le Congrès de 1902, tenu à Prague, adopta les résolutions suivantes :

« I. *Considérant que le parti social-démocratique poursuit l'émancipation des travailleurs, que les jeunes ouvriers et spécialement les apprentis, constituant une partie considérable de la classe ouvrière, sont particulièrement exploités et arrêtés*

dans leur développement intellectuel et physique, le Congrès recommande à tous les camarades et à tous les groupes de préparer, par une action éducative appropriée les jeunes ouvriers à entrer dans les organisations syndicales et politiques. Au cours de cette propagande éducative, il faut garder en vue la situation économique des apprentis et poursuivre la suppression des cours du soir et du dimanche aux écoles professionnelles.

» II. *Pour éclairer les jeunes ouvriers sur les effets nuisibles du militarisme, il faudra organiser tous les ans à l'époque de la levée des conscrits et de la rentrée à la caserne une propagande active au moyen de réunions publiques et privées, de la presse et de proclamations.* »

En même temps, pour assurer l'exécution de ces résolutions, le Congrès décida la création d'un Comité d'Agitation pour la jeunesse ; ce Comité, composé de 4 délégués du Parti, d'un délégué chacun des cercles de gymnastique, de la Delnické Akademie, de la Commission Syndicale, et de la rédaction du Sborník Mládeze, fut fondé le 15 décembre 1902.

*
* *

Le Comité d'Agitation s'occupe en premier lieu d'attirer la jeunesse ouvrière de Prague et de ses faubourgs en organisant de petites soirées intimes, avec lectures, récitations, discussions par les jeunes sur des thèmes divers. Nombre de causeries faites par des jeunes gens furent publiées dans le Sborník Mládeze. En province, c'est au moyen du journal que l'on s'adresse aux jeunes.

En 1900 il parut seulement 3 numéros du Sborník Mládeze. Du 15 mars 1901 à la fin de 1904, il fut édité mensuellement, et depuis janvier 1905, il paraît tous les quinze jours. Actuellement, il a atteint un tirage régulier de 4 à 5000 exemplaires.

Peu à peu, on fonda partout en province des Comités d'agitation locaux, ou des Organisations libres d'éducation et de propagande pour les jeunes gens.

Une statistique dressée à la fin de 1906 par le Comité d'Agitation de Prague à l'aide de questionnaires envoyées à toutes les organisations socialistes tchéco-slaves de la jeunesse ouvrière, fournit sur l'œuvre de ces comités d'agitation et des groupements libres des renseignements intéressants. Elle renseigne, au total 3500 jeunes gens comme membres cotisants ; elle énumère, pour 1906, 58 réunions publiques et 456 réunions secrètes, en outre, une réunion en plein air (à Pilsen, à laquelle participèrent 700 jeunes gens), au total 515 réunions, sans compter les réunions des comités ; elle relève la tenue de 5 congrès régionaux, le 29 avril à Prague (127 délégués de 22 localités), le 6 mai à Laun (27 dél. de 19 localités), en septembre à Pilsen (119 dél.), à Falkenau, et le 25 décembre à Kladno (102 dél. de 56 localités).

Le tirage total du Sbornik Mladeze en 1906 a été de 97600 exemplaires. En plus du Sbornik, 1600 exemplaires d'autres revues socialistes ont été vendues régulièrement dans les groupes, ainsi que 1500 brochures du Parti.

La propagande antimilitariste a été particulièrement intense, en 1906. De là, des mesures particu-

lières de la part de la police qui a interdit 5 réunions publiques, dissous 1 réunion secrète et intenté 5 procès. Des 26 numéros du Sbornik, 13 ont été confisqués.

Comme conséquence du développement considérable de la jeunesse socialiste, ses dirigeants comptent proposer, au Congrès que le Parti social-démocrate doit tenir cette année à Pilsen, une forme nouvelle d'organisation, en créant un Comité Central de la Jeunesse socialiste, composé à parts égales de délégués des groupes de jeunesse, des cercles de gymnastique et du Parti.

* *
*

Le militarisme autrichien est doublement impopulaire au peuple tchèque, comme instrument de domination capitaliste d'abord, comme instrument de domination nationale ensuite. Les soldats se plaignent de taquineries et de mauvais traitements et leur droit de réclamation est illusoire. En 1905, le soldat Halàmek, à Iglau, a été emprisonné comme suspect d'avoir écrit une lettre à un journal socialiste, et le rédacteur Benesch a été mis au secret dans une forteresse pour avoir publié cette lettre qui décrivait les mauvais traitements auxquels étaient soumis les soldats pendant les grandes manœuvres.

Par suite de la création du Comité d'Agitation, la propagande antimilitariste est devenue plus systématique et plus intense. Près de 100 réunions ont été tenues en 1906 avec des thèmes anti-

militaristes. Elles étaient presque toutes secrètes, les réunions publiques de ce genre étant généralement interdites par la police.

Le Sbornik Mládeze fait une très active propagande antimilitariste, et, comme il suffit que l'on parle de cette question, on confisque. C'est ainsi que l'on a agi à l'égard du premier numéro du Sbornik Mládeze, reproduisant le programme détaillé plus haut. Quand le rédacteur interjette appel, très souvent, l'action est reconnue fondée, mais toujours le tribunal suprême confirme la confiscation. Le rédacteur et le metteur en pages du journal ont été condamnés à une amende de 40 et 30 couronnes, pour avoir reproduit une phrase de 6 mots confisquée 6 mois auparavant, et pour avoir commenté un arrêté de confiscation...

Dans tous les centres industriels, la levée des miliciens fournit à la jeunesse socialiste l'occasion de manifester sa haine du militarisme par des manifestations qui font une impression énorme sur l'esprit de la population. Les conscrits se rendent au local de la revision en cortège précédé d'un drapeau rouge et d'un orchestre jouant des marches funèbres, portant des cravates noires et l'œillet rouge à la boutonnière ; ou bien, ils se font conduire à travers les rues dans de grandes voitures drapées de noir et portant des inscriptions antimilitaristes. Les participants à ces manifestations sont régulièrement poursuivis et condamnés à des peines relativement minimes, 3 jours de prison au plus, pour avoir tenté « de discréditer l'institution militaire dans l'opinion publique par des manifestations de deuil. »

La jeunesse travaille également à la réforme de

l'enseignement professionnel, par la suppression des cours du soir et du dimanche, que l'on demande de reporter à des heures de la matinée ou de l'après-midi des jours de la semaine.

* * *

Les Cercles socialistes de gymnastique complètent l'œuvre d'éducation intégrale de la jeunesse ouvrière. Les premiers d'entr'eux furent fondées à la suite de la traque aux socialistes organisée en 1897 et 1898 dans les cercles de gymnastique nationalistes « Sokolské Jednoty ». En 1902, ils étaient déjà 25 cercles avec 972 membres, actuellement ils sont 140, fédérés nationalement et internationalement, avec près de 6000 membres, dont 2600 syndiqués, 700 apprentis, 100 femmes.

Au souci de l'éducation physique, les Cercles socialistes de gymnastique joignent celui de l'éducation intellectuelle de leurs membres, qu'ils se proposent d'amener à l'organisation syndicale et socialiste. Leur organe officiel et obligatoire, la revue mensuelle Télocvièny Ruch, tirant à 4000 exemplaires, contient des articles de propagande socialiste, anticléricale et antimilitariste.

NORVÈGE

L'inititative de la fondation d'une organisation de la jeunesse socialistes est venue du Congrès du Parti de 1900· Ce Congrès invita les membres du Parti à créer des groupes de jeunes gens socialistes dans toutes les localités. A la suite de cet appel, quelques collaborateurs à l'organe du Parti *Socialdemokraten* convoquèrent, le 10 janvier 1900, à la Maison du Peuple de Christiania, une réunion où fut fondé le *Socialdemokratiske Ungdomsförbund* (fédération de la jeunesse social-démocrate) de Norvège. A la fin de la réunion, à laquelle assistaient 600 personnes, 250 gens et jeunes filles se firent inscrire comme membres. Un comité de 5 membres, chargé d'élaborer un projet de statuts, fut élu.

L'enthousiasme un peu trop optimiste du début se calma bientôt quand on remarqua que la création des groupes de jeunesse, surtout en province, n'était pas chose si facile. L'idée de la fédération nationale fut bientôt abandonnée. Mais le groupe de Christiania était fondé; son comité était presque exclusivement composé de camarades adultes (Olav Kringen, le rédacteur actuel de *Socialdemokraten*, fut choisi comme secrétaire). Mais à Christiania aussi, il fallut bientôt déchanter. Après six mois, le Groupe ne comptait plus qu'une bonne vingtaine de membres. La cause principale de ce recul a été sans doute le manque

de local stable. Mais il restait un noyau solide de jeunes gens qui ne pardaient pas courage. En juillet 1900 déjà, on put exclusivement composer le comité de membres jeunes, sans avoir recours à l'aide des anciens. A la Noël de 1900, le groupe édita une revue d'occasion Sneplogen (le Chasse-neige), dont tout le tirage fut rapidement vendu. En même temps la nouvelle de la fondation d'un groupe de jeunesse à Skien vint ranimer l'espoir d'une généralisation du mouvement. Pendant l'hiver 1900-01, plusieurs réunions publiques furent tenues dans divers quartiers de Christiania, avec le résultat que 3 nouveaux groupes, avec environ 20 membres chacun, y furent fondés. Le nombre des jeunes gens groupés à Christiania augmenta lentement Le 1r mai 1901, une nouvelle revues d'occasion Under Fanerne (sous les Drapeaux) fut éditée, avec le même succès que Sneplogen. Ces deux éditions avaient laissé un bénéfice de 500 couronnes environ; il fut décidé que ce capital servirait à l'édition d'une revue mensuelle.

Entretemps, des groupes avaient été fondé à Larvik et à Sandefjord par des camarades de l'endroit. A Christiania, les 4 groupes travaillaient ensemble, sans toutefois qu'un comité commun permanent les reliât. En novembre 1901, ils éditèrent le premier numéro d'une revue det Tyvende Aarhundrede (le XXme siècle), qui devait, dans leur pensée, paraître mensuellement dès janvier 1902. Le succès de ce numéro d'essai, tiré à 5000 exemplaires, fut tel, que le second numéro parut déjà à la Noël, et que les numéros

parurent régulièrement tous les mois pendant un an.

Le 20 juillet 1902, les groupes de Christiania organisèrent une grande fête réunion de propagande. Des délégués des groupes de Drammen, Sandefjord et Fredrikstad y assistèrent. L'idée d'un groupement national y fut lancée, mais ne put être réalisée, aucun délégué n'ayant été mandaté à cet effet. La réunion adopta cependant une résolution invitant tous les groupes existants à discuter cette question, en même temps qu'une autre motion, demandant aux jeunes gens d'intensifier leur propagande socialiste au sein de leurs syndicats respectifs. Le 20 juin 1903, des délégués de Drammen, Christiania, Drontheim et Larvik, réunis en Congrès, décidèrent la fondation d'une fédération nationale sous le nom de Socialdemokratiske Undomsförbund. Les statuts adoptés stipulaient que la fédération se ralliait au programme et à la tactique du Parti ouvrier social-démocrate. La cotisation fédérale fut fixée à 10 öre par membre et par trimestre. Le siége du Comité Central, composé de 9 membres, fut fixé à Christiania.

La propagande, surtout antimilitariste, menée par le Comité Central, se fit alors très intense. Au deuxième Congrès, tenu à Christiania le 22 juin 1904, 12 groupes étaient représentés. Le Congrès décida de demander l'affiliation de la fédération au Parti, à condition qu'une diminution de la cotisation lui fût accordée. Cette proposition ne fut pas acceptée par le Parti, ce qui fit que la fédération ne s'affilia pas; mais le Comité Central recom-

manda aux groupes de s'affilier séparément, ce que la plupart d'entr'eux firent.

Au cours de la 2me année d'existence de la fédération, le nombre de groupes augmenta, mais le nombre de membres diminua quelque peu. Au cours de cette année, le président Randolf Andersen fut délégué au Congrès du Socialdemokratiska Ungdomsförbundet de Suède, et le rédacteur de det Tyvende Aarhundrede, V. Gaarder, assista à la conférence internationale de la jeunesse socialiste tenue à Amsterdam.

La vente de det Tyvende Aarhundrede s'étant relâchée au cours de sa première année d'existence, cette revue ne fut plus éditée que trimestriellement pendant l'année 1904 et jusqu'au Congrès de 1905. A partir de janvier 1905, le Comité Central édita un bulletin mensuel hectographié du mouvement, précurseur du Ung-Socialisten, dont nous parlerons tantôt.

La propagande antimilitariste fut très activement menée. Une brochure antimilitariste Militarismen, rédigée par l'ancien lieutenant Michel Puntervold, fut répandue à plusieurs milliers d'exemplaires. Lors de la crise suédo-norvégienne de 1905, la même brochure fut rééditée à 20000 exemplaires avec un appel, rédigé dans le même sens que le Ned med Vapnen! du Socialdemokratiska Ungdomsförbundet de Suède, en appendice.

Au 3me Congrès national tenu à Porsgrund le 12 juin 1905, le passage des statuts disant que l'action de la fédération s'exercera « en accord

avec le programme et la tactique du Parti ouvrier social-démocrate » fut supprimé et remplacé par les mots « en accord avec la fédération internationale de la jeunesse socialiste créée à Paris et à Amsterdam, dans sa lutte contre le militarisme sous toutes ses formes ». Par là, la fédération s'écartait du programme du Parti qui réclame la nation armée seulement. Mais il est bon de dire que le Congrès du Parti de 1906 supprima, lui aussi, ce passage de son programme.

La 3me année de la fédération marqua encore un léger recul de ses effectifs. La décision du Congrès de faire paraître de nouveau tous les mois *det Tyvende Aarhundrede* ne fut pas mise en exécution pour des raisons mi-personnelles, mi-financières.

Le 4me Congrès national, tenu à Larvik le 3 juin 1906, décida alors que *det Tyvende Aarhundrede* paraîtrait chaque année le 1r mai et à la Noël, ces deux numéros étant seuls à ne pas occasionner de déficit. Cet état de choses existe encore actuellement. A ce Congrès on discuta la question de tactique : grève générale et parlementarisme, mettant aux prises les tendances anarchistes ou syndicalistes révolutionnaires et social-démocrate, cette dernière gardant la majorité. Une décision ne fut pas prise à ce sujet, la plupart des délégués étant d'accord pour trouver la question insuffisamment étudiée.

La 4me année d'activité, elle aussi, accuse un léger recul de forces de la fédération. La propagande antimilitariste fut menée cependant avec assez bien d'ardeur. Un meeting de protestation a été tenu

contre l'introduction des exercices de tir dans les écoles. Un manifeste antimilitariste « Aux Conscrits » a été distribué, pour lequel 8 camarades furent traduits en justice ; ils ne furent condamnés qu'à une « réprimande publique » et une peine conditionnelle indéterminée (c'est-à-dire que s'ils se rendent encore « coupables » d'un délit analogue, le procès leur sera fait en même temps pour le premier). Au cours de cette année se produisirent aussi les premiers cas de refus du service militaire, qui firent une grande impression et activèrent la discussion au sein de la fédération sur la tactique antimilitariste.

Une invitation du Sociastisk Ungdomsförbund de Danemark, à créer une fédération des organisations socialistes de la jeunesse scandinave fut discutée sans mener à un résultat positif.

A partir de septembre 1906 parut sous le nom de Ung-Socialsten (le jeune socialiste) un journal mensuel de 4 pages, comme organe d'information et de propagande de la fédération, alors que det Tyvende Aarhundrede est considéré comme organe d'éducation théorique.

Le 5me Congrès national, tenu à Mysen le 19 mai 1907, discuta enfin à fond les questions de tactique qui divisent, théoriquement tout au moins, la fédération en deux fractions anarcho-socialiste et social-démocrate : la prétendue antithèse grève générale, parlementarisme, l'antimilitarisme, la propagande antireligieuse. C'est la tendance social-démocrate qui l'emporta définitivement, à une assez fort majorité.

Une proposition tendant à insérer dans les statuts fédéraux l'obligation de la propagande en faveur du refus du service militaire comme moyen d'action antimilitariste fut rejetée et une autre résolution, préconisant « la propagande contre le militarisme dans toutes ses formes parmi les conscrits, au moyen de manifestes et de brochures très populaires » fut adoptée.

La discussion sur la grève générale amena l'adoption d'une résolution recommandant l'étude de ce moyen d'action et la propagande en sa faveur, sans pour cela faire fi de l'action parlementaire.

Une proposition tendant à mener une propagande non seulement anticléricale, mias antireligieuse, fut rejetée ; le Congrès décida de « combattre les superstitions religieuses en tant que phénomène politique et social, l'influence de l'Eglise d'Etat et de son monopole moral, et de travailler en faveur de la suppression de l'enseignement religieux dans les écoles publiques et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ».

Par là, la fédération s'est donnée une base théorique solide et s'est mise en état de redoubler son effort d'organisation et de propagande.

*
* *

Aucun chiffre précis ne peut nous renseigner sur le nombre actuel des membres de la fédération. Les groupes indiquent souvent un nombre de membres inférieur au nombre réel, pour avoir à payer moins de cotisations, celle-ci ayant même été portée par le dernier Congrès de 10 à 20 öre par membre et par

trimestre. De plus, nombre de groupes de la jeunesse social-démocrate(1 à Drontheim, 1 à Bergen, 2 à Stavanger, etc.) ne sont pas régulièrement affiliés à la fédération. En 1906, la cotisation fédérale fut payée pour 650 membres en moyenne. Le nombre de groupes et de membres ayant légèrement augmenté depuis lors, on peut évaluer le nombre de membres cotisants pour 1907 à 800 au moins. Le nombre réel de membres, les non-cotisants et non-fédérés compris, est certainement supérieur à 1000.

Le nombre de membres féminins oscille entre 15 et 20 %. En général, les jeunes filles ne jouent pas de rôle bien actif dans le mouvement et l'influence qu'elles exercent n'est pas en rapport avec leur nombre.

L'âge moyen des membres masculins est de 18 à 24 ans, celui des membres féminins de 16 à 22 ans. Il y a actuellement une tendance très accentuée du mouvement à conserver ses membres anciens et même à s'augmenter de quelques jeunes hommes de plus de 25 ans. Les causes de ce phénomène sont sans doute une certaine affaiblissement actuel du parti, les tendances plus révolutionnaires des jeunes, et l'intérêt plus grand pour les questions théoriques parmi ceux-ci. Tous les membres sont prolétaires, à un très petit nombre d'intellectuels près.

La situation financière de la fédération est mauvaise et ne lui permet presque aucun effort de propagande ; le comité central est, par là, réduit à une activité purement administrative.

Ung-Socialisten parait mensuellement à environ 1000 exemplaires, et occasionne un léger

déficit. D e t t y v e n d e A a r h u n d r e de tire à 3000-4000 exemplaires, et paraît régulièrement au moins le Premier Mai et à la Noël ; un numéro spécial sera probablement édité en septembre 1907. Sa situation financière est bonne.

SUÈDE

Le mouvement de la jeunesse socialiste en Suède est presque aussi ancien que le parti même. Vers 1890 il existait déjà à Stockholm et dans plusieurs autres localités des écoles socialistes du dimanche, où l'éducation intégrale des jeunes gens était faite au moyen d'une méthode aussi agréable qu'efficace. Mais le mouvement syndical et socialiste croissant absorba bientôt toutes les forces des camarades adultes qui se dévouaient à ces écoles, qui disparurent alors l'une après l'autre.

Vers 1895 on fonda les premiers « Clubs de la jeunesse socialiste », dans le but d'organiser, sur la base du programme du parti social-démocrate, la jeunesse ouvrière. Les clubs faisaient l'éducation de leurs membres et menaient une active propagande antimilitariste. Ils se fédérèrent nationalement sous le nom de Socialistika Ungdomsförbundet. Nombre de militants du parti ont passé par leurs cadres. Bientôt, l'organe mensuel de la Fédération de la jeunesse Socialise, Brand, entra en conflit avec les instances directrices du parti ; le mouvement lui-même glissa de plus en plus vers l'anarchisme, surtout quand Hinke Bergegren réussit à s'emparer de la rédaction de Brand. En 1903, la lutte entre les « jeunes » et le comité directeur du parti atteignit son point culminant. Le congrès de la Fédération tenu à Stockholm accepta une motion

en faveur de la propagande antireligieuse, que rejette le programme du parti, et une autre motion condamnant l'action parlementaire. Dans la réunion du 19 mars 1903, le Club de la jeunesse Socialiste de Malmö se scinda ; le 24 mars, la fraction des jeunes gens de Malmö restés fidèles au programme du parti fonda le Socialdémokratiska Ungdomsförbundet (Fédération de la jeunesse social-démocrate).

Alors que le Socialistika Ungdomsförbundet ne fit qu'accentuer sa débâcle et voyait de jour se réduire ses effectifs, le Socialdemokratiska Ungdomsförbundet marcha de progrès en progrès. En janvier 1905, il lança le premier numéro de sa revue mensuelle Fram (en Avant !). Du 11 au 13 juin 1905 se tint son premier congrès national à Stockholm. Ce congrès permit de juger pour la première fois l'étendue qu'avait prise le mouvement. La fédération comptait :

A la fin du	2me	trimestre de	1903	7	groupes	445	membres
»	3me	»	1903	7	»	464	»
»	4me	»	1903	7	»	537	»
»	1r	»	1904	14	»	1107	»
»	2me	»	1904	20	»	1131	»
»	3me	»	1904	27	»	1298	»
»	4me	»	1904	42	»	2150	»
»	1r	»	1905	71	»	4405	»
A la fin de mai 1905				89	»	5110	»

« Allons conquérir le pays ! » avait écrit Fredrik Ström — et le rapporteur Fabian Mansson put dire au congrès que, dans certains districts, la propaganda avait été « enragée, sans pareille ».

Au Congrès de 1905 assistaient 81 délégués, repré-

sentant 54 groupes locaux, 4 membres du comité central, 1 représentant du comité directeur du parti, et le propagandiste rétribué au service de la fédération. Le Congrès fixa d'une façon définitive l'attitude de la fédération dans les deux questions les plus discutées, la propagande antimilitariste et l'attitude envers le Socialistiska Ungdomsförbundet, en adoptant les 2 résolutions suivantes :

« *La fédération mènera une active propagande antimilitariste, dans le but de provoquer parmi la population un mouvement contre les dépenses pour le militarisme et en faveur de la consécration du budget de la guerre au relèvement de la petite agriculture, de l'instruction populaire et de l'assurance ouvrière.*

« *Le Congrès regrette que l'union avec le Socialistiska Ungdomsförbundet n'ait pu se faire cette fois, celui-ci persistant à maintenir les résolutions qui se dirigent contre le programme de la social-démocratie internationale.*

Le Congrès espère néanmoins, tout en affirmant hautement le caractère social-démocratique de la fédération, que cette union pourra se faire dans l'avenir.».

Le Congrès s'occupa en outre de la situation critique créée entre les gouvernements suédois et norvégiens par le mouvement séparitiste en Norvège et décida de répandre à profusion, dans toute le Suède, la fameuse proclamation Ned med Vapnen! (Bas les Armes !), dont voici le texte :

BAS LES ARMES !

Considérant qu'il devient chaque jour plus évident que la bourgeoisie de Suède et les journaux réactionnaires essaient de provoquer un mouvement en faveur de la guerre contre la Norvège *qui lutte pour son indépendance, les représentants de la jeunesse ouvrière suédoise, réunis à Stockholm, déclarent* :

Que c'est un crime *contre le peuple pacifique de Suède que de l'exciter à la guerre contre le peuple frère de Norvège ;*

Que la décision inébranlable de la classe ouvrière de la jeunesse ouvrière de Suède est de ne pas obéir à l'appel aux armes ;

Que les travailleurs de Suède sont prêts à cesser le travail *dans tout le pays pour empêcher la guerre ;*

Que la jeunesse ouvrière de Suède est décidée à ne pas obéir à un ordre de mobilisation éventuel sachant bien que si elle doit faire usage de ses armes, ce n'est pas contre le peuple norvégien.

Ils font appel enfin à tous les ouvriers et paysans du pays pour se réunir en masses et discuter la situation.

Notre divise est : LA PAIX AVEC LA NORVÈGE !

Le Congrès du
Socialdemokratiska
Ungdomsförbundet

Cette proclamation fut lancée à 100,000 exemplaires et produit une impression énorme dans le pays et à l'étranger. Le gouvernement se vengea en faisant condamner le camarade Z. Högund, l'éditeur responsable, à 8 mois de prison, que la Cour d'Appel réduisit à 6 mois.

Du premier Congrès national au second, tenu à Stockholm du 19 au 22 mai 1907, la Fédération de la jeunesse social-democrate a triplé le nombre de ses groupes et de ses membres. Elle comptait:

A la fin de mai		1905	89	groupes	5110	membres
»	du 2me trimestre de	1905	92	»	5481	»
»	3me »	1905	111	»	5575	»
»	4me »	1905	129	»	6659	»
»	1r »	1906	151	»	8032	»
»	2me »	1906	176	»	7943	»
»	3me »	1906	206	»	9675	»
»	4me »	1906	246	»	11884	»
»	1r »	1907	289	»	14123	»
A la fin du mois d'avril		1907	304	»	14509	»

En dehors de ces 304 groupes cotisants il y en avait, à la fin d'avril 1907, 58 autres (avec 2500 membres environ), créés par la propagande de la fédération et adhérents à son programme, mais qui ne s'étaient pas encore régulièrement affiliés et n'avaient pas encore payé de cotisation fédérale. On peut donc dire qu'il y avait, en ce moment, *362* clubs de la jeunesse social-démocrate avec plus de *17000* membres. Les 4/5 d'entr'eux, soit 13600, sont des jeunes gens, 1/5, soit 3400, sont des jeunes filles.

La statistique à laquelle nous empruntons ces chiffres détaille, pour chaque trimestre, le nombre de groupes et de membres nouveaux, disparus et exclus, et le résultat total. Cette statistique démontre que dans lès villes et les localités industrielles, la croissance du mouvement est moindre en été, tandis qu'à la campagne elle est moindre en

été. La cause principale de la disparition de quelques groupes est le manque de locaux appropriés.

Un autre statistique donne le nombre de groupes par districts administratifs (« län ») ; dans chacun des 25 districts suédois, des groupes existent. En tête viennent le län de Kopparberg avec 44, de Malmöhus avec 34, de Värmland avec 30 groupes ; en dernière place vient le län de Gottland avec 1 groupe.

Actuellement, l'organisation de la fédération nationale est réglée de la façon suivante : Le Congrès est souverain. Un Comité central de 9 membres élus par le groupe de Malmö, siége de la fédération, dirige la fédération et veille à l'édition de Fram. Le rédacteur de Fram, élu par le Congrès, est de droit membre du Comité central. Celui-ci répartit lui-même les fonctions diverses entre ses membres.

Dans chaque district administratif (län), où le nombre de groupes est suffisamment grand, ceux-ci forment une fédération de district, dirigée par un comité de district. Actuellement, il y a 13 fédérations de district, qui tiennent des conférences au moins une fois par an.

La cotisation nationale est de une couronne par membre et par an, payable trimestriellement. Pour cette cotisation, les membres reçoivent gratuitement l'organe fédéral Fram. Un droit d'entrée fédérale de 10 öre est perçu en outre pour chaque membre nouveau.

L'âge minimum d'entrée est de 15 ans.

Le bilan annuel fédéral se soldait à la fin de 1906, par 17.628,71 couronnes. Le 30 avril 1907, le Comité

central disposait d'un actif de 16.720,58 couronnes.

De mai 1905 à mai 1907, 25 grandes tournées de propagande ont été entreprises par les propagandistes rétribués de la Fédération, qui donnèrent pendant ce temps environ 700 conférences.

La fédération a beaucoup aidé le mouvement politique (en aidant à la propagande électorale) et surtout syndical. Nombre de Maisons du Peuple (Folkets Hus) ont été fondés à l'initiative des groupes de la jeunesse. Réciproquement, les syndicats ont fait une propagande très fructueuse dans leur sein en faveur de l'organisation de la jeunesse.

L'organe mensuel est devenu une admirable revue illustrée de 16 pages au moins en très grand format. L'accroissement de son tirage a suivi la marche suivante :

	1905	1906	1907
Janvier	8000	20000	37000
Février	9000	21000	34000
Mars	10000	22000	35000
Avril	11000	23000	36000
Mai	20000	33000	43000
Juin	15000	26000	
Juillet	17500	28000	
Août	16000	31000	
Septembre	18000	33000	
Octobre	19000	35000	
Novembre	18000	40000	
Décembre	25000	45000	

La situation financière du journal est excellente. L'administration dispose actuellement d'un capital de 11.814.70 couronnes.

La propagande écrite de la Fédération s'est exer-

cée, de plus, par un très grand nombre de brochures distribuées et vendues. La Fédération a installé à cet effet, à Malmoe, une imprimerie-librairie qui est sa propriété. La plupart des brochures répandues par la Fédération sont éditées et imprimées par elle. Voici leur liste avec le tirage de chacune d'elles :

K. G. Ossian-Nilson — Es-tu content de ton sort ?	25000
Fredrik Ström. — Le socialisme moderne	35000
Zeth Höglund. — La 1re Chambre, le Sénat, voilà l'ennemi !	15000
Hjalmar Larsson. — Fanfares (poésies)	2000
P. Albin Hansson. — La jeunesse socialiste	100000
Gustov Möller — La jeunesse socialiste	25000
Jean Jaurés. — Le programme socialiste	10000
Hjalmar Branting. — La grève générale	10000
Fredrik Ström. — Le paysan et le socialisme	10000
Kata Dalström. — Anarchie et socialdémocratie	8000
Zeth Höglund. — Bas les Armes !	50000
Zeth Höglund. — Revision constitutionnelle ou grève génér.	15000
Algot Ruhe — Les luttes pour la liberté de conscience	10000
Erik Heden. — Le 25me anniversaire de la fondation du parti socialdémocrate	10000
Fabian Mansson. — La question minière	5000
Harold Gote. — La jeunesse combattante (pièce antimilitariste)	5000
Leon Larsson. — Histoire d'un fou	10000
K. G. Ossian-Nilsson. — La marche des jeunes	50000
*** — Recueil de chants socialistes	18500
*** — Recueil de chants pour les socialistes	3000
Karl Erik-Forslund. — Mélodies rustiques	400
Valfrid Spångberg. — La défense nationale et le militarisme	7000
Le même. — La politique fiscale de la 1re chambre	6000
Le même. — La politique électorale de la 1re chambre	6000
Le même. — Les actes de la 1re chambre	550
Le même. — L'Annexion	315
Le même — Monsieur Boström à Östanå	475
Fabian Månsson. — La défense nationale de la Suède	
Zeth Höglund. — Histoire du socialisme (en 2 parties)	sous presse
*** — Le mouvement ouvrier et la civilisation	
Axel Danielsson. — Œuvres choisies (en fascicules de 8 pages, nombre total)	72000

Le Comité central de la Fédération édita en outre 210.000 manifestes, pour la plupart antimilitaristes.

Ainsi, une proclamation intitulée *Aux Camarades en uniforme!* fut distribuée à la rentrée de la classe de 1906 en 50.000 exemplaires ; une proclamation de 4 pages intitulée *Camarade!* à la même occasion en 1907 à 50.000 exemplaires également. Pendant les manœuvres, *Fram* fut distribué à 15.000 exemplaires dans les casernes ; la brochure de Zeth Höglund *Bas les Armes!* fut également distribuée dans les casernes à 10.000 exemplaires.

La situation matérielle de l'imprimerie-librairie fédérale est très bonne. Indépendamment de l'édition de *Fram* et des fascicules *Œuvres choisies de Axel Danielsson*, qui forment un compte à part, le bilan de 1907 se soldait par 7.216,53 couronnes, le capital étant de 4.364,54 couronnes.

Les groupes locaux et les fédérations de district ont également édité pour leur compte un très grand nombre de manifestes antimilitariste. Deux d'entr'eux, celui du groupe de Kopparberg (*Camarades en Uniforme!*) et celui de la fédération du district de Smaland (*A la Jeunesse ouvrière de Smaland!*) furent poursuivis. Les auteurs du manifeste de Kopparberg furent acquittés, mais l'auteur de celui de Smaland, Adolv Olsson, fut condamné d'abord à Jönköping à 6 mois de prison ; il interjeta appel, et la Cour Suprême réduisit sa peine à 2 mois. Le camarade V. Lindqvist, de Kosta, fut poursuivi pour avoir distribué ce manifeste, mais acquitté, parce qu'il put établir qu'il avait fait la distribution avant la confiscation.

Nous avons déjà mentionné, dans le même ordre d'idées, les 8 mois, réduits en appel à 6, octroyés à Zeth Höglund par le manifeste B a s l e s A r m e s !

Tous ces procès ont fait une énorme propagande antimilitariste. Leurs frais ont été supportés par une souscription pour le « Denier des procès », qui rapporta 3668,29 couronnes. Les procès coutèrent 2129,90 couronnes, il reste donc en caisse 1538,39 couronnes.

Une propagande très active fut menée également quand le ministre radical Staaf annonça un projet de loi contre la propagande antimilitariste à l'armée, au moyen d'une L e t t r e o u v e r t e à S o n E x c e l l e n c e S t a a f f, que publièrent tous les journaux du Parti. L'action des députés social-démocrates au Parlement se joignant au mouvement de protestation du dehors, cet attentat à la liberté d'opinions put être évité.

* *
*

Le second Congrès national, tenu à Stockholm du 19 au 22 mai 1907, fut une manifestation imposante de la vigueur matérielle et morale de l'organisation de la jeunesse social-démocrate en Suède. 188 délégués y assistaient. Les projets de résolution déposés sur les divers points de l'ordre du jour formaient une forte brochure de 38 pages. Le rapport du Comité Central sur son activité de juin 1905 à avril 1907, formant une brochure de 23 pages, fournit, en dehors des faits et des chiffres déjà cités, les renseignements suivants :

Depuis quelque temps, nombre de groupes ont repris l'idée des écoles socialistes du dimanche et ont organisé des *Sagostunden* (littéralement : soirées des contes). Les enfants se réunissent le dimanche matin dans des locaux appropriés, et viennent y écouter des contes et de la musique, apprendre des chansons, etc. En été ont lieu en outre de nombreuses excursions et des fêtes en plein air ; en hiver, des fêtes sont données de temps en temps. Cette institution est devenue très populaire et a pris une grande extension, surtout à Malmö, Lund et Eskilstuna.

En outre, un *fonds d'études* a été institué, pour permettre autant que possible aux membres les plus doués d'aller suivre les cours de l'université populaire de Brunnsvik et pour créer des bibliothéques ambulantes.

Le Comité central s'est mis en relations avec le *Socialistiska Ungdomsforbundet* dans le but de fusionner les deux organisations. Le 12 août et le 16 septembre 1906, les comités des deux organisations se réunirent à Malmö et précisèrent leur attitude dans les questions de la tactique antimilitariste, de la religion et de la grève générale-parlementarisme. L'accord ne put se faire, les délégués de la fédération « socialiste » se plaçant à un point de vue anarchosocialiste s'écartant absolument des principes et de la tactique fixés par les congrès socialistes internationaux. Un compte-rendu des délibérations signé par les délégués des deux fédérations fut imprimé en brochure et envoyé à tous les groupes en un tirage total de 3500 exemplaires. Depuis lors, les tendances anarchistes

se sont accentuées encore dans le Socialistiska Ungdomsförbundet, en même temps que le nombre de ses membres diminuait sensiblement. Actuellement, il peut avoir tout au plus 10,000 membres; son organe mensuel Brand tire à 10,000 à 12,000 exemplaires, mais est loin d'avoir l'importance et la valeur rédactionnelle de Fram; il ne contient du reste, pour la plupart, que des articles contre le Parti et contre sa tactique. Pour le moment il ne peut donc être question d'entente ou de fusion.

La fédération envoya des délégués au congrès du Socialdemocratisk Ungdomsforbund de Norvège, tenu à Lorvik en 1906, au congrès du Socialistisk Ungdomsforbund de Danemark, tenu à Aarhus en 1906, et au congrès de fondation du Socialdemocratisk Ungdomsforbund de Danemark, tenu à Veyle en septembre 1906.

Voici les résolutions les plus importantes votées par le 2me Congrès :

« *Le Congrès décide de mener une vigoureuse propagande antimilitariste, dans le but de la suppression complète du militarisme ,et en faveur de l'arbitrage international obligatoire et d'une vigoureuse action internationale des organisations ouvrières de tous les pays. Ce Congrès invite les délégués du Parti au Congrès socialiste international de Stuttgart à proposer que les représentants socialistes dans tous les Parlements du monde introduisent en même temps des propositions en faveur de la réduction successive des armements et d'organiser, pour donner plus de poids à cette manifesta-*

tion, un referendum populaire international sur cette question. »

D'autres résolutions furent prises pour régler systématiquement la propagande antimilitariste par une division du pays en régions de propagande, et pour se renseigner activement sur les abus de pouvoir et les mauvais traitements des soldats dans les casernes.

Concernant une proposition en faveur de la propagande pour la grève générale des miliciens, le Congrès décida que cette démonstration peut être utile dans certains cas, mais que le moment n'est pas encore venu pour cette action, l'organisation n'étant pas encore assez forte pour en assurer la réussite.

Dans la question religieuse,le Congrès se déclara d'accord avec le programme du Parti qui réclame la suppression de l'Église d'État et invita les travailleurs qui ne participent pas aux cérémonies religieuses par conviction réelle, de ne pas laisser baptiser et confirmer leurs enfants, de ne pas les laisser suivre l'enseignement religieux et de ne pas se marier eux-mêmes à l'église.

Le Congrès renouvela aussi une décision antérieure, qui défend l'usage de boissons alcooliques aux fêtes et réunions des groupes, ainsi que l'insertion d'annonces pour des produits alcoolisés dans la presse et les publications de la fédération.

Enfin le Congrès adopta plusieurs résolutions dans le but d'encourager les œuvres d'éducation de la fédération, et décida entr'autres la distribution d'un manifeste aux jeunes gens contre la littérature pornographique, de romans-feuilletons, de

romans-détectives à l'américaine, etc., contre lesquels F r a m mène depuis quelque temps une action très vive et, d'après les communications des libraires, très efficace. Enfin, le Congrès vota un subside de 500 couronnes à l'Université Populaire de Brunnsvik et la fondation de bourses d'études annuelles pour les membres de la fédération, d'un montant total annuel de 3000 couronnes, dans le but de leur permettre la fréquentation de cette institution.

GRANDE-BRETAGNE

La conjoncture spéciale de la lutte ouvrière, le caractère moins accentué de l'oppression militariste, telles sont les causes principales qui ont empêché la jeunesse ouvrière socialiste anglaise de s'organiser d'après le modèle du continent.

Les Socialist Sunday Schools (écoles socialistes du dimanche) n'en constituent pas moins une forme d'organisation intéressante. Son action éducative s'adresse presqu'exclusivement aux enfants de 5 à 16 ans, et ce n'est que depuis peu de temps que l'éducation socialiste des jeunes ouvriers ou jeunes gens économiquement indépendants, commence à se généraliser. On a même organisé pour eux, en plusieurs endroits, notamment à Glasgow, des sections d'histoire et d'économie politique.

Les Sunday Schools formulent comme suit leur but dans leurs statuts : Apprendre aux enfants les principes élémentaires du socialisme et de la morale, en même temps que les éléments du contrôle par soi-même, du respect de soi-même, et de la solidarité. L'enseignement s'étendra aussi sur la biographie, l'histoire, la science, la nature ; il sera indépendant de tout sectarisme ; on y ajoutera des exercices corporels pour la santé physique. Des classes secondaires pour les adolescents des deux sexes seront tenues également. »

La première Sunday School a été fondé il y a

11 ans par quelques camarades socialistes, avec une trentaine d'élèves, qui se réunissaient le dimanche matin dans un local scolaire pour apprendre des chants socialistes, lire et se faire expliquer un texte socialiste facile, et écouter une leçon de socialisme et de morale qu'un camarade adulte faisait pendant 20 minutes au plus. L'institution se généralisa bientôt. En 1899, on créa des fédérations régionales, où chaque école était représentée par un délégué adulte. En 1905, 1643 enfants des deux sexes et 582 adultes étaient membres cotisants des Sunday Schools. A présent, on peut évaluer ce nombre à 2500 enfants et 700 adultes. Il y a 3 fédérations régionales en Angleterre et 1 en Ecosse, réunies en une seule fédération nationale qui a son siége à Glasgow. Les fédérations régionales se réunissent en congrès chaque année. Un bulletin hectographié mensuel, intitulé The Young Socialist (le Jeune Socialiste), a servi d'organe à la fédération nationale à partir de 1901 ; il s'est transformé en janvier 1907 en une belle revue mensuelle illustrée de 16 pages, tirant à 2500 exemplaires.

Ce sont des camarades adultes, membres de l'une des organisations socialistes (Socialdemocratic Federation ou Independent Labour Party), qui dirigent et soutiennent les Sunday Schools. Ils paient un droit d'admission de 1 shilling et une cotisation mensuelle de 3 Pence. En outre, une collecte est faite après chaque réunion. Aucune fonction n'est rétribuée.

Les fonds ainsi recueillis servent pour la plus grande partie à payer le loyer des locaux scolaires

aux communes ou aux landlords (seigneurs du village) qui en ont la propriété.

Actuellement, les leçons sont réglées généralement de la façon suivante : Un ou une élève lit un compte-rendu des travaux du dimanche précédent; on chante un hymne socialiste ; le professeur donne une leçon de 20 minutes au plus sur quelque idée élémentaire du socialisme au cours de laquelle il répond aux questions posées par les enfants ; on répète les « dix commandements socialistes », enfin, un chant ou chœur clôture la leçon. En été, on organise de nombreuses excursions avec picnic. Pendant ou après les leçons du dimanche, on exécute souvent des exercices de gymnastique en commun. Quelquefois, on consacre toute une heure à une audition de musique et à des exercices de chant. Les listes de présence sont tenues avec régularité. Les sections d'adolescents étudient en commun la littérature marxiste.

Le premier mai 1907, les élèves des Sunday Schools de l'agglomération londonnienne, au nombre de 1000 environ, participèrent, en voitures, à la manifestation socialiste du Hyde-Park.

En dehors de leur revue mensuelle, des statuts imprimés et des « dix commandements », les Sunday Schools ont édité une brochure de propagande contenant un exposé de leur but moral par Lizzie Glasier et de leur méthode par Alfred Russell. Un recueil de chants (avec musique), et un manuel pour la direction des leçons du dimanche vont paraître sous peu.

La presse bourgeoise de Londres a mené cette année une vive campagne contre les Sunday

S c h o o l s. Les conservateurs rentrés en majorité dans les conseils municipaux du comté de Londres sont parvenus à chasser nos camarades de quatre locaux scolaires, malgré une campagne de protestation très active de la part des organisations socialistes.

HONGRIE

En Hongrie, un régime d'exception empêche l'organisation de la classe ouvrière en groupes politiques socialistes. Le Parti n'y existe que sous la forme d'une organisation corporative. L'organisation de la jeunesse socialiste est donc aussi nécessairement d'origine et de forme syndicale. Elle date de 1894, tout au moins en ce qui concerne la capitale Budapesth, car il n'était pas encore question, alors, d'organisation ouvrière consciente dans la province. Les travailleurs de l'industrie du livre commençaient alors à édifier leur organisation syndicale, ce qui ne pouvait se faire qu'en intéressant à la cause aides et apprentis. Ceux-ci furent convoqués à une réunion de propagande que la police interdit. La réunion se tint quand même, mais secrètement. Elle se termina par la fondation d'une organisation libre des apprentis. Les menuisiers et les serruriers suivirent cet exemple peu de temps après.

Toutes ces organisations étaient dirigées par des socialistes adultes. Leur activité se concentrait sur l'éducation des jeunes prolétaires. Le résultat atteint fut plus que satisfaisant car on forma nombre de bons socialistes qui occupent aujourd'hui les places les plus exposées dans le mouvement.

L'année 1897 mit fin à l'activité des groupements corporatifs libres. Ce fut une année de crise politique. Le chef du cabinet Bannfy, se sentant perdu

s'il ne risquait pas un coup de force, agita le spectre rouge devant les yeux de la bourgeoisie apeurée et commença une politique de persécutions et de violences. On fit prendre les fiches photographiques des meneurs et les uns furent expulsés de la capitale, les autres jetés en prison. Les organisations furent presque toutes dissoutes. Une violente querelle intestine, provoquée par un charlatan politique qui avait su capter la confiance d'une partie des travailleurs, Mezöfi (actuellement député sauvage, s'intitulant Socialiste Patriote) aggrava encore la situation. Evidemment, il ne fut bientôt plus question de l'organisation libre des Jeunes.

La chute du ministère Bannfy, en 1899, amena la fin de ce régime de terreur. Pour le mouvement syndical, ce fut une nouvelle ère de croissance et de prospérité· L'organisation des Jeunes réapparut sous une autre forme. L'on avait fondé alors à Budapesth un « Groupe d'Éducation Ouvrière », une sorte d'Université Populaire à caractère nettement socialiste, dont les statuts stipulaient une cotisation minime (environ 7 centimes par semaine) et permettaient la fondation de sections-succursales. Il n'en fallait pas plus pour qu'il se constituât une section des Jeunes qui posséda bientôt une bibliothèque et qui se réunissait, tous les dimanches, pour venir écouter des causeries sur les sciences sociales et naturelles.

Un dimanche après-midi, en décembre 1901, alors qu'un jeune élève-ingénieur faisait une causerie scientifique, la police fit irruption dans la salle. La bibliothèque fut confisquée et tous les jeunes

gens présents conduits en prison, où ils furent gardés provisoirement pendant douze et quatorze heures. Peu de mois après, ils furent tous traduits en justice et condamnés à des peines assez fortes. Les membres se dispersèrent alors dans les divers Cercles ouvriers d'Éducation et syndicats où ils perfectionnèrent leur instruction socialiste.

Après cette seconde crise, le mouvement recommença, dans sa forme définitive, cette fois, en 1904. Après la crise économique de 1902 vint, pour l'industrie, une période de haute prospérité, — et le mouvement ouvrier suivit la ligne ascendante du développement économique. Le nombre des membres des syndicats monta, en deux années, de 8000 (1902) à 41,000 (1904). Les Jeunes prirent une large part aux tentatives des syndicats, d'arracher au patronat une part plus grande des richesses produites. Ils s'organisèrent dans un groupe d'éducation, à base syndicale, et menèrent une active propagande en faveur de la suppression de l'enseignement professionnel les dimanches et pendant la soirée, exigeant que les cours aient lieu l'après-midi, et pour l'application sévère de la loi qui limite la durée du travail des jeunes ouvriers à 10 heures par jour.

La police et la justice entreprirent alors une nouvelle campagne. En 1904, 32 membres furent arrêtés et traduits en justice. 15 d'entr'eux furent condamnés à 2 jours, un seul à 15 jours de prison. Les camarades chez qui les jeunes se réunissaient furent condamnés à des peines allant jusqu'à 15 jours de prison. Le camarade Dr Rozvány, avocat, qui

tint une causerie dans une réunion tenue au milieu de la forêt près de Grosswardein, dut expier ce crime par 15 jours de prison et 200 couronnes d'amende. L'un des assistants, le camarade Gàl, s'en tira avec 10 jours de prison et 100 couronnes d'amende.

Pendant longtemps, on fut forcé de se réunir en plein air — même les soirs d'hiver, par 12 ou 15 degrés au-dessous de zéro ! C'est à une de ces assemblées en plein air que fut décidée, d'accord avec des camarades socialistes plus âgés, la fondation d'un organe d'éducation socialiste pour la jeunesse ouvrière qui paraît régulièrement depuis trois ans, sous la forme d'une revue mensuelle intitulée I f j u M u n k a s (le Jeune Ouvrier). La création de cette vaillante feuille, qui paraît depuis novembre 1904, aida puisamment au développement de l'organisation et surtout à son extension en p r o v i n c e. Depuis 1903, il n'y a que des progrès à enregistrer sur toute la ligne. Et cependant, la police fit de son mieux pour empêcher la création de groupes dans les villes de province. Elle mouchardait toutes les réunions, et quand celles-ci n'avaient pas été permises par l'autorité locale, elle arrêtait les assistants qui s'en tiraient régulièrement avec quelques jours de prison.

L'extension du mouvement en province rendit nécessaire la fondation d'une F é d é r a t i o n n a t i o n a l e d e s J e u n e s O u v r i e r s en avril 1906. Elle transmit ses statuts au ministère de l'intérieur, pour les faire approuver. Après une longue attente, le ministère répondit par un refus. Aussitôt on convoqua une conférence nationale qui se

tint à Budapeth, les deux jours de Pâques 1907. Dix groupes étaient représentés par 24 délégués. La conférence décida de remplacer la fédération nationale désormais illégale par une organisation fédéraliste groupée autour de l'organe Ifju Munkas; elle considère comme membres les jeunes gens âgés de moins de 24 ans et abonnés à Ifju Munkas. Le prix de l'abonnement fut élevé de 8 à 16 Heller par mois ; les 8 Heller supplémentaires serviront à couvrir les frais de l'organisation nationale.

Cette conférence décida en outre d'entrer en relations avec la jeunesse ouvrière des diverses nationalités du pays, et de poursuivre la création d'un lien fédéral avec la Fédération des Jeunes Ouvriers d'Autriche, ce qui est d'autant plus nécessaire que les deux pays ont une armée commune. Finalement, on vota une résolution antimilitariste, contenant une déclaration de principe et préconisant une série de moyens d'action.

La fédération compte actuellement, pour autant que la fluctuation très grande des membres permette une évaluation exacte, 300 membres à Budapesth et 400 en province. L'âge des membres varie de 15 à 21 ans. Tous sont des apprentis ou des ouvriers non qualifiés. Il n'y a pas des femmes parmi eux, quoique les statuts ne les excluent pas. Le tirage mensuel de *Ifju Munkas* est de 2000 exemplaires.

Son programme d'action, pour l'amélioration de la situation matérielle des apprentis, est le même que celui de la fédération autrichienne. Il n'y a pas de commissions permanentes pour le protection

des apprentis, mais des réunions spéciales avec le sujet « le sort des apprentis » sont organisées en assez grand nombre chaque année. Elles attirent chaque fois 800 à 900 apprentis.

Dans les écoles industrielles et professionnelles, les « jeunes » jouent un certain rôle et ils ont la coquetterie, du reste, de se distinguer de leurs collègues non organisés en portant l'INSIGNE de la Fédération. Ils s'occupent aussi de rechercher les cas de mauvais traitements des apprentis.

SUISSE

Actuellement, il n'existe d'organisations de la jeunesse socialiste que dans la Suisse allemande. Une *Jeunesse Socialiste*, fondée le 10 novembre 1901 exista pendant quelques années à Lausanne. Elle sut grouper autour d'elle des organisations similaires dans quelques localités de la Suisse romande et édita, à partir de la Noël de 1902, un journal mensuel *La Jeunesse Socialiste*, qui se transforma après son septième numéro en un organe d'adultes intitulé *Le Socialiste*.

Maintenant, seule la fédération des *Jungburschenvereine* (cercles de jeunes gens) groupe la jeunesse ouvrière socialiste de la Suisse allemande, plus spécialement des environs de Zurich. C'est là que fut fondé, en mars 1900, le premier Jungburschenverein, sur l'initiative du pasteur socialiste Pflüger, qui avait rassemblé les éléments du groupe parmi les jeunes ouvriers qui se préparaient sous sa conduite à la confirmation. Le but de ce groupe était purement éducatif. Il se proposait de perfectionner l'instruction scientifique et technique de ses membres ; mais son caractère socialiste s'affirma de plus en plus. Les patrons, qui voyaient de premier abord d'un très mauvais œil leurs apprentis se rendre au Jungburschenverein et trouvaient sans doute que « l'instruction » que les apprentis recevaient dans leurs ateliers devait leur suffire, engagèrent bien-

tôt la lutte ; nombre de membres furent forcés de démissionner, tout au moins pour la forme, d'autres furent renvoyés par leur patron, mais le Jungburschenverein n'en progressa pas moins. C'est même ainsi qu'il en vint à prendre tout à fait le caractère d'une organisation de combat socialiste, menant de front l'action éducative, antimilitariste, et syndicale. Il fonda des groupes analogues dans les environs, et constitua le 25 décembre 1906 la fédération nationale des Jungburschenvereine, dont le siège est à Zurich.

En mars 1900, le groupe de Zurich se fit bâtir un local appelé Jungburschenheim (maison des jeunes gens).

La possession d'un local à elle eut un résultat excellent pour l'organisation de la jeunesse. Une bibliothèque de 2000 volumes, qui ne chôme guère, y fut installée. On ne peut y introduire de boissons alcooliques. Tous les mercredis, on y tient une réunion générale régulière avec conférence ; tous les autres soirs de la semaine, il y a des réunions non-obligatoires avec discussions, jeux, etc. Les thèmes des conférences du mercredi, qui se tiennent avec une régularité absolue, sont empruntés tour à tour à l'action politique et syndicale, aux sciences naturelles et techniques, à la médecine et à l'hygiène.

Les statuts fédéraux précisent comme suit le but des Jungburschenvereine : l'éducation morale et physique de leurs membres par des conférences. discussions, lectures, jeux et excursions dans les montagnes, etc., dans le but d'en faire des socialistes conscients et actifs. L'assemblée générale de la

Noël 1906 détermina en outre leur attitude envers le militarisme en adoptant une résolution défendant aux membres de se rendre aux cours d'instruction militaire préparatoire, institués dans le but familiariser les jeunes gens avec le maniement des armes dès leur 16me année, et une autre résolution obligeant les membres à faire pendant leur service militaire une active propagande antimilitariste, au moyen du journal antimilitariste *Vorposten* (l'Avant-poste) et d'autres imprimés analogues.

Le groupe de Zurich a institué en outre au *Secrétariat pour la protection des apprentis*, destinés à recevoir les réclamations, à combattre les abus des patrons, à donner des renseignements de toute sorte, etc. Il n'est pas fait grand usage de ce secrétariat, un trop grand nombre d'apprentis ayant peur de s'y adresser par crainte de représailles patronales. Mais il a néanmoins rendu déjà d'énormes services à la jeunesse ouvrière dans sa lutte contre son exploitation économique. C'est en grande partie à cette institution que revient le mérite d'avoir amélioré d'une façon générale très sensiblement la situation des apprentis de Zurich.

Depuis février 1907, le Comité national édite l'organe *Der Skorpion* (le Scorpion), dont 4 numéros ont paru jusqu'ici et qui sera bientôt mensuel. Il tire à 3000 exemplaires.

La Fédération nationale comprend actuellement les groupes suivants : Zurich III, 150 membres ; Zurich III Wiedikon, 35 membres ; Zurich IV, 40 membres ; Altstetten (faubourg de Zurich), 40 membres ; Höngg (près de Zurich), 20 membres;

au total de 325 membres. Il faut y ajouter environ 80 jeunes gens qui ne sont pas membres, mais qui assistent régulièrement aux conférences. L'âge des membres varie généralement entre 15 et 20 ans. 95 % d'entr'eux sont ouvriers (apprentis). Leur degré d'instruction est en général assez satisfaisant. Il n'y a pas de membres féminins, les jeunes filles pouvant s'affilier à une organisation des ouvrières socialistes qui poursuit à peu près le même but que le Jungburschenverein. La cotisation de 40 centimes par mois suffit à grand' peine à couvrir les frais de l'arganisation, qui se rapportent principalement à l'entretien du local Jungburschenverein. La situation financière n'est lonc rien moins que brillante.

Il n'y a pas de lien organique avec le Parti, qui n'en considère pas moins les Jungburschen comme sa « jeune garde ». A l'âge de 20-22 ans, les membres passent à l'organisation politique et syndicale.

ESPAGNE

En janvier 1903, quelques jeunes gens, membres du Cercle socialiste de la ville industrielle de Bilbao, prirent l'initiative de fonder une Jeunesse socialiste. Leur exemple fut suivi peu après dans diverses contrées de l'Espagne. Ces groupes tinrent leur premier Congrès national les 14, 15 et 16 avril 1906 et décidèrent la fondation de la Federacion Nacional de Juventudes Socialistas de Espana». Cette Fédération a son siége à Bilbao. Son but est de venir en aide au Parti socialiste de toutes façons possibles, surtout en période électorale, et, avant tout, de donner à ses membres une éducation socialiste au moyen de conférences, lectures, assemblées, excursions. La loi rend impossible une action ouvertement antimilitariste, mais celle-ci n'en est pas moins menée d'une façon acharnée et ininterrompue.

Malgré les difficultés sans nombre que devaient fatalement rencontrer nos camarades sur cette malheureuse terre d'Espagne, malgré les poursuites et les condamnation d'une « justice » féroces, les résultats obtenus sont des plus encourageants. A la fin de 1906, la Fédération avait reçu les cotisations de 1116 membres répartis dans 20 sections. Les sections les plus fortes sont celles de Bilbao (332 membres), Eibar (124), San Sebastian (110), Madrid (73), la Arboleda (60). Les autres groupes ont de 12 à 50 membres. Presque tous les membres

des J. S. sont de jeunes ouvriers, on ne compte parmi eux que quelques employés de commerce. Très peu d'entre eux sont analphabètes.

En février, la Fédération édita le premier numéro de son bulletin imprimé· Le bilan de la caisse fédérale accuse pour l'année 1906, frs 424,30 de recettes et frs 413,05 de dépenses.

DANEMARK

Vers 1890, la lutte pour la revision constitutionnelle, menée par le Parti social-démocrate et l'opposition libérale, atteignit son intensité la plus haute ; elle entraîna la jeunesse qui s'organisa alors en « Fremskridtsklübber » (clubs progressistes), dont le but et l'action ne dépassèrent jamais les préoccupations politiques du moment. En 1890, le mouvement était à son apogée avec 250 membres en 8 groupes ; la création d'un organe fut tentée, mais sans résultat ; depuis lors, le mouvement déclina, et dix ans après, la plupart des « Fremskridtsklubber » avaient disparu.

Lors des grands lock-outs de 1899, un « cercle social-démocrate de la jeunesse » (Socialdemokratisk Ungdomsforening) fut fondé à Copenhague. En 1904, il créa une fédération nationale sous le nom de Socialistisk Ungdomsforbund (fédération socialiste de la jeunesse), affiliée au Parti, et lança l'organe mensuel Ny Tid (les Temps Nouveaux). Le Socialistisk Ungdomsforbund dévia bientôt vers l'anarchisme, se désaffilia du Parti qu'il se mit à critiquer et à combattre avec passion. Il déclina aussitôt matériellement ; son effectif, qui était d'abord de 5 à 600 membres, se trouve maintenant réduit à 250 membres en 8 groupes. Son organe Ny Tid cessa de paraître à la fin de 1905, pour

reparaître en janvier 1907, mais éphémèrement : il vient de cesser à nouveau sa publication.

Quelques membres démissionnaires du Socialistisk Ungdomsforbund tournée à l'anarchisme créèrent à Copenhague, le 14 décembre 1905, une Socialdemokratisk Ungdomsforening (cercle social-démocrate de la jeunesse), sur la base du programme du Parti. De concert avec quatre groupes analogues de province, qui n'avaient jamais fait partie du Socialistisk Ungdomsforbund, il mena pendant l'été de 1906 une propagande intense, qui amena la création de 10 groupes nouveaux ; un Congrès, tenu à Veyle le 16 septembre 1906, décida alors la fondation d'un Socialdemokratisk Ungdomsforbund (fédération social-démocrate de la jeunesse), qui compte dès sa fondation 722 membres en 14 groupes.

Le but primordial du Socialdemokratisk Ungdomsforbund est l'éducation socialiste de ses membres sur la base du programme du Parti social-démocrate ; puis, la lutte contre le militarisme. Les statuts fédèraux stipulent en outre que la fédération aidera le Parti dans sa propagande et dans son action électorale et fera de la propagande pour le S. U. pur et simple à 21 ans· (En Danemark, seuls les hommes âgés de plus de 30 ans sont électeurs au Parlement). Le Comité fédéral, composé de 9 membres élus par le Congrès annuel, a son siége à Copenhague. Un bureau de 3 membres fait fonctions de comité exécutif. La cotisation fédérale de 5 Oere par trimestre et par membre suffit à peine à couvrir les frais d'aminis-

tration. Les frais de la propagande fédérale sont portés pour la plus grande part par des groupes du Parti. Le Parti comme tel n'a pas encore donné de subside, mais il a adopté en son Congrès de 1906 une résolution par laquelle il assure la fédération de son aide matérielle et morale.

Depuis le 1r mai, le Socialdemokratisk Ungdomsforbund édite une revue mensuelle Fremad (En avant !), qui tire à 2000 exemplaires.

A la suite d'une nouvelle campagne de propagande entreprise en juin et juillet, la fédération comprend maintenant 22 groupes avec 1400 membres.

ITALIE

L'organisation de la jeunesse socialiste d'Italie en groupes éducatifs et antimilitaristes date de 1901. En 1903, quelques groupes (de Piombino, Florence, Rome, Milan, etc.), nouvellement créés, se réunirent en Congrès à Florence et fondèrent la Federazione nazionale Giovanile Socialista, qui reconnut comme organe fédéral le journal Gioventù Socialista (jeunesse socialiste) que publiait depuis 1902 le groupe de Florence et qui s'était appelé primitivement le Giovani Guardie (la jeune garde). Le siége du Congrès et de la rédaction de Gioventù Socialista fut bientôt transféré de Florence à Milan.

La fédération tint son deuxième Congrès national à Rome les 24 et 25 avril 1905. Dix-huit groupes avec un total de 500 membres cotisants environ y étaient représentés. Ce Congrès fournit le témoignage de l'active propagande socialiste et antimilitariste menée par les groupes locaux, mais permit en même temps de constater leur faiblesse d'organisation, leur manque de cohésion matérielle et morale, l'extraordinaire fluctuation de leurs effectifs. Ces défauts paraissent être inhérents à l'organisation de la jeunesse socialiste italienne encore aujourd'hui.

Le deuxième Congrès décida le transfert du siége fédéral à Rome. Le mouvement prit une grande

extension. La propagande antimilitariste, qui s'exerça par meetings, manifestations, brochures, manifestes, etc., fut intense. Les procès, généralement suivis de condamnations à des peines de 20 à 90 jours de prison, se succédèrent presque sans interruption sur tous les points du pays. Lors du tirage au sort de 1907, la Fédération Nationale invita les jeunes ouvriers de se refuser à prendre part à cette loterie infâme ; cette manifestation, le Parti et les syndicats aidant à la propagande, eut un grand succès.

La Fédération n'était pas officiellement affiliée au Parti socialiste, mais engagea des pourparlers dans ce but avec le Comiteur Directeur du Parti, qui se montra disposé à accepter l'affiliation et accorda un subside à la Fédération et à son organe.

Peu avant le 3me Congrès national, convoqué à Bologne les 24, 25 et 26 mars 1907, une discussion qui devint de plus en plus violente se déclara entre les intégralistes-réformistes et les syndicalistes de la Fédération, comme écho des discussions analogues qui divisent le Parti depuis une couple d'années. Le Congrès de Bologne amena alors la scission de la Fédération. La fraction syndicaliste constitue maintenant seule la Federazione Nazionale Giovanile Socialista, ayant pour organe Gioventù Socialista. La fraction intégraliste-réformiste constitua la Federazione Italiana Giovanile Socialista.

La F. N. G. S. est naturellement indépendante du Parti, dont les cadres sont aux mains des intégralistes et réformistes. Son organe Gioventù

Socialista devint d'hebdomadaire, qu'il était avant le Congrès, bimensuel ; il tire à 4000 exemplaires. D'après son secrétariat, elle compte actuellement de 3 à 4000 membres, dont une partie seulement paient la cotisation fédérale, qui est de 60 centimes par an pour les ouvriers et de 30 centimes pour les paysans.

La F. I. G. S. vient de s'affilier officiellement au Parti. Son comité évalue ses effectifs à 5000 membres en 100 groupes locaux. Le Giovani Guardie paraît tous les dimanches en 4000 exemplaires.

Les deux fédérations comptent un assez grand nombre de jeunes filles parmi leurs membres. L'âge des membres varie de 15 à 25 ans ; mais on n'admet plus les jeunes gens âgés de plus de 21 ans. Ces membres sont presque tous ouvriers et paysans, exepté quelques étudiants dans les grandes villes.

Les deux fédérations sont affiliées au Bureau international de la jeunesse socialiste, qui les considère jusqu'à présent comme satisfaisant l'une comme l'autre, par leurs déclarations de principes, aux conditions générales d'admission.

FRANCE

La caractéristique du mouvement de la jeunesse socialiste en France est le manque d'unité et de durabilité. Le mouvement d'opinion antimilitariste, suscité par l'affaire Dreyfus, amena la création des premières groupes de jeunesse au sein des trois organisations de cette époque : le *Parti Ouvrier Français*, le *Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire*, le *Parti Socialiste Révolutionnaire*. Dès 1899, le Parti socialiste-révolutionnaire avait groupés dans sa Fédération nationale des jeunesses près de 200 groupements disséminés dans toute le France et dont quelques-uns comptaient 600 et 800 membres cotisants, notamment dans la Saône-et-Loire. En janvier 1900, les jeunesses du P. O. F. et du P. S. R. publièrent le 1r numéro du *Conscrit*, rédigé dans le même esprit que son frère aîné de Belgique. Le *Conscrit*, très bien rédigé et illustré, ne cessa de paraître chaque année vers la même époque. Malgré les hurlements de la presse nationaliste, le gouvernement n'osa pas le poursuivre.

Une Fédération régionale autonome de jeunesses socialistes fut créée vers la même époque dans l'Yonne ; elle publia le fameux *Pioupiou de l'Yonne*, dirigé par Gustave Hervé ; le *Pioupiou* fut régulièrement poursuivi et tout aussi régulièrement acquitté, ce qui contribua énormement à lui faire de la popularité. En même temps,

la Fédération de la Jeunesse Socialiste révolutionnaire du Sud-Est publia le Drapeau Rouge, organe hebdomadaire.

En 1902, la fédération des jeunesses du Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire lança à l'occasion du tirage au sort la Feuille du Soldat, qui n'eut qu'un numéro.

Mais la propagande antimilitariste ne s'exerçait pas seulement par les journaux ; la fédération des jeunesses du P. S. R. publia à cette époque cinq brochures (Contre le Fratricide, par Albert Tanger ; Contre la Guerre ; L'Armée jugée par les Nationalistes ; la Congrégation ; la Guerre de Chine, par Urbain Gohier), et fit répandre à profusion la Grève Générale et la Révolution, par... Aristide Briand, où le futur ministre de Georges Clémenceau fait un chaleureux éloge des groupements de la jeunesse socialiste antimilitariste qu'il persécute aujourd'hui.

De mai 1901 à mai 1902, la fédération des jeunesses du P. S. R. publia 7 numéros d'un organe de 4 pages intitulé la Jeunesse Socialiste.

L'action des Jeunesses resta cependant purement régionale. Les deux fédérations nationales existantes (P. S. R. et P. O. S. R.) méritaient que fort peu cette épithète. Aucun Congrès national ne fut jamais tenu. Quand, en 1902, l'Unité socialiste révolutionnaire se fut constituée, le nouveau parti (Parti Socialiste de France) refusa de donner à la fédération nationale des jeunesses le droit d'existence au sein du Parti ; malgré un timide essai de

résistance, la fédération nationale fut alors dissoute.

Il devient alors totalement impossible de poursuivre la marche du mouvement, chaotique et tour à tour progressant et déclinant. La tendance générale cependant est, de 1902 à l'unification (1905), un recul assez accentué. Nombre de groupes de province, un moment florissants, périclitent. Les Jeunesses du Parti Socialiste de France continuent cependant la publication du *Conscrit*. Dans l'Yonne et dans les Ardennes, où existe une fédération des Jeunes Gardes Socialistes en tous points semblable aux Jeunes Gardes Belges, le mouvement marche cependant : la fédération de l'Yonne publie le *Pioupiou* jusqu'à deux ou trois fois par an, et les Jeunes Gardes des Ardennes éditent en septembre de chaque année un opuscule *le Conscrit d'Ardenne*, contenant, en dehors des articles de propagande antimilitariste, des articles éducatifs et des notes sur le mouvement des Jeunes Gardes.

Au moment de l'unification, le mouvement avait déjà perdu beaucoup de son importance. En Ardenne, les groupes déclinèrent ; dans l'Yonne, ils tournèrent presque tous vers l'anarchisme en même temps qu'ils voyaient se réduire le nombre de leurs membres à une poignée. En mai 1905, les groupes parisiens firent paraître une revue *Annales de la Jeunesse Socialiste*, forte de 28 pages, qui s'annonçait très bien, mais n'eut que 2 numéros.

L'unité du Parti définitivement constituée, il apparut que les Statuts du Parti Socialiste ne lais-

saient pas de place à une Fédération nationale des Jeunesses. Alors que toutes les Jeunesses de province s'affilièrent directement à l'organisation socialiste locale, les Jeunesses de la Seine formèrent une fédération départementale affiliée comme 42me section à la fédération de la Seine du Parti. Elle édita, le 15 mars 1907, le premier numéro d'un organe mensuel l'*Égalité*, qui parait depuis lors régulièrement le 15 de chaque mois à 3000 exemplaires, comme organe de toutes les Jeunesses Socialistes affiliées au Parti. C'est là le seul lien qui relie entr'elles les organisations du pays. Actuellement, il y a cinq groupes à Paris ; en province, il existe des groupes à Romilly-sur-Seine, Montauban, Ajaccio, Bastia, Toulouse, Agen, Nantes, Rodez, Roqueçon, Brest, dans les Ardennes, et à Pouilloux, Ciry-le-Noble, Palinges et Digain (ces quatre derniers en Sâone-et-Loire). Il n'y a pas de données précises sur le nombre des membres de ces organisations ; on peut l'évaluer, toutefois, à un millier au total.

Le secrétariat international de la Jeunesse Socialiste s'est préoccupé de contribuer à la constitution d'une unité nationale nouvelle des organisations françaises. Dans ce but, il adressa une circulaire-questionnaire aux 76 fédérations départementales du Parti, dont il communiqua les résultats au secrétariat de l'Union fédérale de la Seine. Le camarade De Man se rendit à Paris et fit adopter par la réunion plénière de la 42me section une proposition de création d'un secrétariat national des Jeunesses, comme acheminement vers une fédération nationale.

Organes Périodiques de la Jeunesse Socialiste

Les adresses indiquées sont celles de la direction ou bien des camarades chargés de correspondre en son nom avec l'étranger. Cette liste ne comprend que les organes paraissant plus d'une fois par an ; elle ne comprend donc pas, pour la Belgique : *De Loteling, Le Conscrit, De Kazerne, La Caserne;* pour la France : le *Conscrit* et le *Conscrit d'Ardenne,* et pour la Finlande : *Kamrat.* Nous avons ajouté entre parenthèse la date de l'apparition et la langue.

Arthur Jauniaux, réd. *La Jeunesse, c'est l'Avenir,* Haine-St-Paul (Hainaut) Belgique (1r du mois — Français).

Réd. *De Vrijheid,* rue Basse, 152, Anvers, Belgique (15 du mois — Néerlandais).

Réd. *De Waarheid,* rue Hautport, 29, Gand, Belgique (15 du mois — Néerlandais).

Robert Danneberg, réd. *der Jugendliche Arbeiter,* Wollzeile 19, Vienne I. Autriche (mensuel — Allemand).

Julius Alpàri, réd. *Ifju Mùnkàs,* VII Dohany u. 40 I i, sz. Budapesth, Hongrie (15 du mois — Hongrois).

Emmanuel Skatula, réd. *Sbornik Mladeze,* Prague II. 1959. Bohême (bimensuel — Tchèque).

F. Dardenne, réd. de *l'Egalité,* 81, rue des Poissonniers, Paris (18me) France (15 du mois — Français).

Dr Ludwig Frank, réd. *Junge Garde,* Mannheim G 2. 4. Allemagne (15 du mois — Allemand).

Max Peters, réd. *die Arbeitende Jugend,* Waldemarstrasse, 75 III. Berlin S. O. Allemagne (1r du mois — Allemand).

Der Skorpion, Zentralvorstand der Schweizerischen Jungburschenvereine. Jungburschenheim, rue de Zwingli, Zürich, Suisse (mensuel — Allemand).

Citoyenne H. Roland Holst, réd. *De Zaaier,* Laren, Noord-Holland. Pays-Bas (1r du mois — Néerlandais).

Gioventù Socialista, Casella Postale 310, Rome, Italie (bimensuel — Italien).

Réd, *le Giovani Guardie,* via Gazzata, 3, Reggio Emilia, Italie — (hebdomadaire — Italien).

Eladio Campo, réd. du *Bôletin de la Federacion Nacional de Juventudes Socialistas,* Torre 14, Bilbao. Espagne (irrégulier — Espagnol).

Alfred Russell, réd. *The Young Socialist,* 366 New City Road, Glasgow, Grande-Bretagne (mensuel — Anglais)

Rédaction du *Mlad Rabotnik,* Sofia, Bulgarie (15 du mois — Bulgare).

Fram, Malmö, Suède (1r du mois — Suédois).

Sverre Krogh, réd. *det Tyvende Aarhundrede,* Tórvgaden 17 b II, Christiania, Norvège (le 1r mai et à la Noël — Norvégien).

Eug. Olaussen, réd. de *Ung-Socialisten,* Torvgade, 17 b, II, Christiania, Norvège (mensuel — Norvégien).

J. Andersen-Godstrup, réd. *Fremad,* Nansengade, 48 III, Kopenhagen, Danemark (1r du mois — Danois).

Gand, imp. Soc. Coop. « Volksdrukkerij ».

Publications du Bureau Socialiste International

	Bureau	Belgique	Etranger
Les congrès socialistes internationaux. Ordres du jour, délégations, résolutions. Paris (1889), Bruxelles 1891), Zurich (1893), Londres (1896), Paris (1900).	0,75	0.80	0,85
Le congrès socialiste international d'Amsterdam 1904. Ordre du jour et projets de résolutions en trois langues . .	0,25	0,30	0,35
Compte-rendu du congrès socialiste international d'Amsterdam 1904. Assemblée plénière et sections (épuisé . .			
Rapports et projets de résolutions relatifs à l'ordre du jour du congrès socialiste international d'Amsterdam . .	1,00	1,10	1,20
Résolutions en trois langues sur les questions à l'ordre du jour du congrès soc. international d'Amsterdam (1904) . .	0,50	0,55	0.60
L'organisation socialiste et ouvrière en Europe, en Amérique et en Asie avec supplément)	3,75	4,00	4,35
La manifestation du 1er mai, proclamation et quatorze rapports sur la limitation des heures de travail, en trois langues	1,00	1,05	1.15
Compte-rendu de la séance du Bureau socialiste international des 4-5 mars 1906, en trois langues	0,60	0.55	0,60
Compte-rendu de la séance du Bureau socialiste international du 10 novembre 1906, en trois langues	1,00	1,10	1,20
Rapports et projets de résolutions relatifs à l'ordre du jour du congrès socialiste international de Stuttgart 1907, en trois langues (paraît en août 1907)	2,50	2,60	2,75